COLLECTION D'HISTORIENS CONTEMPORAINS

HISTOIRE

DU RÈGNE DE

FERDINAND ET D'ISABELLE

Bruxelles. — Typ. de A. Lacroix, Verboeckhoven et Cie, rue Royale, 3, impasse du Parc



ŒUVRES DE W. H. PRESCOTT

HISTOIRE

DU RÈGNE DE

FERDINAND ET D'ISABELLE

TRADUITE DE L'ANGLAIS

PAR G. RENSON



. . . . Quæ surgere regna
Conjugio tali!
Virg., *Énéide*, IV, 17.

Crevere vires famaque et imperi?
Porrecta majestas ab Euro
Solis ad occiduum cubilo.
Horace, *Odes*, IV, 15.

TOME IV

PARIS
FIRMIN DIDOT FRÈRES, FILS ET Cie
RUE JACOB, 56

BRUXELLES ET LEIPZIG
A. LACROIX, VERBOECKHOVEN ET Cie, ÉDITEURS
RUE ROYALE, 3, IMPASSE DU PARC

1862

CHAPITRE XVI.

MORT D'ISABELLE.

(1504)

Déclin de la santé de la reine. — Alarmes de la nation. — Testament et codicille d'Isabelle. — Sa résignation et sa mort. — Transfert de son corps à Grenade. — Portrait d'Isabelle. — Ses manières. — Son caractère. — Parallèle avec la reine Élisabeth.

La conquête d'un royaume important au cœur de l'Europe, la découverte au delà des mers d'un nouveau monde, qui promettait de l'enrichir des fabuleux trésors des Indes, élevaient rapidement l'Espagne au premier rang des puissances européennes; mais, dans ce moment même, elle devait recevoir un coup fatal par la mort de l'illustre souveraine, qui avait si longtemps et si glorieusement présidé à ses destinées. Nous avons déjà eu plusieurs fois l'occasion de signaler le déclin de la santé d'Isabelle, pendant ces dernières années. Des fatigues excessives, jointes à une trop forte contention d'esprit, avaient miné la constitution de la reine, qui avait été cruellement éprouvée, en outre, par une série de calamités domestiques, qui l'avaient frappée presque coup sur

coup, depuis la mort de sa mère, en 1496. L'année suivante, elle accompagnait au lieu de repos les restes de son fils unique, héritier et espoir du pays, mort à la fleur de l'âge, et, en 1498, elle pleurait sur la tombe de sa fille bien-aimée, la reine de Portugal.

Ce dernier coup, si douloureux, la plongea dans un abattement, d'où elle ne sortit plus jamais complétement. Elle avait vu s'éloigner d'elle ses autres enfants, partant pour des pays étrangers, à l'exception de Jeanne qui était revenue auprès d'elle et dont la présence augmentait encore l'affliction de la malheureuse mère, car cette princesse manifestait des signes de démence, qui faisaient présager pour ses futurs sujets un funeste avenir.

Loin cependant de se livrer à de vaines et lâches lamentations, Isabelle chercha des consolations où elle devait le mieux les trouver, dans des exercices de piété et dans l'accomplissement des devoirs de sa haute position. Aussi la voyons-nous attentive aux moindres intérêts de son peuple, soutenant son ministre Ximenès dans ses plans de réforme, favorisant les voyages de découvertes à l'ouest, et, à la fin de 1503, s'efforçant, à la nouvelle de l'invasion française, de stimuler l'esprit de résistance à l'étranger. Ces efforts ne firent toutefois que l'affaiblir davantage, et elle dépérit de jour en jour, sous l'influence de cette maladie morale, qui résiste à tous les remèdes et admet à peine des consolations.

Au commencement de cette même année, son état s'était aggravé au point que les cortès de Castille, en proie à de vives alarmes, prièrent leur souveraine de pourvoir au gouvernement du royaume après sa mort, en cas d'absence ou d'incapacité de Jeanne. Depuis elle se rétablit un peu, à ce qu'il paraît, mais ce ne fut que pour éprouver une rechute

plus grave, car elle avait acquis la conviction de la démence de sa fille.

Au printemps de 1504, cette infortunée princesse s'embarqua pour retourner dans les Flandres, où, peu de temps après son arrivée, l'inconstance de Philippe et sa propre jalousie occasionnèrent les scènes les plus scandaleuses. L'archiduc s'éprit ouvertement d'une des dames de la suite de Jeanne, et celle-ci, dans un accès de fureur, se jeta sur sa belle rivale dans le palais et fit couper la magnifique chevelure qui avait captivé les yeux de son volage époux. Cette insulte affecta Philippe au point qu'il exhala son indignation contre Jeanne dans les termes les plus grossiers, et finit par refuser d'avoir aucune espèce de relations avec elle.

La nouvelle de ce scandale fut reçue en Castille, au mois de juin, et causa le plus profond chagrin aux malheureux parents de la princesse. Ferdinand, peu de temps après, tomba malade de la fièvre, et la reine fut atteinte de la même maladie, accompagnée des symptômes les plus alarmants; ses souffrances furent aggravées par ses inquiétudes pour son époux, et elle refusa d'ajouter foi aux assertions rassurantes des médecins, avant qu'il fût en état de se rendre auprès d'elle. Le roi, grâce à sa constitution vigoureuse, surmonta le mal, tandis que la reine y succombait peu à peu; elle s'affligeait plus vivement que lui de la situation de leur malheureuse fille et du sort funeste réservé probablement à cette Castille qu'elle aimait tant.

Le fidèle serviteur d'Isabelle, Pierre Martyr, était, en ce moment, avec la cour, à Medina del Campo. Dans une lettre au comte de Tendilla, en date du 7 octobre, il rapporte que les médecins ont les plus sérieuses inquiétudes au sujet de

l'état de leur souveraine. « Elle est, » dit-il, « consumée entièrement par la fièvre; elle repousse avec dégoût tous les aliments et est tourmentée d'une soif inextinguible. Selon toutes les apparences, elle est menacée d'une hydropisie. »

Isabelle avait néanmoins conservé toute sa sollicitude pour le bonheur de son peuple et les grands intérêts de son gouvernement. Couchée une grande partie de la journée sur son lit, elle écoutait ou se faisait lire les nouvelles les plus importantes venues du pays ou d'ailleurs. Elle donnait audience à des étrangers de distinction, particulièrement aux Italiens qui pouvaient lui fournir des détails sur la dernière guerre et surtout sur Gonsalve de Cordoue, dont elle avait vu grandir la fortune avec une vive satisfaction [1]. Elle recevait aussi avec plaisir les voyageurs instruits que sa réputation attirait à la cour de Castille; elle leur faisait mille questions et ils partaient, dit un écrivain du temps, pénétrés de la plus profonde admiration pour l'énergie virile avec laquelle elle soutenait le fardeau d'une maladie mortelle [2].

Le mal faisait des progrès rapides. Nous avons une autre lettre de Martyr, en date du 15 octobre, écrite sur le même

[1] Peu de temps avant sa mort elle reçut la visite de Prosper Colonna; celui-ci, lors de sa présentation au roi Ferdinand, lui dit « qu'il était venu en Castille pour voir la femme qui, de son lit de mort, gouvernait le monde. »

[2] Parmi les étrangers présentés à la reine en ce temps, il y eut un célèbre voyageur italien, du nom de Vianelli, qui lui offrit une croix d'or garnie de pierres précieuses, entre autres d'une escarboucle d'une valeur inestimable. Le généreux Italien s'attira une semonce assez incivile de la part de Ximenès, qui lui dit, au sortir de l'audience, « qu'il aimerait mieux avoir l'argent que coûtaient ses diamants, pour l'employer au service de l'Église, que toutes les perles des Indes. »

ton que la précédente : « Vous me demandez des nouvelles de la santé de la reine. Nous restons tristement dans le palais, toute la journée, attendant en tremblant l'heure où la religion et la vertu quitteront la terre avec elle. Prions qu'il nous soit un jour permis de la suivre où elle ira bientôt. Elle dépasse tant la perfection humaine qu'il n'y a, pour ainsi dire, rien de mortel en elle; aussi la mort ne sera-t-elle pour elle que le passage à une vie plus pure, et nous devons plutôt envier son sort que nous en affliger. Le monde qu'elle quitte est plein de sa gloire, et elle va jouir, auprès de Dieu, dans le ciel, de l'éternité bienheureuse. Je vous écris, » dit Martyr en finissant, « ballotté entre la crainte et l'espérance, tandis qu'elle respire encore. »

Une sombre consternation régnait partout; même la longue maladie d'Isabelle n'avait pu préparer ses fidèles sujets à la catastrophe finale. Ils se rappelaient plusieurs circonstances de funeste augure, qui avaient auparavant échappé à leur attention. Le printemps précédent, un tremblement de terre, accompagné d'un des plus terribles ouragans dont on eût gardé le souvenir, avait plongé dans la désolation l'Andalousie et surtout Carmona, ville appartenant à la reine. Les Espagnols superstitieux virent dans ces malheurs les signes précurseurs d'une calamité prochaine; des prières furent dites dans toutes les églises, des processions, des pèlerinages furent faits dans tout le royaume, mais inutilement, pour la guérison de l'auguste malade.

Isabelle ne se faisait pas illusion sur son état; elle se sentait trop bien mourir et elle résolut de mettre à profit le moment où elle jouissait encore pleinement de ses facultés, pour prendre ses derniers arrangements.

Le 12 octobre, la reine prépara ce testament célèbre, où

se reflètent si vivement les qualités de son esprit et de son cœur. Elle commence par donner des ordres pour son enterrement; elle veut que sa dépouille mortelle soit transportée à Grenade, dans le couvent des franciscains de Sainte-Isabelle, dans l'Alhambra, et déposée dans un modeste et humble tombeau, avec une simple inscription dessus; « mais, » ajoute-t-elle, « si le roi, mon époux, préfère être inhumé dans un autre lieu, je veux reposer à ses côtés, afin qu'unis dans cette vie, comme, avec la grâce de Dieu, nous espérons l'être dans le ciel, nous le soyons aussi dans la terre. » Puis, désirant, dans ce dernier acte de sa vie, donner un exemple d'humilité aux Castillans, habitués à entourer leurs obsèques d'une pompe extravagante, elle ordonne qu'on célèbre les siennes avec la plus grande simplicité et qu'on distribue en aumônes l'argent économisé de cette manière.

Isabelle prescrit ensuite plusieurs œuvres charitables; elle fixe une somme considérable pour doter des jeunes filles pauvres et pour racheter des chrétiens captifs sur les côtes barbaresques. Elle exige que l'on paie exactement toutes ses dettes personnelles dans l'année, supprime des sinécures dans la maison royale et révoque toutes les donations, sous forme de terres ou de rentes, qu'elle croit avoir été faites illégalement; elle représente à ses successeurs combien il est important pour eux de maintenir l'intégrité du domaine royal et surtout de ne jamais céder leurs droits sur l'importante forteresse de Gibraltar.

Après cela, elle règle la succession au trône, qu'elle laisse à l'infante Jeanne, « comme reine propriétaire, » et à l'archiduc Philippe, son époux. Elle leur donne de bons conseils pour leur administration future, leur recommandant,

s'ils veulent se faire aimer et obéir de leurs sujets, de se conformer en tout point aux lois et aux usages du royaume, de ne nommer aucun étranger à un emploi, faute dans laquelle elle prévoyait que Philippe tomberait, et de ne faire, pendant leur absence du royaume, ni lois, ni ordonnances, « exigeant nécessairement le consentement des cortès. » Elle les prie de vivre en bon accord, comme elle-même l'avait toujours fait avec son époux, de témoigner à celui-ci la déférence, l'affection filiale « qu'il mérite plus que tout autre parent par ses vertus éminentes, » enfin de veiller avec la plus tendre sollicitude sur les libertés et le bien-être de leurs sujets.

Venant à la grande question posée par les cortès de 1503, relativement au gouvernement du royaume, en cas d'absence ou d'incapacité de Jeanne, Isabelle déclare qu'après mûre délibération et de l'avis d'un grand nombre de prélats et de nobles du royaume, elle désigne, dans cette éventualité, le roi Ferdinand comme seul régent de Castille, jusqu'à la majorité de son petit-fils, Charles; étant déterminée, ajoute-t-elle, « par la considération de la magnanimité et des qualités illustres du roi, mon époux, ainsi que de sa vaste expérience et du grand bien que fera à l'État son administration sage et bienfaisante. » Elle exprime sa sincère conviction que la conduite passée de Ferdinand est une garantie suffisante pour l'avenir, mais, afin de se conformer à l'usage établi, elle exige qu'avant d'entrer en fonctions il prête le serment prescrit.

Elle fait ensuite des legs à son époux, « moins considérables qu'elle le voudrait et surtout qu'il le mérite, eu égard aux services éminents rendus par lui à l'État ; » elle lui donne la moitié des revenus nets des contrées nouvellement

découvertes à l'ouest, avec une pension annuelle de dix millions de maravédis, à prélever sur les *alcavalas* des grandes-maîtrises des ordres militaires.

Après quelques dispositions additionnelles, relatives à la succession au trône, au cas où Jeanne mourrait sans héritier direct, elle recommande à ses successeurs, de la manière la plus chaleureuse et la plus pressante, ses différents serviteurs et ses amis personnels, parmi lesquels on voit cités le marquis et la marquise de Moya (Béatrice de Bobadilla, compagne de sa jeunesse), et Garcilasso de la Vega, l'habile ambassadeur d'Espagne à la cour du pape.

Enfin, reprenant le ton de tendresse conjugale qu'elle avait eu au commencement, elle s'exprime ainsi : « Je prie le roi, mon époux, d'accepter tous mes joyaux ou ceux qu'il voudra choisir, afin qu'en les voyant il se rappelle que je l'ai toujours beaucoup aimé en ce monde et que je l'attends dans une antre vie, ce qui l'engagera à vivre d'autant plus justement et plus saintement dans celle-ci. »

Six exécuteurs testamentaires étaient désignés; les deux principaux étaient le roi et Ximenès, qui avaient pleins pouvoirs pour agir, d'accord avec un des autres.

Nous nous sommes arrêté longtemps sur ce testament, parce qu'il nous montre la reine, jusqu'à sa dernière heure, fidèle aux principes qui l'avaient guidée toute sa vie, à sa politique large et sage, prévoyant les malheurs qui devaient suivre sa mort et qu'elle ne pouvait malheureusement pas empêcher, scrupuleusement attentive à remplir tous ses devoirs et vouant à ses amis une affection que la mort seule pouvait éteindre.

Ces arrangements pris, Isabelle s'affaiblit de jour en jour, mais on eût dit que les forces de son intelligence augmen-

taient, à mesure que celles de son corps diminuaient. Elle continuait à s'occuper des affaires du gouvernement, et plusieurs mesures publiques, que des soins plus urgents ou la maladie l'avaient jusqu'alors empêchée de prendre, tourmentaient tellement son esprit, qu'elle en fit l'objet d'un codicille, ajouté à son testament, le 23 novembre 1504, trois jours seulement avant sa mort.

Ce codicille renfermait trois dispositions trop remarquables pour être passées sous silence. La première concernait la codification des lois; Isabelle nommait à cet effet une commission, chargée de former un nouveau recueil des statuts et des pragmatiques, dont la teneur contradictoire était encore une source fréquente de difficultés. La reine avait toujours eu ce projet à cœur, mais il n'avait été qu'incomplétement exécuté, dans la première partie de son règne, par l'excellent mais insuffisant ouvrage de Montalvo, et, malgré ses recommandations, il ne devait pas l'être réellement avant le règne de Philippe II.

La deuxième clause avait rapport aux naturels du nouveau monde. De grands abus étaient de nouveau commis dans ces régions, depuis la résurrection partielle du système des *repartimientos*. « Bien que, » dit Las Casas, « on prit grand soin de cacher la vérité à la reine, » celle-ci, paraît-il, la soupçonnait vaguement; aussi recommande-t-elle à ses successeurs, avec la plus grande chaleur, de travailler à l'œuvre sainte de conversion et de civilisation des pauvres Indiens, qu'elle les prie de traiter avec la plus grande douceur, réprimant tout attentat dirigé contre leur personne ou leurs biens.

Enfin, Isabelle manifeste ses doutes au sujet de la légalité du principal revenu de la couronne, celui qu'elle tirait des

alcavalas; elle institue une commission chargée d'examiner si celui-ci était originellement destiné à être perpétuel, et s'il avait reçu le libre assentiment du peuple; elle prescrivait à ses héritiers, en ce cas, de lever cet impôt de la manière la moins vexatoire pour ses sujets. Mais, s'il n'en était pas ainsi, elle ordonnait que la législature fût convoquée à l'effet de prendre les mesures nécessaires pour faire face aux besoins du gouvernement, « mesures dépendant pour leur validité du bon plaisir des habitants du royaume. »

Telles furent les dernières volontés de cette femme admirable, qui manifesta pendant toute sa vie le même respect pour les droits et les libertés de la nation, et s'efforça de couvrir d'une généreuse protection les contrées les plus lointaines qu'elle gouvernait. Ces deux documents étaient un legs précieux fait au peuple, pour le guider lorsqu'il n'aurait plus sous les yeux l'exemple de sa souveraine.

La signature d'Isabelle sur le codicille, conservé parmi les manuscrits de la bibliothèque royale de Madrid, est à peine lisible, et les caractères tracés irrégulièrement montrent l'état de faiblesse où elle était réduite. La mourante avait mis ordre à ses affaires temporelles; elle consacra le peu de temps qui lui restait encore, à remplir d'autres devoirs d'une nature plus élevée; ce n'était que le dernier acte de toute une vie de préparation à la mort. Elle eut le malheur, commun aux personnes de son rang, d'être séparée de ceux dont la tendresse filiale aurait pu adoucir l'amertume de ses derniers moments; mais elle eut le bonheur plus rare de recevoir les consolations de l'amitié; car elle voyait réunis autour d'elle ses anciens amis, formés et éprouvés à l'heure de l'adversité.

Comme tous fondaient en larmes, elle leur dit avec calme:

« Ne pleurez pas et ne perdez pas votre temps en prières inutiles pour ma guérison, priez plutôt pour le salut de mon âme. » Lorsqu'elle reçut l'extrême-onction, elle refusa de laisser découvrir ses pieds, selon l'usage, refus qui, ayant été fait dans un moment où l'on ne pouvait soupçonner chez elle de l'affectation, est souvent rappelé par les écrivains espagnols comme une preuve de ce sentiment de pudeur qui la distingua toute sa vie. Enfin, ayant communié et accompli tous les devoirs d'une chrétienne, pieuse et sincère, elle expira doucement, un peu avant midi, le mercredi, 26 novembre 1504, dans sa cinquante-quatrième année et la trentième de son règne.

« Ma main, » dit Pierre Martyr, dans une lettre écrite le même jour à l'archevêque de Grenade, « ma main n'a plus la force de tracer une ligne. Le monde a perdu son plus bel ornement, perte déplorable non seulement pour l'Espagne, que la reine a si longtemps guidée dans une voie glorieuse, mais pour la chrétienté tout entière, car la défunte était le modèle de toutes les vertus, le protecteur de l'innocence et la terreur des méchants. Je ne connais aucune femme, dans les temps anciens ou modernes, qui, à mon avis, soit digne sous aucun rapport d'être citée auprès de cette femme incomparable. »

On se prépara sans perdre de temps à transporter le corps non embaumé de la reine à Grenade, conformément à ses ordres. Une troupe nombreuse de cavaliers et de prêtres, parmi lesquels on remarquait le fidèle Martyr, formait l'escorte. Le funèbre cortége se mit en marche, le lendemain de la mort d'Isabelle; il devait passer par Arevalo, Tolède et Jaën. Il avait à peine quitté Medina del Campo, qu'éclata une furieuse tempête, qui dura presque sans interruption toute

la journée. Les routes devinrent à peu près impraticables; les ponts furent emportés, les petites rivières grossirent et s'élevèrent au niveau du Tage, les plaines furent complétement submergées. On ne voyait plus ni soleil, ni étoiles; les mules, les chevaux furent entraînés par les torrents, et plusieurs fois ceux qui les montaient périrent avec eux. « Jamais, » s'écrie Martyr, « je ne courus d'aussi grands dangers dans mon périlleux voyage en Égypte. »

A la fin, le 18 décembre, le cortége arriva, après bien des fatigues, au lieu de destination, et, tandis que les éléments déchaînés se livraient encore la guerre, les restes glacés d'Isabelle furent déposés, avec de simples solennités, dans le couvent des franciscains de l'Alhambra, à l'ombre des tours antiques des musulmans et au cœur de la belle cité qu'elle avait rendue à son pays par sa persévérance; ils continuèrent d'y reposer jusqu'après la mort de Ferdinand, époque à laquelle ils furent transférés auprès de la dépouille mortelle de ce monarque, dans le fastueux mausolée de l'église cathédrale de Grenade.

Nous différerons l'examen de l'administration de cette reine, jusqu'au moment où nous pourrons passer en revue celle du roi, son époux. Nous nous bornerons ici à présenter quelques remarques suggérées par les actes de sa vie rapportés plus haut.

Isabelle, comme nous l'avons déjà dit, était de taille moyenne et bien proportionnée; elle avait le teint clair et frais, des yeux bleus avec des cheveux bruns, genre de beauté très rare en Espagne. Elle avait les traits réguliers et, de l'aveu général, était extraordinairement belle. Le prestige du rang, surtout joint à des manières aimables, pourrait nous faire soupçonner quelque exagération dans

les éloges adressés à la reine, mais ceux-ci paraissent, en grande partie, justifiés par les portraits qui nous restent d'elle et qui nous montrent une irréprochable symétrie de traits, et une physionomie qui respire une douceur, une intelligence singulières.

Les manières d'Isabelle étaient gracieuses, séduisantes, empreintes d'une dignité naturelle et d'une réserve modeste, tempérées par une affabilité qui venait du cœur. C'était la dernière femme dont on eût osé s'approcher avec une familiarité déplacée, mais le respect qu'elle inspirait était mélangé d'amour et de dévouement. Elle s'accommodait avec un tact exquis à la position et au caractère de ceux qui l'entouraient. Elle apparut, revêtue d'une armure, à la tête de ses troupes et prit sa part de toutes les fatigues de la guerre. Lors des réformes introduites dans les maisons religieuses, elle visita en personne les couvents de femmes, passant la journée dans la société de celles-ci et s'occupant à des travaux d'aiguille. Pendant son voyage en Galice, elle prit le costume national, empruntant à cet effet les joyaux et les ornements de deux dames galiciennes, qu'elle combla de cadeaux en récompense. Grâce à cette condescendance habile et à ces hautes qualités, elle acquit sur ses turbulents sujets un ascendant que n'eut jamais aucun roi d'Espagne.

Isabelle parlait le castillan avec beaucoup d'élégance et de pureté; elle avait la parole facile et, dans sa conversation, d'un tour ordinairement sérieux, elle avait quelquefois des mots plaisants, dont quelques-uns ont passé en proverbes. D'une tempérance, poussée même trop loin, elle buvait rarement du vin, et sa nourriture était si frugale, que ses dépenses pour elle et sa famille ne dépassaient pas journelle-

ment la modeste somme de quarante ducats. Elle s'habillait simplement et à peu de frais; dans toutes les occasions où elle devait paraître en public, elle déployait, il est vrai, une magnificence royale, mais elle n'aimait pas le luxe et faisait volontiers cadeau à ses amies de ses robes et de ses joyaux. Douée d'un esprit sérieux, quoique enjoué, elle se plaisait peu à ces amusements frivoles qui remplissent la vie des cours, et, si elle attira dans le palais des chanteurs et des musiciens, ce fut pour détourner les jeunes nobles des plaisirs plus grossiers et moins raffinés auxquels ils s'adonnaient.

Entre toutes ses qualités morales, la plus remarquable peut-être était sa magnanimité; dans ses pensées, dans ses actes, on ne voit aucune trace de vanité sans but ou d'égoïsme étroit; ses desseins étaient vastes, et elle les exécutait aussi noblement qu'elle les avait conçus. Elle ne recourut jamais à des agents secrets, à des moyens détournés; elle prit toujours la voie la plus directe, la plus découverte. Elle refusait avec mépris de profiter des avantages que lui offrait la perfidie d'autrui; elle soutenait sincèrement, énergiquement ceux à qui elle avait une fois donné sa confiance, et tenait scrupuleusement les promesses faites à ceux qui la servaient, malgré leur impopularité même. Elle assista Ximenès dans son œuvre salutaire de réforme, qui rencontrait la plus vive opposition; elle aida Colomb à poursuivre sa difficile entreprise et le défendit contre les calomnies de ses ennemis; elle protégea de même son favori, Gonsalve de Cordoue, et tous deux ressentirent vivement sa perte, voyant leur carrière finir en ce jour. Elle abhorrait l'artifice et la duplicité; aussi, quand nous voyons la diplomatie espagnole employer ces moyens, ne devons-nous pas

en accuser la reine. Elle était incapable de nourrir une défiance mesquine ou une secrète malignité, et, bien qu'elle fît exécuter sévèrement les lois, elle était pleine de miséricorde et quelquefois cherchait la première à se réconcilier avec ceux qui l'avaient personnellement offensée.

Mais ce qui constituait, pour ainsi dire, le fond du caractère d'Isabelle, c'était cette piété, qui, du fond même de son âme, rayonnait sur sa physionomie. Heureusement, elle avait été élevée à l'école de l'adversité, sous l'œil d'une mère qui implanta dans cet esprit sérieux des germes de dévotion que rien plus tard ne put détruire. Plus tard, jeune et belle, elle fut introduite à la cour de son frère, mais les séductions de cette cour, si puissantes sur l'imagination, n'eurent aucun effet sur la sienne, car elle était entourée d'une atmosphère morale de pureté, « qui repoussait au loin les miasmes du péché et du crime. » Quoique environnée de faux amis et d'ennemis déclarés, elle vivait avec une telle réserve, que jamais aucun de ces courtisans corrompus et dissolus n'essaya de ternir sa réputation.

Isabelle donnait une grande partie de son temps à la prière et aux exercices publics de la religion; elle consacrait des sommes considérables à des actes louables de charité, fondant des hôpitaux, des églises, et dotant des couvents d'une utilité plus douteuse. Sa piété se manifestait particulièrement dans cette sincère humilité, si rare quoiqu'elle soit essentielle au christianisme, surtout chez ceux qui, par leurs grands talents ou leur haute position, semblent s'élever au dessus des autres hommes. Cette humilité se montre d'une manière remarquable dans la correspondance de la reine avec Talavera, où la douceur et la docilité de la pénitente contrastent si singulièrement avec l'intolérance toute

puritaine du confesseur [1]. Talavera avait cependant, comme nous l'avons vu, une dévotion douce. Malheureusement, la conscience royale fut quelquefois confiée à d'autres directeurs, et la respectueuse déférence que la reine témoignait à ses guides spirituels, lui fit commettre, sous l'inspiration du fanatique Torquemada, les deux grandes et ineffaçables fautes de son règne, l'établissement de l'inquisition et le bannissement des juifs.

Mais, si ces fautes ternissent l'éclat de son règne, elles n'entachent pas le caractère de la reine; il serait difficile, en effet, de la condamner sans condamner toute son époque, car ses contemporains n'excusèrent pas seulement ces actes, ils les approuvèrent chaleureusement, les déclarant les titres les plus solides d'Isabelle à une gloire éternelle et à la reconnaissance de son peuple [2]. La cour de Rome professait ouvertement cette maxime que le zèle pour la pureté de la foi légitime tous les crimes; cette maxime immorale, proclamée par le chef de l'Église, était répétée sous mille

[1] Les lettres de l'archevêque ne sont guère que des sermons sur les plaisirs de la danse, de la table, du luxe et péchés semblables, sermons farcis de citations des Écritures et faits sur un ton chagrin, qui eût convenu au plus austère puritain de la cour d'Olivier Cromwell. La reine, loin de s'offenser, repousse les graves accusations portées contre elle, avec une vivacité et une simplicité qui feront sourire le lecteur. « Je sais, » écrivait-elle, « que l'usage ne peut rendre bonne une action mauvaise en elle-même; mais je vous demande si, dans votre opinion, ces actions doivent être considérées comme mauvaises, dans toutes les circonstances, afin qu'elles ne se renouvellent plus à l'avenir, s'il en est ainsi. »

[2] De pareils éloges deviennent encore plus remarquables chez des écrivains à vues saines et larges, comme Zurita et Blancas, qui, bien que vivant dans un siècle plus éclairé, n'hésitent pas à proclamer l'inquisition « la meilleure preuve de la sagesse et de la piété d'Isabelle, car non seulement l'Espagne, mais la chrétienté tout entière reconnaît l'utilité extraordinaire de cette institution! »

formes différentes par les membres du clergé et reçue avec docilité par des populations superstitieuses. On ne devait pas s'attendre à voir une femme seule, qui avait une défiance naturelle de sa raison en ces matières, résister à des conseillers vénérés qu'elle s'était habituée dès le berceau à considérer comme les guides et les gardiens de sa conscience.

Quelque déplorable qu'ait été pour l'Espagne l'influence de l'inquisition, l'établissement de ce tribunal ne fut pas, en principe, une mesure pire que bien d'autres, qui ont été bien moins censurées, quoique datant d'une époque plus rapprochée de nous et plus civilisée [1]. Dans quel pays, en effet, au XVI[e] et dans la plus grande partie du XVII[e] siècle, vit-on le parti dominant, catholique ou protestant, rejeter l'arme de la persécution? Dans quel pays vit-on le principe de la tolérance proclamé par d'autres que par les plus faibles? Il est vrai, pour nous servir des expressions mêmes d'Isabelle, dans sa lettre à Talavera, que l'adoption générale d'une mauvaise coutume ne la légitime pas; mais nous condamnerons moins sévèrement la reine en pensant qu'à cette époque imparfaitement éclairée, elle ne tomba pas dans une plus grande faute, que les hommes les plus éminents d'un siècle plus rapproché et plus civilisé [2].

[1] Nous ne faisons, pour ainsi dire, que reproduire les paroles de Hallam, qui dit au sujet des lois portées contre les catholiques sous Élisabeth : « Elles enfantèrent des persécutions qui ne différèrent pas beaucoup en principe de celles qui rendirent l'inquisition si odieuse. » Lord Burleigh lui-même, s'occupant du mode d'examen adopté en certains cas par la haute-cour, n'hésite pas à dire que les questions étaient si habilement posées et entraient dans tant de détails, qu'il ne croyait pas que les inquisiteurs d'Espagne en fissent autant pour embarrasser et circonvenir leurs victimes.

[2] Milton lui-même, dans son essai sur la liberté de la presse, le plus magnifique plaidoyer qui eût peut-être été prononcé jusque-là en faveur de

Isabelle agissait constamment d'après des principes; si quelquefois elle se trompa, du moins elle chercha avec une véritable anxiété, dans toutes les circonstances, à reconnaître et à remplir son devoir. Fidèle dispensatrice de la justice, elle n'accorda jamais l'impunité à un coupable, quoi qu'il lui offrît [1]. Aucune influence, celle même de l'affection conjugale, ne put jamais la déterminer à nommer aux fonctions publiques des hommes qui lui en paraissaient indignes [2]. Malgré son profond respect pour les ministres de la religion, elle ne ferma jamais les yeux sur leur inconduite [3], et, avec toute sa déférence pour le chef de l'Église, elle ne souffrit pas qu'il empiétât sur les droits de sa couronne. Elle paraissait se croire spécialement obligée de conserver dans toute leur intégrité les droits et les priviléges particuliers de la Castille, réunie pourtant à l'Aragon. « Et bien que, sa volonté étant la loi, » dit Martyr, « elle gouvernât de manière à faire supposer que Ferdinand et elle ne faisaient qu'un, » cependant elle prenait toujours grand soin de n'abandonner à celui-ci

la liberté de penser, voulait exclure du bienfait de la tolérance le papisme, comme une religion dont le bien public exigeait l'entière destruction, dans tous les cas. C'est ainsi que les droits de la conscience étaient méconnus, dans la dernière moitié du XVIIe siècle, par un de ces esprits privilégiés qui, s'élevant à une grande hauteur, peuvent recevoir et réfléchir la lumière, longtemps avant qu'elle descende sur le reste de l'humanité.

[1] C'est ce que l'on vit peut-être le mieux dans l'affaire du riche chevalier galicien, Yanez de Lugo, qui voulut acheter son pardon de la reine au prix énorme de 40,000 *doblas* d'or; l'offre fut rejetée par Isabelle, quoiqu'elle fût appuyée par quelques-uns des conseillers royaux. Le fait est bien authentique.

[2] On en eut une preuve éclatante lors de la nomination de Ximenès à la primatie.

[3] Rappelons, entre autres exemples, le châtiment exemplaire des prêtres de Truxillo.

aucune des prérogatives qu'elle possédait comme reine propriétaire du royaume.

Les mesures d'Isabelle furent caractérisées par ce bon sens pratique, sans lequel les qualités les plus brillantes sont souvent moins utiles que funestes à l'humanité. Quoique occupée toute sa vie de projets de réforme, elle n'avait aucun des défauts si communs chez les réformateurs : ses plans étaient vastes, mais non ceux d'un visionnaire; la meilleure preuve en est que la plupart furent réalisés de son vivant.

Elle discernait promptement ce qui avait une utilité réelle. Elle comprit l'importance de la découverte nouvelle de l'imprimerie et encouragea généreusement cet art dès le premier moment. Elle n'avait point les préjugés nationaux et exclusifs de ses compatriotes; elle attirait à sa cour, des provinces les plus reculées de ses États, les hommes de talent, qu'elle récompensa magnifiquement. Elle fit venir de l'étranger des artisans pour ses manufactures, des ingénieurs et des officiers pour l'instruction de son armée, des savants pour inspirer à ses belliqueux sujets des goûts plus cultivés. Dans tous ses règlements de moindre importance, elle consultait surtout l'utilité, par exemple, dans ses lois somptuaires, dirigées contre le luxe extravagant déployé dans les habillements et la ruineuse ostentation avec laquelle les Castillans célébraient les mariages et les obsèques. Enfin, elle se montra aussi prudente dans le choix de ses agents, sachant bien que les meilleures mesures deviennent mauvaises entre des mains malhabiles.

Mais, si la reine dut évidemment son succès au soin avec lequel elle choisit ses auxiliaires, elle le dut plus encore à sa vigilance et à son infatigable activité. Dans les premières

années de son règne, si orageuses, si remplies d'événements, cette activité fut réellement prodigieuse; presque toujours à cheval, car elle ne voyageait que de cette manière, elle traversait le pays avec une telle rapidité, qu'on la voyait partout où sa présence était nécessaire; jamais le temps, ni l'état de sa santé, ne la retenait, et, sans doute, ces imprudences contribuèrent beaucoup à affaiblir son excellente constitution.

Elle ne se livrait pas avec moins d'ardeur aux travaux du gouvernement. Souvent, après une journée bien remplie, elle passait toute la nuit à dicter des dépêches à ses secrétaires. Néanmoins elle trouvait encore du temps pour réparer les défauts de sa première éducation, en apprenant le latin de manière à pouvoir le comprendre facilement, qu'on lui parlât ou qu'on lui écrivît dans cette langue, dont elle connaissait même parfaitement les règles, au rapport d'un juge compétent. Comme elle avait peu de goût pour les amusements frivoles, elle chercha à se distraire de ses occupations sérieuses par un travail utile, approprié à son sexe, et elle a laissé de nombreuses preuves de son habileté dans ce genre, puisqu'elle décora les églises de riches tentures, brodées de ses mains. Elle prit soin d'initier ses filles aux humbles devoirs de la vie domestique, car, à ses yeux, tout ce qui avait de l'utilité méritait d'être appris.

Malgré ses grandes qualités, Isabelle n'eût pas été capable d'accomplir ses vastes projets, si elle n'avait possédé une espèce de courage, rare chez l'un et l'autre sexe; non ce courage qui se résume dans le mépris du danger, quoiqu'elle en eût plus que n'en ont la plupart des hommes [1]; ni celui qui

[1] Faut-il en citer d'autres preuves que sa conduite dans la fameuse échauffourée de Ségovie?

rend insensible aux souffrances physiques les plus cruelles, quoiqu'elle supportât sans faire entendre une seule plainte les douleurs les plus aiguës réservées à la femme, mais ce courage moral qui soutient l'esprit à l'heure sombre de l'adversité et qui, répandant une vive lumière au milieu des ténèbres, ranime partout la confiance. Elle montra ce courage d'une manière remarquable dans les temps de troubles qui suivirent son avénement au trône et pendant toute la durée de la guerre de Grenade. Sans elle, on eût abandonné Alhama ; sur ses représentations, le roi et les nobles reprirent les hostilités auxquelles ils avaient renoncé, après une campagne sans résultat. A mesure que les dangers et les difficultés se multipliaient, elle redoublait d'activité pour les écarter ; au moment où ses soldats succombaient aux maux d'un long siége, elle parut au milieu d'eux, montée sur son coursier de guerre et revêtue de l'armure des chevaliers ; elle parcourut leurs rangs et ranima leur ardeur par sa fière attitude. C'est à ses efforts et à ses conseils que fut principalement dû le succès de cette glorieuse guerre, et la nation le savait, comme l'écrivait, quelques années plus tard, l'ambassadeur vénitien Navagiero, qui ne peut être suspecté d'adulation : « La reine Isabelle, par son génie étonnant, par sa virile énergie et par d'autres vertus, aussi rares dans notre sexe que dans le sien, non seulement aida beaucoup à la conquête de Grenade, mais en fut la principale cause. Elle était certainement une princesse extraordinaire et vertueuse ; aussi les Espagnols parlent-ils plus souvent d'elle que du roi, bien que celui-ci soit un monarque d'une habileté peu commune. »

Heureusement ces mâles qualités n'étouffèrent pas chez la reine les vertus plus douces qui font le charme de la femme.

Isabelle portait une profonde affection à sa famille et à ses amis; elle veilla sur sa vieille mère et la soigna dans sa maladie avec une tendresse toute filiale [1]. Nous avons vu combien elle aima son époux jusqu'au dernier moment [2], bien que cet amour n'eût pas toujours été fidèlement récompensé. Elle aima ses enfants plus qu'elle-même et ils furent cause de sa mort, car ce fut la douleur de les avoir perdus qui l'entraîna prématurément dans la tombe. Elle ne se crut pas sur le trône au dessus de l'amitié [3]; avec ses amis elle oubliait les distinctions ordinaires de rang, partageant leurs joies, les consolant dans leurs chagrins, les visitant lorsqu'ils étaient malades et daignant plus d'une fois être, après leur mort, leur exécuteur testamentaire [4]. Elle était bonne pour tous et, au mileu même de la guerre, elle cherchait à en

[1] Nous voyons qu'un des premiers articles du contrat de mariage prescrit à Ferdinand d'aimer, de respecter la mère d'Isabelle et de pourvoir largement à ses besoins.

[2] Entre autres faibles gages de leur affection mutuelle, on peut citer ce fait que non seulement la monnaie, mais leurs meubles, leurs livres et autres objets étaient marqués à leurs initiales, F. I., ou ornés de leurs devises, un joug pour Ferdinand, une poignée de flèches pour Isabelle. Il était d'usage entre époux, dit Oviedo, de prendre chacun pour devise un objet dont le nom commençât par la lettre initiale du nom de l'autre époux, comme cela se voit dans les mots *jugo* et *flechas*.

[3] De toutes ses amies celle qu'elle aima le plus fut la marquise de Moya, qui, rarement séparée d'elle pendant sa vie, eut la triste satisfaction de lui fermer les yeux. Oviedo, qui les vit souvent ensemble, dit que la reine, en adressant la parole à cette dame, même dans la maturité de l'âge, ne l'appelait jamais que *hiza marquesa*, « marquise, ma fille. »

[4] Elle fut l'exécuteur testamentaire du commandeur Cardenas et du grand cardinal Mendoza, auxquels elle témoigna la plus touchante sollicitude, pendant leur dernière maladie; tandis qu'elle obéissait ainsi à la voix de ses affections, elle était attentive à donner toutes les marques extérieures du respect à la mémoire de ceux qui, par leur rang ou leurs services, avaient droit à la considération.

adoucir les horreurs. C'est elle qui fonda, dit-on, les premières ambulances, et nous avons vu plus d'une fois avec quelle sollicitude elle cherchait à prévenir l'effusion du sang, même de ses ennemis. Mais il est inutile de multiplier les exemples à cet égard.

C'est dans ces vertus aimables de son sexe qu'Isabelle se montre manifestement supérieure à son illustre homonyme, Élisabeth d'Angleterre [1], dont l'histoire offre une certaine analogie avec la sienne. Toutes deux furent élevées à l'école de l'adversité, mère de la sagesse; toutes deux furent honteusement maltraitées par leur plus proche parent, qui eût dû les aimer et les protéger; toutes deux ne montèrent sur le trône qu'après mille vicissitudes. Chacune éleva son royaume, après un long et brillant règne, à un degré de gloire auquel il n'avait jamais atteint. Toutes deux vécurent pour voir le néant des grandeurs humaines, pour succomber à une incurable tristesse, et laissèrent un nom illustre, dont aucun autre n'éclipsa plus tard l'éclat dans leur pays.

Mais la ressemblance s'arrête à ces quelques détails de leur histoire; elle existe à peine entre leurs caractères. Élisabeth, qui avait hérité, en grande partie, du caractère rude et fier du roi Henri, était hautaine, arrogante, emportée, irascible, défauts trop visibles auxquels elle joignait une profonde dissimulation et une étrange irrésolution. Isabelle, d'un autre côté, tempérait la froide dignité du suprême rang par les manières les plus aimables et les plus séduisantes; sa résolution une fois prise, elle n'y renonçait pas; dans la vie publique ou privée, elle se montrait pleine de sincérité et

[1] Isabelle, nom de la reine catholique, se rend exactement en anglais par Élisabeth.

d'honnêteté. Toutes deux, on peut le dire, avaient la grandeur d'âme nécessaire pour accomplir de grandes entreprises, malgré des obstacles formidables; mais Élisabeth était profondément égoïste; incapable de pardonner, non seulement une injure réelle, mais le moindre affront fait à sa vanité, elle était impitoyable dans ses vengeances; Isabelle, au contraire, ne vivait que pour les autres, était prête en tout temps à sacrifier ses intérêts à ceux du pays, et, loin d'éprouver des ressentiments personnels, témoignait une extrême douceur envers ceux qui l'avaient le plus offensée; toujours bonne, elle cherchait tous les moyens d'adoucir les rigueurs de la loi, même pour les coupables [1].

Toutes deux possédaient un rare courage. Isabelle, dans sa position, dut en donner de fréquentes et de plus éclatantes preuves que sa rivale; mais celle-ci ne manquait certainement pas de courage. Élisabeth était plus instruite, plus savante qu'Isabelle; mais celle-ci en savait assez pour soutenir dignement son rang et elle encouragea les lettres, en les couvrant d'une généreuse protection. Les qualités, les passions viriles de la fille de Henri VIII paraissaient avoir supprimé chez elle, en grande partie, les vertus particulières à son sexe, du moins celles qui en font le principal charme; mais elle avait, en bon nombre, les défauts de la femme : une coquetterie, un amour des louanges, que l'âge ne put détruire; une légèreté, coupable sinon criminelle;

[1] C'est ainsi qu'elle obtint une commutation de peine pour le misérable qui avait attenté à la vie de son époux et que les nobles furieux voulaient tuer, sans confession ni absolution, afin que « son âme pérît avec son corps! » — (Voyez sa lettre à Talavera.) Elle témoigna la même pitié, si rare dans ce siècle grossier, en supprimant les préliminaires barbares que la loi prescrivait quelquefois avant les exécutions capitales.

une passion du luxe et de la toilette, ridicule dans sa jeunesse, méprisable plus tard. Isabelle, au contraire, se fit remarquer toute sa vie par sa décence et par une chasteté qui furent toujours à l'abri de la calomnie; elle se contentait de l'affection légitime qu'elle inspirait dans le cercle de sa famille. Loin de rechercher des ornements frivoles, elle s'habillait avec une extrême simplicité et paraissait n'attacher de prix à ses joyaux, que lorsqu'ils pouvaient servir aux besoins de l'État [1]; sinon elle les donnait, comme nous l'avons vu, à ses amies.

Toutes deux choisirent leurs ministres avec une grande habileté; elles se trompèrent pourtant quelquefois, l'une par amour, l'autre par dévotion. Ce fut ce sentiment qui, joint à son excessive humilité, fit commettre à Isabelle les fautes les plus graves de son règne. Sa rivale, n'étant ni humble ni dévote, ne tomba pas dans ces erreurs; elle ne prenait certainement pas des principes religieux pour règle de sa conduite, et, quoiqu'elle ait été le boulevard du protestantisme, il est difficile de dire si, au fond du cœur, elle était plus protestante que catholique. Elle considérait la religion par rapport à l'État ou plutôt à elle-même, et, pour assurer le triomphe de ses idées, elle recourait à des mesures, tout aussi tyranniques et à peine moins sanguinaires que celles de sa rivale, obéissant à la voix de sa conscience [2].

[1] On se rappellera qu'elle en tira un grand parti dans la guerre contre les Mores.

[2] La reine Élisabeth, s'adressant à son peuple, s'exprime ainsi : « Nous ne sachions pas et n'entendons nullement permettre qu'aucun de nos sujets soit inquiété, par un examen ou une inquisition en matière de foi, aussi longtemps qu'il sera chrétien. »

Cette bigoterie qui a jeté une ombre sur la belle physionomie de la reine de Castille, pourrait faire supposer que, sous le rapport de l'intelligence, elle était inférieure à sa rivale; pour résoudre cette question, il faut comparer les résultats des deux règnes. Élisabeth avait à sa disposition tous les éléments de prospérité et elle les utilisa très habilement pour fonder la grandeur de l'Angleterre. Isabelle dut tout créer; elle trouva son peuple plongé dans une léthargie mortelle et l'anima d'un souffle de vie, pour l'entraîner dans ces grandes et héroïques entreprises qui eurent des suites si glorieuses. Si l'on considère l'état de faiblesse où était l'Espagne, dans la jeunesse d'Isabelle, les progrès faits sous ce règne paraissent presque prodigieux. Le mâle génie d'Élisabeth nous frappe d'autant plus, qu'il nous apparaît dégagé des vertus plus douces de son sexe; celui d'Isabelle, comme un édifice vaste et symétrique, est moins grand en apparence à cause de la parfaite harmonie de ses proportions.

Les circonstances de leur mort, lesquelles offrent une certaine analogie, font ressortir vivement la différence de leurs caractères. Toutes deux languirent au milieu de la pompe royale, victimes d'un désespoir incurable plutôt que d'un mal physique bien réel. Chez l'une, ce découragement provenait de la vanité blessée, de la triste conviction qu'elle avait survécu à l'admiration dont son orgueil s'était si longtemps rassasié, qu'elle avait perdu même les consolations de l'amitié et l'attachement de ses sujets; à son heure dernière, elle ne voulut pas être consolée par la foi. Isabelle, au contraire, fut trop sensible aux souffrances des autres et succomba à la douleur qu'elles lui faisaient éprouver, mais, tandis que les ténèbres s'épaississaient autour d'elle, ses

yeux voyaient le ciel ouvert devant elle, et, lorsqu'elle rendit le dernier soupir, ce fut au milieu des larmes et des lamentations universelles de son peuple.

C'est dans cette constante affection vouée à sa souveraine par la nation tout entière, que nous trouvons l'hommage le plus sincère rendu aux vertus d'Isabelle. Depuis cette époque, en Espagne, quelques-unes des mesures les plus funestes, prises sous ce règne, ont trouvé faveur et se sont perpétuées, tandis que les plus sages ont été oubliées. Cela pourrait nous donner une fausse idée du mérite réel de cette reine; pour mieux l'apprécier, nous devons entendre les contemporains qui ont vu le pays, tel qu'il était au commencement de ce règne et tel qu'il fut transformé dans le cours de celui-ci; nous verrons alors tous les écrivains, étrangers ou nationaux, s'accorder pour répéter les mêmes éloges. Les Français et les Italiens célèbrent à l'envi les gloires de ce règne et la magnanimité, la sagesse, la pureté de caractère de la souveraine. Les sujets de celle-ci la proclament « le plus brillânt modèle de toutes les vertus, » et pleurent le jour de sa mort comme « le dernier jour de la prospérité et du bonheur du pays. » Ceux qui approchaient de sa personne admirent, de leur côté, ces vertus aimables, qui ne se révèlent pleinement que dans le cercle étroit de la vie intime. La postérité a ratifié ce jugement; les Espagnols les plus éclairés de notre temps, sensibles aux fautes d'Isabelle, mais plus capables que les contemporains d'apprécier son mérite, rendent hommage à ses vertus, et, indifférents à la grandeur vantée des monarques, ses successeurs, dont l'éclat éblouit les yeux du vulgaire, ils parlent avec enthousiasme d'Isabelle, comme du plus grand de leurs rois.

CHAPITRE XVII.

RÉGENCE DE FERDINAND.

(1504-1506)

Régence de Ferdinand. — Prétentions de Philippe. — Perplexités de Ferdinand. — Traité impolitique avec la France. — Second mariage du roi. — Arrivée de Philippe et de Jeanne en Espagne. — Impopularité de Ferdinand. — Son entrevue avec son gendre. — Sa démission de la régence.

La mort d'Isabelle donne un caractère nouveau à cette histoire, dans laquelle nous nous sommes principalement proposé de faire connaître le règne de cette princesse. Dans la seconde partie de cet ouvrage, nous nous sommes, il est vrai, surtout occupé des relations extérieures de l'Espagne, dans lesquelles elle intervint moins que dans les affaires extérieures du pays; mais alors encore nous l'avons vue présente, surveillant tout avec une vive sollicitude, maintenant l'ordre et développant la prospérité générale de la nation. Sa mort nous fera apprécier cette influence, car elle fut le signal de désordres que le génie et l'autorité de Ferdinand même ne purent supprimer.

La reine avait à peine rendu le dernier soupir, que Ferdinand prit les mesures habituelles pour proclamer son successeur. Il déposa la couronne de Castille qu'il avait si glorieusement portée pendant trente ans. Du haut d'une estrade élevée sur la grand'place de Tolède, le héraut annonça, au son de la trompette, l'avénement de Philippe et de Jeanne au trône de Castille, et le duc d'Albe déploya l'étendard royal, au nom des illustres époux. Le roi d'Aragon prit alors publiquement le titre d'administrateur ou gouverneur de la Castille, conformément au testament de la reine, et reçut, en cette qualité, le serment de fidélité de tous les nobles présents. Cela se passa le soir même du jour où Isabelle était morte.

Une circulaire fut ensuite adressée aux principales villes du royaume, pour les inviter, après avoir fait célébrer selon l'usage les obsèques de leur défunte souveraine, à arborer les bannières royales au nom de Jeanne; on expédia en même temps des lettres, au nom de celle-ci, sans mention de celui de Philippe, pour la convocation des cortès qui devaient ratifier ces actes [1].

La législature se réunit à Toro, le 11 janvier 1505. On y lut à haute voix le testament d'Isabelle ou du moins les clauses relatives à la succession au trône; les communes y donnèrent leur entière approbation, puis, avec les grands et les prélats présents, prêtèrent le serment ordinaire de fidélité à Jeanne, comme reine propriétaire, et à Philippe, comme son époux. On décida ensuite que le cas d'incapa-

[1] On omit le nom de Philippe comme étranger, jusqu'à ce qu'il eût prêté serment de respecter les lois du royaume et spécialement de ne nommer aux emplois que des Castillans.

cité de Jeanne, prévu par la reine, existait réellement [1], et on rendit hommage à Ferdinand, comme gouverneur légitime du royaume, au nom de sa fille. Celui-ci, à son tour, jura solennellement de respecter les lois et les libertés de la Castille. Enfin les cortès envoyèrent une ambassade à leurs nouveaux souverains, dans les Pays-Bas, avec un compte rendu de leurs délibérations.

Tout ce qui était requis pour donner une sanction constitutionnelle à l'autorité de Ferdinand, comme régent, avait été fait. En vertu de la loi écrite du pays, le souverain avait le droit d'instituer une régence, en cas de minorité ou d'incapacité de l'héritier présomptif du trône. C'est ce qu'Isabelle avait fait, deux ans avant sa mort, sur les pressantes sollicitations des cortès; cet acte avait été approuvé vivement par cette assemblée, qui avait incontestablement pleine autorité pour prononcer sur de pareilles dispositions testamentaires. Ainsi, depuis le commencement jusqu'à la fin, on avait observé scrupuleusement les formes constitutionnelles. Cependant l'autorité du nouveau régent était loin d'être solidement assise; Ferdinand le savait, et c'est pour ce motif qu'il avait agi avec tant de précipitation.

Un grand nombre de nobles avaient été très mécontents du choix fait par la reine et connu avant sa mort pour la régence; ils avaient même écrit à Philippe, avant cet événement, pour l'inviter à s'emparer du gouvernement, comme gardien naturel de Jeanne. S'ils ne refusèrent pas alors de reconnaître publiquement Ferdinand à Toro, du moins ils

[1] La tendresse maternelle et la délicatesse avec lesquelles la reine ne fit allusion qu'en termes très généraux à l'infirmité de sa fille furent bien remarquées par les cortès.

ne dissimulèrent pas leur mécontentement. On remarquait surtout parmi eux le marquis de Villena, nourri dès le berceau, on peut le dire, de l'esprit des factions, et le duc de Najara; ces deux puissants seigneurs avaient perdu une grande partie de leurs domaines, qu'ils avaient dû, sous le gouvernement précédent, restituer à la couronne, et ils espéraient la recouvrer sous le règne d'un prince jeune, insouciant et inexpérimenté, tel que l'était Philippe[1].

Mais, de tous les partisans de l'archiduc, le plus remuant était don Juan Manuel, l'ambassadeur d'Espagne à la cour de Maximilien. Ce seigneur, qui descendait d'une des plus illustres familles de la Castille, était un homme de grand talent, brouillon, intrigant, adroit, hardi dans ses desseins, mais excessivement prudent et même rusé pour les exécuter. Il s'était insinué dans la confiance de Philippe, lors du voyage de ce prince en Espagne, et, en apprenant la mort de la reine, il se hâta de le rejoindre dans les Pays-Bas.

Par son entremise, une vaste correspondance fut aussitôt ouverte avec les seigneurs mécontents, et Philippe se laissa engager, non seulement à réclamer toute l'autorité en Castille, mais à écrire à son beau-père, pour l'inviter à résigner immédiatement ses fonctions de gouverneur, et à se retirer en Aragon. Ferdinand accueillit cette lettre avec un certain dédain; il déclara l'archiduc incapable de gouverner une nation qu'il connaissait si peu, et le pressa en même temps de se rendre au plus tôt en Espagne avec Jeanne.

Le régent se trouvait dans une position difficile. Les émis-

[1] Isabelle, dans son testament, enjoint particulièrement à ses successeurs de ne jamais aliéner ou rendre les terres de la couronne reprises au marquis de Villena.

saires de Philippe, ou plutôt de Manuel, semaient partout des germes de désaffection; ils faisaient ressortir l'avantage que l'on aurait à posséder un prince insouciant et prodigue, qu'ils comparaient au *vieux Catalan*, avare et sévère, qui avait si longtemps tenu la nation sous le joug. Ferdinand, qui s'était toujours efforcé de battre en brèche la puissance trop grande de la noblesse et qui, en sa qualité d'étranger, n'avait pas les mêmes droits que la défunte reine à l'obéissance de ces nobles hautains et jaloux de leurs priviléges, était fort haï de ceux-ci. Le nombre des partisans de Philippe augmentait chaque jour, et bientôt on y vit figurer les personnages les plus considérables du royaume.

Le roi, qui observait avec une profonde anxiété ces signes de mécontentement, parlait peu, dit Martyr, mais examinait froidement tous ceux qui l'entouraient, dissimulant lui-même autant que possible ses propres sentiments. Il reçut, vers ce temps, une preuve nouvelle et claire des dispositions de son gendre envers lui. Un gentilhomme aragonais, nommé Conchillos, qu'il avait placé auprès de sa fille, obtint de celle-ci une lettre dans laquelle elle approuvait pleinement son père de conserver l'administration du royaume. La lettre fut livrée à Philippe; l'infortuné secrétaire fut arrêté et jeté en prison, tandis qu'on exerçait autour de Jeanne une rigoureuse surveillance qui aggrava beaucoup sa maladie.

En même temps qu'il recevait cet affront, le régent apprit avec une vive inquiétude que l'empereur Maximilien et son fils Philippe cherchaient à corrompre le Grand Capitaine, voulant, dans tous les cas, s'emparer du royaume de Naples, que l'archiduc réclamait comme une dépendance de la Castille, dont les armées avaient réellement fait cette conquête. Il y avait à la cour de Ferdinand un grand nombre de per-

sonnages de haut rang qui travaillaient à éveiller dans son esprit d'injustes soupçons à l'égard de Gonsalve, qui était castillan et devait son élévation à la reine.

Le roi voyait avec plus d'inquiétude encore les relations intimes établies entre son ancien ennemi, Louis XII, et Philippe; les enfants de ces deux princes avaient déjà été fiancés. Le monarque français se préparait, disait-on, à soutenir son allié qui voulait envahir la Castille pour faire reconnaître ses droits, au moyen d'une diversion du côté du Roussillon et de Naples.

Ferdinand, au milieu de tous ces embarras, se trouvait dans une cruelle perplexité. Depuis son entrée en fonctions, il avait cherché à se rendre populaire, en assurant l'exécution stricte et impartiale des lois et en maintenant l'ordre public. Le peuple s'était, il est vrai, attaché à un gouvernement qui l'avait protégé contre une aristocratie oppressive, plus efficacement que ne l'avait jamais fait aucun autre, et il avait manifesté ses bonnes dispositions par l'empressement avec lequel il avait confirmé, à Toro, le testament d'Isabelle. Mais cela n'avait fait qu'augmenter le mécontentement des nobles. Certains conseillers du régent le pressaient de recourir à des mesures énergiques; ils l'invitaient à reprendre le titre de roi de Castille, qu'il avait si longtemps porté en qualité d'époux de la défunte reine [1]. D'autres lui conseillaient même de réunir une armée, pour faire respecter son autorité et repousser une invasion; il pouvait à cet effet enrôler les soldats licenciés en Italie et rentrés depuis peu

[1] Le vice-chancelier, Alonso de la Caballeria, prépara un savant mémoire à l'appui des prétentions de Ferdinand à l'autorité et au titre de roi, moins comme époux de la feue reine que comme tuteur légal de sa fille.

en Espagne, et appeler un corps considérable de troupes, qui avait été levé dans ses propres États et attendait ses ordres à la frontière. Mais ces projets violents répugnaient à sa politique habituelle, modérée et prudente; il craignait d'engager une lutte, qui, même s'il en sortait vainqueur, entraînerait pour le pays mille calamités. Si jamais il nourrit ces idées, il les abandonna et, donnant une autre destination à son armée, il l'envoya en Afrique. Cependant sa position devenait de jour en jour plus critique. Alarmé des préparatifs militaires faits par Louis XII, qui avait obtenu des États-Généraux de forts subsides; tremblant pour le sort de ses possessions italiennes; délaissé, trahi à l'intérieur par les grands seigneurs, il semblait n'avoir plus d'autre alternative que de se maintenir par la force ou de résigner la régence, comme l'exigeait son gendre, et de se retirer en Aragon. Il n'eut jamais, paraît-il, l'intention de prendre ce dernier parti, mais résolut à tout hasard de résister, mû, en partie, sans doute, par la conviction de ses droits et par le sentiment du devoir, qui lui défendait de livrer l'autorité qu'il avait volontairement prise, dans des mains aussi incapables que celles de Philippe et de ses conseillers; en partie aussi probablement, par une répugnance naturelle à se dessaisir d'une puissance dont il avait joui pendant tant d'années. Il eut donc recours à un expédient que ni amis ni ennemis n'auraient pu prévoir.

Le roi ne vit qu'un moyen de se maintenir, c'était de détacher la France des intérêts de l'archiduc, pour se l'attacher; il y avait un obstacle à ce rapprochement, les prétentions rivales des deux monarques sur le royaume de Naples. Il se proposa de l'écarter, en s'alliant à une princesse française, à qui Louis XII céderait ses droits. Il envoya donc secrètement

en France un agent confidentiel, avec d'amples instructions pour régler les préliminaires de ce mariage; il confia cette mission à Juan de Enguera, moine catalan très instruit et membre du conseil royal.

Louis XII avait vu avec une grande satisfaction la mésintelligence née entre Philippe et son beau-père, et avait adroitement usé de son influence sur le jeune prince pour l'augmenter; il s'alarmait à la perspective de l'immense héritage que celui-ci devait un jour recueillir : la Bourgogne, les Flandres, l'Autriche et probablement l'empire, avec les royaumes unis d'Espagne et leurs riches dépendances. Par le mariage proposé, un démembrement de l'Espagne devenait au moins possible; dès lors, les royaumes d'Aragon et de Castille, passant sous des sceptres différents, pouvaient, comme auparavant, se neutraliser l'un l'autre. C'était, il est vrai, rompre ouvertement avec l'archiduc, au fils duquel il avait fiancé sa fille; mais cette alliance, impopulaire parmi ses sujets, avait fini par n'être plus désirée du roi, qui la considérait comme préjudiciable à ses intérêts.

Des préliminaires furent donc réglés sans retard avec Enguera, et immédiatement après, au mois d'août 1505, le comte de Cifuentes et Thomas Malferrit, régent de la chancellerie royale, furent envoyés publiquement comme plénipotentiaires, au nom du roi Ferdinand, pour conclure et exécuter le traité.

Il fut convenu, comme base de l'alliance entre les deux royaumes, que Ferdinand épouserait Germaine, fille de Jean de Foix, vicomte de Narbonne, et d'une des sœurs de Louis XII. Cette princesse était la petite-fille de Léonore, reine de Navarre, cette sœur criminelle de Ferdinand dont il a été question dans la première partie de cette histoire;

elle était donc proche parente des deux monarques. Germaine, âgée alors de dix-huit ans, était très belle; élevée dans le palais de son oncle, elle avait pris les manières libres et frivoles de cette cour adonnée au luxe et au plaisir. Louis XII consentit à lui céder ses droits sur Naples, les donnant, comme douaire, à elle et à ses héritiers mâles ou femelles, à perpétuité. Si la princesse mourait sans postérité, la moitié du royaume attribuée à la France dans le traité de partage avec l'Espagne, devait revenir à Louis XII. Il était stipulé, en outre, que Ferdinand rembourserait à celui-ci les frais de la guerre de Naples, en lui payant, en dix annuités, un million de ducats d'or, et enfin qu'il amnisticrait complétement les nobles napolitains, du parti de la maison d'Anjou, auxquels il restituerait tous leurs honneurs et leurs biens. La France et l'Espagne devaient être unies désormais par un traité mutuel d'alliance et de commerce. Les deux monarques, « comme deux âmes dans un même corps, » — ainsi s'exprime ce document, — juraient solennellement de maintenir et de défendre réciproquement leurs droits et leurs États contre toute puissance, quelle qu'elle fût. Ce traité fut signé par Louis XII, à Blois, le 12 octobre 1505, et ratifié par Ferdinand le Catholique, à Ségovie, le 16 du même mois.

Tels étaient les termes humiliants et impolitiques de cette convention, par laquelle Ferdinand, pour s'assurer la courte possession d'une vaine autorité et peut-être pour satisfaire quelque honteux désir de vengeance, renonçait librement aux avantages réels qui avaient été procurés par la réunion des royaumes espagnols, et avaient été le but constant et grandiose de sa politique, comme de celle d'Isabelle. En effet, s'il lui naissait un fils, chose nullement improbable, puis-

qu'il n'avait pas encore cinquante-quatre ans, l'Aragon, avec ses dépendances, était séparé de la Castille. Dans le cas contraire, il devait partager avec un rival vaincu ces magnifiques possessions italiennes, dont la conquête lui avait coûté tant de peines et d'argent. Dans tous les cas, il avait promis de restituer aux seigneurs angevins leurs biens confisqués, ce qui devait entraîner des difficultés inextricables et mécontenter vivement ses fidèles partisans qui s'étaient emparés de ces biens. Enfin, et ce n'est pas la considération la moins importante, il insultait, par ce mariage mal assorti et précipité, à la mémoire de la défunte reine, dont le souvenir, s'il s'était un peu effacé de son esprit, était resté vivant au fond du cœur de ses sujets qui devaient regarder l'union nouvelle comme un déshonneur national. C'est ainsi qu'ils la considérèrent, en effet, quoique les Aragonais, chez qui les derniers événements avaient réveillé une ancienne jalousie contre les Castillans, fussent moins opposés à un mariage qui, dans leur opinion, devait leur rendre une importance politique diminuée par leur union avec un puissant voisin.

Les nations européennes ne pouvaient comprendre un arrangement aussi inconciliable avec la sage politique de Ferdinand. Les petits États italiens qui, depuis l'immixtion de la France et de l'Espagne dans les affaires de la péninsule, étaient plus ou moins dépendants de ces deux puissances, les voyaient avec terreur s'unir et craignaient pour leurs intérêts, comme pour leur liberté. Quant à l'archiduc Philippe, il ne pouvait croire à la possibilité de cet acte désespéré, qui lui enlevait d'un trait de plume une portion aussi considérable de son héritage; le doute cependant ne lui fut pas longtemps permis, car Louis XII lui défendit de

traverser la France, pour se rendre en Espagne, avant de s'être réconcilié avec son beau-père [1].

Philippe, ou plutôt Manuel, qui exerçait sur le jeune prince une influence sans bornes, comprit la nécessité de temporiser. On renoua les relations avec le régent et, à la fin, le 24 novembre 1505, on conclut un arrangement connu sous le nom de convention de Salamanque. Celui-ci portait en substance que la Castille serait gouvernée aux noms réunis de Ferdinand, de Philippe et de Jeanne, mais que le premier aurait droit, pour sa part, à la moitié des revenus publics. Le roi était de bonne foi, mais le prince ne cherchait qu'à endormir les soupçons de son beau-père, jusqu'à son arrivée en Espagne, où sa présence seule, il en avait la ferme confiance, lui assurerait le succès; pour comble de perfidie, il envoya au régent une lettre des plus flatteuses. Ces artifices ne trompèrent pas seulement Louis XII, mais même le rusé et soupçonneux Ferdinand.

Le 8 janvier 1506, Philippe et Jeanne s'embarquèrent, en Zélande, à bord d'une nombreuse et magnifique flotte, qui, à peine sortie du port, fut assaillie et dispersée par une furieuse tempête. Le vaisseau que l'archiduc montait prit feu et faillit sombrer; ce ne fut qu'avec peine qu'on réussit à

[1] Il fut averti d'une manière bien plus claire dans une lettre de Ferdinand, curieuse comme la preuve que celui-ci sentait bien la nature et la grandeur des sacrifices qu'il faisait. « En vous prêtant à être la facile dupe de la France, » écrivait-il à Philippe, « vous m'avez poussé à contracter un second mariage, vous m'avez dépouillé des fruits magnifiques de mes conquêtes napolitaines, » etc. Il finissait en lui faisant cet appel : « Sit satis, fili, pervagatum; redi in te, si filius, non hostis accesseris; his non obstantibus, mi filius, amplexabere. Magna est paternæ vis naturæ. » Philippe put penser que les derniers actes de son beau-père étaient une singulière démonstration de cette « paternæ vis naturæ. »

l'emmener tout désemparé à Weymouth, en Angleterre[1]. Le roi Henri VII, informé de cet accident, s'empressa de prodiguer toutes les marques de respect et de considération aux illustres époux ; ceux-ci furent conduits en grande pompe à Windsor, où ils jouirent pendant près de trois mois d'une hospitalité intéressée. En effet, Henri VII profita de la position et de l'inexpérience de son jeune hôte, pour lui arracher deux traités, peu excusables au point de vue d'une saine politique et même, pour le dernier, de l'honneur[2]. Le respect que Henri professait pour Ferdinand, auquel il était d'ailleurs uni par des liens de famille, l'engagea à s'offrir comme médiateur entre le beau-père et le gendre; il conseilla à ce dernier, dit lord Bacon, « de se laisser guider par un prince aussi prudent, aussi expérimenté, aussi heureux que Ferdinand, » mais l'archiduc répondit : « Qu'il me gouverne, pourvu que je gouverne moi-même la Castille! »

A la fin, ayant réuni sa flotte à Weymouth, Philippe se rembarqua avec Jeanne et sa nombreuse suite de courtisans et de soldats. Après une traversée paisible, il entra, le 28 avril, dans le port de La Corogne, à l'extrémité nord-ouest de la Galice.

Peu de temps auparavant, le comte de Cifuentes avait été envoyé en France pour conduire en Espagne la fiancée de Ferdinand, accompagnée d'une troupe brillante de seigueurs

[1] D'après Sandoval, Jeanne montra beaucoup de sang-froid dans cette situation effrayante; lorsqu'elle eut été instruite par Philippe du danger qu'elle courait, elle se couvrit de ses plus beaux habillements et porta sur elle une forte somme d'argent, afin que son corps, s'il était retrouvé, fût reconnu et qu'elle fût ensevelie avec tous les honneurs dus à son rang.

[2] L'un était un traité de commerce avec les Flandres, si désastreux qu'il fut connu dans ce pays sous le nom de « *malus intercursus;* » l'autre stipulait la remise de l'infortuné duc de Suffolk au monarque anglais.

français et napolitains. Elle fut reçue à Fontarabie, sur les frontières du pays, par l'archevêque de Saragosse, fils naturel du roi catholique, avec une suite nombreuse composée principalement de nobles aragonais et catalans, qui l'escorta en grande pompe jusqu'à Duenas, où elle fut rejointe par son époux. C'est dans cette ville, où, trente-six ans auparavant, il s'était uni à Isabelle, que Ferdinand, comme pour augmenter encore l'amertume de ses souvenirs, conduisit au pied des autels, le 18 mars 1506, sa jeune et belle fiancée. « Il semblait cruel, » dit Martyr, avec son flegme ordinaire, « que ces noces eussent lieu si tôt, dans cette Castille où Isabelle avait vécu sans rivale et où sa mémoire était encore vénérée autant que cette reine l'était elle-même de son vivant. »

Moins de six semaines après cet événement, Philippe et Jeanne arrivaient à La Corogne. Ferdinand, qui s'attendait à les voir débarquer dans un port plus voisin, au nord, se prépara sans perdre de temps à partir pour aller à leur rencontre; il dépêcha un exprès pour convenir d'une entrevue avec son gendre et s'avança lui-même jusqu'à Léon. Mais le prince n'avait pas l'intention de voir son beau-père pour le moment; il avait débarqué tout exprès à une extrémité reculée du pays, afin de donner à ses partisans le temps de le rejoindre et de se déclarer en sa faveur. Des lettres avaient été envoyées aux principaux nobles et cavaliers du royaume, et on vit ceux-ci accourir en foule, empressés de faire leur cour à leur jeune monarque. Quelques-uns d'entre eux appartenaient aux familles les plus considérables de la Castille, et plusieurs, tels que Villena, Najara, vinrent accompagnés d'une troupe nombreuse et bien armée de soldats. L'archiduc avait amené avec lui trois mille hommes d'infanterie

allemande, parfaitement équipés, et cette petite armée se grossit bientôt de six mille Espagnols, non compris les chevaliers qui se pressaient autour de lui. Il pouvait désormais dicter la loi à son beau-père; aussi proclama-t-il ouvertement qu'il ne se croyait pas lié par la convention de Salamanque et qu'il ne consentirait jamais à un arrangement portant atteinte en aucune manière à ses droits, ainsi qu'à ceux de sa femme sur la couronne de Castille.

En vain Ferdinand s'efforça de gagner à ses intérêts don Juan Manuel, en lui faisant les plus belles promesses; il ne pouvait rien lui offrir qui valût l'ascendant absolu que le favori possédait sur le jeune roi. En vain il envoya Martyr, et plus tard Ximenès, auprès de l'archiduc, pour convenir d'un arrangement ou, du moins, d'une entrevue avec celui-ci. Philippe accueillit poliment ces envoyés, mais ne voulut rien rabattre de ses prétentions; Manuel ne se souciait guère de laisser son maître exposé, dans un tête-à-tête, à l'influence que devait exercer sur lui un habile et sage politique tel que le régent.

Martyr nous trace un portrait assez flatteur de Philippe, à cette époque. Ce prince était bien fait, avait un caractère généreux, des manières libres et franches, avec une certaine noblesse d'esprit, malgré une ardente ambition; mais sa complète ignorance des affaires le rendit la dupe de gens artificieux, qui le firent servir d'instrument pour leurs propres projets.

Ferdinand, apprenant enfin que l'archiduc, qui venait de quitter La Corogne, s'avançait par des chemins de détour vers l'intérieur du pays, afin de l'éviter, et ne voulait pas qu'il vît sa fille, ne put réprimer davantage son indignation; il prépara une circulaire, qu'il se proposait d'envoyer dans

tout le pays, pour l'engager à se soulever et à l'aider à tirer Jeanne, sa souveraine, de sa honteuse captivité. Cette lettre, paraît-il, ne fut pas expédiée; le régent se dit, sans doute, qu'on ne répondrait pas à son appel, car son récent mariage lui avait fait perdre même l'attachement que lui avaient témoigné les communes. Ainsi le moyen auquel il avait recouru pour consolider son autorité en Castille, fut la principale cause de sa ruine.

Le régent devait subir des affronts plus humiliants encore; le marquis d'Astorga et le comte de Benevente lui fermèrent les portes de ces deux villes, tandis qu'ils publiaient, pour comble d'insolence, une proclamation défendant à leurs vassaux d'assister ou de loger la suite du roi. « Triste spectacle, en vérité, » s'écrie Martyr, « que celui d'un monarque, tout-puissant la veille, errant le lendemain comme un vagabond dans son propre royaume, sans pouvoir même voir sa fille! »

De toute la brillante troupe de courtisans qui l'entouraient, aux jours de sa prospérité, les seuls Castillans de haut rang qui lui fussent restés fidèles étaient le duc d'Albe et le comte de Cifuentes, car son gendre même, le connétable de Castille, l'avait abandonné. Il y avait toutefois, à quelque distance de là, de fidèles sujets, tels que le bon Talavera, par exemple, et le comte de Tendilla, qui craignaient de voir les rênes du gouvernement passer des mains fermes et habiles qui les avaient tenues pendant plus de trente ans, dans celles du capricieux Philippe et de ses favoris.

Un terme fut enfin mis à ce scandale, et Manuel, soit qu'il eût plus de confiance dans sa force, soit qu'il craignît de se rendre odieux, consentit à laisser courir à son jeune maître

le danger d'une entrevue [1]. On choisit à cet effet une plaine découverte près de Puebla de Senabria, sur les frontières des provinces de Léon et de Galice; on fixa le 23 juin. Mais alors encore le favori prit des précautions vraiment ridicules, eu égard à la position misérable du roi d'Aragon; toute l'armée fut mise en mouvement, comme s'il eût fallu tenter la voie des armes. La marche était ouverte par les piquiers allemands, en ordre de bataille; puis venaient les brillants escadrons des chevaliers castillans, suivis de leurs vassaux bien armés; ensuite apparaissait l'archiduc, monté sur un cheval de guerre et entouré de ses gardes du corps. Les archers et les chevau-légers fermaient la marche [2].

Ferdinand, au contraire, n'était accompagné que d'environ deux cents nobles, principalement aragonais et italiens, montés sur des mules et portant simplement le court manteau noir et le bonnet du pays, sans autre arme que l'épée. Le roi se fiait, dit Zurita, à son attitude majestueuse et à la réputation qu'il s'était acquise par sa longue et habile administration.

Les nobles castillans, mis en présence de Ferdinand, ne pouvaient se refuser à lui rendre leurs hommages. Il les reçut avec sa courtoisie et son affabilité habituelles, faisant quelquefois des observations piquantes. En voyant l'orgueilleux duc de Najara arriver avec une brillante troupe

[1] Il y a plusieurs lettres de Philippe à Ferdinand, écrites peu de temps après le débarquement de l'archiduc; celui-ci y affecte un profond respect pour son beau-père et une grande impatience d'avoir avec lui une entrevue, qu'il évitait avec tant de soin.

[2] Le seul prétexte pour tout cet appareil militaire était le bruit que le roi levait des forces considérables et que le duc d'Albe rassemblait ses vassaux dans les provinces de Léon, bruits répandus sans doute à dessein, s'ils n'étaient simplement inventés par l'ennemi.

d'hommes armés, il s'écria : « Vous n'oubliez jamais, duc, les devoirs d'un grand capitaine! » Garcilasso de la Vega, son ancien ambassadeur à Rome, se trouvait là; comme beaucoup de grands de Castille, il portait sous ses vêtements une armure, afin de se préserver en cas d'une attaque imprévue. Le roi, en l'embrassant, s'en aperçut et, lui frappant familièrement sur l'épaule, il lui dit : « Je vous félicite, Garcilasso; vous avez bien engraissé depuis que je ne vous ai plus vu. » La désertion d'un homme qui avait reçu de lui tant de faveurs le toucha toutefois plus que celle de tous les autres.

Quand Philippe approcha, on remarqua qu'il avait l'air inquiet et soucieux, tandis que son beau-père conservait son air calme et enjoué. Après s'être salués, les deux monarques descendirent de cheval et entrèrent dans un petit hermitage voisin; ils n'étaient suivis que de Manuel et de l'archevêque Ximenès. Ils étaient à peine entrés, que ce dernier, s'adressant au favori avec un air d'autorité auquel il n'était pas facile de résister, lui dit : « Il ne convient pas que nous nous mêlions des affaires privées de nos maîtres, » et, le prenant par le bras, il sortit avec lui de l'appartement, dont il ferma la porte, en ajoutant « qu'il ferait l'office de portier. » Cette conférence resta sans résultat; Philippe était bien préparé à jouer son rôle et resta, dit Martyr, aussi inflexible qu'un roc. Il y avait si peu de confiance entre les deux souverains, que le nom de Jeanne, que Ferdinand désirait tant voir, ne fut même pas prononcé dans cette entrevue.

Mais, quelque répugnance que le roi d'Aragon eût à céder, il n'était plus en état de débattre les conditions; non seulement il avait perdu toute influence en Castille, mais il avait

reçu de Naples des nouvelles alarmantes, qui lui avaient fait prendre la résolution de visiter immédiatement ce royaume. Il décida donc de courber la tête devant l'orage, en attendant des jours meilleurs; témoin de la jalousie naissante entre les nobles castillans et flamands, il prévoyait probablement des dissentiments qui lui fourniraient l'occasion de ressaisir, peut-être avec le consentement de la nation, les rênes du gouvernement qu'on lui arrachait si brutalement des mains [1]. Dans tous les cas, s'il devait plus tard faire usage de la force, il pourrait y recourir plus sûrement, avec l'aide de son allié, le roi de France, après avoir mis en ordre les affaires de Naples.

A quelques considérations qu'ait obéi le prudent monarque, il autorisa l'archevêque de Tolède, qui avait accès auprès de l'archiduc, à consentir à un arrangement sur les bases mêmes proposées par celui-ci. Le 27 juin, il signa et jura solennellement d'observer une convention, par laquelle il abandonnait la souveraineté entière de la Castille à Philippe et à Jeanne, ne se réservant que les grandes-maîtrises des ordres militaires et les revenus que lui assignait le testament d'Isabelle.

Le lendemain, il dressa une autre pièce des plus singulières, dans laquelle, après avoir proclamé ouvertement l'incapacité de sa fille, il promettait d'aider Philippe à empêcher toute intervention en faveur de celle-ci, et s'engageait

[1] Lord Bacon dit en parlant de la mort prématurée de Philippe : « C'était l'opinion des plus sages de cette cour que, s'il avait vécu, son beau-père l'aurait dominé de manière à gouverner ses conseils et ses projets, sinon ses affections. » Cette prédiction devait se fonder sur la connaissance générale du caractère de ces deux princes, car ils ne se revirent plus après que Ferdinand se fut retiré en Aragon.

à lui assurer, pour autant que la chose serait en son pouvoir, toute l'autorité.

Avant de signer ces pièces, Ferdinand protesta secrètement, en présence de plusieurs témoins, qu'il ne prenait pas ces engagements de son plein gré, mais par nécessité, pour sortir d'une position dangereuse et préserver le pays des maux imminents de la guerre civile. Il finit en déclarant que, loin d'abandonner ses droits à la régence, il se proposait de les revendiquer et de tirer sa fille de sa captivité, dès qu'il en aurait les moyens. Enfin, pour compléter cette suite d'inconséquences, il envoya, le 1er juillet, dans tout le royaume, une circulaire par laquelle il annonçait qu'il avait résigné le pouvoir entre les mains de Philippe et de Jeanne; il ajoutait que, malgré ses droits à le conserver, il avait depuis longtemps pris cette résolution, se proposant de l'exécuter aussitôt que ses enfants auraient mis le pied dans le pays.

Il n'est pas facile de justifier ce monstrueux tissu de contradictions et de ruses, au point de vue de la nécessité. Pourquoi Ferdinand, après avoir voulu soulever le royaume en faveur de sa fille, proclama-t-il ouvertement l'incapacité de celle-ci et confia-t-il toute l'autorité à Philippe? Était-ce pour rendre l'archiduc odieux, en l'encourageant à une mesure qui devait, il le savait, mécontenter au plus haut point les Castillans? Mais il partageait toute la responsabilité avec lui. Espérait-il que ce jeune prince, insouciant et imprévoyant, ferait tourner à sa perte son autorité absolue? Quant à sa protestation secrète, il voulait évidemment se ménager un prétexte pour pouvoir un jour revendiquer ses droits, les concessions qu'il avait faites lui ayant été arrachées par la force. Mais alors pourquoi neutraliser l'effet de

cette protestation, en déclarant spontanément dans son manifeste au peuple que son abdication n'était pas seulement volontaire, mais un acte réfléchi et prémédité? Ce qui le conduisit probablement à faire cette déclaration, ce fut le désir de cacher la honte de sa défaite, mais il ne pouvait tromper personne. Tous ces actes, par leur caractère équivoque, font nécessairement supposer qu'ils provenaient d'habitudes de dissimulation, trop fortes pour pouvoir être surmontées, lors même qu'elles étaient inutiles. On voit parfois dans la vie privée des exemples d'un pareil amour d'une duplicité superflue.

Après cela, une nouvelle entrevue eut lieu, le 5 juillet, entre Ferdinand et Philippe; le beau père obligea son gendre, en cette occasion, à lui témoigner une déférence affectueuse, qui, si elle n'en imposa pas au public, peu disposé à croire à une réconciliation sincère, jetait au moins un voile sur leur séparation prochaine. Même dans cette dernière entrevue, la méfiance et les craintes qu'il inspirait ne disparurent pas, et le malheureux père fut empêché de voir et d'embrasser sa fille avant son départ.

Au milieu de toutes ces épreuves, Ferdinand, dit son biographe, avait conservé cet empire sur lui-même qui convenait à la dignité de son rang et de son caractère, et qui offrait un contraste frappant avec la conduite de ses ennemis. Si affligé qu'il fût d'être délaissé par un peuple qui avait joui, pendant plus de trente ans, sous son gouvernement, des bienfaits de la paix et de la sécurité, il ne laissa paraître aucun mécontentement. Au contraire, lors de ses adieux aux grands du royaume assemblés, il leur parla amicalement, rappela les services qu'ils lui avaient rendus et s'attacha à produire sur leur esprit une impression qui en effaçât

le souvenir de leur récente mésintelligence. Le prudent monarque prévoyait, sans doute, le jour de son retour, et avec assez de raison ; il y avait d'autres esprits pénétrants, qui voyaient dans les signes du temps de nombreux présages d'une révolution prochaine.

CHAPITRE XVIII.

MALADIE ET MORT DE CHRISTOPHE COLOMB.

(1504-1506)

Retour de Christophe Colomb après son quatrième voyage. — Sa maladie. — Ingratitude de Ferdinand. — Mort de Colomb. — Son portrait. — Son caractère.

Tandis que se passaient les événements rapportés au commencement du chapitre précédent, Christophe Colomb était revenu de son quatrième et dernier voyage. Il n'avait éprouvé tout le temps que des déceptions et des désastres. Après son départ d'Hispaniola, poussé par des orages près de l'île de Cuba, il avait traversé le golfe de Honduras et côtoyé ces régions d'or qui avaient si longtemps fui devant son imagination. Les naturels du pays l'avaient vainement invité à s'enfoncer dans l'intérieur de cette vaste contrée, à l'ouest; il avait continué à se diriger vers le sud, tout préoccupé du grand projet de découvrir un passage dans l'océan Indien. A la fin, après s'être avancé avec beaucoup de peine un peu au delà du cap Nombre de Dios, il fut forcé, par la furie des éléments et les murmures de l'équipage, d'abandonner son

entreprise et de revenir sur ses pas. Il échoua plus tard, par la férocité des sauvages, dans une tentative pour fonder une colonie sur la terre ferme et fut jeté par un naufrage dans l'île de la Jamaïque, où il languit pendant plus d'une année, par la malignité d'Ovando, le nouveau gouverneur de Saint-Domingue. Enfin s'étant rembarqué, avec les débris de son équipage, dans un vaisseau frété à ses propres frais, il fut ballotté sur l'océan par de continuelles et terribles tempêtes, jusqu'à ce que, le 7 novembre 1504, il jetât l'ancre dans le petit port de San-Lucar, à douze lieues de Séville [1].

Dans cette ville paisible, Colomb espérait trouver le repos si nécessaire à sa constitution affaiblie, ainsi qu'à son esprit malade, et obtenir promptement d'Isabelle la restitution de ses honneurs et de ses bénéfices. Mais c'est là que l'attendait la plus cruelle déception. Au moment où il était arrivé, la reine était sur son lit de mort et, peu de jours après, l'amiral reçut l'affligeante nouvelle que l'amie, la protectrice dont il invoquait l'appui avec tant de confiance, n'était plus de ce monde. C'était pour lui le coup le plus douloureux, car « la reine, » dit Fernando Colomb, « l'avait toujours favorisé et protégé, tandis que le roi ne s'était pas seulement montré indifférent, mais opposé à ses projets. » On comprend qu'un prince aussi froid, aussi prudent, ne devait pas sympathiser avec un homme d'un esprit aussi ardent, aussi aventureux que le Génois, dont les idées devaient lui paraître extravagantes, et si jusqu'ici nous n'avons pas vu un acte du monarque justifiant les paroles sévères de Fernando Colomb, nous avons vu du moins que le roi regarda dès le premier

[1] Quelque obscurité qui recouvre la vie de Colomb, avant son premier voyage de découvertes, la lumière ne manque pas sur les incidents de sa carrière ultérieure.

moment les projets du grand homme comme ayant quelque chose d'absurde et de chimérique.

La douleur de l'amiral, en apprenant la mort d'Isabelle, est dépeinte vigoureusement dans une lettre qu'il écrivit, immédiatement après, à son fils Diego : « C'est notre premier devoir, » dit-il, « de recommander affectueusement et pieusement à Dieu l'âme de notre défunte maîtresse, la reine. Elle a toujours vécu catholiquement et vertueusement, prête à faire tout ce qui pouvait être utile et agréable au ciel; aussi pouvons-nous croire qu'elle repose maintenant dans le séjour des élus, loin de ce monde plein de soucis et de tracasseries. »

Colomb, à cette époque, était si tourmenté de la goutte, maladie à laquelle il était depuis longtemps sujet, qu'il ne put se rendre à Ségovie, où la cour résidait pendant l'hiver. Il fit toutefois, sans perdre de temps, exposer sa situation au roi par son fils Diego, qui était attaché à la maison royale; il rappelait ses services passés, les clauses de l'arrangement conclu et violé presque dans tous les points; il faisait enfin connaître sa position embarrassée. Mais Ferdinand était trop occupé de ses propres affaires, dans ce moment critique, pour se soucier de celles de l'amiral, qui se plaint souvent de l'indifférence témoignée à ses demandes. A la fin, à l'approche du printemps, Colomb, ayant obtenu une dispense de l'ordonnance qui interdisait l'usage des mules, put arriver, à petites journées, à Ségovie et se présenter, au mois de mai 1505, devant le monarque.

L'amiral fut reçu avec toutes les marques extérieures de la courtoisie et du respect, par Ferdinand, qui lui assura « qu'il appréciait parfaitement ses grands services et que, loin de borner sa reconnaissance aux termes précis de la capitula-

tion, il se proposait de lui accorder de plus hautes faveurs en Castille. »

Les actes ne répondirent pas toutefois à ces belles paroles. Il est probable que le roi n'avait pas sérieusement l'intention de rétablir l'amiral dans son gouvernement. Le successeur de celui-ci, Ovando, était haut placé dans la confiance royale; sa conduite, quelque blâmable qu'elle fût à l'égard des Indiens, était bien vue des colons espagnols et même l'oppression qu'il faisait peser sur les malheureux naturels du pays était pour lui un nouveau titre à la faveur, car il pouvait ainsi verser dans les coffres de l'État des sommes bien supérieures à celles qu'y faisait entrer son prédécesseur plus humain.

Ce qui s'était passé dans ce dernier voyage n'avait probablement pas d'ailleurs détruit la défiance éprouvée par le monarque au sujet des capacités de Colomb, comme gouverneur. L'équipage avait été dans un état d'insubordination constante, tandis que la lettre écrite de la Jamaïque, au milieu de ces circonstances pénibles, par l'amiral, accusait un si profond découragement, mêlé parfois à des projets extravagants, que les souverains, à qui elle était adressée, purent craindre que sa raison n'eût été momentanément ébranlée [1].

Mais, quelques raisons qu'on pût avoir pour différer de

[1] Dans cette lettre, au milieu d'une relation sensée et à côté de sages réflexions, on trouve étrangement mêlés des rêves insensés, des lamentations sans fin et d'absurdes projets pour la délivrance de Jérusalem, la conversion du grand Khan, etc. De pareilles idées qui couvraient quelquefois son esprit comme d'un nuage, pour intercepter la lumière de la raison, ne peuvent manquer d'éveiller chez le lecteur, comme elles le firent chez les souverains espagnols, un sentiment d'étonnement et de pitié à la fois.

rendre au grand homme son autorité, c'était une injustice criante de retenir les revenus qui lui avaient été assurés par son traité avec la couronne. D'après ce qu'il nous apprend lui-même, loin de toucher sa part des fonds envoyés par Ovando, il dut emprunter de l'argent et il en devait déjà beaucoup. La vérité est que, les ressources des contrées nouvelles commençant à augmenter considérablement, le roi se sentait moins disposé à s'en tenir à la lettre de la convention originale; il jugeait la récompense trop grande et hors de proportion avec les services d'un de ses sujets, quel qu'il fût. A la fin, il fut assez peu généreux pour proposer à l'amiral d'abandonner ses droits, en échange d'autres biens et d'autres dignités qu'il lui offrait en Castille. Il manquait, en cette occasion, du tact qu'il montrait ordinairement; l'homme qui avait rompu toutes négociations, au début d'une entreprise incertaine, plutôt que de rien rabattre de ses prétentions, ne devait pas consentir à une pareille humiliation, après avoir si glorieusement réussi dans son expédition.

Quel secours Colomb reçut de la couronne, à cette époque, s'il en reçut, c'est ce qu'on ne peut dire. Il continua de rester avec la cour et l'accompagna à Valladolid; il jouit, sans doute, de la considération publique due à sa haute réputation et à ses grands travaux, bien qu'il fût peut-être mal vu du monarque, comme un créancier dont les prétentions étaient trop justes pour qu'il osât les contester, et trop grandes pour qu'il voulût y faire droit.

Découragé en voyant ses services récompensés par la plus noire ingratitude et miné par une vie de fatigues incessantes, Colomb s'affaiblissait de jour en jour et était à chaque instant tourmenté par de cruels accès de goutte. A

l'arrivée de Philippe et de Jeanne, il fit remettre aux royaux époux, par son frère Barthélemy, une lettre dans laquelle il regrettait que ses infirmités l'empêchassent de leur rendre en personne ses hommages et leur offrait ses services pour l'avenir. Cette lettre fut gracieusement accueillie, mais celui qui l'avait écrite ne vécut plus assez longtemps pour voir ses jeunes souverains.

Cependant la maladie n'avait pas affaibli l'esprit de Colomb, et, le 19 mai 1506, il rédigea un codicille, confirmant certaines dispositions testamentaires faites auparavant, par rapport surtout à la transmission de ses biens et de ses dignités; il manifesta, dans ce dernier acte de sa vie, la sollicitude avec laquelle il avait toujours cherché à perpétuer un nom glorieux. Ayant pris ces arrangements avec un calme parfait, il expira le lendemain, jour de l'Ascension, 20 mai 1506, sans avoir beaucoup souffert en apparence et avec la résignation la plus chrétienne. Ses restes, d'abord déposés dans le couvent de Saint-François, à Valladolid, furent, six ansplus tard, transférés dans le couvent des chartreux de Las Cuevas, à Séville, où le roi lui fit élever à grands frais un monument, avec cette mémorable inscription :

« A Castilla y a Leon,
« Nuovo mundo dio Colon. »

« Ce que, dit Ferdinand Colomb, avec autant de vérité que de simplicité, « on n'a jamais dit d'aucun homme, ancien ou moderne. » De là le corps du grand navigateur fut porté, en 1536, dans l'île de Saint-Domingue, véritable théâtre de ses découvertes, d'où il fut de nouveau transféré, en 1795, lors de la cession de Saint-Domingue à la France, à Cuba;

ses cendres reposent maintenant en paix dans l'église cathédrale de la capitale de cette île [1].

On est dans le doute sur l'âge auquel mourut Colomb, quoiqu'il paraisse probable qu'il avait près de soixante-dix ans. Son portrait a été minutieusement tracé par son fils; il était grand, bien fait, avait la tête grosse, le nez aquilin, des yeux d'un bleu pâle, un peu gris, le teint frais et les cheveux roux; mais une vie de fatigues et d'exercice avait bronzé son visage et blanchi sa tête, même avant sa trentième année. Il avait un air majestueux et plein de dignité, avec beaucoup d'affabilité en même temps; il parlait facilement, même avec éloquence, restant toujours calme, sauf dans certains moments où une sensibilité trop vive le rendait fougueux. Il était sobre, aimait peu les plaisirs, quels qu'ils fussent, et, en réalité, paraissait trop absorbé par la grande cause à laquelle il avait consacré sa vie, pour s'occuper des projets et des distractions que recherchent les autres hommes. Son imagination, trop remplie de ce sujet grandiose, s'exalta de manière à l'élever trop au dessus des froides réalités de la vie; c'est ainsi qu'il arriva à mépriser des obstacles qui finirent par se montrer insurmontables et à se bercer de rêves que l'avenir dissipa.

Cet enthousiasme était, sans doute, dû, en partie, aux circonstances particulières de sa vie; car la glorieuse entreprise qu'il avait accomplie faisait presque croire qu'il avait obéi à une inspiration plus haute que celle de la raison humaine, et, avec son esprit religieux, il trouva des allu-

[1] A la gauche du grand autel de ce magnifique édifice est un buste de Colomb, placé dans une niche du mur, et tout près une urne d'argent, renfermant tout ce qui reste aujourd'hui de l'illustre voyageur.

sions ses découvertes dans les sombres et mystérieuses prédictions des prophètes sacrés.

Que cette teinte romanesque de son caractère lui fût naturelle et ne provint pas seulement des événements, nous en avons pour preuve les rêves chimériques dont il se berçait sérieusement, avant même d'avoir fait ses grandes découvertes. Son projet de croisade pour la délivrance de la Terre-Sainte avait été longtemps médité, lorsqu'il l'exposa aux souverains espagnols, la première fois qu'il leur fit ses propositions. Ses communications enthousiastes à ce sujet durent faire sourire un pontife tel qu'Alexandre VI, et justifient jusqu'à un certain point le peu d'empressement avec lequel la cour de Castille adopta ses vues plus rationnelles. Mais ces projets chimériques n'obscurcirent jamais son jugement, par rapport à sa vaste entreprise, et il est vraiment curieux de voir avec quelle pénétration prophétique il prévoyait, non seulement l'existence, mais la richesse du nouveau monde, comme le prouvent ses précautions pour assurer à sa postérité les fruits de ses travaux.

Quels que fussent les travers de son esprit, l'œil de l'historien découvrira difficilement une tache sur son caractère. Sa correspondance nous montre Colomb fidèle et dévoué à ses souverains; dans sa conduite, on le voit plein de sollicitude pour ses compagnons; il dépensa presque son dernier maravédis pour ramener ses malheureux matelots dans leur pays natal. Ses actes étaient réglés sur les principes d'honneur et de justice les plus rigoureux; dans la dernière lettre qu'il écrivit des Indes aux souverains espagnols, il réprouve, comme étant à la fois scandaleux et impolitique, l'emploi de la violence pour arracher leur or aux naturels du pays. L'important objet auquel il s'était consacré paraissait remplir

toute son âme et l'élever au dessus des petits artifices auxquels on recourt parfois pour atteindre à un grand but. Il y a certains hommes chez qui des vertus rares se sont alliées, sinon à de véritables vices, du moins à des faiblesses avilissantes. Le caractère de Colomb ne présenta pas ces contrastes humiliants; que nous le considérions dans la vie publique ou dans la vie privée, il nous paraît toujours également noble; il était en parfaite harmonie avec la grandeur de ses plans et avec leur résultat, le plus merveilleux de tous ceux auxquels il a été jamais donné à un homme de parvenir [1].

[1] Colomb laissa deux fils, Fernando et Diego; le premier, illégitime, hérita du génie de son père, dit un écrivain castillan, et le second, de ses honneurs et de ses biens. Fernando, outre d'autres ouvrages aujourd'hui perdus, laissa d'excellents mémoires sur son père, souvent cités dans cette histoire; il avait des connaissances littéraires peu communes et amassa, dans ses longs voyages, 20,000 volumes, la plus grande bibliothèque particulière qu'il y eût peut-être en Europe à cette époque. Diego ne succéda aux dignités de son père qu'après avoir obtenu du conseil des Indes un jugement en sa faveur contre la couronne, acte qui fait le plus grand honneur à ce tribunal et prouve que l'indépendance des cours de justice, le plus solide boulevard de la liberté civile, était bien maintenue sous Ferdinand. Le jeune *amiral* épousa plus tard une dame de la grande famille de Tolède, nièce du duc d'Albe; cette alliance avec une des plus anciennes branches de la hautaine aristocratie castillane montre de quelle considération Colomb dut jouir déjà de son vivant. Une nouvelle opposition fut faite par Charles-Quint au fils de Diego, et celui-ci, découragé par la perspective d'un procès interminable avec la couronne, consentit prudemment à échanger ses droits trop vastes, trop indéfinis pour être maintenus par un sujet, contre des honneurs et des revenus déterminés en Castille. Les titres de duc de Veragua et de marquis de la Jamaïque, tirés des lieux visités par l'amiral dans son dernier voyage, continuent à distinguer encore cette famille, dont le plus beau titre de gloire, au dessus de tous ceux que peuvent conférer les monarques, est de descendre de Christophe Colomb.

CHAPITRE XIX.

RÈGNE DE PHILIPPE Ier.

(1506.)

Philippe et Jeanne. — Leur mauvaise administration. — Défiance de Ferdinand au sujet de Gonsalve de Cordone. — Voyage de Ferdinand à Naples. — Mort et caractère de Philippe. — Gouvernement provisoire. — État de Jeanne. — Entrée de Ferdinand à Naples. — Mécontentement causé dans ce royaume par ses mesures.

A peine le roi Ferdinand se fut-il retiré dans ses États héréditaires, que Philippe et Jeanne s'avancèrent vers Valladolid, afin de recevoir l'hommage des états assemblés en cette ville. Jeanne, accablée d'une mélancolie continuelle et vêtue de deuil, dans un temps de réjouissances, refusa le splendide cérémonial et les fêtes que les habitants préparaient pour sa réception. Son volage époux, qui, depuis longtemps, avait cessé de lui témoigner, non seulement de l'affection, mais même le moindre respect, aurait voulu être autorisé par les cortès à faire enfermer sa femme, comme folle, et à s'emparer seul du gouvernement. L'archevêque de Tolède et quelques-uns des principaux nobles appuyèrent cette demande, mais elle fut repoussée par les communes,

qui ne pouvaient supporter cet affront fait à leur « souveraine légitime, » et celles-ci furent si vigoureusement soutenues dans leur opposition par un puissant seigneur, l'amiral Enriquez, allié à la famille royale, que Philippe finit par renoncer à son projet et par se contenter d'un acte de reconnaissance, semblable à celui qui avait été fait à Toro. Il ne fut plus question du roi catholique, ni du récent arrangement par lequel il transférait la régence à son gendre (12 juillet 1506). Le serment ordinaire de fidélité fut prêté à Jeanne, comme reine-propriétaire du royaume, à Philippe, comme époux de celle-ci, enfin à leur fils aîné, le prince Charles, comme héritier présomptif du trône et successeur légitime de sa mère, à la mort de celle-ci [1].

Aux termes de ces actes, Jeanne était investie de l'autorité royale; cependant l'archiduc s'empara, dès ce moment, du gouvernement, et ce fut le signal d'une véritable révolution. Partout les anciens fonctionnaires furent déposés sans cérémonie, pour faire place aux nouveaux favoris; les Flamands surtout occupèrent toutes les hautes positions, et les principales forteresses du royaume furent confiées à leur garde. L'ancienneté, l'importance des services rendus, tout fut méconnu. Le marquis et la marquise de Moya, amis personnels de la défunte reine, qui les avait particulièrement recommandés à sa fille, furent expulsés par la force de Ségovie, dont la forte citadelle fut donnée à don Juan Manuel; biens et honneurs étaient entassés sur ce rusé favori.

La cour vivait avec une prodigalité insouciante, et les revenus publics, malgré les libéralités accordées par les der-

[1] Jeanne prit soin, en cette occasion, d'examiner elle-même les pouvoirs des députés, pour s'assurer s'ils étaient tous réguliers; singulière circonspection chez une folle!

nières cortès, ne suffirent pas pour faire face aux dépenses. Afin de combler le déficit, on vendit les charges à l'encan. Philippe assigna à un des trésoriers royaux le produit des manufactures de soie de Grenade, produit destiné à payer la pension du roi Ferdinand. Heureusement Ximenès s'empara de la pièce et eut la hardiesse de la mettre en pièces; il se rendit ensuite auprès du jeune prince et lui représenta que ces actes imprudents ruineraient infailliblement son autorité dans le peuple. L'archiduc céda en cette occasion, mais, bien qu'il traitât l'archevêque avec une extrême déférence, on ne voit pas que celui-ci ait exercé sur lui cette influence dont parlent des biographes flatteurs.

Ces mesures arbitraires ne pouvaient manquer d'exciter partout le mécontentement; les signes de désordre les plus alarmants commencèrent à se montrer dans différentes parties du royaume. En Andalousie particulièrement, une ligue de la noblesse se forma, dans le but avoué de délivrer la reine de la dure captivité dans laquelle, disait-on, elle était tenue. En même temps, Cordoue devenait le théâtre des scènes les plus tumultueuses, provoquées par les violences de l'inquisition. Un grand nombre d'individus, des deux sexes, appartenant aux principales familles de la ville, avaient été arrêtés comme suspects d'hérésie. Il s'ensuivit une insurrection, encouragée par le marquis de Priego, dans laquelle on força les prisons; l'inquisiteur Lucero, qui s'était rendu justement odieux par ses cruautés, faillit tomber dans les mains de la populace furieuse [1]. Le grand-

[1] Lucero (que l'honnête Martyr appelle d'ordinaire ironiquement Tenebrero) reprit ses fonctions inquisitoriales à la mort de Philippe; une de ses nouvelles victimes fut le bon archevêque Talavera, dont il empoisonna les derniers jours par ses persécutions. Ses violences insensées provoquèrent à la

inquisiteur Deza, qui fut l'ami de Colomb, mais dont le nom est malheureusement inscrit sur quelques-unes des pages les plus sanglantes des annales du saint-office, fut si effrayé de ce mouvement, qu'il donna sa démission. Philippe qui, élevé dans les Flandres, n'avait pas appris à respecter cette institution, soumit l'affaire à son conseil royal, ce qui lui aliéna autant ses sujets les plus dévots que ses actes réellement mauvais.

Les sages et fidèles Castillans voyaient avec crainte ce mécontentement, encore sourd, qui menaçait de grossir et d'amener une terrible explosion; ils se reportaient avec regret au temps heureux où ils vivaient en paix sous le sceptre de Ferdinand et d'Isabelle.

Pendant ce temps, le roi catholique continuait son voyage vers Naples. Les Napolitains l'avaient vivement engagé à visiter ses nouveaux États, peu de temps après la conquête; il arrivait maintenant, moins pour satisfaire à leur demande, que pour tranquilliser son esprit, en s'assurant de la fidélité de son vice-roi, Gonsalve de Cordoue. Cet homme illustre n'avait pas échappé à la loi commune; ses brillants succès lui avaient attiré cette envie, qui semble suivre le mérite comme son ombre. Même des hommes tels que Rojas, l'ambassadeur de Castille à Rome, et Prosper Colonna, l'éminent général italien, s'abaissèrent jusqu'à user de leur

fin l'intervention du gouvernement, qui le traduisit devant une commission spéciale, ayant à sa tête Ximenès. Il succomba cette fois; on ouvrit les prisons qu'il avait remplies, on cassa comme fondés sur des bases insuffisantes ou frivoles les jugements qu'il avait rendus, mais, hélas! qu'était-ce que cela près des centaines de martyrs qu'il avait fait brûler et des milliers de gens qu'il avait plongés dans la misère? Il fut enfin condamné, non à être brûlé vif, mais à se retirer dans son bénéfice et à se borner à remplir les devoirs d'un prêtre chrétien!

influence à la cour, pour déprécier les services du Grand Capitaine et éveiller des soupçons sur sa fidélité. Ses manières gracieuses, ses libéralités sans bornes, sa magnificence, furent représentées comme des artifices politiques pour séduire la soldatesque et le peuple. Gonsalve vendait ses services au plus haut enchérisseur; il avait reçu les offres les plus brillantes de la part du pape et du roi de France; il était entré en correspondance avec Maximilien et avec Philippe, lequel voulait le gagner à tout prix. Si jusqu'alors il ne s'était pas encore déclaré ouvertement, c'est probablement qu'il attendait, avant de prendre un parti, l'issue de la lutte engagée entre le roi d'Aragon et son gendre [1].

Ces insinuations, dans lesquelles une petite part de vérité se mêlait, comme toujours, aux plus grossiers mensonges, troublèrent peu à peu l'esprit, naturellement défiant et soupçonneux, du monarque. Il voulut d'abord diminuer la puissance du Grand Capitaine en rappelant, malgré l'état de désordre du royaume, la moitié des troupes qu'il avait sous ses ordres. Prenant ensuite une résolution plus décisive, il ordonna au général de revenir en Castille, sous prétexte de l'employer dans des affaires très importantes; pour mieux le tromper, il s'engagea par serment à lui transférer, à son arrivée en Espagne, la grande-maîtrise de Saint-Jacques, avec ses dépendances et ses revenus princiers, le plus beau présent que pût faire la couronne. Voyant que ces moyens n'avaient pas réussi et que Gonsalve différait son retour

[1] Gonsalve, dans une de ses lettres au roi, signale ces accusations si injurieuses pour lui; il conjure son maître de ne pas prendre des mesures précipitées, par suite de ces calomnies, et finit en protestant vivement de sa fidélité et de son dévouement.

sous différents prétextes, il devint si inquiet qu'il résolut de partir au plus tôt pour Naples, afin de ramener lui-même, s'il n'était pas trop tard, son puissant vassal.

Le 4 septembre 1506, Ferdinand s'embarqua à Barcelone, à bord d'une flottille de galères catalanes, bien équipées; il était accompagné de sa jeune et belle épouse et d'une nombreuse escorte de nobles aragonais. Le 24, après une traversée orageuse, il entra dans le port de Gênes, où, à sa grande surprise, il fut rejoint par Gonsalve qui, instruit de son départ, était venu de Naples à sa rencontre, avec une petite flotte. Si cette démarche, pleine de franchise, ne détruisit pas les soupçons du roi, elle l'engagea du moins à les dissimuler, et il témoigna au vice-roi une déférence, une confiance apparentes, qui devaient tromper non seulement le public, mais l'homme qui avait excité sa défiance.

Les écrivains italiens du temps se montrent étonnés que le général espagnol se soit livré si aveuglément dans les mains d'un maître soupçonneux; mais il était fort, sans doute, de la conscience de son innocence. Il ne paraît pas qu'il y eût de bonnes raisons pour mettre celle-ci en doute; son acte le plus équivoque avait été sa lenteur à obéir aux ordres du roi, mais, comme il l'expliqua lui-même, il en fut empêché par l'état de désordre où se trouvait le pays, par suite de la prochaine restitution aux seigneurs angevins de leurs propriétés confisquées, et du licenciement précipité de l'armée qui, sans l'autorité dont il jouissait, se fût ouvertement mutinée [1]. A ces motifs on peut vraisemblablement ajouter

[1] Il y a plusieurs lettres de Gonsalve, datées de 1506, dans lesquelles il annonce son prochain retour et explique ses retards par l'état de désordre du royaume, dont la déplorable situation fait réellement le sujet de sa correspondance à cette époque.

sa répugnance, bien naturelle quoiqu'il ne s'en rendit peut-être pas compte, à descendre d'une haute position, peu au dessous de celle des rois, qu'il avait si longtemps et si glorieusement occupée.

Gonsalve avait, il est vrai, gouverné le royaume en véritable souverain, mais il n'avait pas usurpé des droits que ses services et sa position ne lui donnaient pas. Dans ses opérations militaires en Italie, il avait toujours eu en vue l'intérêt de son pays, et, jusqu'au dernier traité conclu avec la France, il avait eu principalement pour but de chasser les Français au delà des Alpes. Depuis il s'était activement occupé des affaires intérieures du royaume, avait pris d'excellentes mesures à ce sujet et avait réussi, à force d'habileté, à concilier les intérêts les plus opposés. Bien qu'il fût l'idole du peuple et de l'armée, rien ne prouve qu'il ait tenté de se servir de sa popularité dans une intention coupable; rien ne prouve non plus qu'il ait été corrompu, ou même simplement ébloui par les offres brillantes que lui firent, à plusieurs reprises, les différents potentats de l'Europe. Au contraire, sa fière réponse au pape Jules II respire un sentiment de ferme loyauté et atteste son désintéressement, son intégrité. Les Italiens contemporains, qui affectent une certaine défiance au sujet du mobile qui le faisait agir, étaient peu habitués à de pareils exemples de dévouement [1], mais l'historien, qui passe tous les faits en revue, doit reconnaître que

[1] Cette manière de flétrir une réputation par le soupçon est familière aux écrivains italiens de ce temps, qui recourent constamment aux motifs les plus criminels pour expliquer tout acte mystérieux ou incompréhensible; il n'arrivait pas, par exemple, de mort subite, sans au moins un *sospetto* de poison versé par l'une ou l'autre main. Quelle effrayante révélation des mœurs de ce pays!

rien ne justifiait des soupçons, et que les seuls actes qu'on puisse reprocher à Gonsalve n'étaient pas dans son intérêt, mais dans celui de son maître, et strictement conformes aux ordres de celui-ci. Si quelqu'un donc pouvait s'en plaindre, ce n'était pas, à coup sûr, Ferdinand.

Après son départ, l'escadre royale fut poussée par des vents contraires dans le port voisin de Portofino, où le roi d'Aragon reçut une nouvelle qui devait l'empêcher de poursuivre son voyage; c'était la mort du jeune roi de Castille, son gendre.

Cet événement, si peu attendu et effrayant, tant il était imprévu, avait été occasionné par une fièvre engendrée par un exercice trop violent au jeu de balle, dans une fête donnée à Philippe par Manuel, son favori, à Burgos, où la cour résidait en ce moment. Par l'inhabileté des médecins, dit-on, qui négligèrent de recourir à la saignée, le mal fit de rapides progrès [1], et, le sixième jour après l'accès, le 25 septembre 1506, le prince rendit le dernier soupir [2]. Il n'avait que vingt-huit ans et avait porté le sceptre un peu plus de deux mois, depuis sa reconnaissance par les cortès. Son corps embaumé fut exposé publiquement pendant deux jours avec

[1] La maladie de Philippe fut d'abord jugée comme étant sans gravité par ses médecins flamands, dont le traitement et les pronostics furent également condamnés par leur coadjuteur, Ludovic Marliano, médecin italien, célébré par Martyr comme « inter philosophos et medicos lucida lampas. » Marliano fut au moins le meilleur prophète en cette occasion.

[2] Heureusement pour la réputation de Ferdinand, la mort de Philippe fut entourée de circonstances trop peu mystérieuses et rapportée par trop de témoins oculaires, pour donner prise à aucun soupçon d'empoisonnement. Il paraît que l'archiduc avait bu de l'eau froide en abondance, quand il avait très chaud; il fut emporté par une fièvre épidémique qui désola en ce temps la Castille.

les insignes de la royauté, puis déposé dans le couvent de Miraflores, près de Burgos, en attendant qu'il fût définitivement transféré à Grenade, conformément aux dernières volontés du mourant.

Philippe était de taille moyenne, avait le teint animé, des traits réguliers, de longs cheveux flottants, le corps bien fait et bien proportionné; il avait même une si grande réputation de beauté que, sur la liste des souverains espagnols, il est désigné sous le nom de *Felipe El Hermoso* ou Philippe le Beau. Il n'était pas aussi heureusement doué sous le rapport de l'intelligence; le père de Charles-Quint possédait à peine une seule des qualités qui distinguèrent son fils. Il était vif, impétueux, franc et insouciant; appelé par sa naissance à de hautes destinées et habitué de bonne heure à commander, il se faisait remarquer par une ambition immodérée et ne se laissait ni dominer ni conseiller. Il ne manquait pas de générosité et même d'une certaine grandeur d'âme, mais il s'abandonnait à l'impulsion du moment, bonne ou mauvaise, et, comme il était naturellement indolent et ami du plaisir, il se reposait volontiers des soins du gouvernement sur d'autres, plus soucieux, comme toujours, de leurs intérêts que de ceux du public. Grâce à sa première éducation, il était exempt du fanatisme caractéristique de l'Espagnol, et, s'il avait vécu, il aurait fait beaucoup pour corriger les monstrueux abus de l'inquisition; sa mort prématurée l'empêcha de compenser, par ce seul bien, les fautes nombreuses de son administration.

Cette mort, trop soudaine pour être entrée dans les calculs des politiques les plus clairvoyants, répandit la consternation dans tout le royaume. Les anciens partisans du roi d'Aragon, Ximenès à leur tête, s'attendaient avec confiance

à le voir reprendre la régence; un grand nombre d'autres personnages, tels que Garcilasso de la Vega, dont la fidélité à leur maître n'avait pas résisté à l'épreuve du temps, prévoyaient son retour avec une certaine inquiétude. D'autres encore qui, dès le premier moment, avaient ouvertement épousé la cause de son rival, comme le duc de Najara, le marquis de Villena et surtout don Juan Manuel, se virent perdus et tournèrent leurs regards vers Maximilien, le roi de Portugal ou tout autre monarque, auquel son alliance avec la famille royale pouvait donner un prétexte plausible pour intervenir. La nouvelle de la mort de Philippe fut un coup de foudre pour les Flamands de sa suite; à voir leur épouvante, on les eût pris pour des vautours affamés, rôdant encore autour de la proie à demi dévorée qu'on leur avait brutalement arrachée.

Au point de vue du talent et de la considération publique, la balance penchait évidemment du côté du roi. Son plus formidable adversaire, Manuel, avait beaucoup perdu de son crédit, pendant sa courte et désastreuse administration; tandis que l'archevêque de Tolède, que l'on pouvait considérer comme le chef du parti de Ferdinand, possédait des talents, une énergie et une réputation de sainteté, qui, joints à l'autorité de son rang, lui donnaient une influence illimitée sur toutes les classes de la nation. Il était heureux pour le pays que la primatie, dans ces circonstances critiques, se trouvât dans des mains aussi habiles; ainsi était justifiée la sagesse du choix fait par Isabelle, contrairement aux désirs de Ferdinand, qui devait en tirer le plus grand profit pour lui-même.

Ximenès, prévoyant l'anarchie dont la mort de Philippe allait donner le signal, réunit dans son palais, la veille de cet

événement, les nobles présents à la cour; on décida dans cette réunion la nomination d'un gouvernement provisoire ou d'une régence, chargée d'administrer les affaires publiques et de maintenir l'ordre dans le royaume. Ce conseil se composait de sept membres, ayant l'archevêque de Tolède à leur tête : le duc de l'Infantado, le grand-connétable et l'amiral de Castille, tous deux alliés à la famille royale; le duc de Najara, un des principaux chefs de la faction opposée, et deux seigneurs flamands. On ne prononça pas le nom de Manuel.

Les nobles, assemblés une seconde fois, le 1er octobre, ratifièrent ce qui avait été fait et s'engagèrent à ne point se faire la guerre, à ne point tenter de s'emparer de la personne de la reine, et à soutenir de toute leur autorité le gouvernement provisoire, dont les fonctions devaient expirer à la fin de décembre.

Une réunion des cortès était nécessaire pour valider ces actes, ainsi que pour exprimer les vœux de l'opinion publique, relativement à la constitution permanente du gouvernement. Cependant, même parmi les amis du roi, on contestait la sagesse d'une pareille mesure, dans ce moment critique, mais le plus grand obstacle à surmonter était le refus fait par la reine de signer les lettres de convocation.

Cette malheureuse princesse se trouvait dans une situation vraiment déplorable; pendant la maladie de son époux, elle s'était tenue constamment auprès de lui, mais ni alors, ni après sa mort, on ne l'avait vu verser une larme. Elle s'était enfermée dans une chambre obscure et y restait dans un état d'immobilité complète, la tête dans sa main et la bouche fermée, silencieuse et roide comme une statue. Lorsqu'on la priait de signer les lettres de convocation pour les cortès ou

une nomination, un ordre, quelque urgente que fût l'affaire, elle répondait : « Mon père s'occupera de cela à son retour, il connaît mieux les affaires que moi; je n'ai pas d'autre devoir maintenant que de prier pour l'âme de mon défunt époux. » Le seul ordre qu'elle donna fut de payer ses musiciens flamands, car, au milieu de son abattement, elle trouvait de faibles consolations dans la musique, qu'elle aimait passionnément depuis l'enfance. Les quelques observations qu'elle fit, sensées et judicieuses, contrastaient singulièrement avec l'extravagance générale de sa conduite. Son obstination à refuser absolument sa signature fut autant un bien qu'un mal, car on ne put ainsi abuser de son nom, comme on l'eût fait, sans doute, en ce moment, dans un but mauvais et dans un intérêt de parti.

Reconnaissant enfin l'impossibilité d'obtenir la coopération de la reine, le conseil résolut d'adresser, en son propre nom, les lettres de convocation; cette mesure était justifiée par la nécessité. Les cortès devaient se réunir à Burgos, le mois de novembre suivant. On recommanda soigneusement aux différentes villes de faire connaître fidèlement par leurs députés leurs désirs relativement à la constitution du gouvernement.

Longtemps auparavant, aussitôt même après la mort de Philippe, Ferdinand avait reçu à Portofino des lettres de Ximenès et de ses amis, qui l'instruisaient de l'état des choses et le pressaient de revenir sur-le-champ. Il résolut cependant, étant déjà si loin, de poursuivre son voyage vers Naples. Le rusé monarque pensa peut-être que les Castillans, peu attachés à sa personne, comme il avait des motifs de le croire, apprécieraient mieux son administration, après avoir éprouvé les maux de l'anarchie; aussi, dans sa réponse, après

avoir exprimé en peu de mots son regret de la mort prématurée de son gendre et son entière confiance dans la fidélité des Castillans à leur reine, sa fille, il déclara prudemment qu'il n'avait conservé que de bons souvenirs de ses anciens sujets et promit de faire tout son possible pour régler au plus tôt les affaires de Naples, afin de retourner auprès d'eux.

Le roi se remit ensuite en route et, après s'être arrêté dans plusieurs villes du littoral, où il fut reçu avec un grand enthousiasme, il arriva, vers la fin d'octobre, devant la capitale de ses nouveaux États. Tous étaient impatients, dit l'illustre historien florentin du temps, de voir le prince qui avait acquis une si haute réputation dans toute l'Europe par ses victoires sur les infidèles, comme sur les chrétiens, et qui avait fait révérer en tous lieux son nom, par la sagesse et l'équité, avec lesquelles il avait gouverné son peuple. On regardait donc son arrivée comme un événement des plus importants, non seulement pour Naples, mais pour toute l'Italie, où sa présence et son autorité devaient contribuer efficacement à calmer les dissensions et à rétablir une tranquillité durable. Les Napolitains surtout s'abandonnaient à la joie; ils firent les plus magnifiques préparatifs pour la réception de leur souverain. Une flotte de vingt vaisseaux de guerre vint à sa rencontre et l'escorta jusqu'au port; au moment où il descendit sur le rivage, l'air fut ébranlé par les acclamations de la foule, ainsi que par les détonations de l'artillerie des forts qui dominaient la ville et de l'escadre en rade.

Le curé de Los Palacios, chroniqueur exact qui fait d'ordinaire l'office de grand-maître des cérémonies, en ces occasions, s'étend avec complaisance sur tous les détails de cette fête; il décrit même minutieusement le costume porté par le

roi et les seigneurs de sa suite. D'après lui, Ferdinand était enveloppé dans un long manteau flottant de velours cramoisi, bordé de satin de la même couleur; il portait un bonnet de velours noir, garni d'un rubis étincelant et d'une perle d'une valeur inestimable; il était monté sur un superbe cheval blanc, dont l'armure éblouissait l'œil par son éclat. A ses côtés était la jeune reine, montée sur un cheval blanc et vêtue d'une jupe de riche brocart et d'une robe française, simplement attachée avec des agrafes d'or ciselé.

En arrivant sur le môle, les royaux époux furent reçus par le Grand Capitaine, qui, entouré de ses hallebardiers et de ses pages vêtus de soie aux armes de sa maison, déployait toute la pompe, toute la magnificence qu'il aimait. Après avoir passé sous un arc de triomphe, où Ferdinand jura de respecter les libertés et les priviléges de Naples, les souverains s'avancèrent sous un dais splendide, porté par les membres de la municipalité; quelques-uns des principaux nobles conduisaient leurs chevaux par la bride. Derrière venaient les autres seigneurs et cavaliers du royaume, avec le clergé et les ambassadeurs des différents princes d'Italie et de l'Europe, chargés de féliciter les illustres époux et de leur offrir des présents. A chaque halte faite par cette procession, dans les différentes parties de la ville, une musique joyeuse se faisait entendre, et une troupe brillante de chevaliers et de dames, à genoux, baisaient, en signe d'hommage, la main de leurs nouveaux souverains. A la fin, après avoir traversé les rues et les places principales, ceux-ci arrivèrent à la grande cathédrale, où l'on finit pieusement la journée par des prières et de solennelles actions de grâces.

Ferdinand était trop économe de son temps pour le perdre volontairement dans de vaines cérémonies; cepen-

dant il sentait son cœur déborder de joie en voyant la population de cette magnifique capitale prosternée à ses pieds et protestant bruyamment de sa fidélité, dont il avait douté dans ces derniers temps. Aussi, quelque impatient qu'il fût, il ne voulait pas refroidir cet enthousiasme, en mettant un terme aux réjouissances; mais, après les avoir laissé durer suffisamment, il se dévoua assidûment aux grands objets de son voyage.

Le roi convoqua un parlement général du royaume, dans lequel, après s'être fait reconnaître lui-même, il fit prêter le serment de fidélité à sa fille Jeanne et aux descendants de celle-ci, sans faire aucune allusion aux droits de Germaine. C'était évidemment éluder le traité conclu avec la France, mais Ferdinand comprenait, quoiqu'un peu tard, la faute qu'il avait commise en signant un arrangement qui assurait la couronne de Naples à une princesse rivale, et il ne voulait pas qu'il fût sanctionné par les Napolitains.

Il se conforma avec plus de bonne foi à une autre stipulation du traité, à peine moins désastreuse. Il s'agissait de la restitution aux seigneurs angevins de leurs biens confisqués, dont la plupart, comme nous l'avons déjà dit, avaient été partagés entre ses propres partisans, italiens ou espagnols. C'était une entreprise pleine de difficultés. Ferdinand ne restitua rien aux anciens propriétaires dont il pouvait contester les droits; à d'autres, il accorda des terres ou de l'argent, comme indemnité; le plus souvent, il les força d'accepter une compensation, qui n'était probablement pas suffisante, dans la plupart des cas. Il dut à cet effet réduire considérablement ses propres domaines à Naples et disposer des terres ainsi que des revenus de ses États héréditaires; ces moyens étant encore insuffisants, il dut remplir son

trésor en imposant des contributions à ses nouveaux sujets.

Le résultat, quoique obtenu sans violence et sans désordre, ne satisfit personne. Les Angevins reçurent rarement ce qu'ils demandaient et les fidèles partisans de la maison d'Aragon se virent arracher les fruits de plus d'une victoire, pour indemniser leurs ennemis [1]. Enfin, les malheureux Napolitains, au lieu de jouir des faveurs et des immunités qui signalent le début d'un règne, furent accablés de nouveaux impôts, trop lourds dans l'état de détresse du pays. Ainsi l'espoir formé à l'arrivée de Ferdinand fut cruellement déçu. Telles étaient déjà les suites funestes de l'impolitique traité conclu avec Louis XII.

[1] Tel fut, par exemple, le sort du vaillant petit cavalier, Pedro de la Paz, du brave Leyva, qui s'illustra dans les guerres de Charles-Quint, de l'ambassadeur Rojas, du don-quichottesque Paredes et d'autres. Le dernier de ces aventuriers, d'après Mariana, chercha à rétablir sa fortune ébréchée en faisant le métier de corsaire dans le Levant.

CHAPITRE XX.

RETRAITE DE GONSALVE DE CORDOUE.

(1506-1509)

Démence de Jeanne. — Changement de ministère. — Troubles en Castille. — Conduite habile de Ferdinand. — Son départ de Naples. Réception brillante que lui fait Louis XII. — Honneurs rendus à Gonsalve de Cordoue. — Retour de Ferdinand en Castille. — Son excessive sévérité. — Son ingratitude envers Gonsalve. — Glorieuse retraite du Grand Capitaine.

Pendant le séjour de Ferdinand à Naples, les députés de la plupart des villes castillanes, convoqués par le gouvernement provisoire, s'étaient réunis à Burgos, en novembre 1506. Avant de poser aucun acte, ils voulurent obtenir la sanction de la reine; une commission fut envoyée à cet effet auprès d'elle, mais elle refusa obstinément de la recevoir.

Cette malheureuse princesse restait plongée dans une morne tristesse, donnant quelquefois des signes évidents de folie. Vers la fin de décembre, elle résolut de quitter Burgos et d'accompagner les restes de son époux jusqu'à leur dernier lieu de repos, à Grenade; elle insista pour les voir avant son départ. Les représentations que lui firent ses

conseillers et les religieux du couvent de Miraflores furent également inutiles; l'opposition qu'elle rencontrait ne fit que la jeter dans des accès de frénésie, et l'on dut se rendre à ses ordres. On ouvrit le caveau ainsi que les deux cercueils de plomb et de bois qui renfermaient le cadavre, et l'on put voir au grand jour celui ci tout défiguré, malgré l'embaumement. La reine ne fut pas satisfaite avant qu'elle ne l'eût touché, ce qu'elle fit sans répandre une larme et sans manifester la moindre émotion; on ne l'avait plus vu pleurer, dit-on, depuis le jour où elle avait découvert les relations de son mari avec une dame flamande de sa cour.

Ce corps inanimé fut placé sur un char magnifique, traîné par quatre chevaux et suivi d'une longue file de prêtres et de nobles, qui sortirent de la ville avec la reine, dans la nuit du 20 décembre. Jeanne ne voyageait que de nuit, disant « qu'une veuve, qui avait perdu le soleil de son âme, ne devait jamais se montrer à la lumière du jour. » A chaque halte, le cadavre était déposé dans une église ou dans un couvent, et l'on célébrait un service funèbre, comme si le jeune roi venait seulement de mourir. Une troupe d'hommes armés veillait constamment, afin d'empêcher les curieux, surtout les femmes, de profaner ce lieu par leur présence; car l'infortunée princesse avait conservé cette jalousie qui l'avait tant fait souffrir, du vivant de Philippe.

Un jour, à peu de distance de Torquemada, Jeanne fit porter le cercueil dans la cour d'un monastère, habité, croyait-elle, par des moines; saisie d'horreur en reconnaissant que c'était un convent de religieuses, elle fit enlever immédiatement le cadavre, qui fut déposé au milieu des champs. Elle s'arrêta là avec toute sa suite, à la tombée de la nuit, et fit ouvrir le cercueil, pour s'assurer qu'on n'avait

pas touché aux restes de son époux; un vent violent agitait la lumière des torches au milieu des épaisses ténèbres qui cachaient les assistants [1].

Tout en donnant ces signes d'une démence complète, la reine, en certains moments, avait des lueurs de raison qui étonnaient. Elle s'était depuis longtemps montrée mécontente des vieux conseillers de son père et surtout de Ximenès, qui, à son avis, se mêlait trop de ses affaires privées; cependant, avant son départ de Burgos, elle terrifia les anciens partisans de son époux, en révoquant toutes les donations faites par la couronne, depuis la mort d'Isabelle. Cet acte, presque le seul qu'elle signa jamais, fut un coup de foudre pour cette foule d'adulateurs, sur qui avaient plu toute espèce de faveurs, sous le règne de l'archiduc. En même temps, elle réforma son conseil privé, renvoya les membres nouveaux et rappela ceux qui avaient été nommés par sa mère, en disant ironiquement à un des conseillers démissionnés « qu'il pouvait aller compléter ses études à Salamanque. » Sarcasme amer, car le digne juriste passait pour avoir peu d'instruction.

On crut, sous ces actes sensés, reconnaître l'influence secrète de Ferdinand. La reine cependant refusa avec obstination de sanctionner aucune des mesures prises par les

[1] Un chartreux simple d'esprit berça Jeanne de l'espoir absurde de voir son époux revenir à la vie, comme il était arrivé, il assurait l'avoir vu, à un certain prince mort depuis quatorze ans; Philippe, ayant été embaumé, n'était guère en état de ressusciter. La reine paraît toutefois avoir été frappée de cette idée. Martyr parle avec colère des inventions de ce « blactero cucullatus, » comme il l'appelle dans son abominable latin, ainsi que des folles prières de Jeanne et de la figure ridicule que lui et les autres graves personnages de la cour devaient faire en cette occasion; on ne peut lire sans sourire ses jérémiades sur ce sujet.

cortès pour le rappel de son père, et, comme des délégués de cette assemblée insistaient auprès d'elle sur ce point et sur d'autres, dans une audience qu'elle leur accorda avant son départ de Burgos, elle leur enjoignit brusquement « de retourner chez eux et de ne plus se mêler des affaires publiques, sans son ordre exprès. » Peu de temps après, le conseil royal prorogea pour quatre mois la session de la législature.

Le terme assigné au gouvernement provisoire expirait en décembre et ne fut pas renouvelé. La noblesse ne nomma pas une autre régence, et le royaume, privé même de cette ombre de protection qu'il recevait des cortès et n'ayant plus d'autre guide qu'une souveraine insensée, fut abandonné à la fureur des factions. Bientôt on vit se produire partout des désordres, avec l'aide des grands seigneurs, dont la licence, en cette occasion comme dans d'autres, prouvait trop clairement que le pays avait dû la tranquillité dont il jouissait auparavant, moins à l'autorité des lois qu'au caractère d'Isabelle [1].

Pendant ce temps, les ennemis du roi d'Aragon étaient entrés en correspondance avec l'empereur Maximilien, qu'ils pressaient de venir immédiatement en Espagne. D'autres formaient le projet de marier la reine avec le jeune duc de Calabre, ou tout autre prince, dont ils eussent pu mettre à

[1] Le duc de Medina Sidonia, fils du seigneur qui joua un rôle si glorieux dans la guerre de Grenade, leva de grandes forces de terre et de mer pour reprendre Gibraltar, son ancien patrimoine. L'intrépide amie d'Isabelle, la marquise de Moya, se mit elle-même à la tête d'un corps de troupes et, plus heureuse que lui, se rétablit, pendant la maladie de son époux, dans la puissante forteresse de Ségovie, que Philippe avait donnée à Manuel; « nul ne s'en plaignit, » dit Oviedo. La marquise mourut peu de temps après, âgée d'environ soixante ans; son époux, quoique beaucoup plus âgé qu'elle, lui survécut.

profit la jeunesse et l'inexpérience, pour jouer le même rôle que sous Philippe. Pour ajouter aux maux causés par ce conflit d'intrigues et de factions, le pays qui avait souffert de la famine, dans les dernières années, fut ravagé par la peste. Les provinces du midi surtout furent désolées; à Séville seule, d'après Bernaldez auquel on a peine à croire, trente mille personnes succombèrent à l'épidémie.

Mais, tandis que les nuages s'amoncelaient de tous côtés, aucune explosion générale n'ébranla l'État jusque dans ses fondements, comme au temps de Henri IV. Des habitudes d'ordre, sinon des principes, s'étaient formées peu à peu sous le long règne d'Isabelle; la grande masse du peuple avait appris à respecter la loi et à goûter les douceurs de la paix; aussi, malgré l'attitude menaçante des factions et leur turbulence passagère, tous refusèrent de détruire l'ordre de choses existant et de ramener l'ancienne anarchie, en se livrant à des actes de violence et en répandant le sang.

Sans doute, cet heureux résultat était dû, en grande partie, aux conseils et à la conduite énergique de Ximenès [1], qui, avec le grand-connétable et le duc d'Albe, avait reçu de Ferdinand des pleins pouvoirs pour agir en son nom; mais il était dû aussi à la conduite politique du roi d'Aragon.

[1] Ximenès équipa et entretint à ses propres frais un nombreux corps de troupes, dans le but avoué de protéger la personne de la reine, mais tout autant pour maintenir l'ordre en refrénant la turbulence des grands du royaume; cette hautaine noblesse supporta avec peine cet acte d'autorité. Zurita, qui trouvait que l'archevêque aimait beaucoup le pouvoir suprême, l'accuse d'avoir été « au fond du cœur plus roi que moine; » d'un autre côté, Gomez déclare que le patriotisme le plus pur inspira tous les actes politiques du primat. Ximenès eût probablement été lui-même embarrassé de déterminer en chaque circonstance la part d'influence de chacun de ces deux mobiles d'action.

Loin de se montrer impatient de ressaisir le sceptre, celui-ci avait affecté tout le temps une prudente réserve; il avait écrit, dans les termes les plus polis et les plus aimables, aux nobles et aux municipalités du royaume, exprimant une entière confiance dans leur patriotisme et dans leur attachement à la reine, sa fille. Par l'entremise de l'archevêque et d'autres personnages importants, il avait employé des moyens efficaces pour gagner les principaux chefs de l'opposition, de sorte qu'à la fin, non seulement des diplomates accommodants comme Garcilasso de la Vega, mais des adversaires plus déterminés, tels que Villena, Benavente et Bejar, s'étaient rangés du côté de leur ancien maître. L'empereur avait, il est vrai, fait de magnifiques promesses, au nom de son petit-fils, Charles, qui avait déjà pris le titre de roi de Castille; mais les plus sages n'avaient pas été séduits par ces promesses; ils doutaient que Maximilien pût les tenir et, d'un autre côté, voyaient leurs véritables intérêts liés à ceux d'un prince que ses talents supérieurs et ses relations personnelles appelaient à une position qu'il avait déjà occupée si glorieusement. Le peuple, dont Ferdinand s'était momentanément aliéné l'affection par son récent mariage, se trouva amené par les maux qu'il avait soufferts et par la vague appréhension de calamités plus grandes, à partager ces sentiments, de sorte que, moins de huit mois après la mort de Philippe, la nation tout entière était, peut-on dire, rentrée dans l'obéissance. Les seuls personnages considérables qui fissent exception, étaient don Juan Manuel et le duc de Najara; le premier était allé trop loin pour pouvoir reculer, et le second était trop chevaleresque ou trop obstiné pour le vouloir.

A la fin, le roi d'Aragon, ayant terminé ses arrangements

à Naples et attendu que les circonstances fussent tout à fait favorables à son retour en Castille, quitta la grande cité italienne, le 4 juin 1507; il se proposait de toucher au port génois de Savone, où il devait avoir une entrevue avec Louis XII. Pendant son séjour à Naples, il s'était assidûment occupé des affaires du royaume, évitant d'intervenir dans celles des États italiens et de conclure avec ceux-ci des traités ou des alliances, dans un but offensif ou défensif. Il avait également fait la sourde oreille aux sollicitations importunes et aux représentations de Maximilien, au sujet de la régence de Castille; il avait même refusé d'avoir une conférence personnelle avec l'empereur en Italie. Après s'être acquitté de la difficile tâche de restituer aux seigneurs angevins leurs propriétés confisquées, il avait complétement réorganisé l'administration intérieure du royaume, créant de nouvelles charges et de nouvelles fonctions. Il avait, en outre, introduit de grandes réformes dans les cours de justice et inauguré le nouveau système réclamé par les relations du pays, comme dépendant de l'Espagne; enfin, avant son départ, il avait, à la demande des Napolitains, rétabli leur ancienne université.

Dans toutes ces sages mesures, Ferdinand avait été habilement secondé par son vice-roi, Gonsalve de Cordoue. Le roi, dans sa conduite envers celui-ci, avait soigneusement cherché, comme nous l'avons dit, à effacer de son esprit toute impression fâcheuse. Il avait, il est vrai, à son arrivée, écouté les plaintes de certains officiers du trésor, au sujet des prodigalités et des dissipations de Gonsalve. Celui-ci demanda simplement la permission de produire ses comptes pour sa défense; il lut alors à haute voix : « Deux cent mille sept cent trente-six ducats, distribués en aumônes aux couvents

et aux indigents, pour des prières en faveur de l'entreprise du roi; » puis « sept cent mille quatre cent quatre-vingt-quatorze ducats, pour les espions employés au service du roi. » Il continua de lire, tandis que, dans l'assistance, les uns le regardaient avec surprise, les autres en souriant, jusqu'à ce que le roi, comprenant le rôle ridicule qu'on lui faisait jouer à lui-même, lui fermât la bouche, en tournant l'affaire en plaisanterie. Le mot de *cuentas del Gran Capitan*, passé en proverbe à cette époque, prouve au moins que l'anecdote fut souvent répétée dans le peuple.

Dès ce moment, le monarque continua à témoigner à Gonsalve une confiance sans bornes; il le consultait dans toutes les affaires importantes et en fit le dispensateur des faveurs royales. Il renouvela de la manière la plus solennelle sa promesse de lui céder la grande-maîtrise de Saint-Jacques, à leur retour en Espagne, et demanda formellement au pape de confirmer cet acte. Outre les honneurs princiers qu'il lui avait déjà conférés, il lui accorda le magnifique duché de Sessa, par une pièce écrite où, après avoir pompeusement récapitulé les titres acquis par le Grand Capitaine à la faveur royale et ses nombreux services, il déclare ceux-ci trop grands pour pouvoir être récompensés. Malheureusement pour le roi, comme pour son sujet, ces paroles ne devaient être que trop vraies[1].

[1] Les revenus de ses différents domaines s'élevaient à 40,000 ducats. Zurita parle d'une autre pièce, d'un manifeste par lequel le roi catholique proclamait qu'il appréciait les éminents services de son général et son irréprochable fidélité. Cette espèce d'attestation publique paraît, en général, si improbable que nous devons supposer que l'historien aragonais l'a confondue avec la concession de Sessa, qui porte précisément la même date, 25 février, et renferme aussi, quoique incidemment et comme en passant, le plus ample tribut d'éloges pour le Grand Capitaine.

Gonsalve resta un ou deux jours à Naples, après le départ du monarque, pour mettre ordre à ses propres affaires. Outre les lourdes dettes qu'il avait contractées par son genre de vie, il avait pris à sa charge celles d'un grand nombre de ses anciens frères d'armes, que la fortune avait moins bien traités que lui; aussi était-il si endetté que, pour satisfaire complétement ses créanciers, il dut sacrifier une partie des domaines qui lui avaient été récemment donnés. Ayant ainsi rempli les obligations d'un honnête homme, il se prépara à quitter ce pays qu'il avait gouverné avec tant de magnificence et d'éclat, pendant près de quatre ans. Les Napolitains en corps l'accompagnèrent jusqu'au vaisseau; des nobles, des cavaliers et même des dames du plus haut rang se pressaient sur la côte, pour lui faire leurs adieux; tous pleuraient, selon un historien, tant il avait ébloui les imaginations et captivé les cœurs par ses manières brillantes et populaires, par sa munificence, par son équité, qualités plus précieuses et, sans doute, plus rares que le talent militaire, dans ces temps agités. Gonsalve fut remplacé dans la position de grand-connétable du royaume par Prosper Colonna, et, dans celle de vice-roi, par le comte de Ribagorza, neveu de Ferdinand.

Le 28 juin, la flotte aragonaise entra dans le petit port de Savone, où Louis XII l'attendait déjà depuis plusieurs jours. La flotte française avait reçu ordre de recevoir le roi catholique, et les navires des deux pays, gaîment ornés de drapeaux aux couleurs nationales, luttaient de beauté et de magnificence. Les galères espagnoles étaient tendues de drap jaune et écarlate; les matelots étaient vêtus de drap pareil, comme serviteurs de la maison d'Aragon. Louis XII vint, suivi d'une brillante troupe de nobles et de chevaliers, à la

rencontre de ses illustres hôtes, et, pour montrer au monarque, naguère son ennemi mortel, autant de confiance que celui-ci lui en témoignait, il monta immédiatement sur le vaisseau qui portait Ferdinand. Des mules et des chevaux richement caparaçonnés attendaient les deux rois sur le rivage; Louis XII, se mettant en selle, plaça galamment la jeune reine d'Aragon derrière lui; ses cavaliers en firent autant avec lès dames qui la suivaient, la plupart françaises, quoiqu'elles fussent habillées à la mode espagnole, comme s'en plaint assez amèrement un vieux chroniqueur. Tous ces seigneurs, portant ces dames en croupe, prirent au galop le chemin de Savone.

Les quelques jours que les monarques passèrent dans cette belle cité ne furent qu'une longue et joyeuse fête. Des vivres avaient été réunis en abondance, par les ordres de Louis, comme le rapporte un chroniqueur qui assista aux festins [1]; les garde-mangers regorgeaient d'excellente venaison, et les caves étaient remplies des délicieux vins de Corse, de Languedoc et de Provence. Dans la suite du roi de France, on remarquait le marquis de Mantoue, le brave La Palice, le vieux d'Aubigny et un grand nombre d'autres guerriers renommés, qui, après s'être rencontrés récemment avec les

[1] Pour les combats, les fêtes et tous les généreux passe-temps de la chevalerie, aucun des chroniqueurs français de ce temps n'égale d'Auton; il est le véritable Froissart du XVI[e] siècle. Une partie de son ouvrage est encore manuscrite; celle qui a été imprimée a conservé, croyons-nous, la même forme sous laquelle elle fut mise au jour par Godefroy, au commencement du XVII[e] siècle, tandis que plus d'un chroniqueur de second ordre a été publié et republié avec tous les éclaircissements que pouvait fournir la science des éditeurs *.

* Lorsque Prescott écrivait ces lignes, la chronique de Jean d'Auton n'avait pas encore été publiée par le bibliophile Jacob. [N. du T.]

Espagnols, sur les champs de bataille, s'empressaient de leur rendre les devoirs, plus agréables et non moins honorables, de la chevalerie.

Le brave d'Aubigny étant retenu dans ses appartements par la goutte, Ferdinand, qui l'avait toujours beaucoup estimé, à cause de sa conduite et de son talent, l'honora d'une visite. Mais nul n'excita autant l'intérêt et la curiosité de tous que Gonsalve de Cordoue, qui fut véritablement le héros du jour, au témoignage de Guichardin, qui ne peut être suspect de partialité. Plus d'un seigneur de la suite de Louis XII avait vu de près, dans d'autres circonstances, ce général victorieux, dont d'autres ne connaissaient les exploits que par les récits exagérés de leurs compatriotes; tous avaient appris à le regarder avec une frayeur mêlée de haine, et ils n'en purent croire leurs yeux, en voyant ce guerrier que leur imagination leur représentait sous des traits effrayants, distingué entre tous « par son attitude majestueuse, l'élégante courtoisie de ses paroles et ses manières à la fois gracieuses et pleines de dignité. »

Mais nul ne manifesta aussi ouvertement son admiration que Louis XII, qui l'invita à sa table avec son souverain. Pendant le dîner, il prodigua à son hôte illustre les témoignages du plus profond intérêt et le questionna fréquemment sur ces mémorables campagnes dont l'issue avait été si funeste pour lui-même. Le Grand Capitaine répondit constamment, dit le chroniqueur, avec une gravité bienséante, et, en se séparant de lui, le monarque lui témoigna sa satisfaction, en détachant de son cou pour la passer autour du sien une chaîne massive, d'un travail exquis. Les historiens qui rapportent ce fait paraissent émerveillés de l'insigne honneur fait au général espagnol, admis à table entre

trois têtes couronnées, et Guichardin n'hésite pas à déclarer que ce jour fut plus glorieux pour Gonsalve que celui même où il fit son entrée triomphale à Naples.

Pendant leur séjour à Savone, les deux monarques eurent de fréquentes conférences, où n'assistèrent que l'envoyé du pape et d'Amboise, le ministre favori de Louis XII. On ne sait pas quel fut le sujet de leurs discussions; d'après ce qui se passa plus tard, on peut supposer qu'ils s'occupèrent de l'Italie; ce fut probablement au milieu de ces fêtes que les deux princes, arbitres des destinées de ce pays, préparèrent la fameuse ligue de Cambray, si désastreuse pour Venise et si peu honorable pour eux-mêmes, au point de vue de la bonne foi comme à celui d'une saine politique. Mais nous parlerons de cette ligue plus loin.

Enfin, ayant joui pendant quatre jours de la splendide hospitalité du monarque français, le roi et la reine d'Aragon se rembarquèrent, et, après différents retards, arrivèrent à Valence, dans leurs États, le 20 juillet 1507. Ferdinand, s'étant arrêté quelque temps dans cette belle cité, partit pour la Castille, où sa présence était impatiemment attendue. A la frontière, il rencontra les ducs d'Albuquerque et de Medina Cœli, son fidèle partisan, le comte de Cifuentes et un grand nombre de nobles et de cavaliers. Il fut, bientôt après, rejoint par les députés de plusieurs villes pontificales du royaume, et, sous cette escorte, il entra en Castille, par la route de Monteagudo, le 21 août. Il y avait à peine une année qu'il avait quitté ce pays, presque seul et sans espoir d'y rentrer! Pour mieux faire ressortir ce changement dans sa situation, il affecta plus de pompe et d'autorité qu'auparavant; il était précédé des débris de l'ancienne armée d'Italie, que venait de ramener le célèbre Pedro Navarro,

comte d'Oliveto [1], et était entouré d'alcades, d'alguazils et de hérauts d'armes, avec tous les insignes de la royauté.

A Tortoles, le roi d'Aragon fut rejoint par la reine, sa fille, qu'accompagnait l'archevêque Ximenès; il se montra plutôt triste que joyeux dans cette entrevue; il fut douloureusement ému à la vue de Jeanne, dont l'air égaré, la figure amaigrie et les vêtements sordides ne lui rappelaient guère la fille bien-aimée dont il avait été si longtemps séparé. La princesse trahit, en cette occasion, plus de sensibilité qu'elle n'en avait laissé paraître, depuis la mort de son époux. A partir de ce moment, elle se résigna presque sans opposition à la volonté de son père; bientôt après, sur les sollicitations de celui-ci, elle changea de résidence et vint s'établir à Tordesillas; elle pouvait voir des fenêtres de son palais le tombeau de Philippe, transféré dans le monastère voisin de Santa-Clara. Depuis lors, quoiqu'elle vécût encore quarante-sept ans, elle ne franchit jamais les murs de son habitation, et, bien que son nom figurât sur tous les actes publics, à côté de celui de son fils, Charles-Quint, on ne put jamais la décider à signer une pièce ou à s'occuper d'aucune affaire publique. Elle languit tristement durant un demi-siècle, aussi complétement morte au monde que le jeune roi, son époux, qui reposait sous ses yeux dans le couvent de Santa-Clara [2].

[1] Le roi Ferdinand lui avait accordé le titre et le territoire d'Oliveto, dans le royaume de Naples, en récompense de ses éminents services dans la guerre d'Italie.

[2] Les restes de Philippe furent plus tard transférés dans l'église cathédrale de Grenade; ils y furent déposés, avec ceux de Jeanne, dans un magnifique tombeau, élevé par ordre de Charles-Quint près de celui de Ferdinand et d'Isabelle.

Dès lors, Ferdinand exerça une autorité presque aussi incontestée et bien moins limitée, définie que celle dont il jouissait du vivant d'Isabelle; il la sentait même si fermement assise, qu'il négligea de demander la sanction constitutionnelle des cortès. Il avait beaucoup désiré celle-ci, à la dernière et irrégulière réunion de ce corps, mais la session avait été close, sans que rien eût été fait. D'ailleurs, le mécontentement de Burgos et de quelques autres grandes villes, à cette époque, rendait le succès d'une pareille demande fort douteux; pourtant, en ce moment, le bon accueil fait partout à Ferdinand ne lui donnait pas lieu de craindre un échec.

Un grand nombre de partisans du roi déclaraient l'intervention de la législature inutile, puisqu'il exerçait la régence, comme tuteur naturel de sa fille, nommé d'ailleurs par le testament d'Isabelle et confirmé par les cortès, à Toro. Ses droits, disaient-ils, n'avaient pas été infirmés par son acte de résignation, qui lui avait été arraché par la violence et n'avait jamais été sanctionné d'une manière expresse par la législature; dans tous les cas, si cet acte était valable, il ne l'avait été que pendant la vie de Philippe, en faveur duquel il avait été fait.

Mais, si plausibles que fussent ces arguments, l'irrégularité commise par Ferdinand fournit aux nobles mécontents un prétexte pour lui refuser leur obéissance; ils déclarèrent qu'ils ne reconnaîtraient pas d'autre autorité suprême que celle de Jeanne, leur souveraine, avant que la législature eût prononcé sur cette question. Celle-ci fut enfin résolue, avec plus d'égard aux formes constitutionnelles, par les cortès tenues à Madrid, le 6 octobre 1510. Là, le roi d'Aragon prêta régulièrement serment, comme administrateur du

royaume au nom de sa fille et comme tuteur de son petit-fils [1].

Ferdinand, à son retour, fit preuve d'une grande clémence, moins en récompensant trop généreusement les services rendus, qu'en affectant prudemment d'oublier les injures qu'il avait souffertes. Si jamais il fit aucune allusion à celles-ci, ce fut en plaisantant, de manière à montrer qu'il ne gardait point de rancune. « Qui aurait cru, » dit-il un jour à un courtisan, « que vous auriez pu si facilement abandonner votre vieux maître pour un prince si jeune et si inexpérimenté? » « Mais qui aurait cru, » répondit ce seigneur sur le même ton, « que ce vieux maître aurait survécu au jeune? »

Le roi ne négligea toutefois rien pour asseoir son autorité sur une base solide, de manière à n'avoir plus à craindre les outrages qu'il avait subis précédemment. Il retint à son service la plupart des vétérans de l'armée d'Italie, dans le but ostensible de faire une expédition en Afrique; il prit soin que les troupes des ordres militaires fussent constamment prêtes à marcher, ainsi que la milice du royaume. Il forma une garde du corps qui devait veiller sur sa personne; elle ne se composa d'abord que de deux cents hommes, armés et habillés comme les Suisses, et placés sous le commandement du chroniqueur Ayora, officier expérimenté, qui s'était couvert d'un certain éclat à la défense de Salsas. L'idée de cette institution lui avait été probablement suggérée à Savone, par les gardes du corps de Louis XII, qui, bien plus

[1] Marina a tort de considérer la convocation ultérieure des cortès à cet effet par Ferdinand comme une concession faite aux demandes de la nation; ce fut le résultat du traité de Blois avec Maximilien, garanti par Louis XII et ayant pour objet d'assurer la succession à l'archiduc Charles.

nombreux, avaient excité son admiration par leur magnifique équipement et leur excellente discipline.

Malgré la popularité dont le roi jouissait généralement, il y avait un petit nombre de personnages considérables qui avaient vu son retour avec déplaisir. Entre ceux-ci, don Juan Manuel avait fui à son approche et s'était réfugié à la cour de Maximilien, où les conseillers de l'empereur l'empêchèrent prudemment de prendre sur leur maître l'ascendant qu'il avait eu sur Philippe. Le duc de Najara ne suivit pas cet exemple; il s'enferma dans ses châteaux forts et refusa d'obéir à Ferdinand. Celui-ci, sans hésiter, ordonna à Navarro de marcher avec toutes ses forces contre le rebelle. Les amis du duc l'engagèrent à se soumettre, sans tenter aucune résistance, et il livra ses forteresses au roi qui, après les avoir gardées quelque temps, les rendit au fils aîné du duc.

Ferdinand montra plus de sévérité envers don Pedro de Cordova, marquis de Priego, qui, tout adolescent, avait, on se le rappelle, failli partager le sort de son père, Alonso de Aguilar, dans la sanglante déroute de la Sierra Vermeja. Ce seigneur, avec d'autres nobles andalous, était blessé du peu d'estime et de faveur témoigné, selon eux, par le roi à la noblesse du midi, en comparaison de celle du nord, et sa témérité alla si loin, que non seulement il entrava dans ses fonctions un des officiers royaux envoyés à Cordoue pour faire une enquête sur les troubles récents de cette ville, mais qu'il l'emprisonna dans son château de Montilla.

Cet outrage fait à l'un de ses serviteurs exaspéra le monarque au dernier point; il résolut sur-le-champ de faire un exemple qui frappât de terreur les nobles mécontents et prévînt le renouvellement de faits pareils. Comme le mar-

quis était par lui-même et par ses alliances de famille un des plus puissants seigneurs du royaume, Ferdinand fit des préparatifs de guerre formidables; outre ses troupes régulières, il leva tous les hommes de vingt à soixante ans, en état de porter les armes. Les amis de Priego, alarmés à la vue de la tempête qui se préparait, le conjurèrent de la détourner, s'il était possible, par des concessions immédiates; son oncle, le Grand Capitaine, le supplia aussi de faire sa soumission, comme le seul moyen de salut pour lui.

Le fougueux jeune homme, voyant qu'il ne devait compter sur aucun secours dans cette lutte inégale, accepta ce conseil et accourut à Tolède pour se jeter aux pieds du roi. Mais celui-ci ne voulut pas le recevoir; il lui ordonna de livrer ses forteresses et de s'éloigner de cinq lieues de la cour. Gonsalve, peu de temps après, envoya au monarque la liste des châteaux et des biens de son neveu, en le priant d'user de clémence envers un jeune homme sans expérience.

Ferdinand, sans écouter cette prière, continua ses préparatifs et, ceux-ci achevés, s'avança rapidement vers le midi. Arrivé à Cordoue, il fit arrêter le marquis, en septembre 1508. Priego, traduit devant le conseil royal, sous l'inculpation de haute trahison, ne se défendit point, mais se remit à la merci de son souverain. La cour déclara qu'il avait encouru la peine de mort, et demanda qu'en considération de sa soumission, il plût gracieusement à Sa Majesté de commuer cette peine en une amende de vingt millions de maravédis, le bannissement perpétuel de Cordoue et de son district, la remise des forteresses entre les mains du roi et la démolition du château de Montilla. Celui-ci, fameux comme lieu de naissance du Grand Capitaine, était une des plus solides

et des plus magnifiques constructions de ce genre en Andalousie. La sentence de mort, prononcée contre plusieurs cavaliers et des individus de moindre rang, impliqués dans l'affaire, fut immédiatement exécutée.

Les nobles castillans, alarmés et mécontents de la sévérité d'un arrêt qui frappait un des membres les plus considérables de leur ordre, firent ouvertement à ce sujet des représentations au roi, le priant, si nulle autre considération ne pouvait le fléchir, de se rappeler les éminents services du père et de l'oncle de Priego. Gonsalve et le grand-connétable Velasco, qui jouissaient de la plus grande autorité à la cour, sollicitèrent également et avec une extrême vivacité le monarque, lequel resta inexorable. L'arrêt fut exécuté, quoique le connétable eût parlé à Ferdinand sur un ton qu'un grand de Castille pouvait seul oser prendre, en Europe. Gonsalve dit froidement : « Don Pedro était assez coupable puisqu'il était mon parent. »

Ce grand homme s'était déjà auparavant aperçu du déclin de son crédit auprès du roi. A son retour en Espagne, il avait été reçu par la nation avec un enthousiasme sans bornes. Une indisposition l'avait empêché pendant quelques jours de suivre la cour, et son voyage à Burgos, où il la rejoignit, après sa guérison, fut réellement une marche triomphale. La route était encombrée d'une foule immense de curieux, qui avaient peine à se loger dans les villes où il passa, car on accourait des points les plus éloignés du pays pour voir ce héros, dont le nom et les exploits, célébrés par l'histoire et par les ballades, étaient connus du dernier paysan castillan. C'est ainsi que Gonsalve fit son entrée à Burgos, aux acclamations joyeuses du peuple, avec une suite d'officiers qui étalaient orgueilleusement sur leurs vêtements et

sur le caparaçon de leurs chevaux les riches dépouilles de leurs victoires en Italie. Le vieux comte d'Urena, son ami, qui, avec toute la cour, vint sur les ordres du roi à sa rencontre, s'écria en soupirant, lorsqu'il vit ce splendide cortége : « Je crains qu'il ne faille à ce beau vaisseau, pour voguer, plus d'eau qu'il n'en trouvera en Castille! »

Ferdinand reçut Gonsalve de la manière la plus gracieuse, mais celui-ci ne tarda pas à s'apercevoir qu'il ne devait rien attendre de plus de son souverain. Aucune allusion ne fut faite à la grande-maîtrise; lorsque le général rappela enfin au roi ses promesses à ce sujet, Ferdinand imagina divers prétextes pour gagner du temps, et il devint enfin évident qu'il n'avait pas l'intention de les tenir.

Comme le Grand Capitaine et ses amis voyaient cette perfidie avec une indignation qu'ils avaient peine à dissimuler, une circonstance vint augmenter la froideur du monarque envers son sujet offensé. Ce fut le mariage projeté, mais qui, pour l'un ou l'autre motif, n'eut jamais lieu [1], entre la fille de Gonsalve, Elvire, et son ami, le connétable de Castille [2]. Ferdinand avait voulu faire entrer les vastes

[1] Gonsalve se maria deux fois, la première avec dona Blanca de Herrera, la seconde avec dona Juana de Aragon; il fut inhumé à côté d'elles dans l'église de Santa-Clara de Medina del Pomar. Elvire épousa le comte de Cabra.

[2] Bernardino de Velasco, *grand* connétable de Castille, comme on l'appelait par excellence, succéda en 1492 à cette dignité, qui devint héréditaire dans sa famille; il fut le troisième comte de Haro et fut créé par les souverains catholiques, pour ses éminents services, duc de Frias. Il avait de vastes domaines, principalement dans la Vieille-Castille, avec un revenu annuel de 60,000 ducats, selon Marines. Il possédait, paraît-il, beaucoup de nobles et brillantes qualités, accompagnées toutefois d'une hauteur qui le faisait craindre plus qu'il n'était aimé. Il mourut en février 1512, après une maladie de quelques heures, comme nous l'apprend une lettre de Pierre Martyr.

domaines d'Elvire dans sa famille, en unissant cette jeune dame à son petit-fils, Jean d'Aragon, fils de l'archevêque de Saragosse. Son mécontentement, en se voyant contrarié dans ce projet, fut encore augmenté par les paroles de la jeune reine. Le connétable, alors veuf, avait épousé en premières noces une fille naturelle de Ferdinand. Germaine, instruite de son mariage projeté avec Elvire, lui demanda peu poliment « s'il ne croyait pas s'abaisser en acceptant la main d'une sujette, ayant été l'époux d'une fille de roi? » « Comment pourrais-je avoir cette pensée, » répondit-il, en faisant allusion au second mariage du roi d'Aragon, « lorsqu'un aussi illustre exemple m'a été donné! » Germaine, qui n'avait certainement pas la grandeur d'âme d'Isabelle, fut si blessée de cette réponse, que non seulement elle ne pardonna jamais au connétable, mais comprit dans son ressentiment le Grand Capitaine, qui vit dès ce moment transféré au duc d'Albe l'honneur dont il jouissait seul auparavant, d'accompagner la jeune reine lorsqu'elle paraissait en public.

Si indifférent que fût Gonsalve aux petites mortifications que pouvait lui faire éprouver un dépit de femme, il ne voulut pas rester davantage dans une cour, où il avait perdu toute sa considération aux yeux du souverain et n'avait rencontré que la duplicité et une honteuse ingratitude. Il obtint donc, sans difficulté, la permission de se retirer dans ses terres, où, peu de temps après, le roi, comme pour racheter jusqu'à un certain point son grossier manque de foi, lui accorda la ville royale de Loja, à quelques lieues de Grenade; il la lui donnait à vie et eut l'impudence de lui proposer d'abandonner ses droits à la grande-maîtrise de Saint-Jacques, en échange d'une cession à perpétuité. Mais

Gonsalve répondit avec hauteur : « Je ne renoncerai certes pas pour la plus belle ville que l'on puisse trouver dans tout le royaume, au droit de me plaindre de l'injustice qui m'est faite. »

Depuis ce temps, le Grand Capitaine résida dans ses domaines du midi, principalement à Loja, quelquefois à Grenade, où il jouissait de la société de son vieil ami et maître dans l'art de la guerre, le comte de Tendilla. Il trouva assez d'occupation dans ses projets pour améliorer le sort de ses vassaux et des paysans des environs. Il s'intéressa beaucoup aux malheureux Mores, nombreux de ce côté, qu'il protégea autant que possible contre les limiers de l'inquisition, tandis qu'il employait des prêtres ou usait d'autres moyens honnêtes pour les convertir ou les confirmer dans leur foi nouvelle. Il déployait dans son genre de vie autant de magnificence et se montrait aussi hospitalier qu'auparavant. Les voyageurs distingués qui se rendaient en Espagne et ses compatriotes du plus haut rang, surtout les jeunes nobles et cavaliers, venaient le voir, ces derniers pour étudier le type le plus parfait de la politesse et de la courtoisie chevaleresques. Il se montrait fort curieux d'apprendre ce qui se passait au dehors et entretenait une correspondance suivie avec des agents qui lui envoyaient régulièrement des nouvelles des différentes cours européennes. Lors de la ligue de Cambray, le roi de France et le pape voulurent lui donner le commandement des forces alliées, mais Ferdinand l'avait trop offensé, pour ne pas craindre de le voir de nouveau à la tête d'une armée en Italie ; il aimait tout aussi peu de l'employer dans des affaires publiques à l'intérieur, et le laissa passer le reste de ses jours dans la retraite, où Gonsalve se plaisait assez et con-

tinuait d'être utile aux autres [1]. On appelait cela une disgrâce, et le comte d'Urena s'écria : « Le bon vaisseau est enfin échoué, comme je l'avais prédit ! » « Non, » répondit Gonsalve, lorsqu'on lui rapporta ces mots, « il est encore en excellent état et n'attend que la marée haute pour voguer aussi légèrement qu'auparavant. »

[1] L'inscription marquée sur le tombeau de Guichardin eût pu l'être sur celui de Gonsalve :

« Cujus negotium, an otium, gloriosius incertum. »

CHAPITRE XXI.

GUERRE D'AFRIQUE.

(1508-1510)

Ardeur de Ximenès. — Ses préparatifs de guerre. — Son expédition en Afrique. — Prise d'Oran. — Entrée triomphale de Ximenès en cette ville. — Défiance du roi. — Retour du cardinal en Espagne. — Conquêtes de Navarro en Afrique. — Magnificence de Ximenès. — Université d'Alcala. — Bible polyglotte.

La rigueur déployée par le roi envers le marquis de Priego et certains autres nobles avait excité un mécontentement général dans la hautaine aristocratie castillane, mais elle avait été, paraît-il, approuvée par les communes, qui probablement se plaisaient à voir humiliée cette orgueilleuse noblesse, qui avait si souvent foulé aux pieds les droits des classes inférieures. Au point de vue politique, cette sévérité était habilement calculée, même pour intimider les grands seigneurs; elle leur prouva que le monarque, dont ils avaient toujours estimé le talent, était assez puissant pour se faire obéir et parfaitement décidé à briser toute opposition.

Il faut d'ailleurs reconnaître que, sauf dans un petit

nombre de cas, Ferdinand, à son retour, montra beaucoup de douceur et de générosité, si l'on considère surtout les injures dont il avait à se plaindre et la manière dont il avait été abandonné par les hommes qu'il avait comblés de ses faveurs. L'histoire offre peu d'exemples d'une modération pareille à la restauration d'un prince ou d'un parti. En réalité, des mesures violentes et tyranniques devaient répugner à un prince qui soumettait d'ordinaire ses passions, si fortes qu'elles fussent naturellement, à la voix de la raison; aussi faut-il voir dans les actes d'excessive sévérité dont nous parlons, moins le désir de la vengeance, que les calculs d'une politique qui se proposait de frapper de terreur des nobles turbulents, accessibles seulement à la crainte.

Comme nous l'avons dit, Ferdinand suivit cette conduite énergique sur les conseils de Ximenès. Cet éminent prélat avait atteint au plus haut degré de la hiérarchie ecclésiastique après la papauté; peu de temps après le retour du roi, il avait reçu du pape Jules II le chapeau de cardinal [1], puis il avait été nommé inquisiteur-général de Castille, en remplacement de l'archevêque de Séville, Deza. Les importants devoirs qu'il avait désormais à remplir, joints à ceux de la primatie d'Espagne, auraient dû, semble-t-il, satisfaire cet esprit ambitieux, mais cette ambition grandissait à mesure que Ximenès s'élevait, et le nouveau cardinal rêvait des projets grandioses, comme ceux d'un prince; il était animé d'un zèle plus ardent que jamais pour la propagation de la foi. S'il eût vécu du temps des croisades, il eût certainement conduit en personne une de ces expéditions, car le cœur

[1] Il obtint cette dignité à la demande du roi, lors du voyage de celui-ci à Naples.

d'un soldat battait sous sa robe monastique; même à cette époque, il avait, comme Colomb, formé des plans pour la délivrance de la Terre-Sainte [1]. Mais il put mieux déployer son ardeur dans une guerre contre les musulmans d'Afrique, qui avaient vengé leurs frères de Grenade en faisant de fréquentes descentes sur les côtes méridionales de la péninsule, dont les habitants avaient en vain réclamé la protection du gouvernement. Peu de temps après la mort d'Isabelle, à l'instigation et avec l'aide de Ximenès, avait été organisée une expédition qui avait abouti, le 13 septembre 1505, à la prise de Mazarquivir, port important et redoutable, nid de pirates, sur la côte barbaresque, presqu'en face de Carthagène. Le cardinal méditait en ce moment une entreprise plus difficile, la conquête d'Oran.

Cette place, située à une lieue environ de la première, était l'une des plus considérables que les musulmans possédaient sur la Méditerranée; c'était le principal marché de leur commerce avec le Levant. Elle renfermait une vingtaine de mille âmes, était bien fortifiée et, grâce à l'opulence produite par un grand commerce, pouvait entretenir un essaim de pirates qui infestaient la Méditerranée et se livraient à d'affreuses déprédations sur les populeux rivages de cette mer.

A peine Ferdinand fut-il rétabli au pouvoir que Ximenès le pressa d'entreprendre cette nouvelle conquête. Le monar-

[1] Il résulte d'une lettre du roi Emmanuel de Portugal que Ximenès avait cherché à l'attirer, avec les rois d'Aragon et d'Angleterre, dans une croisade en Terre-Sainte; le prélat mêlait beaucoup de prudence à cette folie, à en juger par le soin avec lequel il avait fait reconnaître la côte et avait combiné son plan d'opérations. Le monarque portugais fit le plus grand éloge du zèle édifiant de Ximenès, mais se borna sagement à ses propres croisades dans les Indes, qui devaient vraisemblablement lui être plus profitables, au moins dans ce monde, que celles de la Palestine.

que comprit l'importance de celle-ci, mais objecta le manque d'argent; lo cardinal, qui s'attendait à cette réponse, lui dit « qu'il était prêt à avancer les fonds nécessaires et à prendre toute la charge de l'expédition, qu'il conduirait en personne, s'il plaisait à Sa Majesté. » Le roi, qui ne pouvait repousser ce moyen, commode pour lui, d'agrandir ses États, tout en donnant de l'occupation à des sujets turbulents, consentit facilement à la proposition.

L'entreprise, trop frayeuse pour les ressources d'un simple particulier, ne l'était pas trop pour le cardinal; celui-ci, depuis quelque temps, avait soigneusement économisé ses revenus dans ce but, bien qu'il eût parfois touché à son trésor pour racheter de malheureux Espagnols, réduits en esclavage. Il avait fait dresser des cartes exactes des côtes barbaresques par un ingénieur italien, nommé Vianelli. Il avait consulté sur le meilleur plan d'opérations à suivre son ami Gonsalve de Cordoue, auquel il eût donné volontiers le commandement de l'expédition, si le roi l'eût permis; sur sa demande, ce poste fut assigné au célèbre comte Pedro Navarro.

On fit, sans perdre de temps, les préparatifs nécessaires. Outre les vétérans de l'armée d'Italie, des levées furent faites dans tout le royaume, et particulièrement dans le diocèse du cardinal. Le chapitre de Tolède embrassa avec ardeur les projets de son archevêque, fournit de forts subsides et offrit d'accompagner les troupes. On réunit une nombreuse artillerie, ainsi que des vivres et des munitions pour l'entretien d'une armée pendant quatre mois. Avant la fin du printemps de 1509 tout était prêt; une flotte do dix galères et de quatre-vingts vaisseaux plus petits mouillait dans le port de Carthagène, ayant à bord quatre mille hommes de cavalerie

et dix mille d'infanterie. Telles étaient l'activité et l'énergie d'un homme qui avait vécu, jusque dans ces dernières années, au fond d'un cloître, remplissant les paisibles devoirs de la vie religieuse, et qui, en ce moment, accablé d'infirmités, avait dépassé sa soixante-dixième année.

Le cardinal avait, dans l'accomplissement de sa tâche, rencontré des obstacles qui ne provenaient pas seulement de son grand âge et de ses infirmités; il avait été constamment contrarié par les nobles, qui trouvaient plaisant de voir « un moine guerroyer pour l'Espagne, tandis que le Grand Capitaine, retiré dans ses terres, égrenait paisiblement son chapelet, comme un ermite. » Les soldats, surtout ceux d'Italie, ainsi que leur commandant Navarro, formé à l'école de Gonsalve de Cordoue, se montraient peu disposés à servir sous leur chef spirituel. Le roi lui-même témoignait de la froideur, depuis qu'il avait remarqué ces signes de mécontentement. Mais l'orage, qui abat le faible, ne fait qu'affermir le fort dans sa résolution; Ximenès, dont l'ardeur grandissait au milieu des difficultés, finit par les vaincre toutes; il se concilia Ferdinand, déçut la noblesse et rétablit la discipline parmi les soldats.

Le 16 mai 1509, la flotte leva l'ancre; le lendemain elle arrivait à Mazarquivir, en Afrique. On débarqua sans perdre de temps, car des feux allumés sur les hauteurs voisines annonçaient que l'alarme avait déjà été donnée. On décida de diriger la principale attaque contre une colline située entre Mazarquivir et Oran, assez près de cette dernière place pour la dominer entièrement. La flotte devait, en même temps, s'embosser devant la cité moresque et, en ouvrant un feu violent, détourner l'attention des habitants.

Aussitôt que l'armée espagnole eut débarqué et se fut

formée en ordre de bataille, Ximenès, monté sur une mule, parcourut les rangs; il portait ses vêtements pontificaux et avait une épée au côté. Devant lui, un franciscain à cheval tenait levée en l'air la massive croix d'argent, qui était la bannière archiépiscopale de Tolède. Autour de lui étaient d'autres moines de cet ordre, en robe et l'épée à la ceinture. En avançant, les prêtres chantaient l'hymne triomphale : *Vexilla regis*. Le cardinal, arrivé enfin sur une hauteur, leur imposa silence et fit aux soldats une courte et chaleureuse harangue; il leur rappela les injures qu'ils avaient souffertes des musulmans, la dévastation des côtes de leur pays, les malheurs de leurs frères réduits en esclavage. Lorsqu'il les eut suffisamment excités contre les ennemis de leur pays et de leur religion, il éveilla leur cupidité en leur parlant du riche butin qu'ils trouveraient à Oran, et il finit en déclarant qu'il était venu risquer sa vie pour la cause sainte de la foi et les conduire au combat, selon l'exemple que lui avaient donné plusieurs de ses prédécesseurs.

L'air vénérable et l'éloquence entraînante du primat allumèrent une ardeur, mêlée de respect, au cœur de ces intrépides guerriers, qui l'écoutèrent dans un religieux silence. Cependant, à la fin de son discours, les officiers s'approchèrent de Ximenès et le prièrent de ne pas s'exposer aux dangers de la bataille; ils lui dirent que sa présence serait plutôt nuisible qu'utile, parce que l'attention des soldats serait portée sur lui. Il se rendit à cette dernière observation et consentit, quoique avec une répugnance visible, à laisser le commandement à Navarro. Ayant alors donné sa bénédiction aux Espagnols agenouillés, il se retira dans la forteresse voisine de Mazarquivir.

Le jour était déjà presque passé, et des masses sombres

d'ennemis s'amoncelaient sur les cimes de la *sierra* par laquelle l'attaque devait commencer. Navarro, voyant cette position si bien occupée, douta que ses soldats fussent capables de l'enlever avant la nuit, si même ils l'enlevaient, n'ayant pris ni repos ni nourriture, après une journée aussi fatigante. Il retourna donc à Mazarquivir, pour prendre conseil de Ximenès; celui-ci, qu'il trouva en prières, l'adjura « de ne pas faillir à cette heure, mais d'avancer au nom du Seigneur, puisque le Sauveur et le faux prophète Mahomet conspiraient pour livrer l'ennemi dans ses mains. » Les scrupules du guerrier disparurent devant l'intrépidité du prélat, et, revenant à l'armée, Navarro donna l'ordre de marcher en avant.

Les Espagnols commencèrent à gravir lentement et silencieusement les flancs escarpés de la *sierra*, à la faveur d'un épais brouillard qui, enveloppant la cime de la montagne, les déroba pendant quelque temps à la vue des musulmans; mais, dès que ceux-ci les aperçurent, ils firent pleuvoir sur eux une grêle de balles, de flèches et d'autres projectiles meurtriers, tandis que s'élançant furieusement en avant, ils s'efforçaient de les repousser. Les assaillants, protégés par leurs longues piques, soutinrent le choc sans rompre les rangs. Cependant l'ennemi, égal en nombre aux chrétiens et ayant sur eux l'avantage de la position, leur disputait le terrain avec acharnement. A la fin, Navarro fit pointer une petite batterie de grosses pièces d'artillerie contre le flanc des Mores; ceux-ci, exposés à un feu terrible, dont ils ne pouvaient se garantir, furent mis en désordre, et les premiers rangs, serrés de près par l'avant-garde espagnole, qui leur présentait un mur de fer, commencèrent à reculer. La retraite se changea bientôt en déroute. Les Castillans conti-

nuèrent à avancer; un grand nombre d'entre eux, surtout les nouvelles recrues, se débandèrent et se mirent à la poursuite des fuyards, sans écouter ni les ordres ni les menaces de leurs officiers, désobéissance qui eût pu avoir des suites funestes, si les musulmans avaient été assez disciplinés pour se rallier. Mais ceux-ci, croyant leurs adversaires plus nombreux en les voyant se disséminer, ne furent que plus effrayés et plus prompts à fuir.

Pendant ce temps, la flotte s'était embossée devant la ville et avait ouvert contre elle un feu violent, auquel répondirent vigoureusement les soixante pièces d'artillerie qui garnissaient les fortifications. Néanmoins les Espagnols à bord débarquèrent et bientôt rejoignirent leurs compatriotes victorieux, qui descendaient la *sierra*. Tous ensemble se dirigèrent alors rapidement sur la place, qu'ils se proposaient d'emporter par escalade. Ils avaient peu d'échelles, mais leur ardeur leur faisait mépriser tous les obstacles; plantant leurs longues piques contre les murs ou dans les crevasses, ils montèrent sur les remparts avec une incroyable agilité, quoiqu'ils fussent incapables le lendemain de refaire cette ascension. Le premier qui entra dans la place fut Souza, le capitaine des gardes du cardinal, qui, poussant le cri : « Saint Jacques et Ximenès, » planta sur les créneaux un étendard, portant d'un côté les armes du primat et de l'autre la croix. Six autres bannières flottèrent bientôt sur les remparts, et les soldats, pénétrant dans la ville, s'emparèrent des portes et les ouvrirent à leurs compatriotes; l'armée entière s'y engouffra, comme un torrent, balayant tout sur son passage. Un très petit nombre de Mores s'efforcèrent de l'arrêter, mais la plupart se réfugièrent dans les maisons et dans les mosquées. La résistance et la fuite

furent également inutiles; les vainqueurs ne montrèrent aucune pitié, ne respectèrent ni l'âge ni le sexe. La soldatesque s'abandonna à toute la licence brutale, à toute la férocité, qui distinguent entre toutes les autres les guerres de religion. En vain Navarro rappela-t-il ses soldats; ils retournèrent comme des boule-dogues à leur proie, sans se fatiguer, jusqu'au moment où, gorgés de sang et de vin, ils se couchèrent pêle-mêle dans les rues et sur les places.

Le soleil qui, la veille encore, éclairait une ville florissante, fière de son opulence, habitée par un peuple libre et industrieux, se leva, le lendemain, sur une cité captive, dont les féroces conquérants dormaient sur des monceaux de cadavres. On prétend qu'il n'y eut pas moins de quatre mille musulmans tués dans la bataille et de cinq à huit mille faits prisonniers. Les pertes des chrétiens avaient été légères. Aussitôt que Navarro eut pris les mesures nécessaires pour effacer les traces du carnage, il fit inviter le cardinal à venir prendre possession de la ville. Celui-ci s'embarqua sur sa galère; lorsqu'en longeant le rivage, il vit les joyeux pavillons d'Oran et ses brillants minarets se refléter dans la mer, il s'enorgueillit de la glorieuse conquête qu'il avait faite pour l'Espagne chrétienne; il paraissait incroyable qu'une ville aussi forte et aussi bien défendue eût été emportée aussi facilement.

Lorsque Ximenès débarqua et franchit les portes de la ville, entouré des moines qui formaient son escorte, il fut salué des acclamations bruyantes des soldats, qui le regardaient comme le véritable vainqueur, en faveur duquel Dieu avait daigné renouveler le miracle de Josué, en arrêtant le soleil. Le cardinal, confessant humblement son indignité, répéta à haute voix les sublimes paroles du psalmiste : « *Non*

nobis, Domine, non nobis, » tandis qu'il donnait sa bénédiction à l'armée. On le conduisit à l'alcazar, où on lui offrit les clefs de la forteresse. On lui apporta, pour le distribuer, le butin qui s'élevait, dit-on, à un demi-million de ducats d'or, fruit du commerce et de la piraterie; mais ce qui lui causa la plus vive joie fut la délivrance de trois cents chrétiens captifs, qui languissaient dans les cachots d'Oran. Peu d'heures après la prise de la ville, le *mezuar* de Tlemcen était arrivé avec des troupes considérables, mais il se retira sur-le-champ, ayant appris ce qui s'était passé. Il était heureux que l'on n'eût pas remis le combat au lendemain; Ximenès s'était opposé à tout retard; la plupart des Espagnols crurent qu'il avait été divinement inspiré, tandis qu'ils auraient pu trouver, avec plus de vraisemblance, dans la hardiesse et dans l'impétueuse ardeur du prélat l'explication de sa conduite en cette occasion.

La conquête d'Oran ouvrait une carrière sans bornes à l'ambition de Ximenès, qui voyait déjà la bannière de la croix arborée triomphalement sur les murs de toutes les cités musulmanes, au bord de la Méditerranée. L'archevêque rencontra cependant de sérieux obstacles sur sa route; Navarro, habitué à un commandement indépendant, s'indignait d'être soumis à un chef spirituel, dont la science militaire lui inspirait, à juste titre, peu de confiance. Soldat brutal et sans éducation, il s'expliqua ouvertement à ce sujet et dit au primat « que la prise d'Oran avait mis fin à sa mission; que c'était trop de deux généraux dans une armée; que le cardinal devait être satisfait des lauriers qu'il avait cueillis, et, qu'au lieu de jouer au roi, il devait retourner auprès de son troupeau et laisser se battre ceux qui faisaient de la guerre leur métier. »

Mais ce qui émut l'archevêque plus que l'insolence de son général, ce fut la découverte d'une lettre adressée par Ferdinand à Navarro, pour engager celui-ci à retenir, sous l'un ou l'autre prétexte, le cardinal en Afrique, aussi longtemps que sa présence pourrait y être utile. Ximenès avait déjà pu s'apercevoir que l'intérêt, moins que l'affection, dictait la conduite du monarque envers lui. Celui-ci avait toujours convoité l'archevêché de Tolède pour son fils naturel et favori, Alphonse d'Aragon; après son retour de Naples, il avait pressé le primat de renoncer à ce siége et de l'échanger contre celui de Saragosse, occupé par Alphonse. A la fin, l'archevêque indigné lui dit « qu'il ne consentirait jamais à trafiquer des dignités de l'Église; que, si Sa Majesté l'importunait davantage, il abdiquerait la primatie, mais que ce serait pour s'enterrer dans la cellule d'où la reine l'avait tiré. » Le roi, qui n'eût pas voulu se souiller d'une aussi odieuse ingratitude, ni se séparer d'un ministre aussi habile, connaissait trop bien le caractère inflexible de celui-ci, pour revenir sur ce sujet [1].

Aussi, ayant déjà lieu de se méfier de Ferdinand, Ximenès donna à la lettre royale l'interprétation la plus défavorable; il vit qu'il n'était pour le roi qu'un instrument, dont celui-ci voulait se servir tant qu'il ne serait pas usé, sans se soucier ni des intérêts ni des désirs de son sujet. Ces soupçons humiliants, joints à l'arrogance de son général, le dégoûtèrent de poursuivre plus loin son entreprise et le confirmèrent dans son projet de revenir en Espagne; il trouva une excuse suffisante dans le mauvais état de sa santé, qui

[1] « Le digne frère, » dit Sandoval du prélat, « préférait son archevêché aux bonnes grâces d'un vieux roi avare. »

ne lui permettait pas d'affronter les chaleurs brûlantes de l'été en Afrique.

Avant son départ, Ximenès réunit autour de lui Navarro et ses officiers et, après leur avoir donné de bons conseils relativement au gouvernement et à la défense des récentes conquêtes, il mit à leur disposition de l'argent et des munitions pour l'entretien de l'armée, pendant plusieurs mois. Il s'embarqua ensuite, le 22 mai, non avec le pompeux appareil d'un héros victorieux, mais avec quelques serviteurs, sur une galère non armée; attestant ainsi même les bons résultats de son expédition, qui avait débarrassé de tout danger la navigation sur la Méditerranée.

On avait fait en Espagne de magnifiques préparatifs pour la réception du prélat; il fut invité à visiter la cour à Valladolid, pour y recevoir les hommages et les témoignages de gratitude publique dus à ses éminents services. Mais son ambition n'était pas de celles que satisfait l'éclat trompeur d'une popularité éphémère; il avait d'ailleurs l'âme trop haute pour être accessible à une mesquine vanité. Il refusa tous ces honneurs et se dirigea, sans perdre de temps, sur Alcala; là aussi cependant, les habitants, désireux de lui faire un bon accueil, prirent les armes pour le recevoir et pratiquèrent une brèche dans leurs murs, afin qu'il entrât en triomphateur dans leur ville; mais il voulut y entrer par la porte ordinaire, suivi seulement de quelques chameaux, conduits par des esclaves africains et portant des objets d'or et d'argent pris dans les mosquées d'Oran, ainsi qu'une précieuse collection de manuscrits arabes, destinés à la bibliothèque de son université naissante d'Alcala.

Ximenès montra autant de modestie et de simplicité dans ses manières et dans sa conversation. Il ne fit aucune allu-

sion aux scènes émouvantes auxquelles il avait assisté; lorsqu'on lui en parlait, il détournait la conversation sur un autre sujet, sur son collége, sur la discipline et les progrès de cet établissement, qui, avec son grand projet de publication de la fameuse Bible polyglotte, paraissait absorber en ce moment toute son attention.

L'archevêque commença toutefois par visiter son diocèse, consolant et secourant, de la manière la plus affectueuse, les familles qui pleuraient la mort ou l'absence d'un de leurs membres, engagé dans l'expédition. Dans sa retraite, il ne perdait pas d'ailleurs de vue le grand but, si ardemment poursuivi par lui, la soumission de toute l'Afrique; de temps en temps, il envoyait des subsides pour la garnison d'Oran, et il ne perdit aucune occasion pour presser Ferdinand de pousser ses conquêtes plus loin.

Le roi d'Aragon comprenait trop bien l'importance de ses nouvelles possessions, pour avoir besoin d'être stimulé. Il fournit toute espèce de ressources au comte Pedro Navarro, auquel il envoya les vétérans formés sous les yeux de Gonsalve de Cordoue. Dès lors, ayant la liberté de ses mouvements, ce général poursuivit ses succès avec activité; il commença par attaquer, le 13 janvier 1510, Bugia, défit, en deux batailles rangées, le roi de Bugia, qui avait levé une puissante armée, et s'empara, le 31 janvier, de sa florissante capitale. Il vit ensuite tomber coup sur coup devant lui Alger, Tunis, Tlemcen et d'autres villes sur la côte barbaresque; les habitants, reçus comme vassaux du roi catholique, s'engagèrent à lui payer le tribut que prélevaient leurs princes musulmans et à le servir en temps de guerre, avec la bizarre stipulation, si souvent inscrite dans les traités avec Grenade, de l'accompagner aux cortès. Ils pro-

mettaient, en outre, de mettre en liberté tous les chrétiens captifs sur leur territoire. Les Algériens, pour s'indemniser, firent payer la rançon des prisonniers aux juifs qui résidaient parmi eux; peu importait aux malheureux Israélites qui, du chrétien ou du musulman, remportait la victoire; il était sûr dans tous les cas d'être la victime de la rapacité du vainqueur.

Le 26 juillet 1510, l'antique cité de Tripoli, après une défense acharnée et meurtrière, se rendit au général victorieux, dont le nom était redouté dans tout le nord de l'Afrique. Mais, le 28 août suivant, celui-ci éprouva une sérieuse défaite dans l'île de Gelves; quatre mille chrétiens furent tués sur place ou faits prisonniers. Cet échec dans la brillante carrière du comte Navarro mit un terme aux progrès des armes castillanes en Afrique, sous le règne de Ferdinand [1].

Cependant les résultats acquis déjà étaient d'une grande

[1] On est peut-être curieux de savoir ce que devint le comte Pedro Navarro. Il se rendit peu de temps après en Italie, où il exerça un commandement supérieur, et il soutint sa réputation dans les guerres de ce pays, jusqu'à ce qu'il fût pris par les Français, à la grande bataille de Ravenne. Par la négligence ou l'indifférence de Ferdinand, il languit si longtemps dans la captivité qu'il finit par prendre du service dans l'armée française pour se venger; toutefois il renonça auparavant à ses domaines dans le royaume de Naples et à l'obéissance au roi catholique, dont il n'était pas né le sujet, étant Navarrais de naissance. Malheureusement, dans un combat livré en Italie, il tomba aux mains de ses compatriotes et fut enfermé à Naples, dans le Castel Nuovo qu'il avait autrefois pris aux Français. Il y mourut bientôt après, assassiné secrètement par ordre de Charles-Quint, si nous en croyons Brantôme; selon d'autres écrivains, il se tua lui-même. Ses restes, déposés d'abord dans un coin obscur de l'église de Santa-Maria, furent transférés plus tard dans la chapelle du grand Gonsalve, et un superbe mausolée fut érigé au dessus par le prince de Sessa, petit-fils du héros.

importance, soit au point de vue de la valeur des possessions nouvelles, comprenant quelques-uns des marchés les plus fréquentés de la côte barbaresque, soit au point de vue de la sécurité du commerce, débarrassé de la crainte de ces essaims de pirates qui avaient si longtemps infesté la Méditerranée. La plupart des villes conquises échappèrent plus tard à l'Espagne par la faiblesse ou l'indolence des successeurs de Ferdinand ; celles qui avaient été prises par Ximenès furent, au contraire, mises dans un si bon état de défense, qu'elles bravèrent tous les efforts de l'ennemi pour les reprendre et continuèrent à faire partie de la monarchie espagnole.

Pendant ce temps, l'archevêque de Tolède, retiré à Alcala de Henarès, travaillait avec ardeur à la prospérité de l'université qu'il venait de fonder en cette ville. Comme cet établissement, d'une grande importance, exerça une influence considérable sur le développement intellectuel du pays, il convient de lui consacrer quelques pages dans cette histoire.

Dès 1497, Ximenès avait conçu le projet d'établir une université dans l'antique ville d'Alcala, située sur les bords riants du Henarès; la salubrité de l'air, la paix et la tranquillité qui régnaient dans ce lieu, en faisaient un séjour propre à l'étude et à la méditation. Le prélat demanda même, à cette époque, le plan du bâtiment à un célèbre architecte. D'autres occupations cependant retardèrent l'exécution de ce dessein jusqu'en 1500, année où le cardinal posa lui-même la première pierre du collége principal, en invoquant solennellement la bénédiction du ciel sur son entreprise. Depuis ce jour, malgré les soucis croissants que lui donnaient les affaires de l'Église et de l'État, il ne perdit

jamais de vue ce grand objet; à Alcala, on put le voir souvent en plein air, une règle à la main, prenant des mesures et stimulant le zèle des ouvriers par des récompenses.

Cependant les plans étaient trop vastes pour pouvoir être exécutés promptement. Outre le collége principal de Saint-Ildefonse, ainsi nommé en l'honneur du saint, patron de Tolède, il y en avait neuf autres, ainsi qu'un hôpital pour les malades. Ces différentes constructions étaient très solides, et il y avait de l'élégance, même du luxe, dans certaines parties qui le permettaient, comme les bibliothèques, les réfectoires et les chapelles. Pour rendre la ville plus digne d'être le siége d'une grande et florissante université, on y fit plusieurs changements importants et coûteux; on dessécha des terrains où croupissait une eau stagnante, on pava les rues, on démolit de vieux bâtiments et on perça de nouvelles et larges rues [1].

Au bout de huit ans, Ximenès eut la satisfaction de voir ses vastes projets accomplis et toutes les chambres du spacieux édifice prêtes à recevoir les étudiants. C'était certainement une noble entreprise, surtout si l'on considère qu'elle avait été accomplie par un seul individu. Aussi François Ier fut-il saisi d'une profonde admiration, lorsqu'il visita ces lieux, peu d'années après la mort du cardinal : « Votre Ximenès, » s'écria-t-il, « a fait plus que je n'aurais osé rêver; il a fait à lui seul ce qui en France a été l'œuvre d'une suite de rois. »

Le bâtiment achevé, le cardinal n'était pas arrivé au terme de ses travaux; il s'occupa alors de former un plan

[1] Les bonnes gens reprochaient au cardinal sa passion de bâtir et disaient en plaisantant : « L'église de Tolède n'a jamais eu un évêque plus *édifiant* que Ximenès. »

d'études et de discipline pour l'université naissante. Il chercha à s'éclairer auprès des gens de science et emprunta plus d'une utile disposition à la vénérable université de Paris. Il se proposait de développer toutes les facultés de l'élève, et ne voulait pas qu'il fût, dans les mains des professeurs, un instrument passif. Indépendamment des exercices de mémoire et des leçons, l'élève devait subir des examens et prendre part à des discussions publiques, où il pouvait faire preuve de talent et de connaissances; Ximenès s'intéressait vivement à ces luttes intellectuelles et souvent il voulut y assister en personne pour stimuler l'étudiant par sa présence.

Deux articles du règlement caractérisent bien l'homme : par l'un, le traitement du professeur était réglé d'après le nombre de ses élèves; par l'autre, tout professeur était rééligible au bout de quatre ans. Un serviteur du cardinal ne pouvait pas s'endormir à son poste.

De nombreuses fondations furent faites en faveur des étudiants pauvres, spécialement en théologie. Le but déclaré de Ximenès était, en effet, d'encourager les études théologiques ou plutôt de former des prêtres instruits, car le clergé espagnol, comme nous avons déjà eu l'occasion de le dire, ne manquait que trop souvent des connaissances les plus élémentaires. Mais, dans ce cours de préparation, le prélat fit entrer presque toutes les sciences enseignées dans d'autres universités. Sur quarante-deux chaires, il n'y en avait que douze pour la théologie et le droit canon, tandis qu'il y en avait quatorze pour la grammaire, la rhétorique et les classiques anciens, études probablement vues avec faveur par le primat, comme ouvrant seules la voie à une critique et à une interprétation exactes des Écritures.

Ces arrangements terminés, le cardinal rechercha les meilleurs auxiliaires pour mettre ses projets à exécution; il les choisit indifféremment dans le pays et au dehors; il avait l'esprit trop élevé pour nourrir des préjugés nationaux, et l'arbre de la science, il le savait, porte des fruits sous tous les climats. Il promit des traitements assez considérables pour séduire les hommes de talent, les engager à sortir de leur obscurité et à venir des pays les plus éloignés offrir leurs services. Sous ce rapport, il fut très heureux et nous voyons figurer, en ce temps, sur la liste des professeurs, des savants de tout genre, dont plusieurs ont laissé des ouvrages qui nous permettent d'apprécier aujourd'hui encore leur mérite.

En juillet 1508, le cardinal reçut avec joie la nouvelle de l'ouverture de l'université, et, le mois suivant, fut donnée publiquement la première leçon, qui roulait sur l'Éthique d'Aristote. Les étudiants affluèrent bientôt dans l'établissement, attirés par la réputation de ses professeurs, sa vaste organisation, son excellent système d'enseignement et surtout par le puissant patronage sous lequel il était placé. Nous manquons de renseignements sur leur nombre, du vivant de Ximenès; mais il devait être très considérable, puisqu'ils vinrent à sept mille recevoir François Ier, lorsqu'il visita l'université, vingt ans après qu'elle était ouverte.

Cinq ans après cette époque, en 1513, Ferdinand, voyageant pour cause de santé, s'arrêta à Alcala. Depuis son retour d'Afrique, le cardinal, dégoûté de la vie publique, n'était sorti que très rarement de son diocèse, où il s'appliquait exclusivement à remplir, avec ses propres devoirs de religion, ceux que lui imposait sa profession. Ce fut avec une orgueilleuse satisfaction qu'il reçut son souverain et lui

montra le magnifique bâtiment qu'il avait élevé, dans sa retraite. Le roi, dont la maladie ne pouvait abattre l'esprit naturellement curieux, visita toutes les parties de l'édifice, assista aux examens et écouta avec intérêt les discussions publiques des étudiants; peu instruit lui-même, il avait trop souvent apprécié la valeur de l'instruction, pour ne pas l'estimer chez les autres. Avec son coup d'œil pénétrant, il prévit la gloire que feraient rejaillir sur son règne les travaux de son ancien ministre et l'immense utilité qu'ils auraient pour le royaume; aussi rendit-il pleinement justice à Ximenès, en lui adressant de chaleureuses félicitations.

C'est en cette occasion que le recteur du collége Saint-Ildefonse, placé à la tête de l'université, vint, précédé de ses massiers, recevoir le monarque. Les gardes crièrent aux massiers de déposer ces insignes, qui ne convenaient pas à un sujet devant son souverain. « Non, non, » s'écria Ferdinand, qui eut le bon esprit de comprendre qu'il ne s'humiliait pas en rendant hommage aux lettres; « c'est ici le séjour des Muses et ceux qu'elles ont initiés à leurs secrets sont ceux qui ont le plus de droits d'y régner. »

Au milieu de toutes ses occupations, Ximenès trouvait encore du temps à consacrer à une autre œuvre, qui seule eût suffi pour immortaliser son nom dans la république des lettres; c'était sa fameuse Bible polyglotte, destinée, selon le plan conçu primitivement par Origène, à offrir en regard du texte des Saintes-Écritures leur traduction dans les différentes langues anciennes. Pour faire un ouvrage aussi extraordinairement difficile, il fallait connaître parfaitement les manuscrits les plus anciens et, par conséquent, les plus rares. Le cardinal, sous ce rapport, avait de grandes facilités, à cause de son rang et de son caractère; la bibliothèque

du Vatican, renfermant une collection précieuse, lui fut généreusement ouverte, surtout sous Léon X, qui, avec son esprit éclairé, voyait favorablement cette entreprise. Le primat obtint de même des copies de tous les manuscrits de quelque valeur, déposés dans les autres bibliothèques de l'Italie et même, en général, de l'Europe. Il se procura en Espagne des éditions très anciennes du Vieux-Testament, recueillies par les juifs exilés. On peut se faire une idée des frais énormes qu'il dut supporter, par ce fait qu'il donna quatre mille couronnes d'or pour sept manuscrits étrangers, qui vinrent toutefois trop tard pour qu'on pût en faire usage.

La direction du travail fut confiée à neuf savants, versés dans les langues anciennes, comme la plupart l'avaient prouvé par des livres qui témoignaient d'une sagacité et d'une érudition remarquables. Après leurs travaux du jour, ces hommes se réunissaient pour s'éclairer mutuellement sur les difficultés qui les avaient arrêtés dans le cours de leurs recherches, en un mot, pour comparer le résultat de leurs observations. Ximenès, qui se connaissait peu en littérature générale, mais était un excellent critique biblique, présidait souvent à ces réunions et prenait une grande part aux délibérations. « Ne perdez pas de temps, mes amis, » disait-il, « pour poursuivre notre glorieuse œuvre, car il peut arriver ou que je meure ou que j'aie à pleurer la mort de gens dont les services ont plus de prix à mes yeux que les biens et les honneurs du monde[1]. »

[1] Les savants employés à ce travail furent le vénérable Lebrija, le savant Nunez ou Pinciano, dont nous avons dit quelques mots au lecteur, Lopez de Zuniga, qui discuta avec Érasme, Barthélemy de Castro, le fameux Grec, Démétrius de Crète, et Juan de Vergara, tous excellents linguistes, sur-

Les difficultés de l'entreprise furent encore augmentées par celles de l'impression. L'art de l'imprimerie était alors dans son enfance, et il n'y avait pas en Espagne, peut-être même dans toute l'Europe, des caractères orientaux. Le cardinal, qui voulait que tout s'exécutât sous ses yeux, fit venir des ouvriers d'Allemagne et fondre des lettres de différent moule dans ses fonderies d'Alcala.

L'ouvrage complet prit six volumes in-folio [1] : les quatre premiers consacrés à l'Ancien Testament, le cinquième au Nouveau, et le dernier renfermant un vocabulaire hébraïque et chaldéen, avec d'autres traités élémentaires, qui avaient demandé beaucoup de travail et d'érudition. Il ne fut achevé qu'au bout de quinze ans, en 1517, quelques mois seulement avant la mort du cardinal. Alvaro Gomez rapporte, et il l'avait souvent entendu dire à Jean Broccario, fils de l'imprimeur, que, la dernière feuille tirée, celui-ci, alors enfant, avait, revêtu de ses plus beaux habits, été envoyé avec un exemplaire auprès de Ximenès. Celui-ci, en le lui prenant des mains, leva les yeux au ciel et le remercia de l'avoir laissé vivre assez longtemps pour voir cette œuvre sainte achevée; puis, se tournant vers ses amis présents, il leur dit que, « de tous les actes qui avaient signalé son administration, il n'y en avait aucun, quelques peines

tout en grec et en latin. A ces lettrés s'adjoignirent Paul Coronel, un médecin du nom d'Alfonso et Alfonso Zamora, juifs convertis, connaissant bien les langues orientales. Zamora fut chargé du travail philologique relatif à l'hébreu et au chaldéen, dans le dernier volume.

[1] L'ouvrage se vendit d'abord au prix extrêmement bas de six ducats et demi l'exemplaire, mais, comme on n'en tira que 600 exemplaires, il a fini par devenir très rare et cher; d'après Brunet, il s'est vendu jusqu'à 1,575 francs.

qu'il eût coûté, dont ils dussent le féliciter plus que de celui-ci [1]. »

Ce n'est pas ici le lieu, si même nous étions un juge compétent, de discuter le mérite de ce grand ouvrage, dont la réputation est familière à tous les savants. Des critiques ont contesté l'ancienneté des manuscrits employés, ainsi que l'exactitude et la valeur des corrections; malheureusement la destruction des manuscrits originaux, accomplie de la manière la plus étrange, ne permet pas de décider la question [2]. Sans doute, il y a des imperfections, comme cela devait nécessairement arriver dans un temps où l'art de la critique était peu compris et où, si les matériaux n'étaient pas plus rares qu'aujourd'hui, il était au moins plus difficile d'y avoir accès. Cependant, à part ces défauts, la Bible de Ximenès a le mérite d'avoir été le premier essai heureux d'une traduction polyglotte des Écritures, et, par conséquent, d'avoir facilité la tâche de ceux qui, par la suite, réussirent plus complétement dans cette voie. On doit d'ail-

[1] La partie consacrée à l'Ancien Testament renferme l'hébreu original, avec la vulgate latine, la version des Septante, la paraphrase chaldaïque, ainsi que des traductions latines par les savants espagnols; le Nouveau Testament fut imprimé dans le grec original, avec la vulgate de Jérôme. Après l'achèvement de cet ouvrage, le cardinal se proposa de publier une édition d'Aristote sur le même plan, mais la mort l'empêcha malheureusement de réaliser ce projet.

[2] Le professeur allemand, Moldenhauer, visita Alcala en 1784, pour examiner les manuscrits dont on se servit pour la Bible polyglotte; il y apprit qu'ils avaient tous été vendus, comme de mauvais papier (*membranas inutiles*), par le bibliothécaire de ce temps, à un négociant qui en eut bientôt fait usage. Le professeur déclare qu'il n'y aucun motif de mettre en doute l'exactitude de cette anecdote. Le nom de ce bibliothécaire n'est pas malheureusement parvenu jusqu'à nous; il eût dû être impérissable comme celui d'Omar.

leurs, eu égard au temps et à l'homme sous le patronage duquel elle fut publiée, la considérer comme un magnifique monument de piété, de science et de munificence, qui donne à son auteur des droits à la reconnaissance de la chrétienté entière.

Tels étaient les vastes projets qui charmaient les loisirs de l'illustre prélat. Tout gigantesques qu'ils fussent, ils n'étaient ni au dessus de ses forces, ni déplacés dans son temps et dans son pays. Ces œuvres n'étaient pas de celles qui, nées du caprice ou d'un élan passager, périssent avec le souffle qui les anime ; c'étaient des plantes profondément enracinées, qui, protégées et réchauffées par le sentiment national, étaient destinées à porter des fruits à l'avenir. Il en fut surtout ainsi de l'université d'Alcala, qui bientôt s'enrichit des libéralités royales et privées. Son fondateur lui légua, à sa mort, un revenu net de quatorze mille ducats; au milieu du xviie siècle, celui-ci avait été porté à quarante-deux mille, et les colléges s'étaient multipliés de dix à trente-cinq [1].

La réputation naissante de la nouvelle université, où affluaient des étudiants venus de toutes les parties de la péninsule, menaça d'éclipser la gloire de l'ancienne école de Salamanque, qui devint jalouse de sa rivale. Le champ laissé à chacune de ces académies était cependant assez vaste, puisque l'une avait principalement pour objet la préparation à la prêtrise, à l'exclusion de la jurisprudence dont l'autre s'occupait particulièrement. Cette rivalité, loin d'être funeste, pouvait donc sembler bonne, puisqu'elle stimulait

[1] Ferdinand et Isabelle accordèrent, en plus d'une occasion, des faveurs et des immunités importantes à Alcala.

un zèle trop prompt à s'assoupir, lorsqu'il est privé de l'aiguillon de l'émulation. Les deux écoles vécurent côte à côte, se partageant l'estime et la faveur du public. Tant que cette ère littéraire dura en Espagne, l'université de Ximenès, grâce à son admirable discipline, jouit d'une réputation non surpassée dans la péninsule; elle vit les élèves qu'elle avait formés occuper les plus hautes positions dans l'Église et dans l'État; et elle continua à répandre sur ce siècle, ainsi que sur les suivants, les lumières du génie et de la science.

CHAPITRE XXII.

GUERRE D'ITALIE.

(1508-1513)

Ligue de Cambray. — Alarmes de Ferdinand. — La sainte ligue. — Bataille de Ravenne. — Mort de Gaston de Foix. — Retraite des Français. — Succès des Espagnols.

L'histoire intérieure de l'Espagne, après la restauration de Ferdinand, offre peu d'événements remarquables. L'histoire extérieure de ce pays est plus importante; nous nous sommes déjà occupé de l'Afrique, nous allons parler maintenant de la Sicile et de la Navarre.

Son établissement à Naples attira naturellement le roi d'Aragon dans la sphère de la politique italienne; il se montra peu disposé toutefois à profiter de cet avantage pour pousser ses conquêtes plus loin. Gonsalve de Cordoue, pendant son séjour dans cette capitale, avait, il est vrai, conçu différents projets pour ruiner la puissance de la France en Italie, mais plutôt dans le but de conserver que d'agrandir le territoire qu'il avait conquis. Ces projets mêmes furent abandonnés après le traité avec Louis XII, et Ferdinand ne

parut plus occupé que de régler les affaires intérieures de son royaume et d'affermir sa domination nouvelle en Afrique.

D'un autre côté, l'ambitieux roi de France, déçu dans ses espérances par la perte de Naples, cherchait à s'indemniser par de nouvelles acquisitions dans le nord de la péninsule. Dès 1504, il avait, dans un des traités infructueusement préparés à Blois pour le mariage de sa fille, introduit une clause relative à un partage des possessions continentales de Venise avec l'empereur; il communiqua, dit-on, ce plan au roi d'Aragon, dans l'entrevue de Savone. Mais ce projet n'eut pas de suites pour le moment, et il parait probable que Ferdinand, avec sa circonspection habituelle, attendait, avant de prendre une décision, qu'il vît clairement les avantages à retirer pour lui-même de cette combinaison.

A la fin, le partage projeté fut réglé, le 10 décembre 1508, par le célèbre traité de Cambrai, entre Louis XII et l'empereur Maximilien; le pape, le roi d'Aragon et tous les princes ayant des droits quelconques à spolier les Vénitiens, furent invités à entrer dans la ligue. La part de butin assignée à Ferdinand se composait des cinq villes napolitaines de Trani, Brindes, Gallipoli, Pulignano et Otrante, engagées à Venise en garantie de sommes considérables, avancées par la république pendant la dernière guerre. Ferdinand, et peu de temps après Jules II ratifièrent le traité, bien qu'il fût en opposition manifeste avec le but, hautement proclamé par ce dernier, de chasser les barbares de l'Italie. Mais le pontife voulait d'abord se servir de ceux-ci pour agrandir le domaine de l'Église et les abattre ensuite, quand il serait plus fort et trouverait une occasion propice.

Jamais il n'y eut de projet moins excusable au point de

vue de l'honneur ou même d'une saine politique. Il n'y avait aucune des parties contractantes qui ne fût, dans ce moment même, étroitement alliée avec l'État dont elle tramait le démembrement; d'un autre côté, on allait détruire la barrière sur laquelle chacune de ces puissances pouvait compter pour contenir l'ambition effrénée de ses voisins et maintenir l'équilibre de l'Italie. Les craintes de Venise furent calmées pour quelque temps, grâce aux assurances données par les cours de France et d'Espagne, que la ligue n'était dirigée que contre les Turcs; ces cours protestèrent de leurs intentions bienveillantes à l'égard de la république et firent à celle-ci les offres de services les plus amicales.

Dans le préambule du traité, les alliés déclarèrent qu'ayant l'intention de soutenir le pape dans une croisade contre les infidèles, ils se proposaient d'abord de reprendre à Venise le territoire dont elle avait dépouillé l'Église et d'autres puissances, pour mettre évidemment obstacle à l'accomplissement de ce pieux dessein. Dans ce siècle corrompu, plus une entreprise était criminelle, mieux on la couvrait du voile de l'hypocrisie. On trouvera les véritables motifs qui faisaient agir les confédérés dans un discours prononcé, quelque temps après, devant la diète germanique, par l'ambassadeur de France, Hélian. Après avoir énuméré maints griefs contre la république, il ajoute : « Nous ne portons pas la pourpre, nous ne mangeons pas dans des plats d'argent, nos coffres ne débordent pas d'or. Nous sommes des barbares. Certainement, » dit-il plus loin, « s'il ne convient pas à des princes de se faire marchands, il ne convient pas non plus à des marchands de vivre en princes. » Voilà donc le secret de la conspiration contre Venise : l'envie éveillée par ses richesses et sa magnificence, la haine excitée

par son arrogance et l'inimitié naturelle à des rois contre une république active et ambitieuse.

Pour s'assurer la coopération de Florence, Louis XII et Ferdinand convinrent de retirer leur protection à Pise, moyennant une certaine somme d'argent. Jamais les princes marchands de Venise ne s'avilirent au point de vendre pour de l'or la liberté d'un petit État, qui avait combattu si noblement, pendant plus de quatorze ans, pour son indépendance.

Au commencement d'avril 1509, le roi de France passa les Alpes, à la tête d'une armée trop forte pour rencontrer aucune résistance; villes, forteresses tombèrent coup sur coup devant lui. Il se conduisit envers les vaincus, sur lesquels il n'avait d'autres droits que ceux de la guerre, comme un maître irrité qui se venge de sujets rebelles; il fit pendre sur les murs de Peschiera le gouverneur vénitien de cette place et son fils, qui avaient tenté de lui résister. C'était là une infraction aux lois de la chevalerie, qui, sans pitié pour les manants, protégeaient les gens de haut rang; Louis, par sa position et, paraît-il, par son cœur, était malheureusement inaccessible à tout sentiment d'humanité.

Le 14 mai 1509, fut livrée la sanglante bataille d'Agnadel, qui brisa la puissance de Venise et décida du sort de la guerre. Ferdinand n'avait contribué en rien à ce succès, excepté par la diversion qu'il avait faite du côté de Naples, où il s'était emparé sans difficulté des villes qui lui avaient été assignées pour sa part; ce furent les moindres conquêtes faites dans cette campagne, et, sinon les plus précieuses, du moins les plus durables, ces villes ayant été réincorporées dans le royaume de Naples.

Alors vint le fameux décret par lequel la république rendit

l'indépendance à ses provinces continentales, les autorisant à pourvoir comme elles le pourraient à leur sûreté, mesure qui, dictée ou par la terreur ou par la politique, était fort habile. Les alliés, qui étaient restés unis jusque-là, se disputèrent bientôt les dépouilles de la victoire; les anciennes jalousies se réveillèrent, et la république profita de ce changement, avec une diplomatie prudente et consommée.

Jules II, qui avait obtenu tout ce qu'il désirait et trouvait Venise suffisamment humiliée, sentit se ranimer, avec ses défiances, son antipathie contre les Français; les adroits émissaires de la république attisèrent le feu avec soin, et, à la fin, réussirent à opérer une réconciliation entre leur gouvernement et l'orgueilleux pontife. Celui-ci s'engagea avec son impétuosité ordinaire dans cette nouvelle voie; il trama une coalition pour l'expulsion des Français et invita les autres alliés à y entrer. Louis XII, de son côté, convoqua un concile pour examiner la conduite du pape et donna l'ordre à son armée d'occuper les États-Romains.

L'arrivée des Français, qui s'emparèrent, le 21 mai 1511, de Bologne, alarma Ferdinand; il avait atteint le but qu'il s'était proposé, en prenant part à la guerre, et regrettait d'être troublé dans des entreprises qui le concernaient de plus près. « Je ne sais pas, » écrivait Pierre Martyr, à cette époque, « à quoi le roi se résoudra; il désire poursuivre le cours de ses conquêtes en Afrique et éprouve une répugnance naturelle à rompre avec son allié, le roi de France. Mais je ne sais comment il pourrait refuser de soutenir le pape et l'Église, de défendre non seulement la cause de la religion, mais celle de la liberté; car, si les Français s'emparent de Rome, la liberté de toute l'Italie et de toute l'Europe est en danger. »

Ferdinand était du même avis; aussi fit-il, à plusieurs reprises, de vives représentations à Louis XII, sur ses actes d'hostilité contre le saint-siége; il le priait de ne pas troubler la paix de la chrétienté et, plus particulièrement, de ne pas l'entraver dans le pieux dessein que lui-même avait formé de porter les bannières de la croix dans toute l'Afrique païenne. Le ton doucereux et amical de ces communications, dit Guichardin, remplit Louis XII de défiance au sujet de son royal frère, et on l'entendit dire, en parlant des grands préparatifs faits sur terre et sur mer par celui-ci : « Je suis le Sarrasin contre lequel ils sont dirigés. »

Pour mieux gagner Ferdinand à ses intérêts, le pape lui accorda l'investiture, si longtemps différée, de Naples, aux mêmes conditions faciles qui avaient été faites auparavant à la maison d'Aragon. Sa sainteté le releva, en outre, de l'obligation inscrite dans son contrat de mariage, en vertu duquel la moitié de ce royaume devait faire retour à la couronne de France, au cas où Germaine mourrait sans enfant; ce pouvoir que s'arrogeaient les papes d'annuler tous les engagements, à la grande satisfaction des princes qui étaient dans leurs bonnes grâces, est, sans contredit, le plus grossier outrage qui ait été fait à la raison humaine par la superstition [1].

Le 4 octobre 1511, un traité fut conclu entre Jules II, Ferdinand et Venise, dans le but déclaré de protéger l'Église, c'est à dire, en d'autres termes, d'expulser les Français de

[1] L'acte d'investiture était daté du 3 juillet 1510; au mois d'août suivant, le pontife renonça au service féodal pour le tribut annuel d'un cheval blanc et un secours de 300 lances lorsque les domaines de l'Église seraient envahis. Le pape avait jusque-là refusé l'investiture, excepté aux conditions les plus exorbitantes; ce qui mécontenta tellement Ferdinand qu'il passa par Ostie à son retour de Naples, sans daigner voir le pontife, qui s'était rendu dans cette ville pour avoir une entrevue avec lui.

l'Italie; à raison de ce motif pieux, la coalition prit le nom de sainte ligue. Le roi d'Aragon s'engagea à fournir douze cents hommes de grosse cavalerie et mille chevau-légers, dix mille hommes d'infanterie et une escadre de onze galères, qui devait agir de concert avec la flotte vénitienne. Les forces combinées étaient placées sous le commandement de Hugues de Cardona, vice-roi de Naples, diplomate poli et insinuant, qui n'avait ni la résolution ni l'expérience nécessaires à un général; le vieux pape l'appelait ironiquement « madame Cardona. » Certainement la reine Isabelle n'eût jamais fait un pareil choix; aussi la faveur imméritée témoignée à ce seigneur, en cette occasion et dans d'autres, fit-elle soupçonner qu'il était plus proche parent de Ferdinand qu'on ne le savait.

Au commencement de 1512, la France, sans autre allié hors de l'Italie que le perfide et vacillant empereur d'Allemagne, avait, grâce à de puissants efforts, mis en campagne une armée supérieure à celle de la ligue, par le nombre et plus encore par le mérite de son commandant, Gaston de Foix, duc de Nemours, frère de la reine d'Aragon. Malgré son extrême jeunesse, il n'avait que vingt-deux ans, Gaston de Foix était mûr d'esprit et possédait de rares talents militaires; il introduisit une discipline plus sévère parmi ses soldats et adopta une tactique toute nouvelle; il poursuivait son but, avec une indifférence complète pour les moyens qui devaient l'y conduire. Il ne tint aucun compte de la difficulté des routes ou de l'inclémence de la saison, qui auparavant amenaient une suspension des opérations militaires; il s'avança avec une rapidité inouïe à cette époque, à travers des marécages effrayants et malgré la neige. Moins de quinze jours après son départ de Milan, il avait secouru, le 5 février,

Bologne, assiégée par les alliés, fait une contre-marche sur Brescia, défait en route un détachement ennemi, battu toute l'armée vénitienne sous les murs de cette place, et, le même jour où il remportait cette dernière victoire, pris Brescia d'assaut. Après avoir perdu quelques semaines dans les fêtes du carnaval, il repartit et, descendant sur Ravenne, réussit à décider l'armée alliée à lui livrer bataille, près de cette ville. Ferdinand, qui comprenait parfaitement la différence de caractère des soldats français et espagnols, avait recommandé à son général de temporiser comme Gonsalve de Cordoue et d'éviter le plus longtemps possible une rencontre avec l'ennemi.

Cette lutte, engagée entre des forces très nombreuses, le 11 avril 1512, fut une des plus meurtrières qui eussent, depuis un siècle, ensanglanté les plaines riantes de l'Italie. D'après des rapports authentiques, il n'y eut pas moins de dix-huit à vingt mille hommes tués, y compris des membres de la première noblesse de France et d'Italie. Le vice-roi Cardona battit en retraite un peu trop tôt pour sa gloire; mais l'infanterie espagnole, commandée par le comte Pedro Navarro, soutint dignement la réputation qu'elle avait acquise sous le Grand Capitaine; au commencement de la journée, elle occupait une position où elle était à couvert du feu terrible de l'artillerie d'Este, alors la mieux montée et la mieux servie de toute l'Europe; lorsqu'enfin elle se mit en mouvement, Navarro la conduisit contre une épaisse colonne de lansquenets, qui, armés de la longue pique allemande, faisaient tout plier devant eux. Les Espagnols reçurent les coups qu'on leur portait sur l'armure de fer dont ils étaient couverts, puis, se glissant adroitement dans les rangs ennemis, ils firent avec leur épée courte de

tels ravages parmi leurs adversaires, qui n'avaient que le devant du corps protégé par leur cuirasse et ne pouvaient faire usage de leur longue pique, que ceux-ci furent mis en désordre, puis en déroute complète. C'était la répétition de l'expérience faite plus d'une fois dans ces guerres, mais jamais aussi en grand ; la supériorité des armes espagnoles était ainsi pleinement établie [1].

L'infanterie italienne, qui avait reculé devant les lansquenets, se rallia, grâce à cette diversion ; mais, à la fin, la gendarmerie française, conduite par Ives d'Alègre, qui perdit sa vie dans la mêlée, donna en masse et força les alliés de lâcher pied. Cependant la retraite des Espagnols se fit dans un ordre admirable, et ils ne rompirent pas les rangs, tout en se retournant à chaque instant pour repousser ceux qui les poursuivaient. Dans ce moment critique, Gaston de Foix, enflé de son succès et furieux de voir ces braves soldats se retirer avec tant de sang-froid, les chargea furieusement à la tête de ses chevaliers, dans l'espoir de les mettre en désordre ; malheureusement, son cheval blessé tomba sous lui. En vain ceux qui le suivaient crièrent : « C'est notre vice-roi, le frère de votre reine ! » Ces mots n'eurent aucun pouvoir sur les Espagnols, qui se jetèrent sur le jeune général et le tuèrent ; il avait reçu quatorze ou quinze blessures au visage, bonne preuve, dit le loyal serviteur, « que le gentil prince n'avait jamais tourné le dos. »

Il y a peu d'exemples dans l'histoire, si même il y en a, d'une carrière aussi courte et, en même temps, aussi bril-

[1] Machiavel rend justice à la bravoure de cette infanterie, dont la conduite en cette journée lui fournit une excellente occasion de comparer le mérite relatif des armes espagnoles ou plutôt romaines et des allemandes.

lante que celle de Gaston de Foix; ce jeune prince méritait bien d'être appelé par ses compatriotes « la foudre de l'Italie. » Il n'avait pas seulement donné des promesses extraordinaires, il avait, en quelques mois, accompli des faits d'armes qui pouvaient faire craindre aux plus grandes puissances de la péninsule la perte de leurs possessions. Ses talents précoces, l'âge auquel il prit le commandement des armées, et, sous certains rapports, sa tactique fournissent des points de comparaison avec la jeunesse de Napoléon.

Malheureusement, cette glorieuse renommée est souillée par une indifférence pour le sang versé, d'autant plus odieuse que ce général était trop jeune pour s'être endurci le cœur par une longue habitude du métier des armes. Cependant c'était peut-être la faute, moins de l'homme, que du siècle où il vécut, car il n'y en eut certainement jamais un où les guerres furent signalées par une brutalité plus grande, par une plus implacable férocité [1]; tant les progrès de la civilisation avaient peu fait pour l'humanité! Ce n'est qu'à une époque plus récente que des sentiments plus généreux se sont fait jour; que l'on a reconnu qu'un homme ne cesse pas d'être notre semblable parce qu'il est notre ennemi; que des lois conventionnelles ont été établies pour adoucir les

[1] Un fait arrivé pendant la guerre de la ligue, en 1510, peut suffire comme exemple. A la prise de Vicence par les impérialistes, mille ou, d'après certains récits, six mille habitants se réfugièrent dans une grotte voisine avec leurs femmes et leurs enfants, y compris plusieurs des principales familles de la ville. Un officier français, ayant découvert leur retraite, fit entasser à l'ouverture de la caverne des fagots auxquels on mit le feu; de toute cette foule de fuyards un seul échappa, et ces cadavres noircis, défigurés, ne témoignaient que trop clairement des cruelles souffrances infligées à ces malheureux. Bayard fit exécuter sur place deux des auteurs de ce crime diabolique; mais le « chevalier sans reproche » était une exception dans ce siècle de violence sauvage.

maux d'un état qui, malgré tout, est fécond en indicibles misères; enfin, que les arbitres des destinées des nations ont compris qu'il y a bien plus de gloire et de profit à prévenir une guerre qu'à la soutenir.

La défaite de Ravenne jeta la terreur parmi les confédérés; l'audacieux Jules II s'émut et, sans les ambassadeurs d'Espagne et de Venise qui l'encouragèrent, il eût fléchi dans sa résolution. Ferdinand donna l'ordre au Grand Capitaine de se tenir prêt à prendre le commandement de l'armée qu'il allait envoyer à Naples; rien ne pouvait mieux prouver combien il était effrayé.

Cependant la victoire de Ravenne fut plus funeste aux vainqueurs qu'aux vaincus. Une suite ininterrompue de succès, par l'éclat trompeur dont ils couvrent le nom du général, dispose les soldats à compter moins sur eux-mêmes que sur un seul homme, jusqu'alors invincible, de manière que leur sort est fatalement lié à celui de leur commandant. La mort de Gaston de Foix parut rompre les liens qui avaient uni les Français; les officiers se querellèrent, les soldats se laissèrent aller au découragement et cessèrent de s'attacher à leurs devoirs. Les alliés, instruits de cet état de choses, reprirent confiance et redoublèrent d'efforts. Ferdinand avait usé de son influence sur son gendre, Henri VIII d'Angleterre, pour le faire entrer publiquement dans la ligue, au commencement de cette année [1]; il avait eu aussi l'adresse de détacher l'empereur de la France, avant la

[1] Il y avait adhéré dès le 17 novembre de l'année précédente; il différa cependant de publier le traité jusqu'à ce qu'il eût reçu tout le subside que Louis XII s'était engagé à lui payer pour observer la neutralité. Le chevaleresque Henri VIII lui-même ne pouvait échapper à l'esprit de fourberie qui caractérisait son temps.

bataille, en négociant une trêve entre Venise et Maximilien. Les Français, menacés, harcelés de tous côtés, commencèrent alors leur retraite sous le brave La Palice, réduits à un tel degré de faiblesse, que, moins de trois mois après leur fatale victoire, le 28 juin, ils étaient au pied des Alpes, ayant évacué non seulement le pays qu'ils venaient de conquérir, mais tout celui qu'ils occupaient au nord de l'Italie.

On vit alors se renouveler ce qui s'était passé, lors de la dernière guerre contre Venise. Les alliés ne s'entendirent pas sur le partage du butin. La république, qui avait le plus de droits, obtint le moins; elle se vit condamnée à descendre au second rang parmi les nations. Ferdinand s'éleva vivement auprès du pape et, plus tard, auprès de Maximilien, par l'entremise de l'ambassadeur vénitien, contre cette maladroite politique; il échoua dans ses efforts contre l'indifférence de l'un et la cupidité de l'autre. Ce que le prudent monarque avait prévu arriva; Venise fut poussée dans les bras de son ancien et perfide allié, et, le 23 mars 1513, un traité définitif fut conclu entre ces deux États pour leur défense mutuelle. Ainsi l'auxiliaire le plus important se détacha de la ligue, tous les avantages que l'on venait de gagner furent compromis, de nouvelles combinaisons se formèrent et une nouvelle perspective de luttes interminables fut ouverte.

Ferdinand, délivré pour le moment de toutes ses craintes du côté des Français, prit comparativement peu d'intérêt à la politique italienne; il était trop occupé de consolider ses conquêtes dans la Navarre. Son armée, sous les ordres de Cardona, tenait encore la campagne dans le nord de l'Italie. Le vice-roi, après avoir rétabli les Médicis à Florence, s'endormit dans l'inaction. Pendant ce temps, les Français

s'étaient de nouveau réunis en forces et, passant les montagnes, avaient livré aux Suisses, le 6 juin 1513, une sanglante bataille à Novare, où ils furent mis en déroute complète. Cardona, sortant alors de sa léthargie, traversa le Milanais sans obstacle, dévastant l'ancien territoire de Venise, brûlant les palais et les villas de ses riches habitants sur les bords magnifiques de la Brenta, et approchant si près de la superbe « reine de l'Adriatique, » qu'il jeta quelques boulets perdus dans le couvent de San-Secondo.

L'indignation des Vénitiens et d'Alviano, le même général qui avait combattu si bravement sous les ordres de Gonsalve, aux bords du Garigliano, les poussa à un engagement avec les alliés, le 7 octobre, près de La Motta, à deux milles de Vicenze. Cardona, chargé de butin et embarrassé dans les défilés des montagnes, se trouvait dans une position désavantageuse; ses auxiliaires allemands se débandèrent devant l'attaque impétueuse d'Alviano, mais l'infanterie espagnole ne recula pas et réussit, par sa discipline et sa valeur extraordinaires, à changer la fortune de la journée. Plus de quatre mille Vénitiens restèrent sur le champ de bataille, et un grand nombre de prisonniers, dont plusieurs de haut rang, avec tous les bagages et l'artillerie, tombèrent aux mains des vainqueurs.

Ainsi finit la campagne de 1513. Les Français avaient été de nouveau chassés au delà des Alpes; Venise, abritée derrière ses forts entourés par la mer, avait été forcée d'enrôler pour sa défense ses artisans et ses laboureurs, mais elle était encore féconde en ressources et forte surtout par le patriotisme, par l'indomptable énergie de ses habitants.

CHAPITRE XXIII

CONQUÊTE DE LA NAVARRE.

(1512-1513.)

Les souverains de Navarre. — Demande de passage par Ferdinand. — Invasion et conquête de la Navarre. — Traité d'Orthès. — Annexion du pays conquis à l'Espagne. — Examen de la conduite de Ferdinand. — Flagrant abus de la victoire.

Pendant que les Espagnols cueillaient de stériles lauriers sur les champs de bataille de l'Italie, le roi d'Aragon annexait à ses États un territoire voisin. Le lecteur a déjà vu comment le sceptre de la Navarre avait passé, en 1479, des mains ensanglantées d'Éléonore, sœur de Ferdinand, laquelle régna quelques jours, dans celles de Phébus, petit-fils de cette princesse. Une fatale destinée pesait sur la maison de Foix; Phébus mourut au bout de quatre ans et laissa sa couronne à sa sœur Catherine, en 1483.

Ferdinand et Isabelle, si désireux d'agrandir leurs États en leur donnant les limites géographiques que la nature paraissait leur avoir assignées, ne devaient pas, on le comprend, laisser échapper l'occasion qui s'offrait d'annexer à

leur royaume la Navarre jusqu'alors indépendante, par le mariage de leur fils, héritier présomptif du trône, avec la princesse Catherine. Mais tous leurs efforts furent déjoués par la reine-mère, Madeleine, sœur de Louis XI, qui, sacrifiant les intérêts de la nation à ses préjugés, éluda sous différents prétextes les propositions qui lui étaient faites, et finit par unir sa fille avec un seigneur français, Jean d'Albret, qui devait hériter de vastes domaines dans le voisinage de la Navarre. C'était là une funeste erreur; la Navarre avait maintenu jusque-là son indépendance, moins par ses propres forces, que par la faiblesse de ses voisins; mais, maintenant que les petits États dont elle était entourée avaient été absorbés dans deux grands et puissants royaumes, on ne devait pas attendre qu'une barrière aussi faible fût longtemps respectée ou qu'elle résistât au premier choc de ces forces formidables. Cependant si les princes navarrais perdaient leur royaume, ils pouvaient au moins conserver leur rang en s'unissant avec les familles régnantes de France ou d'Espagne; ils perdaient l'un et l'autre par un mariage avec un simple seigneur.

Les relations les plus amicales ne subsistèrent pas moins entre Ferdinand et sa nièce, du vivant d'Isabelle; les souverains catholiques aidèrent Catherine à rentrer en possession de son pays soulevé et à étouffer les factions ennemies des Beaumont et des Agramont, qui le désolaient depuis longtemps; ils la secoururent dans sa lutte contre son oncle Jean, vicomte de Narbonne, qui réclamait la couronne sous le faux prétexte qu'elle ne pouvait revenir qu'aux héritiers mâles. L'alliance avec l'Espagne devint plus étroite encore, par suite de l'intention manifestée par Louis XII de soutenir son neveu, Gaston de Foix, dans les prétentions déjà

exprimées par le père de celui-ci; mais la mort du jeune héros à Ravenne amena un changement complet dans les relations des deux pays. La Navarre n'avait plus rien à craindre de la France, pour le moment, et elle avait bien des sujets de se défier de l'Espagne, surtout à cause de la protection accordée aux Beaumont exilés, à la tête desquels se trouvait le jeune comte de Lerin, neveu de Ferdinand.

Louis XII, seul et obligé de tenir tête au reste de l'Europe, regardait une alliance avec la Navarre comme très importante pour lui, surtout dans un moment où le projet d'une expédition contre la Guienne, par les armées combinées d'Espagne et d'Angleterre, lui faisait naturellement désirer l'appui d'un prince, qui portait à sa ceinture les clefs des Pyrénées, comme le roi de Sardaigne, celles des Alpes. Le roi et la reine de Navarre envoyèrent donc leurs plénipotentiaires à Blois, au commencement de mai, peu de temps après la bataille de Ravenne, avec des pleins pouvoirs pour conclure un traité d'alliance et de confédération avec le roi de France.

Sur ces entrefaites, le 8 juin, une escadre anglaise, ayant à bord dix mille hommes, sous les ordres de Thomas Grey, marquis de Dorset, était arrivée en Guipuscoa, dans le but de coopérer à une attaque contre la Guienne, avec l'armée espagnole. Celle-ci, composée de deux mille cinq cents hommes de cavalerie, grosse et légère, de six mille fantassins et de vingt pièces d'artillerie, était commandée par le vieux don Fadrique de Tolède, duc d'Albe, aïeul du général qui écrivit son nom en lettres de sang dans l'histoire des Pays-Bas, sous Philippe II. Cependant, avant de faire aucun mouvement, Ferdinand, qui connaissait les dispositions équivoques des souverains de la Navarre, voulut s'assurer de leur neutralité,

car ils pouvaient, quelque route que suivissent ses troupes, les inquiéter dans leur marche; il les pria donc de le laisser passer par leurs États, exigeant, en outre, que, pour répondre de leur neutralité, six de leurs principales forteresses fussent confiées à des Navarrais qu'il désignerait lui-même. Il leur proposa enfin d'entrer dans la sainte ligue, s'engageant, dans ce cas, à leur rendre certaines villes qu'ils réclamaient et à les protéger, avec ses alliés, contre toute tentative d'agression de la part de la France.

La situation de ces malheureux princes était embarrassante au plus haut point; il leur fallait renoncer à cette neutralité qu'ils avaient si longtemps et si prudemment maintenue, et, quelque parti qu'ils prissent, compromettre leurs possessions, de l'un ou de l'autre côté des Pyrénées, en échange d'un allié dont l'amitié, ils l'avaient souvent éprouvé, était aussi dangereuse que l'inimitié. Ne sachant comment sortir de ce dilemme, ils envoyèrent des ambassadeurs en Castille, pour faire modifier ces propositions ou, du moins, pour prolonger les négociations jusqu'à ce qu'eux-mêmes eussent pris un arrangement définitif avec Louis XII.

Le 17 juillet, leurs plénipotentiaires signèrent, à Blois, un traité par lequel la France et la Navarre s'engageaient à se défendre mutuellement, en cas d'attaque, contre leurs ennemis, quels qu'ils fussent. Dans une autre clause, évidemment dirigée contre l'Espagne, il était stipulé qu'aucune des parties contractantes ne laisserait passer les ennemis de l'autre par son territoire. Enfin, les souverains navarrais s'engageaient à déclarer la guerre aux Anglais, alors réunis dans le pays de Guipuscoa, et à tous ceux qui les secourraient.

Par un singulier hasard, Ferdinand connut les principaux

articles de ce traité, avant même qu'il fût signé[1]. Son armée était restée inactive dans ses quartiers, autour de Vittoria, depuis le débarquement des Anglais. Il vit qu'il n'y avait plus rien à espérer des négociations, et, voulant prévenir le coup dont il était menacé, il ordonna à son général d'envahir sur-le-champ la Navarre et de l'occuper.

Le duc d'Albe passa la frontière, le 21 juillet, proclamant qu'il ne ferait aucun mal à ceux qui se soumettraient volontairement; le 25, il arrivait devant Pampelune. Le roi Jean, qui, pendant tout le temps qu'il avait joué avec le lion, n'avait pas fait des préparatifs de défense, avait déjà fui, laissant les habitants traiter avec l'ennemi, comme ils le pourraient. Le lendemain la ville se rendit, sur l'assurance que l'on respecterait ses franchises et ses immunités, « circonstance, » s'écria dévotement le roi catholique, « dans laquelle on distingue facilement la main de Dieu, dont l'intervention miraculeuse a été visible dans toute cette expédition, entreprise pour le bien de l'Église et l'extirpation de l'hérésie maudite. »

Sur ces entrefaites, le prince Jean, retiré à Lumbier, avait réclamé l'assistance du duc de Longueville, qui campait sur la frontière du nord pour couvrir Bayonne; mais ce général, craignant les Anglais qui occupaient le pays de Guipuscoa, n'osa pas affaiblir son armée par l'envoi d'un détachement dans la Navarre, et le malheureux roi, aban-

[1] Un secrétaire privé du roi Jean de Navarre fut tué dans son sommeil par sa maîtresse; ses papiers, renfermant les principales stipulations du traité projeté avec la France, tombèrent dans les mains d'un prêtre de Pampelune, qui, espérant une récompense, les livra à Ferdinand. Le fait est rapporté par Martyr dans une lettre du 18 juillet 1512; l'exactitude de ce récit est attestée par la conformité des conditions proposées avec celles du traité conclu.

donné à la fois par ses sujets et par son nouvel allié, dut passer les montagnes et se réfugier avec sa famille en France.

Le duc d'Albe poursuivit son succès, sans perdre de temps; il commença par publier une proclamation de Ferdinand, lequel déclarait n'avoir d'autre intention que d'occuper le pays, en garantie des dispositions pacifiques de ses souverains, jusqu'à la fin de l'expédition contre la Guienne. Quoi qu'il en soit, le duc rencontra si peu de résistance, qu'en moins de quinze jours il avait parcouru et soumis presque toute la haute Navarre. Il ne fallut pas plus longtemps pour détruire une monarchie qui, malgré la ruse et la violence, avait maintenu son indépendance, sauf en certains moments, pendant sept siècles.

En voyant ces événements extraordinaires, nous sommes porté à mettre en doute le talent et le courage d'un prince, qui pouvait si facilement et sans coup férir perdre son royaume. Jean avait cependant prouvé, en plus d'une occasion, qu'il ne manquait ni de l'une ni de l'autre de ces qualités; mais il ne convenait pas, il faut l'avouer, au temps rude et agité où il vécut. Il était aimable, ami du plaisir et si peu jaloux de sa dignité royale, qu'il prenait sa part des danses et des divertissements de ses plus humbles sujets; son plus grand défaut était la facilité avec laquelle il se reposait du fardeau du gouvernement sur des favoris, qui n'étaient pas toujours dignes de sa confiance. Il aimait les lettres; c'est son plus beau titre à la gloire. Il n'était malheureusement pas capable de se tirer de sa position périlleuse, ni de lutter avec un adversaire rusé et résolu. Des hommes doués de plus grands talents que lui n'auraient peut-être pu faire davantage; le temps était arrivé où, selon le cours régulier

des choses, la Navarre devait tomber dans la dépendance des deux grandes nations, ses voisines, qui, attirées par sa force naturelle et par sa faiblesse politique, devaient, une fois délivrées de leurs dissensions intestines, réclamer chacune la moitié qui semblait destinée à être comprise dans ses limites territoriales. Des événements particuliers pouvaient accélérer ou retarder ce résultat, mais il n'était pas au pouvoir du génie humain de l'empêcher.

Le roi d'Aragon, qui se voyait menacé du côté de la France, résolut de ne pas attendre l'attaque; il ordonna donc à son général de passer les Pyrénées et d'occuper la basse Navarre. Il comptait, mais à tort, sur l'appui des Anglais; le marquis de Dorset allégua qu'à cause du temps pris par la conquête de la Navarre, il était trop tard pour tenter une expédition contre la Guïenne, qui avait été mise en état de défense. Il déclara hautement que son maître avait été la dupe du roi d'Aragon, qui ne s'était servi de son allié que pour agrandir ses propres États, et, en dépit de toutes les remontrances, il se rembarqua avec toutes ses troupes, sans attendre des ordres; « procédé, » dit Ferdinand, dans une de ses lettres, « qui m'afflige profondément à cause de la tache qu'il imprime au nom du roi sérénissime, mon gendre, et à la gloire de la nation anglaise, si distinguée jadis par son esprit aventureux et chevaleresque. »

Le duc d'Albe, seul, n'était pas en état de tenir tête aux Français sous le commandement du duc de Longueville, qui venait de recevoir le corps de vétérans ramené d'Italie par le brave La Palice; il faillit même être écrasé entre les deux armées et ne réussit qu'en devançant de quelques heures La Palice, à se retirer en bon ordre par le défilé de Ronce-

vaux et à se jeter dans Pampelune. Il fut bientôt rejoint par le général français, accompagné de Jean d'Albret. Le 27 novembre, les assiégeants donnèrent, mais en vain, un assaut furieux à la ville; les deux jours suivants, ils recommencèrent l'attaque, sans plus de succès. Mais ils manquaient de vivres et, après un siége de quelques semaines, apprenant l'arrivée prochaine de nouveaux renforts conduits par le duc de Najara, ils levèrent le camp et repassèrent les Pyrénées; le malheureux roi de Navarre avait perdu tout espoir de remonter jamais sur son trône.

Le 1er avril de l'année suivante, 1513, Ferdinand conclut avec Louis XII une trêve, relativement à leurs possessions respectives à l'ouest des Alpes; elle devait durer un an et fut ensuite renouvelée pour le même laps de temps. Cet arrangement, par lequel Louis XII sacrifia les intérêts de son allié, Jean d'Albret, donna au roi d'Aragon le temps de se fortifier dans ses nouvelles conquêtes, tandis qu'il laissait la guerre ouverte dans un pays où, il le savait bien, d'autres étaient plus intéressés que lui-même à la poursuivre avec vigueur. Ce traité, il faut le reconnaître, pouvait mieux se justifier au point de vue de la politique qu'à celui de la bonne foi. Les alliés se plaignirent hautement de la perfidie de Ferdinand, qui avait sans scrupule trahi l'intérêt commun, en délivrant la France des craintes d'une invasion en Guyenne. L'homme qui agit mal ne peut alléguer pour sa justification que d'autres n'ont pas agi mieux; mais celui qui se rend coupable d'une perfidie, et il n'y avait aucun des alliés qui ne se fût montré déloyal, n'a pas le droit de se plaindre qu'on soit perfide à son égard [1].

[1] Le 5 avril, un traité fut conclu à Malines au nom de Ferdinand, du roi

Ferdinand profita de la trêve pour s'affermir dans sa nouvelle conquête. Il transféra sa résidence à Burgos, puis à Logrono, pour être plus près du théâtre de ses opérations; il renforça, ravitailla son armée, et exprima même l'intention, malgré le mauvais état de sa santé, de prendre en personne le commandement. Avec sa sagacité ordinaire, il prit différentes mesures pour améliorer la situation intérieure du pays, en calmant les discussions intestines, qui n'avaient pas été moins funestes à Jean d'Albret que le bras de ses ennemis, et, pour gagner l'affection de ses nouveaux sujets, il confirma et étendit leurs immunités et leurs priviléges municipaux.

d'Angleterre, de l'empereur et du pape; l'envoyé castillan, don Louis Carroz, n'était pas présent à Malines, mais il le ratifia et y adhéra solennellement pour son souverain, à Londres, le 18 avril. Par cet acte l'Espagne s'engageait à attaquer la France dans la Guienne, tandis que les autres puissances l'appuieraient par une diversion sur d'autres points. C'était contrevenir directement au traité signé cinq jours auparavant seulement à Orthès, et, si cette clause fut écrite avec l'assentiment de Ferdinand, il faut avouer que c'était là un inutile étalage de perfidie à peine égalée de ce temps. Aussi cette conduite est-elle naturellement flétrie par les historiens français, du moins ceux d'une époque postérieure, car nous ne trouvons aucune observation à ce sujet chez les écrivains contemporains. Ferdinand, lorsqu'il fut invité, l'été suivant, par Henri VIII à ratifier les actes de son ministre, refusa en alléguant que celui-ci avait transgressé ses pouvoirs. Les écrivains espagnols ne parlent pas de cette affaire. Ce qui peut faire supposer que Ferdinand disait vrai, c'est qu'un des articles porta que, s'il refuse de confirmer le traité, celui-ci n'en existera pas moins entre l'Angleterre et l'empereur; cela peut sembler prouver qu'une pareille éventualité était prévue. Les traités publics ont, pour des motifs visibles, été généralement admis comme la base la plus sûre de l'histoire; c'est une chose dont pourrait bien douter celui qui essaie de concilier les discordances et les contradictions qui abondent dans les traités de cette époque. La science de la diplomatie, telle qu'elle était alors pratiquée, n'était qu'une lutte de finesse et de fausseté; aussi, plus les parties protestaient solennellement de leur bonne foi, plus il fallait se défier de leur sincérité.

Le 25 mars 1513, les états de Navarre prêtèrent serment de fidélité au roi d'Aragon, et, le 15 juin 1515, celui-ci proclama solennellement devant les cortès tenues à Burgos la réunion de ce royaume à la Castille. Cette déclaration excita un certain étonnemeut, car la Navarre était plns voisine de l'Aragon, mais Ferdinand devait principalement sa conquête à la Castille, qui pouvait mieux la garder, étant plus puissante. En outre, il pensait que les Navarrais, naturellement factieux et turbulents, seraient plus faciles à gouverner unis aux Castillans qu'aux Aragonais, qui, plus indépendants, revendiquaient souvent leurs droits avec cette hardiesse qui déplait aux rois. Enfin il désespérait d'avoir des enfants de son second mariage, qui avait diminué ses intérêts personnels, en agrandissant ses domaines héréditaires.

Les historiens étrangers considèrent la conquête de la Navarre comme une usurpation audacieuse, criminelle, d'autant plus odieuse qu'elle se couvrait du masque de la religion. D'un autre côté, les écrivains nationaux ont pris à tâche de la justifier; les uns font dériver le droit de la Castille de son ancienne union avec ce pays, presque aussi ancienne que l'arrivée des Sarrasins, les autres démontrant l'utilité de cette mesure et les avantages de la réunion pour les deux royaumes; arguments qui prouvent la faiblesse de la cause [1]. Tous invoquent plus ou moins la fameuse bulle

[1] Le digne chanoine Salazar de Mendoza, à l'exemple de Lebrija, il est vrai, trouve une suffisante justification de l'envahissement de la Navarre dans le rigoureux traitement infligé par les Hébreux au peuple d'Ephron et à Sihon, roi des Amorites. On peut s'étonner de voir un chrétien s'autoriser des actes d'une race qu'il hait tant, au lieu des sublimes préceptes du fondateur de sa religion; mais, en réalité, les meilleurs casuistes sont bien peu chrétiens.

de Jules II, en date du 18 février 1512, excommuniant les souverains de la Navarre comme hérétiques, schismatiques et ennemis de l'Église; déliant leurs sujets du serment de fidélité, mettant leur royaume sous interdit et le donnant à celui qui voudrait le prendre ou l'aurait déjà pris; la plupart même se fondent purement et simplement sur cette bulle, comme justifiant et commandant la conquête. Mais le silence du roi catholique à ce sujet, avant l'invasion, et depuis des historiens nationaux qui ont négligé de citer ce document, a fait douter de son existence; ces doutes ont été dissipés par la récente publication de cette pièce, mais, à notre avis, il y a de bonnes raisons de croire que celle-ci est postérieure à l'invasion. La bulle n'aurait donc pas été le motif de cette guerre, mais une sanction demandée plus tard au pontife pour en couvrir l'injustice et autoriser Ferdinand à en recueillir les fruits.

Mais, quelque autorité qu'une pareille sanction pût avoir au XVIe siècle, elle n'en a guère aujourd'hui, du moins hors d'Espagne; il n'y a qu'une manière de bien juger la question, c'est de se placer au point de vue des maximes de droit public, reconnues généralement comme la règle des relations entre les nations civilisées. Cette science, il est vrai, était imparfaitement connue à cette époque, mais, dans ses principes généraux, elle était, comme de nos jours, fondée sur la base immuable de la moralité et de la justice.

Reportons-nous un peu en arrière et examinons la cause immédiate de la guerre. Ferdinand avait demandé le passage libre pour ses troupes à travers la Navarre; cette demande était acceptable et, sans doute, eût été acceptée, dans des circonstances ordinaires, par un État neutre; mais celui-ci était, après tout, seul juge de la question, et il pouvait justi-

fier de plusieurs manières un refus. D'abord, il y avait du danger pour lui, qui était faible et sans défense, à donner cette autorisation; en second lieu, ayant, par un traité antérieur avec l'Espagne, traité dont il avait reconnu la validité dans celui du 17 juillet avec la France, promis de refuser le passage à cette dernière puissance, il ne pouvait, sans sortir de la neutralité, l'accorder ensuite à l'Espagne; enfin, à une demande juste on en ajoutait une autre, on exigeait qu'il livrât certaines forteresses, ce qui pouvait compromettre son indépendance.

Mais, si les souverains navarrais avaient ces raisons de répondre par un refus à Ferdinand, ils n'étaient pas autorisés à lui déclarer la guerre, comme ils le firent en réalité, lorsqu'ils conclurent un traité d'alliance défensive avec son ennemi, Louis XII, et s'engagèrent à combattre les Anglais et les alliés de ceux-ci, clause évidemment menaçante pour le roi catholique.

Il est vrai que le traité de Blois n'avait pas été ratifié par ces souverains, mais il avait été signé par leurs plénipotentiaires, munis de pleins pouvoirs à cet effet, et, vu les relations intimes existant entre les deux cours, il avait, sans doute, été fait avec leur assentiment. Dans cette situation, on ne devait pas supposer que Ferdinand, mis par hasard dans le secret de ces négociations, attendrait une déclaration formelle de guerre, se privant ainsi de l'avantage qu'il trouvait à prévenir l'ennemi.

Le droit de faire la guerre implique, en apparence, celui de recueillir les fruits de la victoire, mais en tenant compte de ces principes d'équité naturelle qui doivent régler tout acte public ou privé. Or, il n'y en a pas de plus évident que celui-ci, c'est que la peine doit être proportionnée à la faute;

enlever aux souverains navarrais leur couronne, détruire l'existence politique de leur royaume, c'était là une rigueur qui ne pouvait se justifier que si les vaincus s'étaient rendus coupables d'offenses extraordinaires ou si les vainqueurs avait dû veiller à leur propre sûreté. Mais il n'en était pas ainsi dans ce cas, et l'on doit condamner la conduite du roi d'Aragon comme un flagrant exemple de l'abus du droit de conquête. Nous n'avons vu que trop souvent, de nos jours, de pareils actes d'injustice politique; mais si le grand nombre et l'éclat de ces crimes ont émoussé notre sensibilité, le mal ne peut pour son excuse invoquer des précédents.

Tout en condamnant le roi catholique, nous ne pouvons partager l'opinion de ceux qui, ayant étudié moins minutieusement la question, prétendent que cette usurpation avait été froidement préméditée. Ferdinand était, paraît-il, de bonne foi, dans ses premières demandes. Quant aux forteresses, il ne faisait que demander ce qui avait été accordé, du temps d'Isabelle, où cette occupation avait cessé au retour de la tranquillité. La proposition d'entrer dans la sainte ligue offrait tant d'avantages à la Navarre, que le roi, ignorant les relations intimes de ce pays avec la France, pouvait supposer qu'elle serait acceptée; dans un cas pareil, il n'y eût pas eu de prétextes à une invasion. Même après l'ouverture des hostilités, Ferdinand, à en juger non seulement par ses manifestes publics, mais par sa correspondance privée, parut disposé à n'occuper le pays que jusqu'à la fin de son expédition contre la France; mais la facilité de garder ces conquêtes, une fois faites, était une séduction trop grande pour qu'il pût y résister. Il lui était aisé de trouver un prétexte plausible pour sa justification et d'obte-

nir de la plus haute autorité qu'il y eût au monde une sanction, qui voilât cette iniquité aux yeux du monde et aux siens. Il n'est que trop vrai qu'il fut lui-même aveuglé, si, comme le rapporte un historien aragonais, il put, sur son lit de mort, déclarer « qu'indépendamment de la considération que la conquête avait été entreprise, à la prière du souverain-pontife, pour l'extirpation de l'hérésie, il avait la conscience aussi peu troublée en conservant cette couronne qu'en portant celle d'Aragon. »

CHAPITRE XXIV.

MORT DE FERDINAND.

(1513-1516)

Nomination de Gonsalve de Cordoue au commandement de l'armée d'Italie. — Enthousiasme général. — Défiance du roi. — Retraite de Gonsalve dans ses terres. — Déclin de sa santé. — Sa mort et son caractère. — Maladie de Ferdinand. — Progrès du mal. — Mort de Ferdinand. — Son caractère. — Comparaison avec Isabelle. — Jugement des contemporains.

Malgré le bon ordre que Ferdinand maintenait en Castille par sa conduite énergique, ainsi que par l'habileté avec laquelle il détournait vers des expéditions étrangères l'ardeur de ses sujets, il éprouvait encore des contrariétés de plus d'un genre. C'est ainsi que Maximilien réclamait la régence, comme aïeul paternel de l'héritier présomptif du trône; il avait déjà exprimé plus d'une fois l'intention de venir lui-même en Castille revendiquer ses droits, et, bien que ce prince donquichottesque, qui avait passé sa vie à combattre des moulins à vent, n'eût guère fait sensation, ni par ses menaces ni par ses promesses, il avait fourni un prétexte à une faction opposée aux intérêts du roi catholique.

Dans l'hiver de 1509, par l'entremise de Louis XII, un

arrangement fut fait avec Maximilien, qui retira définitivement ses prétentions à la régence de Castille, à la condition que Ferdinand lui fournirait un secours de trois cents lances et lui abandonnerait les cinquante mille ducats qu'il devait recevoir de Pise; nulle somme d'argent n'était à dédaigner aux yeux d'un empereur dont les ressources étaient aussi faibles que ses projets étaient vastes et chimériques. Même après cette époque, le parti autrichien réussit à inquiéter le roi, en réclamant le gouvernement pour l'archiduc Charles, au nom de sa malheureuse mère; de sorte qu'à la fin le monarque commença à éprouver non seulement de la défiance, mais de l'aversion pour son petit-fils, tandis que celui-ci, à mesure qu'il avançait en âge, s'habituait à regarder son grand-père comme un usurpateur, qui l'avait dépouillé de son bien légitime.

Le soupçonneux Ferdinand était encore tourmenté par la jalousie qu'avait injustement éveillée chez lui son illustre sujet, Gonsalve de Cordoue; cette jalousie fut surtout excitée, lorsque des faits lui révélèrent d'une manière éclatante la popularité de ce général. Après la défaite de Ravenne, le pape et les autres alliés du roi d'Aragon le pressèrent vivement d'envoyer le Grand Capitaine en Italie, comme le seul homme capable de tenir tête à la France et de rétablir la fortune de la Ligue. Le roi, craignant pour ses propres États, accueillit à regret cette demande et ordonna à Gonsalve, en mai 1512, de se tenir prêt à prendre le commandement d'une armée qui devait être immédiatement levée pour l'Italie.

Cette nouvelle fut reçue avec enthousiasme par les Castillans; des volontaires de tout rang accoururent en foule sous les drapeaux d'un général, sous lequel il était glorieux de

servir. « Il semblait, » dit Martyr, « que l'Espagne allât livrer, jusqu'à la dernière goutte, son sang noble et généreux. Rien ne paraissait impossible, ni même difficile, avec un pareil chef. Il n'y avait, pour ainsi dire, pas dans tout le pays un cavalier qui ne regardât comme un déshonneur de rester en arrière. Tant est merveilleuse, » ajoute-t-il « l'autorité qu'il s'est acquise sur tous! »

Les volontaires affluaient en si grand nombre sous la bannière du Grand Capitaine, que l'on eut peine à recruter l'armée nécessaire pour la Navarre, alors menacée par les Français. Le roi, alarmé à cette vue et délivré pour le moment, par les nouvelles reçues d'Italie, des craintes d'une invasion dans le royaume de Naples, envoya des ordres qui réduisaient considérablement le chiffre de l'armée à lever; mais le succès ne répondit guère à son attente, car ceux qui avaient quelque fortune aimaient mieux servir à leurs propres frais sous Gonsalve, que d'être payés sous un autre général, et il y avait plus d'un pauvre cavalier qui avait dépensé tout son avoir ou s'était couvert de dettes, pour pouvoir s'équiper de manière à faire honneur à la chevalerie espagnole.

Ferdinand devint de plus en plus défiant de son général, devant ces preuves de son immense popularité; il voyait déjà Naples menacé d'un plus grand danger par son sujet que par l'ennemi le plus redoutable. Il avait d'ailleurs appris que les Français étaient en pleine retraite, se dirigeant vers le nord; il n'hésita plus et envoya, au mois d'août 1512, à Gonsalve, qui se trouvait à Cordoue, l'ordre de licencier les troupes, attendu que l'expédition serait ajournée jusqu'après l'hiver; il invitait en même temps les soldats à prendre du service pour la Navarre.

Cette nouvelle fut reçue avec indignation par toute l'ar-

mée. Presque tous les officiers refusèrent de se rendre à l'invitation qui leur était faite. Gonsalve, qui comprenait les motifs de ce changement de résolution, fut profondément sensible à cet affront; il enjoignit toutefois à ses soldats d'obéir à l'ordre qui leur était donné. Avant de les renvoyer, comme il savait qu'un grand nombre d'entre eux avaient fait des dépenses au dessus de leurs moyens, il leur fit des largesses pour l'énorme somme de cent mille ducats, si nous en croyons ses biographes. « Ne fermez jamais la main, » disait-il à son intendant, qui lui faisait des observations à ce sujet; « on ne peut mieux jouir de son bien qu'en le donnant. » Il écrivit ensuite au roi une lettre dans laquelle, donnant un libre cours à son indignation, il se plaignit amèrement que ses services eussent été si mal récompensés et demanda la permission de se retirer dans son duché de Terranova, dans le royaume de Naples, puisque sa présence n'était plus désormais utile en Espagne. Cette demande n'était pas faite pour calmer les soupçons de Ferdinand; il répondit toutefois « dans le style doux et aimable qu'il savait si bien prendre, » dit Zurita, et, après avoir exposé ses motifs pour renoncer, malgré lui, à l'expédition, il recommanda à Gonsalve de retourner à Loja, au moins jusqu'à ce qu'un arrangement eût été pris relativement aux affaires d'Italie.

Ainsi condamné à rentrer dans la retraite, le Grand Capitaine reprit son ancien genre de vie, ouvrant généreusement sa maison aux gens de mérite, s'occupant de projets pour l'amélioration du sort de ses vassaux et de ses voisins, et méritant plus la reconnaissance des hommes que le vainqueur couronné de lauriers sanglants. Pourquoi l'humanité ne préfère-t-elle pas cette gloire pure?

Le roi était encore chagriné de ne pas avoir d'enfant de son second mariage; ce qui lui faisait surtout désirer un fils, c'était sa haine contre la maison d'Autriche, haine si grande qu'il eût voulu diminuer le vaste héritage que devait un jour recueillir son petit-fils, Charles. Il faut l'avouer, cet empressement à sacrifier à un ressentiment personnel les nobles projets qu'il avait conçus avec Isabelle pour la consolidation de la monarchie, ne fait honneur ni au cœur ni à l'esprit de Ferdinand. Les vœux de celui-ci avaient été sur le point de se réaliser; la reine accoucha d'un fils, le 3 mars 1509; mais, comme si la Providence n'eût pas voulu différer la glorieuse réunion des États espagnols, si longtemps désirée et presque achevée, l'enfant ne vécut que quelques heures.

Dès lors Ferdinand devint de plus en plus chagrin. Il recourut à des moyens artificiels pour fortifier sa constitution, mais les drogues qu'il prit eurent un effet tout opposé. Du moins, depuis ce temps, l'été de 1513, il fut accablé d'infirmités qu'il n'avait jamais connues. Ce prince, qui s'était fait remarquer par son humeur égale et par son enjouement, devint impatient, irritable, et se montra souvent en proie à une noire mélancolie; il perdit tout goût pour les affaires et même pour les plaisirs, excepté la chasse à laquelle il donnait la plus grande partie de son temps. Miné par la fièvre, il ne se plaisait nulle part et, pendant les dernières années de sa vie, la cour fut constamment en voyage. Le malheureux monarque ne pouvait fuir son mal ni se fuir lui-même.

Dans l'été de 1515, ses serviteurs le trouvèrent une nuit dans un état d'insensibilité complète, d'où ils le tirèrent avec peine. Il eut cependant encore des moments d'énergie; c'est ainsi qu'il se rendit en Aragon pour présider les cortès

et obtenir des subsides que les nobles refusaient, par des motifs intéressés. Le roi ne réussit pas à vaincre cette résistance, mais il déploya, en cette occasion, son habileté et sa résolution habituelles.

De retour en Castille, où il parut toujours résider plus volontiers que dans son propre royaume d'Aragon, peut-être à cause de la sociabilité plus grande des Castillans, le roi reçut une nouvelle qui, dans la situation d'esprit où il était, le tourmenta vivement. Il apprit que le Grand Capitaine se préparait à s'embarquer pour les Flandres, avec son ami, le comte d'Urena, son neveu, le marquis de Priego, et son futur gendre, le comte de Cabra; quelques-uns insinuaient que Gonsalve allait prendre le commandement de l'armée papale en Italie; d'autres, qu'il allait rejoindre l'archiduc Charles, pour le conduire, s'il était possible, en Castille. Ferdinand, qui se cramponnait d'autant plus opiniâtrément au pouvoir, que celui-ci était plus près de lui échapper, ne douta pas que cette dernière supposition ne fût la vraie; il envoya donc l'ordre d'empêcher le départ projeté et de s'emparer, au besoin, de la personne du général; mais celui-ci devait bientôt partir pour un voyage dans lequel nul bras humain ne pouvait l'arrêter.

Dans l'automne de 1515, Gonsalve fut attaqué d'une fièvre quarte qui, au début, le fit peu souffrir. Sa constitution, naturellement bonne, avait été fortifiée par les rudes travaux de la vie militaire, et, quoiqu'il se fût toujours exposé sans crainte au danger, il avait été assez heureux pour ne jamais recevoir de blessure. Mais, si sa maladie n'avait pas d'abord paru inquiétante, il ne parvint pas à s'en délivrer, et il se retira à Grenade, espérant que l'air salubre de cette ville améliorerait sa santé. Tous les efforts tentés

pour sa guérison furent cependant impuissants et, le 2 décembre 1515, il expira dans les bras de sa femme et d'Elvire, sa fille bien-aimée.

La mort de cet homme illustre répandit la tristesse dans tout le pays; l'envie et les soupçons infâmes moururent avec lui. Le roi et la cour prirent le deuil; des services funèbres eurent lieu en l'honneur du défunt dans la chapelle royale et dans les principales églises du royaume. Ferdinand adressa à la veuve du héros une lettre de condoléance, dans laquelle il déplorait la perte d'un homme « qui lui avait rendu d'inestimables services et auquel il portait une sincère affection [1]! » Les obsèques de Gonsalve furent célébrées en grande pompe dans l'ancienne capitale des Mores, sous la surveillance du comte de Tendilla, fils et successeur du feu gouverneur de Grenade, l'ancien ami du général [2]. La dépouille mortelle du Grand Capitaine, d'abord portée dans le couvent des franciscains, fut par la suite transférée et déposée, sous un somptueux mausolée, dans l'église de Saint-Jérôme; cent bannières, suspendues aux murs du caveau, proclamaient les glorieux exploits du guerrier qui reposait à leur ombre [3]. La noble épouse du héros, dona

[1] Nous avons sous les yeux une copie d'une lettre autographe de Ferdinand à son chapelain, le père de Aponte; le monarque enjoint à celui-ci de se rendre auprès de la duchesse, pour lui offrir des consolations et l'assurer qu'elle continuera de jouir de la faveur de la protection royale. Le ton plein de sensibilité et de délicatesse avec lequel cette lettre est écrite fait honneur à Ferdinand.

[2] Pierre Martyr rapporte la mort de cet estimable seigneur, surchargé d'années et d'honneurs, dans une lettre du 18 juillet 1515, adressée au fils de Tendilla et pleine des consolations que cet aimable écrivain pouvait trouver dans son humeur douce et philosophique.

[3] Au sommet du monument on voyait la statue de marbre du Grand Capitaine, armé et agenouillé. Les bannières et les autres trophées mili-

Maria Manrique, lui survécut peu de jours; sa fille Elvire hérita des titres et des biens de son père, qui, par son mariage avec son parent, le comte de Cabra, se perpétuèrent dans la maison de Cordoue [1].

Gonsalve ou, comme on l'appelle en castillan, Gonzalo Hernandez de Cordova, était âgé de soixante-deux ans à l'époque de sa mort. Il était très beau de figure et de corps; ses manières, élégantes et aimables, étaient empreintes de cette dignité hautaine, qui caractérise l'Espagnol. « Il a encore, » dit Martyr, parlant des dernières années de sa vie, « cet air majestueux qu'il avait au temps de sa puissance; aussi tous ceux qui le voient sont-ils intimidés devant lui, comme à l'époque où, placé à la tête des armées, il dictait des lois à l'Italie. »

Des succès éclatants, dont se réjouit l'orgueil castillan, ont rendu le nom de Gonsalve aussi familier à ses compatriotes que celui du Cid, dont les faits d'armes, célébrés par la muse populaire, font partie de l'histoire nationale. Les qualités brillantes du général, plus même que ses exploits, ont souvent fourni un thème à la fiction, et celle-ci, comme toujours, a défiguré les uns et les autres, de manière à en

taires qui continuèrent à orner les murs de la chapelle jusqu'en 1600, d'après Pedraza, avaient disparu avant le XVIII[e] siècle; c'est du moins ce qui paraît résulter du silence de Colmenar à ce sujet dans la description du tombeau.

[1] Gonsalve fut créé, en Italie, duc de Terra-Nuova et de Sessa, et marquis de Bitonto, avec des domaines rapportant 40,000 ducats annuellement; il était aussi grand-connétable de Naples et noble de Venise. Dona Elvire transmit les honneurs princiers de son père à son fils, Gonzalo Hernandez de Cordoue, qui occupa, sous Charles-Quint, les positions de gouverneur de Milan et de capitaine-général de l'Italie. Ses descendants furent élevés, sous Philippe II, à un duché espagnol, avec le titre de ducs de Baena.

donner une idée fausse et confuse. On connait plus Gonsalve, par exemple, à l'étranger, par l'intéressant roman de Florian que par des récits authentiques; cependant Florian, qui ne voit dans son héros que ce qui frappe le plus les yeux de la foule, l'a dépeint comme le véritable type de la chevalerie romantique; tel n'était certainement pas le Grand Capitaine, dont le caractère se forma dans un siècle plus avancé en civilisation que le temps de la chevalerie; du moins, on ne trouve pas chez lui les extravagances de ce temps, ces rêves chimériques, ce fol esprit d'aventures, cette sauvage et romanesque bravoure [1]. Ses qualités caractéristiques étaient la prudence, le sang-froid, la résolution et une profonde connaissance des hommes; surtout il comprenait parfaitement le caractère de ses concitoyens. On peut dire, en quelque sorte, qu'il forma leur esprit militaire; il leur apprit à supporter patiemment les fatigues et les privations, à obéir sans murmurer, à s'aguerrir contre les revers, à combattre avec une inébranlable fermeté. Grâce à lui, le soldat espagnol, entièrement transformé, ne ressembla plus au guerrier qui avait lutté contre les Mores dans la péninsule.

Gonsalve était exempt des vices grossiers qui déshonorèrent son époque; il ne montra jamais cette insatiable cupidité que l'on ne reprocha que trop souvent à ses compatriotes, dans ces guerres; il était, au contraire, fort généreux. Il ne se souilla pas de cette cruauté, de cette licence qui impriment une tache au siècle de la chevalerie; il s'empressa toujours de protéger les femmes contre les insultes et les outrages. Il n'abusa jamais des avantages que lui don-

[1] Gonzalve prit pour devise une arbalète à ressort, avec ces mots : « *Ingenium superat vires*, » qui caractérisaient bien un esprit qui se fiait plus à l'habileté qu'à la force et à l'audace.

naient auprès des femmes la distinction de ses manières et l'élévation de son rang, et jamais aucun historien n'a pu l'accuser d'immoralité. C'était une vertu rare que la continence au XVI[e] siècle.

Le Grand Capitaine doit sa gloire à ses exploits militaires; cependant, sous bien des rapports, les paisibles travaux de la vie civile lui eussent, paraît-il, mieux convenu. Dans sa vice-royauté de Naples, il montra beaucoup de sagesse et de tact politique, et, dans ce royaume, comme plus tard dans la retraite, sa courtoisie et sa générosité le firent non seulement estimer, mais aimer de tous ceux qui l'entouraient. Son éducation, comme celle de la plupart des nobles qui naquirent avant les réformes faites par Isabelle, avait été celle d'un chevalier et non d'un lettré; il n'apprit jamais le latin et il n'avait pas de prétentions à l'érudition; mais il l'honorait et la récompensait libéralement chez les autres. Son bon sens, ses goûts généreux suppléaient à son défaut d'instruction; il choisit ses amis, ses compagnons parmi ceux qu'il jugeait les plus vertueux et les plus éclairés.

Cependant il y a une tache sur cette glorieuse réputation : Gonsalve manqua deux fois à sa parole, dans des circonstances mémorables, la première fois envers le jeune duc de Calabre, la seconde envers César Borgia, qu'il livra tous deux à son maître, leur ennemi personnel, au mépris des engagements les plus formels. Il est vrai qu'il obéissait à son souverain, avec désintéressement; il est vrai encore que la perfidie était le vice dominant de l'époque. Mais l'historien n'a pas le droit de transiger avec le mal et d'effacer du portrait de ses héros favoris l'ombre que leurs crimes projettent sur leur physionomie; il doit plutôt étaler ceux-ci au grand jour, comme étant d'autant plus odieux que le coupable

s'élève au dessus de la foule de ses semblables. On peut toutefois remarquer que l'impitoyable sévérité avec laquelle des écrivains étrangers, peu sensibles au mérite de Gonsalve, condamnent ces deux fautes, prouve assez clairement qu'elles sont les seules, un peu graves, qu'on puisse lui reprocher.

Quant à l'accusation de trahison, nous avons déjà dit qu'elle n'était apparemment fondée sur rien. Il serait, sans doute, étrange que l'ingratitude dont il avait eu à se plaindre, depuis son retour de Naples, n'eût pas provoqué son indignation, et il ne serait pas étonnant que, dans cette situation, il eût vu favorablement les prétentions que l'archiduc Charles, grandissant en âge, faisait valoir à la régence; mais c'est là une supposition gratuite, et on ne peut citer un acte contraire aux intérêts du roi. Sa vie publique tout entière témoigne de sa parfaite loyauté, et les seules taches qui souillent sa mémoire, il les dut à son obéissance aveugle aux ordres de son maître. Il n'est pas le premier et n'a pas été le dernier qui, pour avoir servi son roi plus même que Dieu, a été récompensé par la plus noire ingratitude.

Sur ces entrefaites, la santé du roi avait décliné rapidement et bientôt il devint évident qu'il ne survivrait pas longtemps à l'objet de sa jalousie; son mal avait dégénéré en une hydropisie, compliquée d'une affection du cœur; il ne respirait qu'avec peine, se plaignait de manquer d'air dans les villes populeuses et passait la plus grande partie de son temps, même pendant les premiers froids, dans les bois et dans les plaines, se livrant, autant que ses forces le lui permettaient, aux plaisirs fatigants de la chasse. L'hiver avançant, il se dirigea vers le midi; au mois de décembre, il s'arrêta quelques jours dans une terre du duc d'Albe, près de Placentia, où il courut le cerf. Il poursuivit ensuite son

voyage en Andalousie, mais, en janvier 1516, il tomba si malade en route, dans le petit village de Madrigalejo, près de Truxillo, qu'il lui fut impossible d'aller plus loin.

Le roi semblait désirer de fermer le plus longtemps possible les yeux sur le danger de sà situation, il refusa de se confesser et de recevoir son confesseur dans sa chambre. Il agit de même envers l'envoyé de son petit-fils, Adrien d'Utrecht. Celui-ci, qui était le précepteur de Charles et fut plus tard élevé, par l'entremise de ce prince, à la papauté, était arrivé en Castille, quelques semaines auparavant, dans le but ostensible de conclure un arrangement définitif avec Ferdinand, au sujet de la régence; mais, en réalité, comme le prouvèrent par la suite les pouvoirs dont il était muni, il devait se trouver dans le pays pour prendre les rênes du gouvernement, à la mort du monarque. Celui-ci avait accueilli l'ambassadeur avec une froide politesse et il avait été convenu entre eux qu'il conserverait la régence, non seulement pendant la vie de Jeanne, mais pendant toute la sienne : il en coûte peu de faire des concessions à un mourant. Adrien, qui était en ce moment à Guadalupe, ne fut pas plus tôt informé de la maladie du roi, qu'il accourut à Madrigalejo; Ferdinand devina le motif de sa visite : « Il est venu me voir mourir, » dit-il, et, refusant de le recevoir, il ordonna à l'envoyé confus de retourner à Guadalupe.

A la fin, les médecins du roi se hasardèrent à l'informer de sa situation réelle, le conjurant, s'il avait des affaires d'importance à régler, de s'en occuper sans retard; il les écarta avec calme et parut dès ce moment recouvrer son courage et son sang-froid habituels. Après avoir communié et rempli ses devoirs religieux, il appela auprès de lui ses courtisans pour se concerter avec eux relativement au gou-

vernement du pays; parmi les assistants, se trouvaient ses fidèles partisans, le duc d'Albe et le marquis de Denia, son majordome, avec plusieurs évêques et conseillers de la couronne.

Le roi, paraît-il, avait fait plusieurs testaments; par l'un, dressé à Burgos, en 1512, il avait confié le gouvernement de la Castille et de l'Aragon à l'infant Ferdinand, en l'absence de son frère Charles; ce jeune prince avait été élevé en Espagne, sous les yeux de son grand-père, qui nourrissait pour lui une tendre affection. Les conseillers s'élevèrent énergiquement contre cette disposition; Ferdinand, disaient-ils, étaient trop jeune pour prendre en mains l'autorité. Cette nomination susciterait certainement de nouvelles factions en Castille; elle le ferait considérer, en quelque sorte, comme un rival par son frère et pourrait éveiller chez lui des désirs ambitieux, qui le conduiraient infailliblement à des déceptions et peut-être à sa perte.

Le monarque, qui n'eût jamais, dans ses meilleurs jours, fait un pareil choix, se rendit à ces observations avec plus de docilité qu'il n'en eût montrée autrefois. « A qui donc, » demanda-t-il, « laisserai-je la régence? » « A Ximenès, archevêque de Tolède, » répondit-on. Ferdinand détourna la tête, d'un air mécontent; mais, après un silence de quelques instants, il répliqua : « Vous avez raison. C'est certainement un honnête homme, à intentions droites; il n'a pas d'amis importuns ni de parents à placer. Il doit tout à la reine Isabelle et à moi, et, comme il a été toujours dévoué aux intérêts de notre famille, je crois qu'il le restera. »

Le roi ne pouvait cependant se décider à abandonner l'idée d'établir magnifiquement son bien-aimé petit-fils, et

il voulait lui conférer la grande maitrise des ordres militaires; ses conseillers lui firent les mêmes objections, ajoutant que cette position était trop haute pour un sujet quelconque et le priant de ne pas défaire l'œuvre que la reine avait eu tant à cœur, en annexant à perpétuité cette dignité à la couronne. « Ferdinand restera donc pauvre, » s'écria le monarque, les larmes aux yeux. « Il aura l'amitié de son frère, » répondit un des conseillers; « c'est le meilleur legs que votre majesté puisse lui faire. »

Le testament, tel qu'il fut définitivement dressé, donnait la succession des royaumes d'Aragon et de Naples à Jeanne et aux héritiers de celle-ci; l'administration de la Castille, pendant l'absence de Charles, était confiée à Ximenès, et celle de l'Aragon, au fils naturel du roi, l'archevêque de Saragosse, que sa prudence et ses manières populaires avaient fait aimer dans ce pays. Le monarque donnait plusieurs villes dans le royaume de Naples à l'infant Ferdinand, avec une rente annuelle de cinquante mille ducats, assignée sur les revenus publics; il laissait à la reine Germaine la pension annuelle de trente mille florins d'or, fixée par le contrat de mariage, avec cinq mille de plus, qui devaient lui être payés pendant toute la durée de son veuvage[1]. Le testament renfermait encore plusieurs clauses relatives à des œuvres de piété et de charité, mais rien qui mérite une

[1] La joyeuse veuve de Ferdinand ne jouit pas longtemps de cette pension; peu de temps après la mort de celui-ci, elle donna sa main au marquis de Brandebourg, puis, ce seigneur étant mort, elle se remaria avec le prince de Calabre, qui avait été retenu en Espagne dans une espèce de captivité déguisée, depuis que son père, le roi Frédéric, avait été renversé du trône. Ce fut, dit Guichardin, la seconde union stérile que Charles-Quint, pour des raisons politiques visibles, fit contracter à la légitime héritière de Naples.

mention particulière. Malgré la simplicité de ses différentes dispositions, il était si long, à cause des formules et des périphrases dont il était surchargé, qu'on eut à peine le temps de le transcrire avant la mort du monarque. Celui-ci le signa dans la soirée du 22 janvier 1516, et, peu après, entre une et deux heures du matin, le 23, il rendit le dernier soupir [1]. Cette scène se passait dans une petite maison appartenant aux moines de Guadalupe; « c'est dans cette misérable demeure, » s'écrie Martyr, sur son ton habituel de moraliste, « que le maître de tant de royaumes ferma ses yeux à la lumière du jour. »

Ferdinand était âgé de près de soixante-quatre ans; il y en avait quarante et un qu'il portait le sceptre de la Castille et trente-sept qu'il était monté sur le trône d'Aragon. Il avait eu un long règne, assez long pour voir réduits en poussière ceux de ses sujets qui avaient eu son estime et sa confiance, et pour voir une foule de monarques apparaître et s'évanouir, comme des ombres, à ses yeux [2]. Il mourut profondément regretté des Aragonais, qui avaient toujours éprouvé une partialité naturelle pour leur souverain. Des

[1] La reine était à Alcala de Henarès lorsqu'elle reçut la nouvelle de la maladie de son mari; elle se rendit en toute hâte à Madrigalejo, mais, quoiqu'elle fût arrivée le 20 dans cette ville, elle ne fut pas admise, dit Gomez, malgré ses larmes, à une entrevue particulière avec le roi, avant que le testament de celui-ci n'eût été dressé, peu d'heures avant sa mort.

[2] Depuis son avénement au trône, Ferdinand n'avait pas vu moins de quatre rois d'Angleterre, de quatre rois de France, de quatre rois de Naples, de trois rois de Portugal, de deux empereurs d'Allemagne et d'une demi-douzaine de papes. Quant à ses propres sujets, à peine un seul de ceux que nous avons appris à connaître dans le cours de cette histoire vivait-il encore alors, excepté le Nestor de son temps, l'octogénaire Ximenès.

sentiments tout autres animaient les nobles castillans, qui espéraient beaucoup en voyant passer l'autorité, des mains vigoureuses de leur vieux maître, dans celles d'un prince jeune et inexpérimenté; cependant le peuple qui avait joui de la tranquillité, grâce au frein imposé à une aristocratie oppressive, vénéra toujours la mémoire du roi, comme celle d'un bienfaiteur.

La dépouille mortelle de Ferdinand fut portée à Grenade, conformément à ses désirs; quelques-uns de ses plus fidèles partisans l'accompagnèrent seuls, la plupart de ses anciens serviteurs ayant craint de donner ombrage à Charles. Cependant le cortége se grossit de nouveaux arrivants, dans les différentes villes où il passa. A Cordoue, fait digne d'être cité, le marquis de Priego, qui n'avait guère été comblé des faveurs royales, sortit de sa maison avec toute sa suite, pour payer un dernier tribut de respect aux restes glacés du monarque. Ceux-ci furent reçus avec le même respect à Grenade, où, dit Zurita, le peuple, assistant à ce triste spectacle, se sentait douloureusement ému, en se rappelant l'entrée triomphale du roi victorieux dans la capitale qu'il venait de prendre sur les Mores.

Le monarque avait demandé en mourant qu'on célébrât sans pompe ses funérailles; on lui obéit. Il fut déposé à côté d'Isabelle dans le couvent de l'Alhambra, et, l'année suivante, lorsque la chapelle royale de l'église métropolitaine fut achevée, on les y transféra tous deux. Leur petit-fils, Charles-Quint, leur fit élever un magnifique mausolée de marbre blanc; celui-ci fut fait dans un style digne du temps. Les côtés étaient ornés de figures d'anges et de saints, richement sculptés en bas-relief; au sommet reposait les effigies des illustres époux, dont les titres et les mérites

étaient rappelés dans la courte épitaphe suivante, qui n'est peut-être pas trop heureuse :

« MAHOMETICÆ SECTÆ PROSTRATORES, ET HÆRETICÆ PERVICACIÆ EXTINCTORES, FERNANDUS ARAGONUM, ET HELISABETA CASTELLÆ, VIR ET UXOR UNANIMES, CATHOLICI APPELLATI, MARMOREO CLAUDUNTUR HOC TUMULO. »

Nous avons déjà fait le portrait de Ferdinand. « Il était de taille moyenne, » dit un contemporain, qui le connaissait bien. « Il avait le teint frais, les yeux vifs et animés, la bouche et le nez petits et bien formés, les dents blanches, le front élevé et serein, des cheveux châtain-clair pendants. Ses manières étaient courtoises et rarement l'ennui ou la tristesse assombrissait sa physionomie; grave dans ses discours et dans ses gestes, il avait un maintien plein de dignité; tout en un mot, annonçait chez lui un grand roi. » Ferdinand dut poser à une époque plus heureuse de sa vie pour ce portrait flatteur.

Sa première éducation, à cause du temps de troubles où il vécut dans son enfance, avait été négligée; il fut cependant familiarisé de bonne heure avec les généreux passe-temps et les exercices de la chevalerie[1]. Il passait pour l'un des meilleurs cavaliers de la cour; il mena une vie active et n'aimait, paraît-il, d'autre lecture que celle de l'histoire, il était naturel que, jouant un des principaux rôles sur la scène politique, il se plût à cette étude instructive.

Il avait l'humeur égale et était modéré en tout; le seul divertissement qu'il recherchât était la chasse, surtout celle

[1] « Il joutait légèrement, » dit Pulgar, « et avec une adresse qui n'était surpassée par personne dans le royaume. »

au faucon, mais il ne s'y livra jamais avec excès, sauf dans les dernières années de sa vie[1]. Il avait une ardeur infatigable au travail. Il n'aimait pas les plaisirs de la table et, comme Isabelle, était d'une extrême sobriété[2]. Il faisait peu de dépenses pour sa maison et pour lui-même, en partie, sans doute, dans le but de reprocher aux nobles leur prodigalité et leur ostentation; il ne perdait aucune occasion de les critiquer; un jour, dit-on, il se tourna vers un courtisan cité pour le luxe extravagant de sa toilette, et, posant la main sur son propre pourpoint : « C'est une excellente étoffe, » dit-il; « elle a duré autant que trois paires de manches! » Il poussa si loin cet esprit d'économie, qu'il se fit accuser d'avarice, et l'avarice, moins funeste, en général, que le vice opposé de la prodigalité, a toujours été moins populaire que celui-ci, qui a une apparence de désintéressement; cependant la prodigalité chez un roi, qui ne dissipe pas son bien, mais celui de son peuple, n'a pas même cette excuse. En réalité, Ferdinand était plutôt économe que prodigue; ses revenus étaient modiques, ses entreprises, vastes et nombreuses; il n'eût pu les mener à fin, s'il n'eût menagé ses ressources avec le plus grand soin[3]. Nul n'a pu lui reprocher de s'être enrichi en vendant les charges publiques à l'encan, comme Louis XII, ou en pres-

[1] Selon Pulgar, il aimait dans sa jeunesse les échecs, la paume et les autres jeux d'adresse.

[2] « Restez dîner avec nous, » disait-il à son oncle, le grand-amiral Henriquez, « nous aurons un poulet à dîner aujourd'hui. » La cuisine royale n'eût pas offert un vaste champ au génie d'un Vatel ou d'un Ude.

[3] Les revenus de son propre royaume d'Aragon étaient très bornés; ses principales expéditions étrangères ne furent faites qu'au profit de cette couronne, bien que l'aide de la Castille pût expliquer et jusqu'à un certain point excuser ses modiques envois d'argent à ses troupes.

surant ses sujets, comme un autre prince contemporain, Henri VII; il n'amassa pas de trésor et mourut même si pauvre, qu'il laissa à peine assez d'argent pour couvrir les frais de ses funérailles [1].

Ferdinand était dévot; du moins il respectait scrupuleusement les formes extérieures de la religion. Il assistait ponctuellement à la messe, observait avec soin les lois et les cérémonies de l'Église, et, selon la mode du temps, il manifesta sa piété en consacrant au culte de somptueux édifices et en dotant des établissements religieux. Quoiqu'il fût peu imbu du fanatisme de son temps, il ne se montra pas exempt de bigoterie, car non seulement il dut supporter avec Isabelle la responsabilité des mesures rigoureuses que celle-ci prit en Castille, mais il n'épargna aucun effort pour consolider l'inquisition en Aragon, et plus tard à Naples, où il n'eût pas heureusement autant de succès [2].

On a fait à Ferdinand un reproche plus grave, on l'a accusé d'hypocrisie; son zèle catholique, a-t-on observé,

[1] L'état des coffres de Ferdinand contrastait singulièrement avec celui des coffres de son contemporain, Henri VII, « dont le trésor, » pour emprunter les paroles de Bacon, « mis sous la garde du monarque même et laissé par lui à sa mort, s'élevait à la somme de dix-huit cent mille livres sterling, masse énorme d'argent, même pour ce temps. » Sir Édouard Coke porte ce trésor à « cent millions trois cent mille livres! »

[2] Dans sa conduite relativement à l'inquisition en Aragon, Ferdinand montra une singulière duplicité; à la suite des remontrances faites, en 1512, par les cortès, qui se plaignaient avec hardiesse des différentes usurpations du saint-office, il signa un accord qui limitait la juridiction de celui-ci. Il se repentit toutefois de ces concessions et, l'année suivante, se fit relever de ses engagements par le pape; mais cet acte causa une telle irritation dans le royaume que le roi jugea prudent de renoncer au bref papal et d'en solliciter un autre, confirmant son ancien accord. On peut bien douter si la bigoterie entrait dans ces honteuses jongleries pour une aussi large part que des raisons d'État moins pardonnables.

était singulièrement propre à servir ses projets; ses entreprises les plus condamnables même étaient couvertes du masque de la religion. Sous ce rapport, le roi d'Aragon n'agissait pas autrement que ses contemporains; quelques-unes des guerres les plus scandaleuses de ce temps furent ouvertement faites à la demande de l'Église ou pour la défense de la chrétienté contre les infidèles. Cette hypocrisie était très ordinaire, chez les Espagnols comme chez les Portugais; l'enthousiasme excité par leur lutte contre les Mores et, plus tard, par leurs expéditions en Afrique et en Amérique, s'était empreint sur leurs sentiments, de manière à déguiser quelquefois à leurs yeux mêmes le véritable caractère de leurs actions.

Il n'est pas aussi facile de disculper Ferdinand du reproche de perfidie, que les historiens étrangers lui ont si souvent adressé et que les écrivains espagnols ont cherché plutôt à atténuer qu'à nier; cependant ici encore nous devons faire la part du siècle. Ce monarque monta sur le trône à une époque de transition, où le gouvernement se dépouillait des formes féodales pour revêtir celles qu'il a prises de nos jours, et où la puissance des grands vassaux était renfermée dans des limites plus étroites par l'habile politique des princes régnants. C'était le triomphe nouveau de l'intelligence sur la force brutale, qui avait jusque-là régné entre les nations comme entre les individus. Lorsqu'à la fin du xv[e] siècle tombèrent les barrières qui séparaient les peuples, les rois suivirent, dans leurs relations extérieures, les principes qui les avaient guidés dans leur administration extérieure. L'Italie fut le premier champ de bataille où les puissances se rencontrèrent; ce fut aussi le pays où cette science perfide fut, pour la première fois,

étudiée et réduite en un système régulier. Un simple extrait du manuel politique de ce temps nous donnera une idée de cette science, telle qu'elle était comprise alors[1] : « Un prince sage, » dit Machiavel, « ne tiendra pas et ne doit pas tenir ses engagements, lorsqu'ils sont désavantageux pour lui et que les motifs pour lesquels il les avait pris ont cessé d'exister. » Que cette maxime ait été mise en pratique, on en a suffisamment la preuve dans les nombreux traités de ce temps, qui se contredisent ou se confirment, de manière à montrer clairement l'inanité de tous ces engagements. Il n'y eut pas moins de quatre traités, conclus dans l'espace de trois ans, stipulant solennellement le mariage de l'archiduc Charles avec la princesse Claude de France; Louis XII manqua à sa parole et cette union n'eut jamais lieu.

C'est à cette école que fut élevé Ferdinand, obligé de rivaliser d'habileté avec les rois, ses cousins; il eut un excellent maître dans son père, Jean II d'Aragon, et n'oublia pas les leçons qu'il avait reçues. « Il était vigilant, prudent et subtil, » écrit un Français contemporain, « et l'on ne sache pas qu'il se soit jamais laissé tromper[2]. » Il joua sa partie avec plus d'adresse que ses adversaires et la gagna; le succès, comme toujours, lui attira les reproches des perdants; cela est particulièrement vrai de la France, dont le souverain était son plus rude antagoniste. Cependant il ne paraît pas que le roi d'Aragon fût plus perfide que Louis XII ; s'il abandonna

[1] Charles-Quint, en particulier, témoigna son estime pour Machiavel, en faisant traduire le « Prince » pour son propre usage.

[2] « Ce prince, » dit lord Herbert, « qui n'était pas disposé à exagérer les talents ou les vertus de Ferdinand, » était regardé comme le roi le plus actif et le plus politique de son temps; nul ne savait mieux se servir des autres ou faire tourner leurs actes à son profit. »

ses alliés, lorsqu'il y trouva son intérêt, il ne trama pas, du moins, leur perte et ne les livra pas entre les mains de leur ennemi mortel, comme son rival le fit pour Venise, à la ligue de Cambrai. Quant au partage du royaume de Naples, le fait le plus scandaleux de ce temps, il le régla avec le roi de France, et si ce dernier ne s'empara pas de la Navarre, ce fut parce que la mort prématurée de son général lui ôta, avec les moyens, tout prétexte pour faire cette conquête. Cependant Louis XII, « le père du peuple, » a passé à la postérité avec une réputation honorable.

Ferdinand, malheureusement pour sa popularité, n'avait pas ces manières franches, cordiales, ouvertes, qui inspirent l'affection. Il montrait dans la vie privée, comme en public, une froideur prudente et impénétrable; « on ne pouvait lire ses pensées sur sa physionomie, » dit un écrivain contemporain. Calme et toujours calculant, même dans des circonstances futiles, il rapportait tout évidemment à lui-même; il paraissait n'estimer ses amis qu'en raison des services qu'ils pouvaient lui rendre. D'ailleurs il lui arrivait d'oublier ces services, témoin son ingratitude envers Colomb, Gonsalve de Cordoue, Navarro, Ximenès, envers ces hommes qui jetèrent tant d'éclat sur son règne; témoin aussi son insensibilité aux vertus et au long attachement d'Isabelle, dont il put sitôt déshonorer la mémoire en s'unissant à une princesse indigne, sous tous les rapports, de remplacer cette illustre reine.

Si nous comparons Isabelle avec Ferdinand, le contraste que nous offrent les deux époux n'est guère avantageux pour le dernier; elle était magnanime, désintéressée, profondément dévouée aux intérêts de son peuple. Le roi était égoïste; le cercle de ses idées pouvait être plus ou moins large, mais

il en était toujours le centre. La reine, douée d'un cœur généreux, fut toujours constante au premier, à l'unique objet de son amour. Nous avons vu jusqu'où Ferdinand poussa l'amitié; il ne respecta pas davantage le lien conjugal et il se montra indigne de l'admirable femme qui fut son épouse, en nouant avec d'autres des relations criminelles, trop encouragées par la morale relâchée de ce temps [1]. Enfin, le roi d'Aragon, prince habile et rusé, « surpassant tous les hommes d'État contemporains dans la science du cabinet, » comme l'a fait observer un écrivain français, qui ne le flatte pas, représente l'esprit particulier de ce siècle, au dessus duquel s'élève Isabelle, qui dédaigna constamment les petits artifices de la politique et employa les moyens les plus nobles pour atteindre au plus noble but.

On peut dire qu'avec cette auguste reine Ferdinand perdit son bon génie ; un nuage depuis ce temps voila sa fortune, non que la victoire fût moins fidèle à sa bannière, mais il avait perdu :

« Tout ce qui accompagne la vieillesse:
Honneur, amour, obéissance, amis. »

[1] Ferdinand laissa quatre enfants naturels, trois filles et un fils; celui ci, don Alonso de Aragon, était né de la vicomtesse d'Eboli, dame catalane; il fut nommé archevêque de Sarragosse, à l'âge de six ans. Il ne mena guère pourtant une vie religieuse; il prit une part active aux événements politiques et militaires du temps, et paraît avoir été moins réservé encore que son père dans ses amours. Il avait des manières séduisantes et sa conduite publique était sage; son père lui témoigna toujours une affection particulière et, comme on l'a vu, lui confia la régence d'Aragon à sa mort. Ferdinand eut aussi trois filles de trois dames différentes, dont une noble portugaise; l'aînée, dona Juana, épousa le grand-connétable de Castille; les deux autres, qui se nommaient également Maria, prirent le voile dans un couvent à Madrigal.

Son malencoutreux mariage mécontenta ses sujets castillans; il régna encore sur eux, mais en maître sévère, qui n'est point aimé. La beauté de Germaine fournit de nouveaux aliments à sa jalousie, tandis que l'inégalité de leur âge et sa passion des plaisirs frivoles la rendaient peu propre à être sa compagne dans la prospérité, comme sa consolation dans la vieillesse. Son amour du pouvoir l'entraina dans des différends mesquins avec ceux qui lui étaient unis de plus près par les liens du sang, querelles qui aboutirent à une inimitié mortelle. Enfin, les infirmités de l'âge minèrent la vigueur de son esprit, de pénibles soupçons le consumèrent et il eut le malheur de vivre longtemps après avoir perdu tout ce qui rend la vie désirable.

Détournons nos yeux de ce sombre tableau pour les porter sur ce temps plus heureux où Ferdinand, alors au printemps de la vie et uni à Isabelle, était assis sur le trône, aimé de ses sujets, craint et respecté de ses ennemis. Nous trouverons alors chez lui bien des qualités à admirer : sa justice impartiale dans l'exécution des lois; sa sollicitude attentive pour protéger le faible contre l'oppression du fort; la sage économie avec laquelle il fit de grandes choses, sans surcharger son peuple d'impôts; sa sobriété et sa modération; son respect pour la religion, qu'il força ses sujets à respecter comme lui; l'encouragement qu'il donna à l'industrie par ses lois et par son exemple; l'adresse consommée, qui couronna d'un brillant succès toutes ses entreprises, et fit de lui l'oracle des princes contemporains.

Il est vrai que Machiavel, qui avait fait une profonde étude des caractères, attribue, dans une de ses lettres, les succès de Ferdinand « à la ruse et au hasard plus qu'à une sagesse supérieure. » Ce prince fut heureux, en effet, et

« l'étoile de l'Autriche, » qui se leva, lorsque lui-même déclinait, ne brilla pas d'un éclat plus vif; mais le succès, pendant une longue suite d'années, est une preuve suffisante d'habileté. « Les vents et les vagues, » dit Gibbon, avec assez de vérité, « sont toujours du côté du meilleur marin. » L'historien florentin a porté un jugement plus mûri, plus réfléchi, dans le traité qu'il destinait à l'éducation des rois de son temps. « Rien, » dit-il, « ne vaut autant d'estime à un prince que de grandes entreprises. Notre époque en a fourni un magnifique exemple dans Ferdinand d'Aragon. Nous pouvons appeler celui-ci un nouveau roi, puisque, si faible à l'origine, il est devenu le monarque le plus glorieux et le plus estimé de la chrétienté. Si nous pesons exactement ses nombreuses œuvres, nous devons reconnaître qu'elles furent toutes très grandes et quelques-unes même réellement extraordinaires. »

D'autres écrivains éminents de ce siècle se joignent à ces éloges. Les Castillans, se souvenant de la sécurité et de la prospérité dont ils avaient joui sous ce règne, parurent disposés à oublier ses fautes, tandis que les Aragonais, fiers de la grandeur à laquelle Ferdinand éleva leur petit pays et pleins de reconnaissance, au souvenir de son administration paternelle, le pleurèrent unanimement comme le dernier prince qui devait régner sur l'Aragon, libre et indépendant.

CHAPITRE XXV.

RÉGENCE DE XIMENÈS.

(1516-1517)

Régence de Ximenès. — Proclamation de Charles comme roi. — Politique intérieure de Ximenès.— Intimidation des nobles. — Mécontentement public. — Arrivée de Charles-Quint en Espagne. — Son ingratitnde envers Ximenès. — Maladie et mort dn cardinal. — Son caractère extraordinaire.

L'histoire personnelle de Ferdinand se termine avec le chapitre précédent; mais, pour clore l'histoire de son règne, nous devons poursuivre notre récit, à travers la courte régence de Ximenès, jusqu'au moment où le gouvernement fut remis entre les mains de Charles-Quint, petit-fils et successeur de Ferdinand.

Par le testament du défunt roi, le cardinal Ximenès de Cisneros avait, comme nous l'avons vu, été nommé seul régent de Castille; il rencontra toutefois de l'opposition chez le doyen de Louvain, Adrien, qui produisit les pouvoirs dont il avait été revêtu par Charles. Aucun des deux compétiteurs n'avait des titres suffisants pour exercer ces importantes fonctions, l'un ayant été nommé par Ferdinand qui, simple régent lui-même, n'avait certainement pas le droit de

désigner son successeur; l'autre tenant sa nomination d'un prince qui, à l'époque où il la fit, n'avait pas d'ordres à donner en Castille. Pour mettre fin à leurs contestations, ils convinrent de partager l'autorité en commun, jusqu'à ce que Charles leur eût envoyé des instructions à ce sujet.

Celles-ci arrivèrent bientôt, le 14 février 1516; elles confirmaient pleinement les droits du cardinal et ne parlaient d'Adrien que comme d'un ambassadeur. Elles exprimaient toutefois la confiance la plus entière dans celui-ci, et les deux prélats continuèrent à administrer conjointement le royaume. Cet arrangement ne faisait rien perdre à Ximenès, car le timide et paisible Adrien, soumis à l'influence d'un génie hardi, ne contrariait pas les projets de l'archevêque [1].

La première demande faite par Charles pouvait, si elle était accueillie, ébranler la puissance et la popularité du nouveau régent; Charles voulait se faire proclamer roi, prétention repoussée par les Castillans, qui la regardaient non seulement comme contraire à l'usage établi, la mère du prince vivant encore, mais comme un affront fait à celle-ci. En vain Ximenès et le conseil représentèrent que cette demande était impolitique [2]; Charles, encouragé par ses conseillers flamands, s'obstina dans sa résolution. Le cardinal convoqua donc les prélats et les principaux seigneurs du royaume à Madrid, ville où il avait transféré le siége du gouvernement et qui, à cause de sa position centrale et d'autres avantages locaux, devint, depuis ce temps, presque sans

[1] Carbajal nous a donné la lettre de Charles signée « *El Principe.* » Charles n'osa pas prendre le titre de roi dans sa correspondance avec les Castillans, quoiqu'il le portât au dehors.

[2] La lettre du conseil est datée du 14 mars 1516.

interruption, la capitale de l'Espagne [1]. Le docteur Carbajal avait préparé une argumentation étudiée et plausible en faveur de la mesure; comme l'auditoire ne se montrait pas cependant convaincu, l'archevêque, furieux de cette opposition dont il soupçonnait probablement les véritables motifs, déclara péremptoirement que ceux qui refusaient de reconnaître, en ce moment, Charles comme roi, refuseraient de lui obéir lorsqu'il le serait devenu. « Je le ferai proclamer demain à Madrid, » dit-il, « et je ne doute pas que toutes les villes du royaume n'imitent Madrid. » Il tint parole et l'exemple de la capitale fut suivi, sans grande résistance, par les autres cités castillanes. Il n'en fut pas de même en Aragon, où le peuple se montra trop attaché à ses institutions pour consentir à reconnaître Charles, avant qu'il n'eût juré en personne de respecter les lois et les libertés du pays.

Les nobles castillans supportaient avec peine, on le comprend, le joug nouveau que leur imposait le régent; un jour, dit-on, ils se rendirent en corps auprès de lui pour lui demander de quel droit il exerçait une autorité aussi absolue. Il les renvoya pour toute réponse au testament de Ferdinand et à la lettre de Charles; comme ils faisaient encore des objections, il les conduisit à une fenêtre et, leur montrant de là un parc d'artillerie : « Voilà donc, » s'écria-t-il, « mes pleins pouvoirs! » L'anecdote est caractéristique, mais, quoique souvent répétée, elle repose, il faut en convenir, sur une faible autorité [2].

[1] Elle le devint d'une manière permanente sous le règne de Philippe II.

[2] D'après Robles, le cardinal, après cette bravade, roula sur ses doigts la corde qui ceignait sa robe, en disant « qu'il ne demandait pas mieux que de dompter ainsi l'orgueil des nobles castillans. » Mais Ximenès n'était ni

Un des premiers actes du régent fut la fameuse ordonnance, engageant les bourgeois, pour l'offre d'une bonne récompense, à s'enrôler par compagnies et à se soumettre à des exercices réguliers, dont les jours étaient fixés. Les nobles comprirent trop bien le but de cette mesure pour ne pas la contrarier de toutes leurs forces; ils y réussirent pendant quelque temps, car le cardinal, avec sa hardiesse ordinaire, avait osé la prendre, sans attendre la sanction de Charles et en opposition avec la plupart des membres du conseil. Cependant l'inflexible prélat finit par triompher de toutes les résistances et l'on vit s'organiser une milice nationale, capable de protéger les libertés du pays, mais destinée malheureusement à être employée contre elles.

Armé de cette force imposante, le cardinal conçut alors les plans de réforme les plus hardis, surtout dans les finances où du désordre s'était introduit dans les dernières années de la vie de Ferdinand; il soumit à un contrôle sévère l'administration des ordres militaires, dans laquelle il y avait beaucoup de gaspillage et d'argent mal employé; il supprima toutes les charges inutiles, diminua des traitements trop élevés et retrancha les pensions accordées par Ferdinand et par Isabelle, pensions qui, soutenait-il, devaient cesser à la mort des souverains. Malheureusement, l'État ne devait rien gagner à ces arrangements économiques, puisque la plus grande partie de l'argent sauvé de cette manière, devait exciter la cupidité des seigneurs flamands, qui, donnant le spectacle d'une rapacité inouïe, traitèrent l'Espagne en pays conquis.

un sot ni un fou, quoique ses biographes trop zélés le fassent tantôt l'un, tantôt l'autre.

Dans la politique étrangère, le régent déploya le même courage, la même vigueur. Il fit établir des arsenaux dans les villes maritimes du midi et équiper une nombreuse flotte, destinée à purger la Méditerranée des pirates de la côte barbaresque. Il envoya en Navarre des forces considérables qui défirent, le 25 mars 1516, une armée française. Le cardinal fit ensuite démolir les principales forteresses de ce royaume; mesure de précaution à laquelle l'Espagne doit, selon toute probabilité, d'avoir conservé pour toujours cette conquête.

Ximenès portait ses regards jusque sur les extrémités les plus reculées de la monarchie; il envoya une commission à Hispaniola pour examiner et améliorer le sort des naturels du pays. En même temps, il s'opposait énergiquement, quoique sans succès, ayant été vaincu sur ce point par les conseillers flamands, à l'introduction des nègres dans les colonies; ce qui, prédisait-il, d'après le caractère de la race, finirait par entrainer une guerre d'esclaves. Il est inutile de faire remarquer que cette prédiction s'est vérifiée.

Nous voyons avec moins de satisfaction la politique du régent à l'égard de l'inquisition. Chef de ce tribunal, il en étendit l'autorité aussi loin que possible, l'établit à Oran, dans les Canaries, dans le nouveau monde. En 1512, les *nouveaux chrétiens* avaient offert à Ferdinand une forte somme d'argent pour couvrir les frais de la guerre de Navarre, s'il voulait ordonner que les procès devant le saint-office fussent conduits comme dans les autres cours de justice, où l'accusation et les témoins étaient confrontés publiquement avec l'accusé; Ximenès repoussa cette demande raisonnable, sous le misérable prétexte que nul ne voudrait, dans ce cas, se charger du rôle odieux de délateur; en même temps, il fit au roi un présent magnifique, qui tira

celui-ci d'embarras et ferma son cœur aux cris des malheureux postulants. Cette demande fut renouvelée, en 1516, par les Israélites, qui offrirent un subside à Charles, aux mêmes conditions; mais cette offre, que le jeune prince eût peut-être acceptée, sur le conseil des seigneurs flamands, exempts au moins de fanatisme, fut rejetée par l'intervention du prélat.

L'absolutisme de l'archevêque, tout en irritant les nobles, donnait de l'ombrage au doyen de Louvain, qui se voyait privé de toute importance; sur ses représentations, un deuxième, puis un troisième ministre fut envoyé en Castille, pour partager l'autorité avec le cardinal; mais cela ne servit de rien. Un jour, les régents, voulant donner une leçon à l'arrogant primat et revendiquer leurs droits, signèrent les premiers une dépêche, puis la lui envoyèrent pour recevoir sa signature. Ximenès ordonna froidement à son secrétaire de déchirer cette pièce et d'en faire une autre, qu'il signa et expédia sans l'avoir soumise à ses collègues; il suivit cette conduite pendant toute son administration.

Le cardinal n'assumait pas seulement toute la responsabilité des mesures les plus importantes, mais, dans l'exécution de celles-ci, il daignait rarement calculer les obstacles qu'il devait rencontrer sur sa route; c'est ainsi que, vers ce temps, il entra en conflit avec trois des principaux grands de Castille, les ducs d'Albe et de l'Infantado, et le comte d'Urena. Don Pedro Giron, fils du comte, et plusieurs autres jeunes seigneurs, avaient maltraité des officiers royaux dans l'exercice de leurs fonctions, et leur avaient opposé de la résistance; ils se réfugièrent ensuite dans la petite ville de Villafrata, qu'ils fortifièrent et mirent en état de défense. Le régent, sans hésiter, réunit plusieurs milliers d'hommes de

milice nationale, investit la ville, y mit le feu et la fit délibérément raser jusqu'à terre. Les rebelles consternés se soumirent; leurs amis intercédèrent pour eux dans les termes les plus humbles, et le cardinal, trop magnanime pour fouler aux pieds un ennemi vaincu, montra sa clémence ordinaire en demandant au roi le pardon des coupables.

Mais il était visible que ni les talents ni l'autorité de Ximenès ne pourraient plus longtemps maintenir dans la subordination un peuple, furieux des honteuses exactions des Flamands et de l'indifférence que lui témoignait son nouveau souverain. Les plus hautes dignités de l'État et de l'Église étaient mises à l'encan, et l'argent, renfermé dans les caisses publiques, était continuellement envoyé dans les Flandres, sous l'un ou l'autre prétexte. On s'en prenait, bien à tort, au prélat, car il est prouvé que son conseil et lui s'élevèrent avec la plus grande hardiesse contre ces abus, tandis qu'ils s'efforçaient d'inspirer à Charles des sentiments plus nobles, en lui rappelant la sage et patriotique administration de ses aïeuls [1]. Cependant le peuple, indigné de ces excès et désespérant de se faire rendre justice par le souverain, réclamait à grands cris la convocation des cortès, afin d'obtenir le redressement de ses griefs; le cardinal éluda cette demande aussi longtemps que possible; il n'avait jamais été partisan des assemblées populaires et l'était moins encore dans ce moment où les esprits étaient surexcités et où le roi était absent. Il attendait celui-ci probablement avec plus d'impatience que tout autre; bravé à l'intérieur par l'aristo-

[1] Charles eût pu trouver dans les sages conseils de ses ministres castillans un antidote au poison que lui offraient les parasites flamands.

cratie, contrarié au dehors par les Flamands dans ses projets favoris, obligé de contenir un peuple justement irrité, enfin accablé par l'âge et des infirmités, il avait peine, même avec son caractère inflexible, à supporter un fardeau aussi pesant.

A la fin, le jeune monarque, ayant pris tous ses arrangements, se prépara, quoiqu'en opposition avec les désirs de ses courtisans, à s'embarquer pour l'Espagne. Avant son départ, le 16 août 1516, les plénipotentiaires français et espagnols signèrent un traité de paix à Noyon; le principal article stipulait le mariage de Charles avec la fille de François Ier, lequel cédait à celle-ci ses droits sur Naples. Ce mariage n'eut jamais lieu, mais on peut considérer que ce traité mit fin aux longues hostilités entre l'Espagne et la France, et à la guerre sortie de la ligue de Cambrai.

Le 17 septembre 1517, Charles débarqua à Villaviciosa, dans les Asturies. Ximenès était, en ce moment, malade dans le couvent franciscain d'Aguilera, près d'Aranda, sur les bords du Douro. Ranimé en apprenant cette heureuse nouvelle, il écrivit aussitôt au roi une lettre, pleine de sages conseils sur la conduite qu'il devait suivre pour se concilier l'affection de ses sujets; il reçut en même temps un message de Charles qui, s'exprimant dans les termes les plus gracieux, faisait des vœux pour le prompt rétablissement de sa santé.

Cependant les Flamands de la suite du prince redoutaient une entrevue de leur maître avec le cardinal; ils avaient vu avec plaisir celui-ci au gouvernement, lorsque son bras puissant était nécessaire pour dompter la noblesse castillane, mais ils craignaient l'ascendant qu'il devait prendre sur leur jeune souverain, dans une conférence intime. Ils retinrent donc le roi dans le nord, aussi longtemps que possible; en

même temps, ils s'efforçaient de l'exciter contre le ministre, en exagérant les reproches que Ximenès s'était attirés par sa conduite arbitraire et par son caractère que la vieillesse, disaient-ils, avait encore aigri. Charles se laissa diriger, dans sa jeunesse, par ceux qui l'entouraient, avec une docilité qui ne faisait guère présager sa future grandeur.

A l'instigation de ces funestes conseillers, le prince adressa au prélat cette lettre mémorable, qui est un monument de froide et basse ingratitude, sans pareil même dans les annales des cours. Il remerciait le régent de tous ses services passés et fixait un lieu où il pourrait avoir une entrevue avec lui et profiter de ses conseils pour sa propre conduite, ainsi que pour le gouvernement du royaume; après quoi l'archevêque pourrait se retirer dans son diocèse et demander à Dieu une récompense que Dieu seul pouvait lui donner.

Telle était la teneur de cette épître, qui, selon la remarque de plus d'un écrivain, tua le cardinal. C'est là toutefois une exagération; Ximenès avait l'âme trop grande pour succomber au chagrin d'avoir encouru la disgrâce d'un roi; il fut cependant très affecté de se voir délaissé par un souverain qu'il avait servi si fidèlement, et, d'après Carbajal, la surexcitation où il fut jeté amena un nouvel et violent accès de fièvre. Mais les soucis et la maladie avaient déjà miné cette constitutiou, jadis si forte, et cet acte d'ingratitude ne pouvait que dégoûter davantage le prélat d'un monde qu'il allait bientôt quitter.

Pour se rapprocher du roi, Ximenès avait auparavant transféré sa résidence à Roa; il ne pensa plus désormais qu'à sa fin prochaine. La mort devait peu effrayer l'homme qui put dire, à son heure dernière, « qu'il n'avait jamais fait

volontairement du mal à personne, mais qu'il avait rendu à chacun la justice qui lui était due, sans se laisser guider, pour autant qu'il en eût conscience, par la crainte ou par l'affection. » Le cardinal Richelieu, sur son lit de mort, fit la même déclaration !

Comme dernière tentative, le prélat commença une lettre au roi; mais ses doigts refusèrent de tenir la plume, et, après avoir tracé quelques lignes, il abandonna ce projet. Il voulait, paraît-il, recommander son université d'Alcala au souverain. Il ne s'occupa plus que de ses devoirs religieux, manifestant un repentir de ses fautes et une confiance dans la miséricorde divine, qui touchèrent profondément tous les assistants. C'est avec cette tranquillité d'esprit et la pleine jouissance de toutes ses facultés qu'il expira, le 8 novembre 1517, dans la quatre-vingt et unième année de son âge et la vingt-deuxième depuis son élévation à la primatie. Les dernières paroles qu'il prononça furent celles du psalmiste, qu'il répétait souvent en état de santé : « *In te, Domine, speravi,* » « En toi, Seigneur, j'ai placé mon espoir. »

Le corps du cardinal, vêtu de la robe pontificale, fut placé dans un somptueux fauteuil, et une foule de gens de tout rang accoururent pour baiser les pieds et les mains du défunt; il fut plus tard transféré à Alcala et déposé dans la chapelle du magnifique collége de Saint-Ildefonse, érigé par le prélat. Les obsèques de l'archevêque furent célébrées en grande pompe, contrairement à ses ordres, par toutes les communautés religieuses et littéraires de la ville; ses vertus furent rappelées dans une oraison funèbre par un docteur de l'université qui, trouvant dans la mort du juste une bonne occasion pour flétrir les vices des vivants, fit les allusions

les plus mordantes aux favoris flamands de Charles et à leur influence pestilentielle sur le pays.

Telle fut la fin de cet homme remarquable, le plus remarquable de son temps, sous bien des rapports. Il avait un de ces caractères fermes et grands, qui paraissent s'élever au dessus des défauts et des faiblesses ordinaires de la nature humaine; son génie sévère, comme celui de Dante ou de Michel-Ange dans les régions de l'art, nous frappe par une puissance qui excite une admiration voisine de la terreur. Nous avons vu avec quelle hardiesse il concevait ses entreprises et les menait à fin. Il dédaignait de courtiser la fortune, en recourant aux artifices et aux ruses qui assurent souvent le succès; il prenait la voie la plus directe pour arriver au but; aussi rencontrait-il de nombreux obstacles sur sa route, mais il paraissait se plaire à lutter contre les difficultés qui lui donnaient l'occasion de déployer son énergie.

A ces qualités Ximenès joignait des talents variés, que l'on ne trouve d'ordinaire que dans des esprits plus souples et plus flexibles; quoique élevé dans les cloîtres, il se distingua dans le cabinet et dans les camps; il avait même, au témoignage de son biographe, une aptitude naturelle pour le métier des armes, si opposé à sa profession religieuse, et il manifesta ce goût en déclarant que « l'odeur de la poudre était plus agréable pour lui que les plus doux parfums de l'Arabie [1]. » Cependant, dans toute situation, il gardait l'empreinte de sa première éducation, et jamais la physionomie sévère du moine ne fut entièrement cachée sous le

[1] « Et qui peut douter, » s'écrie Gonzalo de Oviedo, « que l'odeur de la poudre employée contre l'infidèle soit un encens pour Dieu ! »

masque de l'homme d'État ou le casque du guerrier. Il n'était guère exempt du fanatisme de l'époque, et il le prouva tristement, comme chef du tribunal qu'il présida dans les dix dernières années de sa vie [1].

Le cardinal porta dans la vie politique des idées arbitraires de sa profession; il appliqua dans sa régence les principes du despotisme militaire. Il avait pour maxime « qu'un prince doit compter principalement sur son armée pour s'assurer le respect et l'obéissance de ses sujets. » Il est vrai qu'il avait affaire à des nobles belliqueux et factieux, et il voulait refréner leur licence, fonder le règne de la justice, mais, dans l'accomplissement de cette mission, il eut peu égard à la constitution ou à des priviléges. Son premier acte, la proclamation du prince Charles comme roi, brava ouvertement les usages et les droits de la nation; Ximenès éluda les demandes pressantes des Castillans, qui réclamaient la convocation des cortès; il disait « que la liberté de parler, surtout d'exprimer des griefs, rendait le peuple insolent et le faisait manquer de respect à ses maîtres. » Naturellement le peuple ne fut pas consulté sur les mesures qui touchaient à ses intérêts les plus importants. Ximenès se proposa constamment d'agrandir la prérogative royale, aux dépens des ordres inférieurs de l'État, et sa régence, si courte et si heureuse pour le pays, sous tant de rapports, fut un premier pas dans cette voie de despotisme que les

[1] Pendant ce laps de temps, Ximenès, pour employer l'expression mitigée de Llorente, *permit* la condamnation de plus de 2,500 individus au bûcher et d'environ 50,000 à d'autres peines! Pour rendre justice à ce qui est réellement bon dans l'esprit de ce temps, il faut absolument fermer les yeux sur cet odieux fanatisme, qui existait plus ou moins chez tous et malheureusement en plus forte dose chez les meilleurs.

princes de la maison d'Autriche suivirent avec tant de persévérance.

Mais, tout en condamnant la conduite de l'homme, nous devons respecter les principes qui la guidaient; si erronée qu'elle soit à nos yeux, elle lui était dictée par le sentiment du devoir. C'est là, c'est dans la conviction qu'avaient les autres de son intégrité, que nous trouvons le secret de sa puissance. Il était indifférent aux difficultés et ne redoutait rien pour lui-même; ayant conscience de la droiture de ses vues, il était peu scrupuleux sur le choix des moyens qui pouvaient le conduire au but. Il estimait peu sa vie auprès des grandes réformes qu'il avait à cœur; quoi d'étonnant donc qu'il sacrifiât si facilement les intérêts des autres, lorsqu'ils contrariaient ses projets?

Ximenès s'élevait bien au dessus, de toute considération personnelle; ministre, il s'identifiait avec l'État; prêtre, avec l'Église. Il punissait sévèrement toute offense contre ces deux pouvoirs et oubliait aisément les injures qui lui étaient faites à lui-même; il le prouva dans bien des circonstances remarquables. Son administration provoqua des pamphlets, des libelles; il méprisa ces écrits, comme la misérable consolation des envieux ou des mécontents, et n'en persécuta jamais les auteurs; sous ce rapport, il différait du cardinal de Richelieu, dont la position, plus que le caractère, offre plusieurs points de ressemblance avec la sienne.

Le prélat manifesta mieux encore son désintéressement dans l'emploi qu'il fit de ses immenses revenus; il les donna aux pauvres et à des œuvres d'utilité publique. On ne put l'accuser de népotisme; il avait des frères, des neveux; il se borna à rendre leur sort heureux, sans abuser à leur profit

de l'autorité qui lui avait été confiée. Il laissa à l'université d'Alcala la plus grande partie de l'argent qu'il possédait à sa mort.

Ximenès était exempt de cette vanité qui fait rougir d'une humble naissance. Il avait une confiance en lui-même, presque de l'arrogance, qui le conduisit à ravaler le talent des autres et à les regarder comme ses instruments plutôt que comme ses égaux; mais il était dépourvu de cet orgueil vulgaire qui se fonde sur la fortune ou sur le rang. Il faisait souvent allusion à son obscure jeunesse, avec une grande humilité, remerciant Dieu, les larmes aux yeux, de la bonté extraordinaire qu'il lui avait témoignée; il ne se souvenait pas seulement de ses amis, mais il les obligea souvent. On cite à cet égard plus d'une anecdote touchante; ces traits de sensibilité, mis en relief par l'austérité et la sévérité habituelles de l'homme, nous frappent par ce contraste, comme des lueurs fugitives qui percent à travers un sombre nuage.

L'ancien moine avait des mœurs irréprochables et se conformait fidèlement à toutes les règles rigides de son ordre, à la cour comme dans le cloître. Il était sobre, modéré, chaste; sous ce dernier rapport, il évitait avec soin de donner prise au soupçon, car le clergé de cette époque ne se souilla que trop par ses dérèglements. Un jour, étant en voyage, il fut invité à passer la nuit dans la demeure de la duchesse de Maqueda, que l'on déclarait absente. La duchesse ne l'était pas cependant et elle entra dans la chambre avant que Ximenès ne se fût retiré pour aller se reposer : « Vous m'avez trompé, madame, » s'écria-t-il furieux, en se levant; « si vous avez à me parler, vous me trouverez demain au confessionnal. » Là-dessus, il sortit brusquement du palais.

Il poussa si loin les austérités et les mortifications, qu'il

mit sa vie en danger. On a conservé une curieuse lettre du pape, Léon X, datée de la dernière année de la vie du cardinal, auquel le pontife enjoint de renoncer à ses pénitences sévères, de manger de la viande et des œufs, les jours de fêtes ordinaires, d'ôter son froc de franciscain et de dormir entre des draps et dans un lit. Ximenès ne voulut pas toutefois consentir à déposer sa robe monastique. « Même les laïques, » dit-il, faisant allusion à une coutume catholique, « revêtent cette robe pour mourir, et moi, qui l'ai portée toute ma vie, l'ôterai-je en ce moment. »

On cite à ce propos une autre anecdote. Au dessus de son grossier froc de laine, le prélat portait les somptueux vêtements exigés par son haut rang. Un impertinent prédicateur franciscain, s'éleva un jour, devant lui, contre le luxe du temps, surtout celui de la toilette; c'était un trait lancé évidemment à l'adresse du cardinal, qui était revêtu d'une magnifique robe d'hermine, dont on lui avait fait présent. Celui-ci écouta patiemment le sermon jusqu'au bout, et, le service fini, suivit le prédicateur dans la sacristie; là, après avoir loué son discours, il lui montra sous les fourrures et le drap fin le froc de son ordre, qu'il portait sur la peau. On ajoute que le moine, au contraire, avait du linge sous son froc. Après la mort de l'archevêque, on trouva dans sa chambre une petite boîte, renfermant les aiguilles et le fil dont il se servait pour raccommoder lui-même ce vêtement usé.

On conçoit qu'un homme si occupé fût avare de son temps. Ximenès dormait rarement plus de quatre ou quatre heures et demie; il se faisait raser la nuit, tout en écoutant une lecture édifiante. Il suivait le même usage à table ou assistait à des discussions entre certains membres de son

ordre, discussions qui roulaient d'ordinaire sur quelque subtile question de théologie ; c'était là sa seule récréation. Il avait aussi peu de loisir que de goût pour des amusements plus légers. Il parlait peu, et toujours à point ; il n'aimait pas les vaines cérémonies et les visites inutiles, qu'il était plus ou moins condamné à subir, par sa position. Il avait souvent un volume ouvert devant lui sur sa table, et, quand le visiteur restait trop longtemps ou l'importunait par une conversation frivole, il manifestait son mécontentement en reprenant sa lecture. Le livre du cardinal a dû être aussi funeste à mainte réputation que le cornet de Fontenelle.

Nous finirons ce portrait de Ximenès de Cisneros par quelques mots sur sa personne. Il avait le teint pâle, la figure longue et maigre, le nez aquilin, la lèvre supérieure très proéminente ; les yeux petits, profondément enfoncés dans la tête, noirs, vifs et pénétrants ; le front large et, chose remarquable, sans aucune ride, bien que l'expression de ses traits fût un peu sévère [1]. Il avait la voix claire, mais non agréable, parlait avec mesure et précision, avait le maintien grave, la taille droite et haute, et l'air imposant. Sa constitution, naturellement forte, avait été affaiblie par des austérités et des travaux excessifs, au point que, dans les dernières années de sa vie, il était extrêmement sensible aux changements de temps et aux intempéries de l'air.

Nous avons parlé de la ressemblance qui existe entre Ximenès et le cardinal de Richelieu. Ces deux hommes se ressemblent toutefois plus par leur position que par leur caractère, bien que, sous ce dernier rapport, ils aient des

[1] On examina la tête de Ximenès une quarantaine d'années après sa mort et on découvrit que le crâne était sans sutures.

points de contact [1]. Tous deux, quoique destinés à la prêtrise, parvinrent aux plus hautes dignités de l'État, et même dirigèrent, peut-on dire, les destinées de leur pays [2]. L'autorité de Richelieu fut cependant plus absolue que celle de Ximenès, car il s'abritait derrière le roi, tandis que le prélat espagnol, seul et sans protecteur, se trouvait en butte aux attaques de l'envie et rencontrait de l'opposition. Tous deux, épris de la gloire militaire, se montrèrent capables de l'obtenir; tous deux durent leurs grands succès à cette union, si rare et toujours irrésistible, de facultés supérieures avec une énergie puissante.

Le fond moral de leur caractère était entièrement différent. Chez le ministre français, c'était l'égoïsme, pur et sans adoucissement; sa religion, sa politique, ses principes, en un mot, avaient pour règle ses intérêts; il pouvait pardonner des offenses contre l'État, mais était implacable pour ceux qui l'avaient offensé lui-même. Son autorité fut littéralement cimentée avec le sang. Il fit servir son immense puissance à l'agrandissement de sa famille. Quoique hardi jusqu'à la témérité dans ses projets, il manqua plus d'une fois de véritable courage en les exécutant. Violent et emporté, il sut se prêter à dissimuler; malgré une extrême arrogance, il aimait l'encens de la flatterie. Il avait un avantage sur le

[1] Un petit traité a été consacré à ce sujet; il est intitulé : « Parallèle du cardinal Ximenès et du cardinal Richelieu, par M. l'abbé Richard; à Trévoux, 1705. » (222 pages in-12.) L'auteur avec une bonne foi rare dans une occasion où la vanité nationale est en jeu, donne sans hésiter la préférence à l'étranger Ximenès.

[2] Les principales fonctions que Ximenès exerçait à sa mort étaient celles d'archevêque de Tolède, et par conséquent primat d'Espagne, grand-chancelier de Castille, cardinal de l'Église romaine, inquisiteur général de Castille et régent.

prélat espagnol : il savait être un courtisan à la cour et avait des goûts plus raffinés, plus cultivés. Il l'emportait encore sur son rival, sous un autre rapport ; il n'était pas fanatique, n'avait pas ces sentiments religieux qui engendrent la bigoterie. — Leur mort fut caractéristique. Richelieu mourut, comme il avait vécu, si profondément exécré que la populace furieuse voulut l'empêcher de reposer paisiblement dans la tombe. Ximenès fut enterré au milieu des larmes et des lamentations du peuple ; ses ennemis même honorèrent sa mémoire, et son nom est encore aujourd'hui vénéré, en Espagne, comme celui d'un saint.

CHAPITRE XXVI

COUP D'ŒIL SUR LE RÈGNE DE FERDINAND ET D'ISABELLE.

Politique de la couronne. — La noblesse. — Le clergé. — Importance des communes. — Extension de la prérogative royale. — Recueils de lois. — Organisation des tribunaux. — Commerce. — Manufactures. — Agriculture. — Lois restrictives. — Revenus publics. — Progrès des découvertes. — Régime colonial. — Prospérité générale. — Accroissement de la population. — Esprit chevaleresque de l'Espagnol. — Ère de gloire nationale.

Nous avons achevé l'histoire de ce règne important, qui embrasse la fin du xve siècle et le commencement du xvie, époque où les commotions qui ébranlaient les anciens États européens réveillèrent les peuples de la léthargie où ils avaient langui si longtemps. L'Espagne subit cette impulsion générale ; sous la glorieuse administration de Ferdinand et d'Isabelle, elle sortit du chaos et ressuscita ; grâce à l'influence d'institutions appropriées à son génie, elle déploya une vigueur qu'elle ne se connaissait pas auparavant ; elle puisa dans son industrie, dans ses entreprises commerciales, de nouvelles et plus vastes ressources, et renonça insensiblement aux mœurs sauvages des temps féodaux pour recueillir les fruits d'une culture morale et intellectuelle.

A l'époque où ses forces éparses s'étaient concentrées et où le système de son économie intérieure était complet, nous avons vu l'Espagne descendre dans l'arène, lutter contre les autres nations européennes et accomplir, en peu d'années, les plus importantes conquêtes, tant en Europe qu'en Afrique; nous l'avons vu couronner ses succès par la découverte et l'occupation d'un monde au delà de l'Océan. Dans le cours de notre récit, nous nous sommes trop occupé des détails de ces événements, pour réfléchir suffisamment aux causes qui les amenèrent; maintenant nous pouvons jeter un coup d'œil en arrière sur la route que nous avons parcourue et nous rendre rapidement compte des degrés successifs par lesquels les souverains espagnols, favorisés par la Providence, élevèrent l'Espagne au comble de la grandeur et de la prospérité.

Ferdinand et Isabelle, dès leur avénement au trône, reconnurent que la puissance excessive et l'esprit factieux de la noblesse étaient la principale cause des désordres du pays; leurs premiers efforts furent donc dirigés contre l'aristocratie. Une tentative semblable était faite, en même temps, dans les autres royaumes européens, mais nulle part elle ne fut couronnée d'un succès aussi prompt et aussi complet qu'en Castille, grâce aux mesures hardies et décisives dont nous avons déjà parlé. Ils suivirent la même politique pendant tout leur règne, préférant d'ailleurs les moyens détournés à des attaques directes. C'est ainsi, par exemple, qu'ils négligèrent de convoquer les ordres privilégiés aux cortès, dans plusieurs sessions très importantes. Ils n'abusaient pas par là de la prérogative royale, ils ne faisaient qu'exercer des pouvoirs anormaux, familiers à la couronne; et il ne paraît pas que ces ordres songeassent à se plaindre de cet oubli;

ils voyaient avec indifférence ces réunions, car, en vertu de leurs immunités aristocratiques, ils étaient exempts de tout impôt, et le plus souvent les cortès ne s'assemblaient que pour voter des impôts. Quoi qu'il en soit, par cette impolitique indifférence, ils renoncèrent à leur droit le plus précieux, droit que l'aristocratie anglaise a toujours revendiqué; aussi a-t-elle maintenu sa considération politique, tandis que la noblesse castillane perdait toute la sienne.

Les souverains employèrent encore avec persévérance un autre moyen; ils élevèrent aux plus hautes positions des hommes d'humble origine non, comme leur contemporain, Louis XI, pour humilier simplement les nobles, mais pour honorer le mérite partout où ils le découvraient : politique souvent louée, et avec raison, par les bons esprits du temps. L'histoire d'Espagne ne nous offre probablement pas un second exemple d'un Ximenès, sorti d'un rang obscur pour arriver, non seulement à la première dignité, mais au gouvernement même du royaume. La multiplication des tribunaux et des fonctions civiles ouvrit aux royaux époux un vaste champ pour appliquer ce système. Les nobles, investis jusqu'alors de la direction suprême des affaires, la virent passer dans les mains de gens qui avaient d'autres titres que leur valeur guerrière ou leur naissance; ceux qui recherchaient les distinctions durent les demander à l'étude. Nous avons déjà vu quel fut le succès brillant de cette innovation.

Mais, si l'aristocratie gagna en instruction, elle perdit son prestige en consentant à disputer avec des inférieurs, acceptés ainsi comme ses égaux, les récompenses du talent et de la science.

Ferdinand suivit la même politique en Aragon, où il soutint constamment les communes ou, pour mieux dire,

fut soutenu par elles, dans toutes les tentatives faites pour restreindre l'autorité des grands vassaux; si le succès couronna ses efforts, la puissance de cette aristocratie était cependant trop bien abritée derrière les institutions, pour pouvoir être ébranlée aussi fortement que celle de la noblesse castillane, qui avait agrandi ses droits par toute espèce d'usurpations.

Malgré les priviléges enlevés à cet ordre, il pesait encore d'un poids excessif dans la balance politique. Les grands seigneurs réclamaient encore quelques-unes des positions civiles et militaires les plus importantes; leurs revenus étaient immenses et leurs vastes domaines s'étendaient à perte de vue dans toutes les parties du royaume. La reine, qui fit élever un grand nombre de jeunes nobles dans son palais, sous ses yeux, s'efforça d'attirer ces puissants vassaux à la cour; mais plusieurs de ceux-ci, gardant leur ancien esprit d'indépendance, préféraient vivre dans leurs châteaux forts, entourés de leurs serviteurs, et y attendre, dans un repos chagrin, l'heure où ils pourraient en sortir pour ressaisir par les armes l'autorité dont on les avait dépouillés. L'occasion s'offrit à la mort d'Isabelle; cette noblesse belliqueuse la saisit avec empressement, mais la prudence, la résolution de Ferdinand, et plus tard le bras de fer de Ximenès la continrent, ouvrant la voie au despotisme de Charles-Quint, autour duquel ces hautains Castillans, privés de tout pouvoir réel, vinrent graviter comme des satellites, empruntant tout leur éclat à la royauté.

La reine résistait également avec vigueur aux usurpations ecclésiastiques, fait dont pourrait douter celui qui, jetant un coup d'œil superficiel sur ce règne, voit Isabelle constamment entourée de prêtres et proclamant la religion

comme le grand but qu'elle a en vue dans ses principales entreprises, au dedans et au dehors du pays. Il est cependant certain que, si tous ses actes portèrent l'empreinte de la religion, elle prit des mesures plus efficaces qu'aucun de ses prédécesseurs pour restreindre le pouvoir temporel du clergé [1]; le recueil de ses pragmatiques est rempli de lois destinées à limiter la juridiction de celui-ci et à l'empêcher d'empiéter sur les autorités séculières [2]. Comme nous l'avons déjà fait remarquer souvent, elle garda cette même attitude indépendante vis-à-vis du saint-siége. Par le célèbre concordat fait avec Sixte IV, en 1482, le pape céda aux souverains le droit de nommer aux plus hautes dignités de l'Église; le saint-siége garda toutefois la collation aux bénéfices inférieurs, qui ne furent que trop souvent donnés à des étrangers ou à des gens qui ne les méritaient pas. La reine

[1] Lucio Marineo nous fournit de nombreux renseignements sur la richesse du clergé espagnol à son époque; il y avait quatre siéges métropolitains en Castille :

Tolède, revenu.	80,000 ducats.
Saint-Jacques, id. . . .	24,000 »
Séville, id.	20,000 »
Grenade, id.	10,000 »

Il y avait vingt-neuf évêchés, dont les revenus, très inégalement répartis, s'élevaient ensemble à 251,000 ducats; les bénéfices étaient bien moins nombreux et considérables en Aragon qu'en Castille. Le Vénitien Navagiero parle de l'église métropolitaine de Tolède, comme de « la plus riche de la chrétienté; » ses chanoines vivaient dans des palais somptueux et ses revenus, avec ceux de l'archevêché, égalaient ceux de toute la ville de Tolède. Il signale aussi l'opulence des églises de Séville, Guadalupe, etc.

[2] Il paraît résulter de ces ordonnances que le clergé était prompt à réclamer contre ce qu'il regardait comme une infraction à ses droits; la reine, tout en réprimant les usurpations du clergé, intervint plusieurs fois, avec son sentiment ordinaire de justice, pour le protéger contre les empiétements des tribunaux civils.

obtenait quelquefois une indulgence papale qui lui accordait le droit de présentation pour un temps limité; dans ces occasions, elle déployait une telle activité, qu'on la vit souvent disposer, en un seul jour, de plus de vingt prébendes et dignités inférieures. D'autres fois, lorsque la nomination faite par le pontife ne lui plaisait pas, comme il arrivait assez souvent, elle prenait soin de la défaire, en défendant de publier la bulle avant qu'elle n'eût été soumise à l'examen de son conseil privé, et elle mettait en même temps sous séquestre les revenus du bénéfice vacant, jusqu'à ce qu'on eût satisfait à ses désirs.

Isabelle surveillait également avec sollicitude la conduite morale du clergé, recommandant aux prélats d'entretenir de fréquentes communications pastorales avec leurs suffragants et de lui dénoncer ceux qui se conduiraient mal; par sa vigilance, elle réussit à restaurer l'ancienne discipline du clergé, à purifier celui-ci de la sensualité et de l'indolence qui l'avaient si longtemps dégradé, et, bien avant sa mort, elle eut la douce satisfaction de voir les principales positions de l'Église occupées par des prêtres instruits et pieux, qui devaient rendre la réforme durable. Peu de souverains castillans ont été plus souvent en conflit avec la cour de Rome ou ont pris une attitude plus ferme vis-à-vis de celle-ci; peu lui ont arraché autant de faveurs et de concessions importantes, circonstance qui doit être attribuée, dit un écrivain castillan, « à un singulier bonheur et à une prudence consommée; » et, nous pouvons l'ajouter, à la profonde conviction que chacun avait de la pureté des vues de la reine, conviction qui empêchait ses ennemis mêmes de lui résister[1].

[1] Depuis la publication de la première édition de cet ouvrage, nous avons découvert un exemple de la fermeté avec laquelle Ferdinand revendiquait

La condition des communes fut probablement plus prospère, en général, sous Ferdinand et Isabelle qu'à aucune autre époque de l'histoire d'Espagne. La voie des honneurs et de la fortune leur était ouverte; les personnes et les biens étaient protégés, sous le règne impartial des lois. « Telle était la justice rendue à chacun dans cet heureux temps, » s'écrie Marineo, « que tous, noble et cavalier, bourgeois et laboureur, riche et pauvre, maître et serviteur, étaient égaux devant elle. » On ne voit pas des plaintes au sujet d'arrestations arbitraires ou de tentatives, si fréquentes avant et après cette époque, pour établir illégalement des impôts. Sous ce dernier rapport même, Isabelle manifesta une extrême sollicitude pour son peuple; en remplaçant la taxe capricieuse de l'*alcavala* par une taxe fixe, et plus encore en faisant recueillir l'impôt par les citoyens eux-mêmes, en place des officiers du trésor, elle soulagea considérablement ses sujets.

Enfin, malgré les fréquentes levées de troupes imposées par des guerres continuelles, malgré l'exemple donné par

ses droits ecclésiastiques, aussi énergiquement que pouvait le faire son illustre épouse. Le fait est trop remarquable pour que nous le passions sous silence. Une infraction ayant été faite, en 1508, aux immunités de la couronne à Naples, Ferdinand, dans une lettre datée de Burgos, 22 mai de cette année, reprocha en termes peu mesurés à son vice-roi, le comte de Rivagorza, d'avoir laissé publier la bulle papale dont il se plaignait; il lui demanda pourquoi il n'avait pas fait arrêter et pendre sur-le-champ l'envoyé apostolique, *curso apostolico!* Il lui ordonna de rappeler la mission qui avait été envoyée à Rome, et déclara que si la bulle en question n'était pas révoquée immédiatement, il rendrait les couronnes de Castille et d'Aragon indépendantes du saint-siége! Il est curieux de voir les peines que les commentateurs d'une époque postérieure se donnent pour concilier cette attitude hardie du roi catholique avec sa soumission comme véritable fils de l'Église.

des pays voisins, le gouvernement ne tenta jamais d'établir une armée permanente, ce boulevard du despotisme; il se borna du moins à organiser la milice volontaire de l'hermandad, recrutée dans le peuple et payée par celui-ci. La reine ne partagea jamais les idées arbitraires de Ximenès en matière de gouvernement; elle s'appuyait sur l'opinion, non sur la force. Si son autorité n'avait pas reposé sur cette large et solide base de l'opinion publique, elle n'eût pu résister un seul jour aux violentes secousses qu'elle subit de bonne heure, ni accomplir l'importante révolution qu'elle finit par opérer dans les relations intérieures et étrangères du pays.

La situation du royaume, à l'avénement d'Isabelle, donna nécessairement aux communes une considération inusitée; dans sa position critique, la reine dut réclamer leur appui et il ne lui fut pas refusé. Pendant les deux premières années de son règne, la législature ou plutôt le tiers-état se réunit trois fois; dans ces premières sessions, les communes s'occupèrent activement d'organiser le système complet de législation qui rendit la vie et la vigueur à l'État épuisé.

Cette œuvre utile achevée, la législature se réunit plus rarement; cela se conçoit, puisque l'hermandad, qui était une représentation des communes castillanes, en assurant le règne de la loi à l'intérieur et en accordant de larges subsides pour les guerres étrangères, rendait inutile, en grande partie, la convocation des cortès. Du reste, grâce à leur extrême économie, les souverains, sauf quelques exceptions, parvinrent à couvrir les dépenses publiques avec le revenu ordinaire de la couronne.

Tout nous porte à croire que les franchises politiques du peuple, telles qu'elles étaient comprises alors, furent con-

stamment respectées. Le nombre de villes représentées aux cortès, nombre qui avait si souvent varié selon le caprice des princes ne fut jamais inférieur à celui qui avait été fixé par un long usage; au contraire, il fut augmenté après la conquête de Grenade, et, dans une session tenue peu de temps après la mort de la reine, nous voyons la législature s'élever elle même, dans les vues les plus étroites et les plus impolitiques, contre l'extension prétendûment illicite des droits de représentation.

A un égard, et ceci forme une exception à la règle établie plus haut, la conduite des souverains mérite d'être remarquée; il s'agit de la promulgation de pragmatiques ou ordonnances royales, en plus grand nombre probablement que sous aucun autre règne, avant ou après cette époque. Cette importante prérogative avait été anciennement revendiquée et exercée plus ou moins librement par la plupart des monarques européens; il était assez naturel que le prince s'arrogeât cette autorité ou que le peuple lui permît d'en user modérément, parce qu'il ne prévoyait pas les suites de cette tolérance ou que les longues et fréquentes sessions de la législature l'importunaient. Comme ces ordonnances étaient d'une nature exécutive, ou destinées à compléter des mesures parlementaires, à satisfaire à des désirs exprimés par les cortès elles-mêmes, elles paraissent n'avoir pas donné lieu à des objections constitutionnelles en Castille; mais il n'était pas probable que des limites, assez mal définies, seraient scrupuleusement respectées, et, sous des règnes précédents, on avait fait un abus intolérable de cette prérogative.

Une grande partie de ces lois ont un caractère économique, elles ont pour but de protéger le commerce, l'indus-

trie, de faire régner la bonne foi dans les relations commerciales [1]; plusieurs sont dirigées contre les progrès du luxe; un plus grand nombre se rapportent à l'organisation des tribunaux publics. Quelque opinion que l'on ait de leur sagesse dans certains cas, on y découvrira difficilement une tentative pour changer les principes établis en matière de jurisprudence criminelle ou ceux qui réglaient la transmission des biens. Lorsque ces principes étaient mis en discussion, les souverains prenaient soin d'appeler la législature à leur aide, exemple qui fut peu suivi par leurs successeurs. Une preuve suffisante de la confiance inspirée par le gouvernement et de la bonté de ces lois, en général, c'est que, malgré leur fréquence inusitée, elles échappèrent à toute critique parlementaire; mais, si patriotiques que fussent leurs intentions, si salutaire même que fût le pouvoir confié à des mains aussi sûres, les souverains catholiques posèrent un funeste précédent, dont la dynastie autrichienne se servit plus tard pour détruire les libertés de la nation.

Les remarques précédentes au sujet de la politique suivie à l'égard des communes, sous ce règne, s'appliquent bien moins à la conduite de la reine qu'à celle de son époux. Grâce peut-être à l'expérience acquise chez ses propres sujets, « qui, » dit Martyr, « ne laissèrent jamais toucher à leurs droits constitutionnels, » et qui, dans leurs réunions, se montraient toujours plus pressés d'exposer leurs griefs

[1] Un fait digne de remarque, comme la preuve des progrès de la civilisation sous ce règne, c'est que la plus grande partie de la législation criminelle se rapporte au commencement de celui-ci, tandis que les lois postérieures concernent principalement les rapports nouveaux qu'avait fait naître le développement de l'industrie domestique.

que de voter des subsides, Ferdinand, paraît-il, aimait peu ces assemblées populaires; il convoqua rarement les cortès aragonaises, et, lorsqu'elles étaient réunies, n'épargna aucun effort pour peser sur leurs délibérations. Il craignait peut-être de semblables difficultés en Castille, lorsque son second mariage lui eut fait perdre l'affection du peuple; toujours est-il qu'il évita de convoquer les cortès dans plus d'une occasion où il y était obligé par la constitution, qu'il empiéta sur les priviléges de la législature et proclama des principes de gouvernement en opposition avec sa conduite générale. Cependant des cortès, réunies peu de temps après la mort de la reine, rendirent témoignage à son équité, à son patriotisme, dans un moment où l'on ne pouvait les suspecter de flatterie. Les écrivains castillans les plus éclairés répètent ces éloges et signalent souvent son règne, comme inaugurant une ère constitutionnelle.

Les communes gagnèrent, sans doute, en considération politique, par l'abaissement de la noblesse; mais elles y gagnèrent surtout de jouir en paix de leurs droits, bienfait inestimable. La couronne accapara tout ce que perdaient les ordres privilégiés : pensions, vastes domaines, nombreuses places fortes, droits de juridiction seigneuriale, commandement des ordres militaires. D'autres circonstances conspirèrent pour relever encore davantage l'autorité royale; citons, entre autres, les relations internationales ouvertes alors avec le reste de l'Europe, relations qui, soit hostiles, soit amicales, étaient dirigées par le monarque seul qui, sauf pour obtenir des subsides, daignait rarement solliciter l'intervention des cortès; la réunion des différents États de la péninsule sous un même gouvernement; les immenses territoires, conquis ou découverts au dehors et considérés, à cette

époque, comme appartenant à la couronne, plutôt qu'à la nation ; enfin, l'autorité que donnèrent aux souverains catholiques leur caractère personnel et un règne long et heureux. Telles furent les nombreuses causes qui, sans qu'on doive accuser Ferdinand et Isabelle d'ambition ou d'indifférence aux droits de leurs sujets, concoururent à agrandir d'une manière inouïe, sous leur règne, la prérogative royale.

C'était d'ailleurs dans cette voie que tous les gouvernements européens tendaient à entrer, dans ce siècle. Le peuple, préférant sagement un seul maître à plusieurs, secondait le souverain dans ses efforts pour arracher à l'aristocratie l'exorbitante puissance, dont elle abusait si grossièrement. Telle fut la révolution du xv[e] et du xvi[e] siècle. Le pouvoir, remis aux mains d'un seul homme, fut, avec le temps, reconnu également contraire au grand but du gouvernement civil, tandis qu'il grandit peu à peu au point de menacer d'écraser la monarchie elle-même sous ce poids. Mais les institutions d'origine teutonique recélaient un principe conservateur, étranger au fragile despotisme de l'Orient; les germes de la liberté étaient parfaitement implantés au cœur de la nation et n'attendaient qu'un temps plus favorable pour grandir et se manifester. Ce temps est enfin venu; une longue expérience et une plus haute éducation ont révélé aux hommes, non seulement l'étendue de leurs droits politiques, mais le meilleur moyen de les garantir, et c'est la revendication de ces droits par les peuples qui constitue la révolution, aujourd'hui commencée dans la plupart des anciens États européens. Le progrès des idées libérales dépend naturellement de circonstances particulières et du caractère de chaque nation, mais on ne peut raisonnablement douter qu'elles ne

finissent par triompher partout. Puissions-nous ne pas nous tromper!

La prospérité du pays sous Ferdinand et Isabelle, l'extension de son commerce et ses nouvelles relations intérieures demandaient de nouveaux règlements, que l'on tenta de suppléer, comme nous l'avons dit, par des pragmatiques; c'était là ajouter aux embarras d'une législation déjà inextricable, et le juriste pouvait désespérer de connaître jamais cette masse de lois qui, sous forme de chartes municipales, de codes romains, de statuts parlementaires et d'ordonnances royales, étaient reçues comme autorité dans les cours. Témoin des maux sans nombre résultant de cette jurisprudence indécise et contradictoire, les cortès avaient réclamé, à plusieurs reprises, un système plus simple et plus uniforme; un premier pas fut fait dans cette voie par la publication des « *Ordenanças Reales,* » compilées dans la première partie du règne d'Isabelle. Les pragmatiques, publiées plus tard, furent également réunies en volume par l'ordre de la reine et imprimées un an avant la mort de celle-ci. On peut considérer ces deux codes comme embrassant la législation ordinaire de son règne.

En 1505, le célèbre petit code, appelé « *Leyes de Toro,* » du nom du lieu où s'étaient tenues les cortès, reçut la sanction de ce corps; les lois qu'il renferme, au nombre de quatre-vingt-quatre, destinées à compléter celles qui existaient déjà, sont principalement relatives aux droits d'héritage et de mariage. Elles naturalisèrent, peut-on dire, en Castille, le malheureux terme de « *mayorazgo.* » Ce qui caractérise ces lois, rendues plus mauvaises encore par les commentaires des jurisconsultes, c'est la facilité qu'elles donnent aux substitutions, funeste facilité qui, jointe à l'or-

gueil et à l'indolence de l'Espagnol, en fait l'une des causes les plus efficaces de la décadence de l'agriculture et de l'appauvrissement général du pays.

Outre ces codes, les « *Leyes de la Hermandad,* » le « *Quaderno de Alcavalas*, » et d'autres moins importants pour la réglementation du commerce, furent publiés sous ce règne. Néanmoins le plan d'une compilation uniforme des lois municipales de la Castille, quoiqu'il eût occupé les jurisconsultes les plus distingués du temps, n'était pas réalisé à l'époque de la mort de la reine. On voit combien elle l'eut à cœur jusque dans ce moment, puisque, par une clause de son testament, elle légua l'accomplissement de cette œuvre, comme un devoir impérieux, à ses successeurs. Elle ne fut pas achevée avant le règne de Philippe II, et les lois de Ferdinand et d'Isabelle, introduites, en grand nombre, dans cette compilation fameuse, montrent le caractère prévoyant de cette législation, ainsi que le rare discernement avec lequel elle fut appropriée au génie particulier et aux besoins de la nation.

L'immense accroissement du territoire et le développement correspondant des ressources publiques exigeaient, non seulement de nouvelles lois, mais une réorganisation complète de toutes les branches de l'administration. On peut considérer les lois comme indiquant les tendances du maître, soit en bien, soit en mal; mais c'est dans la conduite des tribunaux que nous devons chercher le véritable caractère du gouvernement. Le meilleur titre de Ferdinand et d'Isabelle à la reconnaissance du peuple, fut l'action équitable et vigilante de ces tribunaux. Pour faciliter l'expédition des affaires, celles-ci furent distribuées entre un certain nombre de bureaux ou conseils, à la tête desquels se trouvait le

conseil royal, dont nous avons déjà fait connaître l'autorité et les fonctions. Afin de laisser à ce corps plus de loisir pour remplir ses devoirs exécutifs, une nouvelle audience ou chancellerie, comme on l'appela, dont les juges étaient pris parmi les membres du conseil du roi, fut établie à Valladolid, en 1480. Une semblable cour fut instituée, après la chute de Grenade, dans le midi du royaume. Toutes deux jugeaient, en dernier ressort, les causes civiles qui leur étaient portées des audiences inférieures dans tout le royaume.

Le conseil suprême était placé au dessus de l'Inquisition, dans le but spécial de sauvegarder les intérêts de la couronne, but auquel il atteignit imparfaitement, comme il résulte des fréquents conflits du saint-office avec les juridictions royales et séculières. Le conseil des ordres s'occupait, comme l'indique son nom, des grandes communautés militaires. Le conseil d'Aragon était chargé de l'administration générale de ce royaume avec ses dépendances, y compris Naples, et avait, en outre, une juridiction étendue, comme cour d'appel. Enfin, le conseil des Indes fut institué, en 1511, par Ferdinand, pour le contrôle du département américain; ses pouvoirs, si larges qu'ils fussent à l'origine, furent tellement élargis encore sous Charles-Quint et ses successeurs qu'il devint le dépositaire de toutes les lois, la source de toutes les nominations, dans l'ordre spirituel ou temporel, et le tribunal suprême qui décidait toutes les questions relatives à l'administration ou au commerce des colonies.

Telles furent les formes prises par le gouvernement, sous le règne de Ferdinand et d'Isabelle. Les grands intérêts du royaume étaient surveillés par un petit nombre de conseils, qui tous se rapportaient à la couronne, comme à leur centre commun. Les principales positions étaient occupées par des

juristes, seuls capables de s'acquitter de ces fonctions, et les cours de justice étaient remplies de magistrats intègres qui, devant leur élévation aux souverains, n'étaient guère enclins à interpréter la loi au détriment de la prérogative royale.

La plupart des lois de ce règne ont rapport, d'une ou d'autre manière, comme on devait s'y attendre, au commerce et à l'industrie. Leur nombre considérable révèle le développement extraordinaire des forces et des ressources de la nation, ainsi que la tendance prononcée du gouvernement à favoriser ce mouvement; la sagesse de ces efforts est cependant parfois douteuse. Nous énumérerons rapidement quelques-unes des dispositions les plus caractéristiques et les plus importantes.

Une pragmatique de 1500 interdit à toute personne, du pays ou non, d'embarquer des marchandises à bord d'un bâtiment étranger, dans un port où l'on pourrait se procurer un navire espagnol; une autre défendit de vendre des vaisseaux à des étrangers; une troisième offrit une forte prime pour tout vaisseau d'un certain tonnage. D'autres encore protégèrent les navigateurs et leur accordèrent différentes immunités. La première de ces lois, comme le fameux acte anglais de navigation, publié tant d'années après, avait pour but, ainsi que l'exposé des motifs l'annonce, d'exclure les étrangers du trafic maritime; les autres étaient destinées à encourager la création d'une marime pour la défense et pour le commerce du pays. Sous ce rapport, les souverains furent favorisés par leurs importantes colonies, situées si loin qu'il fallut employer des bâtiments d'un plus fort tonnage que ceux dont on s'était servi jusque-là. Les lois postérieures et certains faits venus à notre connaissance attestent le succès de ces dispositions. Le nombre des vaisseaux mar-

chands, au service de l'Espagne, s'élevait à mille, d'après Campomanes, au commencement du XVI[e] siècle. Nous pouvons nous faire une idée de la condition florissante de la marine commerciale du pays, d'après celle de la marine militaire, telle que nous la révèlent les flottes envoyées, en différents temps, contre les Turcs ou les corsaires barbaresques [1]. Le convoi qui escorta, en 1496, l'infante Jeanne se rendant dans les Flandres, se composait de cent trente vaisseaux, grands et petits, ayant à bord plus de vingt mille hommes, formidable armement; inférieur seulement à celui de « l'Invincible Armada, » si fameuse [2].

A la demande des habitants des provinces du nord, une pragmatique défendit, en 1491, aux Anglais et aux autres marchands étrangers, d'exporter de la péninsule, au lieu des fruits et des marchandises de celui-ci, de l'or ou de l'argent. Cette loi, paraît-il, avait moins pour but de protéger le manufacturier, que de conserver les métaux précieux dans le pays; elle était en rapport avec d'autres, interdisant l'exportation de ces métaux, sous forme de monnaie ou de lingot. De pareilles lois n'étaient pas nouvelles en Espagne, ni particulières à ce royaume; elles procédaient du principe que l'or et l'argent, indépendamment de leur valeur comme moyens d'échange, constituent, d'une manière spéciale, la

[1] La flotte destinée à combattre les Turcs, en 1482, se composait de soixante-dix vaisseaux, et celle que commanda Gonsalve, en 1500, de soixante bâtiments, grands et petits.

[2] Le curé de Los Palacios porte même l'équipage de cette flotte à 25,000 hommes, chiffre rond qui doit certainement comprendre toute espèce de gens. L'Invincible Armada se composait, d'après Dunham, d'environ 130 vaisseaux, grands et petits, avec 20,000 soldats et 8,000 marins. Cette estimation est inférieure à celle de la plupart des écrivains.

richesse d'un pays; cette erreur, commune, avons-nous dit, à d'autres nations européennes, fut surtout fatale à l'Espagne, car le produit de ses propres mines avant la découverte de l'Amérique, et plus tard de celles du nouveau monde, formait sa principale branche de commerce. Les métaux auraient donc dû pouvoir être portés facilement dans d'autres pays, où leur plus-valeur eût produit un bénéfice correspondant à l'exportateur.

Les lois somptuaires de Ferdinand et d'Isabelle donnent prise, pour la plupart, à la même critique. De pareilles lois, provoquées en grande partie, sans doute, par les déclamations du clergé contre les pompes et les vanités du monde, furent familières de bonne heure à la plupart des États européens. Un vaste champ leur était ouvert en Espagne, où l'exemple des musulmans avait répandu dans toutes les classes le goût des vêtements somptueux et de la magnificence dans la manière de vivre. Les royaux époux rivalisèrent d'efforts avec leurs prédécesseurs les plus zélés pour réprimer ce luxe imprévoyant; ils firent même ce que peu de princes ont fait en pareille occasion, ils prêchèrent d'exemple. On peut se faire une idée de leur économie habituelle par une remontrance que les cortès adressèrent à Charles-Quint, peu de temps après son avénement; on y voit que les dépenses journalières de la maison de ce prince s'élevaient à cent cinquante mille maravédis; tandis que les souverains catholiques dépensaient rarement pour cet objet quinze mille maravédis ou le dixième de cette somme.

Ferdinand et Isabelle rendirent plusieurs lois salutaires pour mettre des bornes au luxe ambitieux, affiché aux mariages et aux funérailles, principalement par ceux qui en avaient le moins les moyens; en 1494, ils publièrent une

pragmatique, interdisant l'importation ou la fabrication du brocart, des broderies et de la vaisselle d'or ou d'argent; ils voulaient arrêter, disaient-ils, les progrès du luxe et le gaspillage des métaux précieux.

Ces mesures eurent le sort ordinaire de pareilles lois; elles donnèrent une valeur artificielle et plus élevée aux objets prohibés. Quelques-uns les éludèrent; d'autres, pour s'indemniser, se complurent dans une espèce de luxe, non défendu et presque aussi ruineux; citons, par exemple, les précieuses étoffes de soie, généralement en usage après la conquête de Grenade. Mais le gouvernement, sur les représentations des cortès, intervint de nouveau et limita à certaines classes le droit de porter ces étoffes. Rien évidemment n'était plus impolitique que ces dispositions dirigées contre des manufactures qui, avec et même sans des encouragements, eussent, à cause des avantages particuliers offerts par le pays, formé une branche importante d'industrie, soit pour les marchés étrangers, soit pour la consommation intérieure.

Malgré ces ordonnances, nous en trouvons une autre, en date de 1500, rendue à la demande des fabricants de soie de Grenade et interdisant l'entrée en Espagne du fil de soie venant de Naples; on encourageait donc la production de matières premières dont il était interdit de faire usage. Telles sont les contradictions dans lesquelles tombe un gouvernement, trahi par un zèle excessif et peu éclairé!

On exporta principalement d'Espagne, sous ce règne, les fruits et les produits naturels du sol, une grande variété de minéraux, du sucre, des cuirs, de l'huile, du vin, de l'acier, etc. La race des chevaux espagnols, célèbres dans les temps anciens, avait été considérablement améliorée par le

croisement avec la race arabe; elle avait cependant été négligée, dans les dernières années, mais le gouvernement, par plusieurs mesures judicieuses, réussit à rétablir si bien sa réputation, que ce noble animal constitua une branche importante de commerce avec l'étranger. Le pays produisait et vendait surtout de la laine; celle-ci, depuis l'introduction du mouton anglais, à la fin du xivᵉ siècle, avait acquis un tel degré de finesse et de beauté qu'elle put, sous ce règne, disputer le prix à toute autre en Europe.

On ne sait jusqu'à quel point on fabriquait et exportait les objets manufacturés. L'incertitude des renseignements statistiques, à cette époque reculée, a donné lieu à mainte supposition gratuite, à mainte évaluation extravagante, qui ont provoqué le scepticisme chez des critiques plus récents et plus difficiles. Capmany, le plus sagace d'entre ceux-ci, a émis l'opinion que les draps grossiers étaient seuls fabriqués en Castille, et exclusivement pour la consommation intérieure; cependant les ordonnances royales, par le caractère de leurs minutieuses dispositions, font supposer de très grands progrès dans beaucoup d'arts mécaniques. De même, les voyageurs éclairés, qui visitèrent le pays ou y résidèrent, au commencement du xviᵉ siècle, signalent les draps fins et les armes de Ségovie, les soies, les velours de Grenade, de Valence, les fabriques de laine et de soie de Tolède, qui donnaient du travail à dix mille ouvriers, la vaisselle curieusement travaillée de Valladolid, la coutellerie et les glaces de Barcelone, rivalisant avec celles de Venise.

Le retour fréquent des disettes et les continuelles fluctuations des prix peuvent faire raisonnablement douter de l'excellence de l'agriculture, à cette époque; mais on peut aussi les attribuer aux troubles qui agitèrent le pays, au

commencement de ce règne. Certainement l'agriculture ne pouvait être négligée à ce point par des princes qui la considéraient, tout l'esprit de la législation le prouve, comme la grande source de la prospérité nationale. Cela serait d'ailleurs en contradiction avec les rapports des voyageurs étrangers, qui pouvaient le mieux comparer l'état du pays avec celui d'autres contrées, dans ce temps. Ils s'étendent sur la fertilité d'un sol qui portait les productions des climats les plus opposés; ils décrivent les collines tapissées de vignes et d'arbres fruitiers, bien plus abondants alors, paraît-il, dans les régions du nord, qu'ils ne le sont aujourd'hui; les vallées et les délicieuses *vegas*, ornées de la luxuriante végétation du sud; ils parlent de vastes districts, aujourd'hui stériles et où le voyageur distingue à peine les traces d'une route, d'une habitation humaine, mais qui, à cette époque, fournissaient des moyens de subsistance aux populeuses cités des environs.

L'Espagnol moderne, qui erre parmi les ruines de ces villes magnifiques, dans ces rues envahies par l'herbe, dans ces palais, dans ces temples écroulés, qui voit ces ponts massifs comblant les rivières qu'ils franchissaient fièrement jadis, qui voit ces rivières mêmes, autrefois sillonnées par des vaisseaux, trop basses aujourd'hui pour recevoir le moindre bateau, l'Espagnol, qui remarque partout l'empreinte laissée par une race de géants, pour faire honte à une nation dégénérée, doit se reporter en imagination aux jours glorieux où de si grands travaux purent être exécutés, et il n'est pas étonnant que, dans son enthousiasme, il ne soit porté à revêtir ce temps de couleurs romanesques et exagérées. Ces jours glorieux, il ne faut pas les chercher dans ces derniers siècles, encore moins dans le XVIIe siècle, car la nation était

alors à son dernier degré d'abaissement[1], ni à la fin du XVI[e], car le langage plein de découragement, tenu par les cortès, montre que la décadence et la dépopulation de l'Espagne étaient déjà visibles alors; il faut remonter à la première moitié de ce siècle, au règne de Ferdinand et d'Isabelle, et à celui de son successeur, Charles-Quint, sous lequel l'État, grâce à la vigoureuse impulsion qu'il avait reçue, progressa dans la voie de la prospérité, malgré l'ignorance et les fautes de ceux qui le guidaient.

Il n'y a pas de pays qui ait passé par de plus rudes épreuves, ni montré, en général, une aussi profonde ignorance des véritables principes de la science économique, que l'Espagne sous le règne de la dynastie d'Autriche; et, comme il n'est pas toujours facile de distinguer les actes de ces princes d'avec ceux de Ferdinand et d'Isabelle, sous qui, peut-on dire, furent implantés les germes d'une grande partie de la législation postérieure, cette malheureuse confusion a jeté un discrédit immérité sur l'administration des souverains catholiques; immérité, car des lois, pour être mauvaises plus tard, ne le sont pas toujours au temps en vue duquel elles ont été faites, pour ne pas ajouter que ce qui était mauvais en soi devint dix fois pire, sous leurs aveugles successeurs. Il est également vrai que, parmi les lois les plus déplorables sanctionnées par les royaux époux, plusieurs étaient l'œuvre de leurs prédécesseurs, et que beau-

[1] La plupart des écrivains s'accorderont probablement à fixer cette extrême limite à l'année 1700, où mourut Charles II, le dernier et le plus imbécile prince de la dynastie d'Autriche. La population du royaume à cette époque était descendue à six millions d'âmes. — Voyez Laborde, qui paraît s'appuyer sur de meilleures autorités pour ce chiffre que pour la plupart de ceux qui se trouvent dans sa table.

coup d'autres ont pour excuse l'usage généralement suivi par les autres nations, lequel autorisait les représailles en cas de légitime défense.

Rien n'est plus facile, en économie politique, que de formuler des théories abstraites, vraies comme abstractions; rien n'est plus difficile que de réduire celles-ci en pratique. Qu'un individu comprenne mieux ses propres intérêts que ne peut les entendre le gouvernement, ou, ce qui revient au même, que le commerce, laissé libre, se répande par les canaux qu'il choisira lui-même, de la manière la plus avantageuse, en général, à l'État, peu de gens le nieront; mais ce qui est vrai pour tous, pris ensemble, ne l'est pas pour un seul en particulier, et nulle nation ne peut s'appuyer sûrement sur ces principes, si les autres ne le font pas; nulle, en réalité, ne les a non plus appliqués, depuis la formation du système politique actuel de l'Europe. Tout ce qu'un État nouveau ou un gouvernement nouveau dans un État ancien, peut se proposer aujourd'hui, c'est non pas de sacrifier ses intérêts à des spéculations abstraites, mais d'approprier ses institutions au grand système politique dont il fait partie; à ce point de vue et eu égard à l'obligation plus haute de garantir l'indépendance nationale dans son sens le plus étendu, on peut excuser, en grande partie, ce qu'il y eut de défectueux dans la politique économique de l'Espagne, à l'époque dont nous nous occupons.

Il serait injuste de porter notre attention sur les mesures restrictives de Ferdinand et d'Isabelle, sans signaler également l'esprit libéral de leur législation par rapport à un grand nombre d'objets. Citons, par exemple, les lois qui engagèrent les étrangers à venir se fixer dans le pays; celles qui facilitèrent les communications à l'intérieur, par l'établis-

sement de routes, de ponts, de canaux, sur la plus vaste échelle; les mesures prises dans l'intérêt de la navigation, la construction de môles, de quais, de fanaux le long des côtes, l'approfondissement et l'élargissement des ports, « afin, » comme il est dit, « de suivre le grand développe-« ment du commerce; » l'embellissement des villes; les lois portées pour délivrer le peuple de péages onéreux et de monopoles écrasants; pour établir un système uniforme de poids et de mesures dans tout le royaume; pour maintenir une police qui, selon les expressions de Martyr, fit d'une contrée pleine de désordres et de dangers le pays le plus sûr de la chrétienté; pour faire régner une justice égale qui, assurant à chacun les fruits de son travail, l'engageât à placer son capital dans des entreprises utiles; enfin, pour faire respecter les engagements pris, respect dont les souverains donnèrent eux-mêmes un glorieux exemple dans leur administration, de façon à rétablir ce crédit public qui est la véritable base de la prospérité générale.

Tandis que ces grandes réformes s'accomplissaient à l'intérieur du pays, celui-ci voyait sa situation, à l'extérieur, considérablement changée par un immense accroissement de territoire. Ses deux plus importantes acquisitions au dehors étaient Grenade et la Navarre, qui se trouvaient à ses portes et qu'il put ainsi surveiller et s'annexer d'une manière complète et durable. Grenade, comme on l'a vu, fut placé sous l'autorité de la Castille, gouverné par les lois et représenté dans les cortès de ce royaume, dont il faisait partie, dans la stricte acception du mot. La Navarre fut également réunie à la Castille, mais sa constitution, qui ressemblait beaucoup à celle de l'Aragon, ne fut nullement modifiée; elle était, il est vrai, administrée par un vice-roi, mais, comme Ferdi-

nand voulait le moins de changements possible, elle put garder sa législature, ses anciennes cours de justice et ses lois mêmes; elle conserva donc son indépendance, sinon au fond, au moins dans la forme, après sa réunion à l'État victorieux.

Les autres possessions de l'Espagne étaient disséminées sur divers points de l'Europe, de l'Afrique et de l'Amérique. Naples avait été conquis par l'Aragon ou, du moins, en faveur de l'Aragon. La reine, parait-il, ne prit aucune part à la conduite de cette guerre, la jugeant peut-être injuste ou croyant que l'occupation d'un pays éloigné, au centre de l'Europe, pourrait coûter plus qu'elle ne rapporterait. En réalité, l'Espagne est, dans les temps modernes, la seule nation qui ait pu garder longtemps de pareilles conquêtes, ce qui prouve qu'elle suivit une politique plus sage qu'on ne le croit généralement. Le sort des contrées dont nous parlons ne fait pas exception à la règle : Naples et la Sicile restèrent longtemps unis à l'Aragon.

Il devint nécessaire de changer de fond en comble les institutions de Naples, pour les approprier à des relations nouvelles. Les grandes charges publiques et les tribunaux furent réorganisés; la jurisprudence qui, sous la maison d'Anjou et même sous les premiers princes aragonais, s'était rapprochée des coutumes françaises, fut réformée sur le plan de celle de l'Espagne; Ferdinand s'appliqua à cette œuvre avec sa prudence ordinaire et, à l'avis d'un savant et impartial juriste italien, cette réforme manifesta un esprit de modération et de sagesse. Le roi accorda un grand nombre de priviléges au peuple, et surtout à la capitale, dont la vénérable université, grâce aux généreux subsides qu'il lui alloua, sortit de l'obscurité où elle était tombée.

L'entretien d'nne armée de mercenaires et les charges de la guerre pesèrent lourdement sur les Napolitains, pendant les premières années; mais ceux-ci, qui avaient trop souvent changé de maitres pour être très sensibles à la perte de leur indépendance politique, s'habituèrent peu à peu à leur nouveau régime et se montrèrent reconnaissants envers Ferdinand; pendant plus de deux siècles, l'anniversaire de la mort de ce monarque fut solennellement célébré dans tout le royaume, comme un jour de deuil public.

Mais, parmi les possessions lointaines de l'Espagne, les plus importantes de beaucoup étaient celles qu'elle devait au génie de Colomb et à la protection éclairée d'Isabelle. L'imagination avait un vaste champ ouvert devant elle dans ces régions immenses et inconnues; mais les profits des découvertes furent comparativement insignifiants, du vivant de la reine. A un autre point de vue, ils étaient loin de compenser les frais supportés par la couronne; la cause en fut, sans doute, en partie, l'humanité d'Isabelle, qui intervint, comme on l'a vu, pour empêcher ses sujets d'accabler les Indiens de travail; ceux-ci furent plus tard, immédiatement après sa mort, astreints à de si rudes corvées, que l'on extrayait annuellement des seules mines d'Hispaniola près d'un demi-million d'onces d'or. Les pêcheries de perles et la culture de la canne à sucre, importée des îles Canaries, produisirent également, grâce au même système inhumain, d'immenses béuéfices.

Ferdinand, à qui la reine avait légué par son testament la moitié du revenu des Indes, comprit toute l'importance de ces possessions; il serait toutefois injuste de dire qu'il fut uniquement préoccupé des profits immédiats de ces entreprises, car les mesures qu'il prit étaient, à bien des égards,

heureusement conçues pour encourager l'esprit de découvertes et de colonisation. Il appela à sa cour les navigateurs les plus éminents, tels que Pinzon, Solis, Vespuce; ils y formaient une espèce de conseil, dressant des cartes et traçant de nouvelles routes pour des voyages projetés; la direction de ce département fut donnée à Améric Vespuce, qui eut la gloire la plus grande qu'un homme dut jamais au hasard, au caprice de la fortune, de donner son nom à un hémisphère.

On équipa alors des flottes puissantes, qui pouvaient lutter de magnificence avec celles des Portugais, dont les brillants succès dans l'Est excitaient l'envie des Castillans. Le roi s'intéressait quelquefois à ces entreprises, indépendamment de l'intérêt qu'y avait de droit la couronne.

Le gouvernement profita toutefois moins de ces voyages dispendieux que de ceux de simples particuliers, dont plusieurs, enrichis à l'aide de leur position officielle ou par la découverte fortuite d'un trésor, retournaient dans leur pays où leur opulence allumait l'envie et la cupidité de leurs compatriotes [1]. Mais l'esprit d'aventures était trop développé chez le Castillan, pour avoir besoin d'être stimulé, surtout après que la carrière lui eut été fermée en Afrique et en Europe. Une preuve éclatante de l'ardeur avec laquelle les romanesques cavaliers de ce temps s'élançaient dans la voie dangereuse ouverte à travers l'océan, fut donnée à l'époque où il fut, pour la dernière fois, question d'envoyer le Grand Capitaine en

[1] Bernardin de Santa-Clara, trésorier d'Hispaniola, amassa en peu d'années, dans cette île, 96,000 onces d'or; ce nouveau riche se servait de poudre d'or, au lieu de sel, comme assaisonnement, selon Herrera. D'après le même auteur, beaucoup de gens croyaient que l'or était si abondant qu'on le retirait du fond des ruisseaux avec des filets!

Italie. Une escadre de quinze vaisseaux, en destination pour le nouveau monde, mouillait en ce moment dans les eaux du Guadalquivir; on avait limité l'équipage à douze cents hommes, mais, Ferdinand ayant contremandé l'expédition de Gonsalve, plus de trois mille volontaires, dont un grand nombre étaient de noble origine, tous épuipés avec une magnificence extraordinaire pour la campagne d'Italie, accoururent à Séville, demandant à s'embarquer pour les Indes. Séville même avait perdu une si grande partie de sa population par cette fièvre générale d'émigration, qu'on l'eût dit habitée seulement par des femmes, au rapport d'un contemporain.

Au milieu de cette surexcitation universelle des esprits, la carrière des découvertes fut parcourue avec un succès, inférieur, sans doute, à celui qu'on eût pu obtenir dans l'état actuel de la science nautique, mais extraordinaire pour ce temps. On explora les profondes sinuosités du golfe du Mexique, ainsi que les bords de l'isthme, riche mais sauvage, qui relie les deux Amériques. En 1512, la Floride fut découverte par un vieux et romanesque chevalier, Ponce de Léon, qui, au lieu de la magique fontaine de Jouvenee, y trouva la mort [1]. Un autre navigateur, Solis, chargé par Ferdinand d'une expédition pour atteindre la mer du Sud, en faisant le tour du continent, longea la côte jusqu'au grand Rio de la Plata, où il fut également massacré par les sauvages. En 1513, Vasco Nunez de Balboa passa, avec une

[1] Presque toutes les expéditions espagnoles dans le nouveau monde, au nord ou au sud, ont une teinte de roman que n'ont point celles des autres nations européennes; l'une des plus singulières et des moins connues est celle du malheureux Ferdinand de Soto dont les ossements blanchissent sous les eaux du Missisipi qu'il découvrit le premier.

poignée d'hommes, à travers la partie étroite de l'isthme de Darien, et, du haut des Cordilières, il put voir le premier cet océan méridional, si longtemps recherché.

La nouvelle de cet événement excita en Espagne une sensation, inférieure seulement à celle qui avait été causée par la découverte de l'Amérique; le but si longtemps poursuivi par les navigateurs et par Colomb, dans son dernier voyage, la découverte d'une communication avec cette mer lointaine, était désormais atteint. Les fameuses îles, dont les épices avaient rapporté tant d'argent aux Portugais, étaient éparses dans cet océan, et les Castillans, après une traversée de quelques heures, pouvaient y débarquer, peut-être même les disputer à leurs rivaux, comme étant situées à l'ouest de la ligne de démarcation tracée par le pape. Voilà où en étaient les rêves et les réalités, à la fin du règne de Ferdinand.

Notre admiration pour l'indomptable courage déployé par les premiers navigateurs espagnols, dans ces entreprises extraordinaires, est bien diminuée au spectacle des actes de cruauté dont ils se souillèrent et qui sont trop énormes pour que l'historien puisse chercher à les excuser ou les passer sous silence; tant qu'Isabelle vécut, les Indiens eurent une protection, mais « sa mort, » dit le vénérable Las Casas, « fut le signal de leur destruction. » Immédiatement après, le système des *repartimientos*, autorisé à l'origine, comme on l'a vu, par Colomb, qui paraît n'avoir pas douté, dès le commencement, du droit absolu de propriété possédé par la couronne sur les sauvages, fut appliqué dans toute son étendue; tout Espagnol, quel que fût son rang, eut son lot d'esclaves, et c'est à ces hommes, dont un grand nombre n'étaient pas seulement incapables de comprendre leur responsabilité, mais étaient encore dépourvus de tout senti-

ment d'humanité, c'est à ces hommes qu'on permit de disposer absolument de la vie et des biens de leurs semblables. Ils abusèrent de leur autorité de la manière la plus révoltante, contraignant les malheureux Indiens à des travaux au dessus de leurs forces, infligeant aux paresseux les châtiments les plus raffinés et traquant, comme des bêtes sauvages, avec des chiens féroces, ceux qui résistaient ou s'enfuyaient. On peut dire qu'à chaque pas fait dans le nouveau monde l'Européen écrasa sous ses pieds un Indien. On a peine à croire les récits qui font connaître le nombre effroyable de victimes immolées dans ces belles régions, si peu de temps après leur découverte, et l'on frémit d'horreur au spectacle de tant de forfaits épouvantables, révélés par un homme qui, s'il a pu dans sa vertueuse indignation donner à ce tableau des couleurs trop sombres, n'a jamais été soupçonné d'avoir à dessein falsifié des faits dont il était témoin oculaire. Les premiers colons du nouveau monde, soit papistes, soit puritains, ont, pour la plupart, témoigné une égoïste et brutale indifférence aux droits des naturels du pays; mais qu'est-ce que cette faute auprès de ces milliers de crimes dont les Espagnols se sont rendus coupables, crimes qui ont peut-être été punis déjà par la Providence, lorsque s'est tarie cette source, inépuisable en apparence, de richesse et de prospérité.

On peut trouver étrange que le gouvernement ne soit point venu au secours de ses sujets opprimés; mais, si nous en croyons Las Casas, on laissa toujours ignorer à Ferdinand la grandeur des maux dont ils souffraient; le monarque, en ce qui concernait les affaires des Indes, était entouré d'hommes qui avaient intérêt à lui cacher la vérité [1]. Les

[1] Un courtisan, dit l'évêque de Chiapa, possédait 800 esclaves, et un

représentations de quelques missionnaires zélés l'engagèrent, en 1501, à soumettre la question des *repartimientos* à un conseil de juristes et de théologiens [1]; ceux-ci se rangèrent du côté des partisans de ce système, lesquels déclarèrent qu'il était indispensable pour le maintien des colonies, parce que l'Européen était incapable de travailler dans ces régions tropicales, et que d'ailleurs il offrait le seul moyen de convertir les Indiens, qui ne pourraient jamais, sans contrainte, être amenés à vivre avec les blancs [2].

Ferdinand assuma ouvertement, avec ses ministres, la

autre 1,100. Nous connaissons leurs noms par Herrera; le premier était l'évêque Fonseca et le second le commandeur Conchillos, tous deux puissants dans le conseil des Indes. Ce Conchillos, envoyé par Ferdinand à sa fille dans les Flandres, avait été jeté en prison par ordre de l'archiduc Philippe; après la mort de ce prince, il reçut des faveurs signalées du roi catholique et amassa une grande fortune comme secrétaire du conseil des Indes. Oviedo lui a consacré un de ses dialogues.

[1] Les dominicains et d'autres missionnaires, disons-le à leur honneur, travaillèrent avec un zèle infatigable à la conversion des Indiens, dont ils défendirent avec courage les droits naturels. C'étaient cependant les hommes qui allumaient les feux de l'inquisition dans leur propre pays; c'est ainsi que le même principe peut, dans des circonstances différentes, conduire à des résultats tout opposés.

[2] Las Casas adressa au gouvernement en 1542 un savant mémoire sur les meilleurs moyens d'arrêter la destruction des aborigènes; il concluait par ces deux points : 1° Que les Espagnols continueraient à s'établir en Amérique, quand même l'esclavage serait aboli, à cause des grandes facilités de s'enrichir que leur offrait le nouveau monde; 2° que, s'il n'en était pas ainsi, cela ne justifierait pas encore l'esclavage, puisque « *Dieu nous défend de faire le mal pour en faire sortir le bien;* » maxime extraordinaire dans la bouche d'un prêtre espagnol du XVI[e] siècle! Toute l'argumentation, qui renferme en résumé tout ce qui a été dit plus au long depuis par les abolitionnistes, est singulièrement habile et puissante; dans ses principes abstraits elle est irréfutable. Les crimes des Espagnols sont exposés et dénoncés dans cet écrit avec une hardiesse qui prouve que le bon évêque n'avait d'autre crainte que celle de Dieu.

responsabilité qu'il devait encourir en maintenant cette institution vicieuse, et plus tard il rendit à cet effet une ordonnance, accompagnée toutefois d'un certain nombre de dispositions équitables et humaines pour empêcher les abus. L'ordonnance fut appliquée dans toute son extension; les règlements furent ouvertement écartés. Plusieurs années après, en 1515, Las Casas, ému à la vue de tant de souffrances, retourna en Espagne et plaida la cause des opprimés avec des accents qui firent tressaillir sur son trône le monarque mourant, qui n'eut plus le temps de remédier, comme il se le proposait, à ces maux. L'intervention efficace de Ximenès, qui envoya une commission à Hispaniola pour faire une enquête, n'eut pas des résultats durables, et l'infatigable « protecteur des Indiens » resta à la cour de Charles-Quint, demandant vainement justice et donnant, sinon le seul, au moins le plus bel exemple d'un cœur pénétré du véritable esprit de charité chrétienne [1].

Nous avons examiné ailleurs la politique suivie par les souverains catholiques dans l'administration des colonies. La quantité de métaux précieux, exportés de celles-ci, finit par dépasser les plus brillantes espérances des premiers explorateurs. Ce sol fécond portait, en outre, une variété infinie de produits végétaux, qui auraient pu faire l'objet

[1] Dans la remarquable discussion qui s'engagea entre le docteur Sepulveda et Las Casas, devant une commission nommée par Charles-Quint, en 1550, le premier essaya de justifier la persécution des aborigènes par la conduite des Israélites envers leurs voisins idolâtres; mais le Fénelon espagnol répondit « que la conduite des juifs n'était pas un précédent pour les chrétiens; que la loi de Moïse était une loi de rigueur, et celle de Jésus-Christ une loi de grâce, de pitié, de paix, de bienveillance et de charité. » L'Espagnol commença par persécuter les juifs, puis il les cita comme des autorités pour persécuter tous les autres infidèles.

d'un immense commerce avec la mère-patrie; la population et les productions, s'accroissent rapidement par l'effet d'une protection judicieuse, auraient augmenté d'une manière incalculable la richesse générale de l'empire. Tel eût été le résultat d'un sage système de législation.

Mais les véritables principes de la politique coloniale étaient complétement méconnus, au XVIe siècle. La découverte d'un monde était estimée, comme celle d'une riche mine, par la valeur de ses produits en or et en argent. Une grande partie des lois d'Isabelle montrent, il est vrai, qu'elle avait dès vues plus larges, plus hautes; mais un bien se mêlait, comme dans la plupart des institutions de cette reine, un germe de mal, qui avait peu d'importance alors, mais devait, se développant sous ses successeurs, grandir au point d'étouffer le bien; c'était l'esprit de restriction et de monopole, aggravé plus tard par les lois de Ferdinand et porté, sous la famille d'Autriche, à un tel degré qu'il paralysa le commerce colonial.

Sous ce système ingénieusement funeste, la mère-patrie et les colonies virent leurs intérêts également sacrifiés; ces dernières, condamnées à s'alimenter à une source inféconde, furent misérablement arrêtées dans leur croissance, tandis que la première réussit à changer en poison l'aliment qu'elle tirait de celles-ci. Les richesses puisées dans les mines d'argent de Zacatecas et de Potosi étaient renfermées dans les limites de la péninsule. Le grand problème poursuivi par la législation espagnole, au XVIe siècle, était l'abaissement des prix dans le royaume au même niveau que dans les autres pays européens; cependant toute loi nouvelle tendait, par son caractère restrictif, à augmenter le mal. La pluie d'or qui, avec un bon vent, eût fertilisé le sol où elle tom-

bait, amena une inondation qui fit tout périr. L'agriculture, le commerce, les manufactures, toutes les branches de l'industrie nationale, languirent et dépérirent. La nation, au comble de ses vœux, comme ce roi de Phrygie qui changeait en or tout ce qu'il touchait, se trouva pauvre au milieu de ses trésors.

Détournons nos yeux de ce triste tableau pour les porter sur ce temps où un jour nouveau paraissait se lever sur l'Espagne, sortant des ténèbres où elle avait été plongée, durant des siècles. Sous l'autorité ferme, mais modérée de Ferdinand et d'Isabelle, les grands changements que nous avons signalés dans l'État s'accomplirent sans secousse; au contraire, les divers éléments qui auparavant se trouvaient en lutte furent réunis en harmonie. Une noblesse turbulente, renonçant aux factions, déploya son activité, utilement pour le pays, dans la carrière des armes ou des lettres. Le peuple, jouissant paisiblement de ses droits, put s'adonner à toute espèce de travaux productifs. Le commerce, ainsi que la législation de cette époque en fournit de nombreuses preuves, n'était pas encore tombé dans le discrédit où il tomba plus tard [1]. Les métaux précieux, n'abondant pas encore au point de paralyser l'industrie, ne faisaient que la stimuler.

[1] Il suffit de voir avec quel mépris les lois de Philippe II traitent de « *oficios viles y baxos* » les métiers les plus utiles, tels que ceux de forgeron, serrurier, tanneur et autres. Une singulière distinction existe en Castille, par rapport aux occupations les plus humbles : un noble peut être cocher, laquais, marmiton, valet, sans avilir sa noblesse, qui est dite *sommeiller* dans l'entretemps; mais il imprime à celle-ci une flétrissure éternelle, s'il exerce un métier. « C'est pour ce motif, » dit Capmany, « que j'ai vu souvent dans cette province des villages où les vagabonds, les contrebandiers et le bourreau même étaient du pays, tandis que les maréchaux, les cordonniers, etc., étaient des étrangers.

Les relations extérieures du pays prenaient chaque jour plus d'extension; l'Espagne avait des agents, des consuls, dans les principaux ports de la Méditerranée et de la Baltique. Le marin, au lieu de longer timidement les côtes, s'aventurait hardiment sur le grand océan occidental. Les découvertes nouvelles avaient fait abandonner les communications par terre avec les Indes, et les Espagnols, qui s'étaient tenus jusque-là éloignés des grandes routes du commerce, devinrent les facteurs de l'Europe.

La prospérité du pays se voyait à la richesse et à la population de ses villes, dont les revenus, augmentant d'une manière prodigieuse, étaient çà et là quarante et même cinquante fois plus élevés qu'ils ne l'étaient au début de ce règne glorieux. Citons l'antique et princière cité de Tolède; Burgos avec son essaim de commerçants actifs et affairés; Valladolid, qui faisait sortir de ses portes trente mille guerriers et qui compte à peine aujourd'hui vingt mille habitants; Cordoue au midi du royaume et Grenade la magnifique, qui naturalisa en Europe les arts et la civilisation de l'Orient; Saragosse, surnommée « l'abondante, » à cause de son fertile territoire; Valence, « la belle; » Barcelone, rivalisant en esprit d'indépendance et d'entreprises maritimes avec la plus fière république de l'Italie; Medina del Campo, dont les foires étaient déjà le grand marché pour les échanges commerciaux dans la péninsule; Séville, la porte d'or des Indes, dont les quais commençaient à être encombrés de marchands, venus des points les plus éloignés de l'Europe.

Les palais, les édifices publics, les fontaines, les aqueducs, les jardins, d'autres travaux d'utilité et d'embellissement, témoignaient de la richesse des habitants. Le goût du

beau s'était développé; l'architecture se fonda sur des principes plus purs et, avec la peinture, elle montra, sous l'influence des relations nouvelles avec l'Italie, les premières lueurs de ce génie qui répandit tant d'éclat sur l'école espagnole, à la fin de ce siècle [1]. Un élan plus marqué encore fut donné à la littérature; il y eut probablement plus de presses en Espagne, à cette époque où l'art de l'imprimerie était dans son enfance, qu'il n'y en a aujourd'hui. D'anciennes écoles furent réorganisées; on en créa de nouvelles; Barcelone, Salamanque, Alcala, où la science paraît, de nos jours, s'être cherché un tombeau, voyaient accourir des milliers de jeunes gens, qui, sous la généreuse protection du gouvernement, se pressaient dans la carrière des lettres qui était aussi la voie des honneurs. La littérature légère même éprouva l'influence du temps et, sur le modèle de celle de l'Italie, se déploya sous des formes plus belles et plus variées.

A côté de ce développement moral de la nation, les revenus publics, le plus sûr indice, dans un pays libre, de la prospérité générale, augmentaient avec une étonnante rapidité. En 1474, l'année où Isabelle monta sur le trône, ils s'élevaient, en Castille, à 885,000 réaux; en 1477, à 2,390,078; en 1482, après le retrait des donations royales, à 12,711,591; enfin, en 1504, lorsqu'après la conquête de Grenade la nation, jouissant de la tranquillité intérieure, put déployer librement toute son activité, à 26,283,334, ou trente fois ce qu'ils étaient à l'avénement de la reine. Qu'on

[1] Les sculpteurs les plus éminents étaient pour la plupart des étrangers, tels que Miguel Florentin, Pedro Torregiano, Felipe de Borgona, venant principalement d'Italie, où l'art avançait rapidement vers la perfection à l'école de Michel-Ange. La plus belle œuvre architecturale fut la cathédrale de Grenade par Diego de Siloë.

ne l'oublie pas, c'était là le produit des impôts ordinaires, sans qu'aucun impôt nouveau eût été créé; même la manière dont ceux-ci étaient perçus avait pour effet d'alléger les charges qui pesaient sur le peuple.

Les renseignements au sujet de la population, à cette époque éloignée, sont, pour la plupart, vagues et peu satisfaisants; l'Espagne surtout a donné lieu aux estimations les plus absurdes, quoique non incroyables, paraît-il, preuve suffisante du manque de données authentiques. Heureusement nous ne rencontrons pas d'aussi grandes difficultés, en ce qui concerne la Castille, sous le règne d'Isabelle. D'un rapport officiel adressé à la couronne sur l'organisation de la milice, en 1492, il résulte que la population du royaume s'élevait à 1,500,000 *vecinos* ou chefs de famille, ou, en comptant neuf personnes par deux familles, calcul modéré, à 6,750,000 âmes. On remarquera que ce recensement était limité à la Castille même, non compris Grenade, la Navarre et l'Aragon; il fut fait, en outre, avant que la nation eût pu reprendre ses forces, après sa longue et pénible lutte contre les Mores, et vingt-cinq ans avant la fin du règne, où la population, grâce à des circonstances particulièrement favorables, avait dû s'accroître considérablement. Cependant, même alors, elle devait être beaucoup plus forte que celle de l'Angleterre; combien les destinées de ces deux pays ont changé depuis!

Le territoire de la monarchie, pendant ce temps, s'agrandissait d'une manière inouïe : la Castille et Léon, réunis sous le même sceptre avec l'Aragon et ses dépendances, la Sicile et la Sardaigne; les royaumes de Grenade, de Navarre et de Naples; les Canaries, Oran et d'autres possessions en Afrique; enfin, les îles et les vastes régions de l'Amérique.

Les souverains voulurent ajouter le Portugal à ces immenses domaines, et leur projet, traversé alors, fut plus tard réalisé par Philippe II [1].

Les petits États qui s'étaient jusque-là partagé la péninsule, se neutralisant l'un l'autre et empêchant toute action au dehors, s'étaient fondus en un seul. Les jalousies, les inimitiés locales étaient trop profondément enracinées, pour qu'on pût les détruire d'un coup, mais elles s'effacèrent peu à peu sous l'influence d'un même gouvernement et d'intérêts communs. Un esprit plus large se répandit dans le peuple qui, du moins dans ses relations extérieures, prit l'attitude d'une seule et grande nation; les noms de Castillan et d'Aragonais firent place à celui d'Espagnol, et l'Espagne, avec un empire qui s'étendait sur trois parties du monde et dans les limites duquel on pouvait presque dire que le soleil se levait et se couchait, ne s'éleva pas seulement au premier rang, mais se plaça à la tête des puissances européennes.

Les destinées extraordinaires du pays contribuèrent naturellement à développer ces qualités élevées, romanesques. et ces sentiments un peu exagérés, qui distinguèrent toujours le caractère national. L'esprit de la chevalerie n'était pas mort, en Espagne comme dans la plupart des autres pays; il était entretenu, en temps de paix, par les tournois, les joutes et les autres spectacles guerriers qui égayaient la cour d'Isabelle; il jeta des lueurs, comme on l'a vu, dans les expéditions italiennes, sous Gonsalve de Cordoue, et brilla de tout son éclat dans une lutte contre Grenade. « Ce

[1] Philippe II réclama la couronne de Portugal du chef de sa mère et de sa femme, toutes deux descendantes de la troisième fille de Ferdinand et d'Isabelle, Marie, qui épousa, comme on l'a vu, le roi Emmanuel.

fut là. » dit Navagiero, dans un passage trop remarquable pour n'être pas reproduit, « une guerre vraiment belle, dans laquelle, comme on faisait peu usage comparativement d'armes à feu, tout chevalier pouvait déployer sa bravoure, et il était rare qu'un jour se passât, sans être témoin d'un fait d'armes mémorable. Nobles et chevaliers accouraient tous pour gagner un renom. La reine Isabelle, présente avec sa cour, ranimait le courage de tous. Il n'y avait guère de cavalier qui ne fût épris de l'une ou de l'autre dame de sa suite, et celle-ci, en lui donnant des armes ou un gage de sa faveur, lui disait de se conduire en véritable chevalier et de prouver par ses actes de vaillance la force de sa passion [1]. « Quel chevalier eût donc été assez lâche, » s'écria le chevaleresque Vénitien, « pour craindre de se mesurer avec le plus redoutable adversaire ou pour ne pas préférer de perdre mille fois la vie, plutôt que de retourner déshonoré auprès de la dame de ses pensées? En vérité, » dit-il en finissant, « on peut dire que cette conquête fut faite par l'amour plus que par les armes [2]. »

[1] Oviedo dit que même pour les cavaliers qui avaient dépassé l'âge de la jeunesse, l'existence d'une dame de leurs pensées était une nécessité tout aussi impérieuse qu'elle le fut plus tard pour le valeureux chevalier de la Manche.

[2] André Navagiero, dont l'itinéraire a été si souvent cité dans dans cette histoire, était un noble vénitien, né en 1483; il se distingua de très bonne heure à Venise par son érudition, ses talents poétiques et son éloquence; il a laissé des écrits, spécialement des vers latins, très estimés jusqu'à ce jour par ses compatriotes. Il ne se consacra pas cependant exclusivement aux lettres, mais fut chargé de plusieurs missions à l'étranger par la république; ce fut pendant son séjour en Espagne, comme ambassadeur auprès de Charles-Quint, peu de temps après l'avénement de ce monarque, qu'il écrivit ses *Voyages;* il occupait le même poste à la cour de François Ier, lorsqu'il mourut en 1529, âgé seulement de quarante-six ans. Sa mort fut

L'Espagnol était à la lettre un chevalier-errant, parcourant des mers où nul ne s'était jamais aventuré avant lui, explorant des îles et des continents, qui n'avaient jamais été visités par l'homme civilisé et que l'imagination peuplait d'êtres merveilleux et fantastiques; il affrontait le danger sous toutes les formes, le combattait partout et toujours était victorieux. Il se trouvait jeté au milieu de sauvages sans défense, dont « un millier, » pour citer les paroles de Colomb, ne valaient pas trois Espagnols, » et les brillantes destinées, qui attendaient souvent le plus obscur aventurier, se taillant avec son épée un Eldorado que l'imagination n'eût pu jamais concevoir, et renversant du trône une antique dynastie, étaient aussi étranges que les chimères qui furent jamais chantées par l'Arioste ou ridiculisées par Cervantès.

Ceux qui restaient au pays écoutaient avidement le récit de ses aventures et vivaient également dans une atmosphère romanesque. Un enthousiasme chevaleresque pénétrait dans les profondeurs mêmes de la nation, remplissant chacun d'aspirations élevées et du sentiment de sa dignité. « Le caractère princier de l'Espagnol, » dit un étranger du temps, « me plaisait beaucoup, ainsi que l'éducation et le noble langage, non seulement des hommes du plus haut rang, mais du bourgeois, du paysan, du simple laboureur. » Est-il étonnant que ces sentiments fussent inconciliables

universellement pleurée par les gens de bien et les savants de son temps, et inspira à son ami, le cardinal Bembo, deux sonnets où éclate toute la sensibilité de ce tendre et charmant poète. Le nom de Navagiero se rattache à l'histoire de la littérature castillane par ce fait que ce fut à la suggestion du Vénitien que Boscan, comme il le rapporte lui-même, tenta son innovation si heureuse dans les formes de la versification espagnole.

avec des habitudes sobres et méthodiques de travail, ou que la nation qui s'y plaisait quittât l'humble sentier de l'industrie pour s'engager dans la carrière brillante des aventures? Ces conséquences ne devinrent que trop visibles sous le règne suivant.

En signalant les circonstances qui concoururent à former le caractère national, nous ne pouvons oublier l'établissement de l'inquisition, qui compensa tristement les bienfaits du gouvernement d'Isabelle, de l'inquisition qui a tant fait pour arrêter l'esprit humain dans sa marche, qui, en imposant l'uniformité de croyances, a enfanté l'hypocrisie et les superstitions, qui a aigri le lait de la charité dans le cœur humain et, couvrant la péninsule comme d'un brouillard, a étouffé dans leur croissance les germes de la science et de la civilisation. Hélas! fallait-il que cette calamité pesât sur un peuple si brave et si généreux! fallait-il qu'elle fût causée par une reine aussi patriotique, aussi vertueuse qu'Isabelle, Combien celle-ci, s'il lui est permis de voir encore ce pays, doit-elle déplorer les maux et la dégradation morale dont un seul acte a été la cause; tant il est vrai que les mesures de cette grande reine ont, soit en mal, soit en bien, exercé une influence durable sur les destinées de l'Espagne.

Le mal immédiat causé par l'esprit de fanatisme, sous ce règne, quoique grandement exagéré [1], fut, sans doute,

[1] Le dernier secrétaire de l'inquisition a fait avec soin un relevé du nombre des victimes du saint-office; d'après lui, 13,000 individus furent brûlés publiquement par les différents tribunaux de Castille et d'Aragon; et 191,413 condamnés à d'autres peines, entre 1481, date de la fondation de l'institution moderne, et 1518, c'est à dire dans l'espace de 37 ans! Llorente paraît être arrivé à ces chiffres effrayants par des calculs très plausibles et sans aucune intention d'exagérer; mais ses données sont très imparfaites, et il a lui-même considérablement réduit plus tard, dans le

assez grave; cependant, sous l'administration bienfaisante des souverains catholiques, le pays, malgré ces plaies profondes, prospéra, et, grâce à l'impulsion qu'il avait reçue, il fit de nouveaux progrès, sous les règnes suivants, en dépit du funeste système appliqué presque constamment. Les événements glorieux du siècle de Charles-Quint ont leur origine dans les mesures prises par les illustres prédécesseurs de ce prince. C'est à la cour de Ferdinand et d'Isabelle que furent élevés Boscan, Garcilasso, Mendoza et les autres beaux esprits qui jetèrent la littérature castillane dans un moule nouveau et plus classique; c'est à l'école de Gonsalve de Cordoue que se formèrent Leyoa, Pescara et ces grands capitaines, avec ces invincibles légions qui permirent à Charles-Quint de dicter des lois à l'Europe pendant un demi-siècle; ce fut Colomb qui non seulement ouvrit la voie aux navigateurs espagnols, mais anima ceux-ci d'un esprit aventureux. Le règne de Ferdinand était à peine fini que Magellan, réalisant les désirs de ce monarque, faisait, en 1520, le tour de l'Amérique méridionale; les bannières victorieuses de Cortès avaient déjà pénétré, en 1518, dans le royaume de Montezuma, et peu d'années après, en 1524, Pizarre, suivant les traces de Balboa, commençait l'expédition qui finit par la chute de la dynastie des Incas.

quatrième volume de son histoire, les chiffres posés dans le premier. Nous avons de bonnes raisons de le réduire encore davantage : 1° Il cite Mariana pour le fait que 20,000 personnes souffrirent le martyre à Séville, en 1481, et prend ce fait pour la base de ses calculs relativement aux autres tribunaux du royaume. D'un autre côté, Marineo, un contemporain, rapporte que « dans le cours de *quelques années* on brûla près de 20,000 hérétiques, » répartissant ainsi les condamnations sur une plus grande période de temps et les rapportant à tous les tribunaux du pays; 2° Bernaldez affirme que les cinq sixièmes des juifs résidaient dans la Castille.

C'est ainsi que les germes plantés sous un bon régime grandissent et se développent sous un mauvais. Cependant l'époque la plus brillante n'est pas toujours celle de la plus grande prospérité nationale; les splendeurs des conquêtes étrangères, sous le règne vanté de Charles-Quint, furent chèrement achetées par le déclin de l'industrie à l'intérieur et la perte de la liberté. Le patriote se plaira peu au spectacle de cet « âge d'or » de l'histoire nationale, dont l'éclat extérieur ne cachera pas à ses yeux un commencement de décadence; il se reportera en esprit à un temps plus éloigné, où la nation, se dégageant de la torpeur et de la licence d'un âge de barbarie, paraissait reprendre ses anciennes forces et se préparer à parcourir à pas de géant sa carrière. Laissant de côté tant d'années écoulées, pendant lesquelles la nation s'épuisa en efforts ambitieux pour tomber ensuite dans un état de léthargie, il arrêtera ses regards sur le règne de Ferdinaud et d'Isabelle, comme sur l'époque la plus glorieuse que lui offrent les annales de son pays.

APPENDICE

Nous donnons en appendice deux études de Prescott, détachées par nous de ses *Essais de biographie et de critique;* l'une de ces études s'applique à Cervantes, le célèbre romancier espagnol, l'auteur immortel de *Don Quichotte;* l'autre étude est une appréciation de l'ouvrage de Washington Irving : *La Conquête de Grenade.*

Washington Irving est, comme Prescott, un des grands historiens et écrivains américains de ce siècle. Le sujet qu'il a traité, *la Conquête de Grenade*, est contemporain du règne de Ferdinand et d'Isabelle, et, à ce titre, se rattache à l'ouvrage de Prescott. Il est très curieux et très intéressant de voir ces deux historiens retraçant, l'un rapidement, l'autre en détail, cette dramatique épopée de la chute des Mores

d'Espagne. Il est très curieux surtout de voir Washington Irving jugé par Prescott, et à ce propos Prescott développe ses idées personnelles sur la manière dont l'histoire doit s'écrire, et trace, en de grandes lignes, le résumé des diverses écoles historiques et des divers procédés des grands historiens. Il y a là de belles pages, pleines de justesse et de profondeur, et empreintes de cette sobriété énergique qui est le cachet du style de Prescott.

L'étude sur *Cervantes* se relie également à l'histoire d'Espagne, à l'époque du déclin de Philippe II. On se rappelle l'œuvre admirable de Prescott, *Histoire du règne de Philippe II*, que la mort l'a malheureusement empêché de terminer et qui est certes l'un des monuments historiques du XIXe siècle [1].

Nous avons pensé qu'il n'était pas inutile d'ajouter, en appendice à l'*Histoire du règne de Ferdinand et d'Isabelle,* ces deux morceaux sortis de la plume critique de Prescott, puisqu'ils se rattachaient à l'histoire d'Espagne.

LES ÉDITEURS.

[1] *Histoire du règne de Philippe II*, par PRESCOTT. Traduction de MM. G. Renson et P. Ithier. Paris, Firmin Didot et Cie. — Bruxelles et Leipzig, A. Lacroix, Verboeckhoven et Cie, 5 volumes in-8°, Collection des grands historiens contemporains.

CERVANTES

CERVANTES [1]

Juillet 1837

La publication dans ce pays d'un des principaux classiques espagnols dans le texte original, avec un commentaire très bien fait, est un événement de quelque importance dans nos annales littéraires et indique que la connaissance des belles œuvres écrites dans la langue à laquelle il appartient se développe rapidement. Ce livre sera reçu comme un augure favorable pour l'avenir de la littérature moderne en général, dont l'étude dans toutes ses variétés entrera sans doute sérieusement dans la même voie. L'importance croissante de cette partie de l'instruction peut se constater dans les autres pays comme dans le nôtre, et elle est le résultat naturel ou plutôt nécessaire des changements qui se sont

[1] « *El Ingenioso Hidalgo Don Quijote de la Mancha*, compuesto por MIGUEL DE CERVANTES SAAVEDRA. Nueva edition clasisica illustrada con Notas historicas, grammaticales y criticas, por la Academia espanola sus individuos de numero Pellica, Arrieta, y Clemencin. Emmendada y corregida por Francisco Sales, A. M. Instructor de Frances y Espanol en la Universidad de Harvard, en Cambrigia. Estado de Massachusetto. Norte America, » 2 vol. 12mo. Boston, 1836.

opérés dans les relations sociales de l'homme pendant cet âge révolutionnaire. Autrefois une nation, resserrée dans ses frontières, connaissait moins ses voisins que nous ne savons aujourd'hui ce qui se passe à Siam et au Japon. Une rivière, une chaîne de montagnes, une ligne imaginaire même séparait les peuples aussi complétement que si des océans eussent roulés leurs flots entre eux. Pour parler nettement, c'était leur civilisation imparfaite, leur ignorance des motifs et des moyens de communication qui les tenaient ainsi à distance. Aujourd'hui au contraire un changement ne peut se produire dans les institutions intérieures d'un pays sans soulever une agitation correspondante dans ceux de ses voisins; un traité d'alliance ne se conclut guère sans l'intervention d'un congrès général; un sabre n'est pas tiré dans une partie de la chrétienté sans que des milliers d'autres ne sortent du fourreau. Toutes les nations sont attachées entre elles par des liens aussi étroits que si une âme commune les animait, et les contrées les plus éloignées de l'Europe sont rapprochées d'une façon aussi intime que l'étaient autrefois les provinces d'une même monarchie.

Cette association solide s'est fortifiée prodigieusement dans ces dernières années par des découvertes sans pareilles dans le passé, faites par la science pour faciliter les communications. Les habitants de la Grande-Bretagne, — le bout du monde pour les anciens, — peuvent maintenant se transporter aux extrémités de l'Italie en moins de temps que n'en prenait Horace pour aller de Rome à Brundusium. Un bateau à vapeur chargé de touristes touche aux points remarquables signalés par l'*Iliade* et l'*Odyssée*, en moins de semaines qu'il n'eût fallu d'années à un ancien argonaute

ou à un croisé du moyen âge. Chacun nécessairement voyage et presque toutes les capitales et les villes d'eaux célèbres du continent fourmillent de milliers de badauds errants, décuplés à Paris et dont beaucoup peut-être n'ont pas dépassé dans leur petite île les endroits d'où l'on entend les cloches de *Bow*.

Un petit nombre de ces chercheurs d'aventures sont assez épais pour ne pas ressentir un vague sentiment de curiosité concernant le langage et les institutions des peuples étrangers chez lesquels ils se trouvent, tandis que la meilleure partie, plus intelligente, est amenée à étudier avec soin les formes nouvelles, soit dans les arts, soit dans les lettres sous lesquelles l'esprit humain se revèle.

Les effets de cette dernière tendance se manifestent surtout par les réformes introduites dans les systèmes modernes d'enseignement. Le programme des deux universités récemment fondées à Londres, au lieu d'être limité aux langues anciennes, comprend l'ensemble de la littérature moderne, et les publications des professeurs prouvent qu'il ne dorment pas dans leurs chaires. Des revues périodiques, dirigées par des écrivains de mérite, fournissent une part satisfaisante de critique et d'analyse d'ouvrages étrangers, et l'on prépare en ce moment, nous affirme-t-on, une histoire complète des diverses littératures du continent, sujet jusqu'ici fort médiocrement traité en Angleterre.

S'ils n'ont rien fait pour les annales de la littérature des nations continentales, les anglais ont contribué largement à leurs histoires politiques. Celle de l'Espagne a occupé plusieurs de leurs meilleurs écrivains, lesquels pourtant se sont limités aux relations étrangères de ces pays, laissant les questions d'intérieur dans une obscurité relative. Ainsi

le grand ouvrage de Roberston est tout autant l'histoire de l'Europe que de l'Espagne sous Charles-Quint. Le règne de Philippe II par Watson pourrait être appelé aussi justement « *la Guerre de la Néerlande*, » qui forme son objet principal.

Quelques ouvrages récemment publiés aux États-Unis ont jeté une lumière beaucoup plus grande sur l'organisation intérieure et intellectuelle de la nation espagnole. Tels sont, par exemple, les travaux d'Irving dont le coloris brillant reflète si bien les grandeurs chevaleresques du xve siècle; les voyages du lieutenant Slidell, où l'on trouve des peintures animées de la physionomie sociale que présente la plus pittoresque contrée du siècle actuel. Dans les *Réminiscences sur l'Espagne* de M. Cushing, nous trouvons, au milieu de fictions très caractéristiques, des recherches précieuses sur des points d'histoire intéressants et peu éclaircis. Sous le rapport littéraire, les belles *Lectures* de M. Ticknor à l'université d'Harvard, manuscrites encore, présentent une partie critique plus étendue qu'on n'en trouverait dans aucun ouvrage espagnol et renferment en même temps un degré de perfection et de recherches, eu égard au petit nombre des documents, auquel n'ont pas atteint Bouterwek et Sismondi. Le successeur de M. Ticknor, le professeur Longfellow, honorablement connu par d'autres travaux, a enrichi notre langue d'une excellente traduction du *Coplas de Manrique*, le plus beau morceau de la poésie Castillane au xve siècle; nous avons aussi lu avec plaisir une belle traduction des *Visions* de Quevedo, par M. Elliot de Philadelphie, ouvrage dont l'exécution présentait de grandes difficultés. M. Elliot a cru à tort que sa version était la première écrite en anglais; la première remonte au

temps de la reine Anne et fut faite par le fameux Roger d'Estrange. Pour terminer cette nomenclature, disons que M. Sales, le vénérable répétiteur du collége d'Harvard, a donné au Nouveau Monde la première édition soignée des princes des classiques castillans, sous une forme qui peut revendiquer un certain mérite d'originalité.

Nous renvoyons nos remarques sur cette édition à la fin de notre article. Tout d'abord nous nous proposons, non pas d'écrire la vie de Cervantes, mais de relever quelques faits peu connus de son histoire littéraire et spécialement ceux qui ont trait à la composition et à la publication de son grand ouvrage *Don Quichotte*, dont la popularité immense et ancienne a fait un livre non seulement espagnol mais européen.

Cervantes vivait sous Philippe II, au temps où la monarchie espagnole, quelque peu déclinée, faisait encore des efforts extraordinaires pour maintenir et même étendre son empire déjà trop vaste. Ses navires étaient dans toutes les mers et ses armées dans toutes les parties de l'ancien et du nouveau monde. La profession militaire était la seule digne d'un gentilhomme, et il n'y eut guère d'écrivain de quelque importance, — certainement aucun poète, — de cette époque, s'il n'était engagé dans les ordres, qui n'eût porté quelque temps les armes au service de son pays. Cervantes quoique pauvre descendait d'une ancienne famille (il serait difficile de trouver un Castillan qui ne puisse détailler sa généalogie); il avait une grande dose d'esprit chevaleresque et, pendant la première moitié de sa vie, nous le trouvons au milieu des scènes terribles et désastreuses où s'échangeaient la poudre et les boulets. Son amour de la profession militaire, même après avoir perdu le bras ou tout au moins la possibi-

lité de s'en servir, — on n'est pas fixé sur ce point, — est une preuve suffisante de son caractère aventureux. Dans le cours de son existence agitée il visita les principales contrées qui bordent la Méditerranée et passa cinq années à Alger dans une triste captivité. Ce temps ne fut pas perdu pour lui, car il familiarisa son œil pénétrant avec ces peintures brillantes du luxe et de la magnificence musulmane dont il a enrichi ses pages. Après des souffrances sans pareilles, il retourna dans son pays couvert de lauriers et de cicatrices, avec très peu d'argent mais pouvu de cette abondance de connaissances qui, pour un romancier, peut être considérée comme la base d'une fortune.

Le poète peut sortir de la profondeur de ses propres inspirations, le savant d'une bibliothèque, mais l'étude principale d'un auteur dramatique soit en vers, soit en prose, est l'homme, — l'homme comme il existe dans la société; celui qui veut peindre la nature humaine ne peut l'étudier de trop près et sous trop de formes diverses. Il doit, comme Walter Scott, s'asseoir au foyer du paysan, écouter les vieux contes de sa femme; il doit avec Fielding présider aux *Petites sessions,* ou courir avec quelque écuyer de l'ouest, les hasards d'une chasse au renard; il doit avec Smollett et Cooper étudier les mystères des abîmes et se mêler, dans l'élément orageux lui-même, aux singulières créations qu'il se propose de décrire; comme Cervantes enfin il doit errer au milieu des races et des climats étrangers avant que son pinceau ne possède ces touches variées qui reflètent les couleurs délicates et multipliées de la vie actuelle. Il peut cependant, comme Rousseau, s'il est possible d'imaginer un second Rousseau, se replier sur lui-même et peindre d'après ce qu'il découvre au fond de son âme; mais il ne verrait ainsi que ses passions

et ses préventions personnelles, et les portraits qu'il pourrait tracer, différents dans leurs détails, seraient, quant à leurs traits principaux, une reproduction de lui-même; il serait, en somme, poète ou philosophe, mais non peintre de la société et de ses mœurs.

Cervantes, poursuivant ses études de la nature humaine après son retour en Espagne, trouva de grandes ressources dans la vie active qui le conduisit sur divers points du pays. Il put trouver dans l'Andalousie les modèles de saillies vives et d'ironie délicate dont il a orné son livre. Dans la province de Séville en particulier il fut mis en contact avec une multitude de filous et de voleurs de bas étage qui font une si belle figure dans ses romans de *Picaresco;* à la Manche, non seulement il trouva la topographie de son *Don Quichotte*, mais ce contraste si bizarre d'orgueil et de pauvreté chez les habitants qui ont fourni les traits de si nombreuses et de si bonnes bouffonneries aux écrivains comiques de l'Espagne.

Jusque-là il ne s'était fait connaître que par une pastorale, *Galatie*, charmant modèle d'un genre insipide qui, malgré tout son mérite littéraire, n'ouvrait pas une carrière à son talent pour la peinture de la vie humaine qu'il possédait peut-être sans s'en douter. Il écrivit aussi un grand nombre de pièces qui toutes, sauf deux, retrouvées à la fin du siècle passé, ont disparu. L'une d'elles, *le Siége de Numance*, brille par cette vérité de ressemblance et cette puissance de coloris qui distinguent l'artiste consommé. Il n'acheva la première partie de *Don Quichotte*, son grand ouvrage, que dans sa cinquante-septième année. Les romans les plus remarquables, différents en cela de beaucoup d'ouvrages d'imagination, semblent avoir été la production de la dernière partie de la vie. Fielding avait entre quarante et cinquante ans

quand il écrivit *Tom Jones;* Richardson était dans sa soixantième année quand il fit *Clarissa;* et Scott avait quelques années au dessus de la quarantaine quand il commença la série des *Waverley Novels*. Le monde, cette école du romancier, ne s'enseigne pas comme le programme d'une université et la connaissance de ses aspects si variés doit être le résultat d'une longue et diligente observation.

La première partie de *Don Quichotte* fut commencée, comme l'auteur nous l'apprend, en prison, où il était non pas pour un délit ou des dettes, mais sans doute pour avoir offensé le respectable peuple de La Manche. Ce n'est pas la première œuvre de génie qui se soit élaborée dans ce séjour défavorable. Le *Pilgrim's progress,* le plus populaire probablement des romans anglais, a été composé dans de pareilles conditions. Mais nous doutons que d'aussi brillantes fantaisies et de tels traits d'originalité aient jamais égayé les murs d'une prison avant le temps de Cervantes.

La première partie de *Don Quichotte* fut livrée au public en 1605. Quand le moment fut venu de lancer sa satire contre les préjugés antiques et enracinés de ses compatriotes, Cervantes, sans doute, regarda l'opération comme presque aussi téméraire que la lutte de son héros contre les moulins à vent; il songea donc à se couvrir de la protection d'un nom puissant et demanda à un grand d'Espagne, le duc de Bejar, l'autorisation de lui dédier son œuvre. Le duc, affirme-t-on, ignorant les motifs de l'auteur ou doutant du succès de l'ouvrage, penchait à refuser, mais Cervantes insista pour qu'il écouta la lecture d'un seul chapitre. La compagnie invitée à donner son avis fut tellement ravie par les premières pages, qu'elle ne voulut pas abandonner le roman avant de l'avoir entendu jusqu'au bout; le duc, dès lors, sans

hésiter davantage, autorisa l'écrivain à inscrire son nom dans ce passeport d'immortalité.

Il n'y a rien de bien invraisemblable dans cette histoire; elle rappelle une épreuve du même genre tentée par Bernardin de Saint-Pierre, qui soumit le manuscrit de *Paul et Virginie* à une réunion de littérateurs français, parmi lesquels siégeaient M. et Mme Necker, l'abbé Galiani, Thomas, Buffon et quelques autres, tous gens d'esprit du premier mérite. Il faut entendre la description de cette scène de la bouche de son biographe ou plutôt de son traducteur : — « On écouta d'abord l'auteur en silence; par degré l'attention devint languissante, l'assemblée commença à chuchoter, à bâiller, et ne prêta plus l'oreille. M. de Buffon tira sa montre et demanda ses chevaux; les plus voisins de la porte s'échappèrent; Thomas s'endormit; M. Necker riait en voyant les dames pleurer, et les dames honteuses de leurs larmes, n'osèrent pas avouer qu'elles étaient intéressées. Quand la lecture fut terminée, rien ne fut loué. Mme Necker se contenta de critiquer le dialogue de Paul et du vieillard; cette morale lui paraissait fade et vulgaire; elle brisait l'action, refroidissait le lecteur; elle faisait l'effet d'un verre d'eau glacée. M. de Saint-Pierre se retira dans un état d'abattement indescriptible; il considérait ce qui s'était passé comme sa sentence de mort; l'effet de son ouvrage sur un auditoire pareil à celui auquel il avait été lu ne lui laissait aucune espérance pour l'avenir. » Et pourtant ce livre était *Paul et Virginie*, un des plus populaires de la France! Voilà la critique.

La vérité est, semble-t-il, que le jugement d'un cercle privé, quelque soit, du reste, la valeur de son goût et de son talent, ne peut passer pour un pronostic de celui du

public ; si le manuscrit à apprécier est d'un de nos amis, le verdict précède nécessairement la lecture ; si quelque grand homme sollicite notre approbation, notre amour-propre est trop flatté pour qu'elle lui soit refusée. Si c'est un petit personnage (et Bernardin en ce temps était tel) nos préjugés — les préjugés de la pauvre nature humaine ! — nous jetteront bien vite dans une disposition opposée. Quoi qu'il en soit, celui qui fonde ses espérances de succès devant le public sur les sourires d'une coterie court le risque de se voir tristement déçu. Plus d'une barque coquette qui a navigué gaiement sur un lac paisible s'est brisée contre les vagues et les flots de l'océan farouche.

L'augure cependant fut vrai pour Cervantes ; son ouvrage produisit un effet immédiat sur son pays ; il avait fait vibrer des sons qui trouvèrent un écho dans tous les cœurs. Quatre éditions furent publiées dans la première année — deux à Madrid, une à Valencia et une autre à Lisbonne.

Ce succès presque sans exemple à toute époque était encore plus extraordinaire dans un temps où la lecture des ouvrages était comparativement restreinte ; le livre fit rapidement son chemin dans la société la plus élevée du royaume ; ceci résulte d'un mot bien connu de Philippe III, lequel rencontrant un étudiant qui riait aux éclats en tenant un livre, disait : « Cet homme est fou ou bien il lit *Don Quichotte*. » Malgré cette appréciation, l'auteur ne vit luire pour lui aucun des rayons bienfaisants de la faveur royale qui lui eussent été si agréables dans ses besoins.

Cette période était l'aurore dorée de la littérature castillane. Mais le monarque actuel, sorti de cette triste dynastie autrichienne, eût mieux convenu aux jours les plus obscurs du moyen âge ; son temps, partagé entre ses dévotions et ses

débauches, ne lui laissait pas le loisir de s'occuper des lettres; son ministre, l'arrogant duc de Lerma, était trop absorbé par son égoïsme et ses plans de politique tortueuse pour prendre garde aux écrivains de romans et de satires. Cervantes néanmoins avait embrassé une carrière qui pouvait, comme il le répète dans ses vers, le conduire à la réputation mais non à la fortune; heureusement il ne précipita pas l'exécution de ses travaux pour un bénéfice passager. Ce fut plusieurs années après la publication de *Don Quichotte* qu'il donna au monde les *Romans modèles* comme il les appela. Ces fictions, différentes de tout ce qu'on connaissait jusque là, non seulement dans la Castille, mais sous plusieurs rapports dans d'autres littératures, ouvrirent une vaste carrière à ses talents dramatiques dans l'invention des situations et la peinture large des personnages; remarquables par leur style attachant et d'une richesse peu commune, elles devinrent populaires dès leur apparition.

On est amené à se demander comment au milieu de pareils succès, l'auteur se soit trouvé dans la gêne dont il se plaint formellement et à plusieurs reprises dans ses écrits. Il reçut probablement peu d'argent de *Don Quichotte*, malgré son débit, parce qu'il en avait abandonné la propriété avant sa publication, alors que l'ouvrage était considéré comme une tentative dont le résultat était douteux. Cervantes marque souvent son mécontentement contre les libraires. « Quoi, monsieur, » réplique un auteur introduit dans son *Don Quichotte*, « voudriez-vous que j'eusse vendu à un libraire les bénéfices de mon travail à raison de trois maravédis par page! Car c'est le plus haut prix qu'il en paierait et encore il faut attendre! Je les remercie de leurs offres. » Cette averse de lamentations et les reproches de dureté faits aux

éditeurs envers les pauvres auteurs sont aussi vieux que l'art d'écrire; mais le public n'entend que la voix de la partie plaignante; si les libraires expliquaient les choses à leur manière, nous aurions une version complétement différente. Si pourtant Cervantes était dans le vrai, leur commerce dans la Castille montrait un degré d'habileté dans ses opérations qui leur donnait les meilleurs titres à monter au pilori. Dans un de ses contes, nous trouvons un licencié qui se plaint des tromperies et des tricheries dont ils usent envers l'auteur quand ils achètent la propriété d'un livre et plus encore de la manière dont ils le volent s'il fait imprimer son travail à ses frais; rien alors n'est plus commun chez eux, quand on est convenu d'une édition de quinze cents exemplaires, que d'en tirer trois mille dont la moitié au moins est vendue à leur profit et non pour le compte de l'auteur.

Les écrits de Cervantes semblent lui avoir gagné deux amis importants dans la province de Cabra, le comte de Louox et l'archevêque de Tolède, de l'ancienne famille des Rogas; le patronage que lui donnèrent ces deux illustres personnages a été grandement récompensé par l'association de leurs noms aux impérissables productions du génie.

Un genre de patronage manquait encore dans cette époque reculée, c'était celui d'une nation grande et éclairée, — le seul qui puisse être accepté par un esprit généreux sans un certain sentiment d'humiliation. Il y avait pourtant une voie dorée qui menait à la faveur publique, c'était celle du théâtre. Le drame d'ordinaire a surtout fleuri dans les moments où une nation commence à prendre goût aux douceurs de la culture littéraire. Telle était la première partie du XVII[e] siècle en Europe; l'âge de Shakspeare, de Johnson et de Fletcher en Angleterre; de L'Arioste, de Machiavel et

des hommes d'esprit qui les premiers se vouèrent successivement au culte de la muse comique en Italie; du grand Corneille quelques années plus tard en France et de ce prodige ou plutôt comme Cervantes l'appelait, « de ce monstre, dans la nature, » Lope de Véga en Espagne. Les représentations dramatiques forment une alliance de la matière et de l'intelligence; les spectateurs ordinaires trouvent moins de plaisir dans les belles créations du poète que dans les décors de la scène, la musique et les autres accessoires qui parlent aux sens. La passion du théâtre se remarque dans les périodes anciennes des sociétés et le théâtre est la plus brillante des pompes publiques; avec le développement et le perfectionnement de l'éducation, les hommes deviennent moins avides ou plutôt moins dépendants des plaisirs des sens et cherchent leurs jouissances dans les sources plus élevées et plus pures; ainsi au lieu de :

« Suer, écrasés dans une salle comble
« Transpercés de deux parts par des coudes pointus, »

comme dit le sombre auteur des « Chants de la nature, » nous restons paisiblement chez nous, jouissant des œuvres de l'imagination auprès de notre feu; le poème ou le roman prend la place du drame représenté. La décadence de la littérature dramatique peut être regrettée comme la perte d'une des belles variétés de fleurs qui ornent le jardin de la littérature, mais il faut l'accepter comme étant à la fois un système et une conséquence nécessaire du progrès de la civilisation.

La popularité du théâtre espagnol, du temps où nous parlons, se développa considérablement par l'influence et la réputation de Lope de Véga, l'idole de ses compatriotes, qui

produisit les diverses compositions avec une rapidité et une profusion qui dépassent presque toute croyance. Il est impossible de présenter les résultats de ses travaux d'une manière qui ne frappe pas fortement l'imagination ; il a laissé vingt et un millions trois cent mille vers imprimés, outre une masse de manuscrits ; d'après le témoignage de son ami Montalvan, il a livré au théâtre mille huit cents pièces régulières et quatre cents *autos* ou drames religieux ; — tous ont été représentés. Il a composé, d'après sa propre assertion, cent comédies dans le terme presque inadmissible de vingt-quatre heures chacune ; elles contenaient toutes en moyenne deux à trois mille vers, dont une grande partie était rimée et entremêlée de sonnets et d'autres compositions de forme difficile. Il vécut soixante-douze ans, et en supposant qu'il ait consacré cinquante années au travail du cabinet, bien qu'il se soit en même temps livré à une foule d'autres occupations absorbantes, il doit avoir produit une pièce par semaine, pour ne rien dire de vingt et un volumes *in-quarto* d'œuvres diverses, dont cinq poèmes épiques écrits dans ses moments de loisirs et tous imprimés aujourd'hui.

La seule activité que nous offre l'histoire littéraire ayant quelques traits de ressemblance avec celle de Lope de Véga, bien qu'elle ne l'approche guère, est celle de notre illustre contemporain sir Walter Scott. L'édition complète de ses œuvres, récemment publiée par Murray, à laquelle il faut ajouter deux volumes dont il n'a pas la propriété, formera probablement quatre-vingts tomes en petit *in-octavo*. Ces ouvrages sont indépendants d'une grande part de rédaction fournie à l'*Edinburgh annual Register*, ainsi que d'autres collaborations anonymes. Dans cet ensemble, quarante-huit volumes d'histoire et de biographie ont été écrits entre

1814 et 1831, soit en dix-sept ans; c'est donc une moyenne de quatre volumes par an, soit un par trimestre pendant toute cette période, et il faut y joindre ses vingt et un volumes publiés antérieurement. L'exécution matérielle du travail fait par lui ou par Lope de Véga semblerait à peine possible dans le temps indiqué. Scott aussi était, comme son rival espagnol, adonné à beaucoup d'occupations étrangères; ses habitudes de cordiale hospitalité ont dû, en outre, entrainer pour lui une grande dépense de temps pendant lequel il ne s'occupait nullement de littérature.

Si nous nous sommes arrêtés à ces calculs, abusant peut-être de la patience du lecteur, ce n'est pourtant pas que nous y trouvions la mesure avec laquelle nous recommanderions d'apprécier le talent; il ne se mesure pas à la yard comme le drap; « les écrits faciles, dit l'adage, confirmé par l'expérience générale, sont très-difficiles à lire. » Ceci nous rappelle une conversation tenue en présence du capitaine Basil Hall et dans laquelle il était question de la prodigieuse quantité des écrits quotidiens de Scott; l'argonaute littéraire disait à ce propos « qu'il n'y avait rien d'étonnant en cela, et que lui-même en ferait autant presque chaque jour avant son déjeuner. » Quelqu'un de la compagnie lui demanda assez méchamment: « Croyez-vous que la qualité soit la même? » La différence provient évidemment de la qualité, et sous ce rapport les prodiges de Lope de Véga perdent beaucoup de leur importance. Dans la multitude de ses drames, un ou deux sont restés au théâtre et très peu sont encore lus. Sa facilité de composition était celle d'un improvisateur italien, dont les fertiles conceptions révèlent facilement la forme du vers dans une langue qui facilite grandement la rime par ses mots, dont les voyelles forment généralement la terminaison.

La langue castillane donne plus de facilité encore. Lope de Véga fut un improvisateur.

Cependant, malgré tous ses défauts, Lope de Véga, par ses intrigues intéressantes, son dialogue coulant et spirituel, la variété infinie de ses inventions et la rapidité vertigineuse avec laquelle elles se suivaient, enflamma et entraina tellement l'imagination du public, qu'il le dirigea complétement et devint, d'après le mot de Cervantes, « le seul roi de la scène. » Les populations le payèrent d'une gratitude positive qu'elles n'ont probablement montrée envers aucun de leurs favoris; sa fortune à un moment, malgré sa prodigalité dans ses dépenses, s'éleva à cent mille ducats, somme à peu près égale à sept ou huit cent mille dollars de ce temps. Dans la même route où marchait cet enfant gâté de la fortune, qui au milieu des caresses des grands et des sourires admirateurs du public, se plaignait que son mérite fût méconnu, marchait Cervantes, luttant contre l'adversité ou du moins gagnant une subsistance pénible par les travaux de sa plume immortelle. Quel contraste ces deux portraits présentent à l'esprit! Si les applaudissements d'une coterie, comme nous l'avons dit, ne garantissent pas ceux du public, l'exemple qui est sous nos yeux prouve que le jugement des contemporains peut tout aussi bien être réformé par la postérité. Lope de Véga a donné son nom à son siècle et il est aujourd'hui tombé dans l'oubli chez ses compatriotes; tandis que la renommée de Cervantes, gagnant en force avec le temps est devenue l'orgueil de son pays, comme ses œuvres continuent à faire les délices de tout le monde civilisé.

Quelque limitée qu'ait été la récompense de son mérite, on remarque avec plaisir la rapidité avec laquelle sa réputation s'étendit de son vivant et la haute et légitime considé-

ration dont il jouit dans les contrées étrangères. Ce fait résulte d'une anecdote intéressante que nous raconterons, ne l'ayant jamais vue dans un ouvrage anglais. Dans une visite faite par l'archevêque de Tolède à l'ambassadeur français résidant à Madrid, la suite du prélat engagea avec l'entourage du ministre une conversation dans laquelle le nom de Cervantes fut mentionné. Les gentilshommes français exprimèrent leur admiration sans bornes pour ses écrits et surtout pour *Galatée*, *Don Quichotte* et les *Nouvelles*, lesquels, disaient-ils, étaient lus dans tous les pays voisins et particulièrement dans le leur, où il y avait des personnes qui les savaient littéralement par cœur; ils exprimèrent leur désir d'être présentés à un aussi grand homme et firent plusieurs questions sur ses occupations actuelles, sa position et ses ressources pécuniaires; les Castillans purent seulement répondre que Cervantes avait perdu un bras au service de son pays et qu'il était maintenant vieux et pauvre. « Pourquoi, s'écria l'un des étrangers, le senor Cervantes n'est-il pas dans une bonne situation? Pourquoi n'est-il pas entretenu aux frais du trésor public? » — « Que le ciel nous en préserve, répondit-on, de le tirer jamais du besoin qui le fait écrire, puisque sa pauvreté fait la richesse du monde! »

Il y a d'autres preuves d'un caractère plus triste, du haut degré auquel il avait atteint dans la jalousie et l'envie des poètes espagnols, ses confrères. Les rimeurs Castillans de cette époque semblent avoir possédé une large part de cette irascibilité qui a été l'apanage de leur caste depuis les jours d'Horace. La hardiesse des critiques littéraires de Cervantes, dans *Don Quichotte* et ses autres écrits, sans jamais dégénérer en personnalités, attira sur sa tête une grêle de traits dont beaucoup, sans être lancés avec force, étaient du moins

dûment trempés dans le poison. Lope de Véga, dit-on, aurait apparu au nombre des assaillants, et un sonnet conservé jusqu'à nos jours lui est attribué, dans lequel, à la suite de son propre éloge, il prédit que l'ouvrage de son rival aboutira à la voirie. Mais l'auteur de cette mauvaise prophétie et de cette poésie plus détestable encore n'a pu être le grand Lope, dont l'esprit se montra généreux en toute circonstance et dont les succès littéraires rendaient une telle attaque inutile et méprisable au dernier degré. Nous avons, au contraire, comme preuve d'une intention toute différente, l'hommage rendu par lui au mérite de son illustre contemporain dans plus d'un passage de ses ouvrages authentiques et spécialement son *Laurel de Apollo*, dans lequel il termine son poétique panégyrique par cette pensée touchante :

« *Porque se déga que una mano herida,*
« *Pudo dar à su dueno eterna vida.* »

Ce poëme fut publié par Lope en 1630, quatorze ans après la mort de son rival. Cependant M. Lockhart informe ses lecteurs, dans sa préface biographique de *Don Quichotte*, « qu'après la mort de Lope de Véga (1615), il n'y avait personne pour disputer à Cervantes l'empire littéraire de son pays. »

En 1615, dans la dédicace de ses malheureuses comédies (car Cervantes, comme beaucoup de romanciers célèbres, n'avait pu resserrer sa verve expansive dans le cadre des règles dramatiques), il avait annoncé au public que « *Don Quichotte* était déjà botté et qu'il se préparait à d'autres exploits. Il peut paraître étrange que l'auteur, connaissant la grande popularité de son héros, ne l'eût pas envoyé à d'autres aventures auparavant; probablement il les considé-

rait comme terminées et il avait pour cela de bonnes raisons, puisque son histoire, dans la première partie — comme on l'appelle depuis la publication de la seconde, est complète en elle-même et que le héros, sans avoir été tué sur le terrain, est mort et son épithaphe livrée au lecteur. Quoi qu'il en soit, l'exécution de son projet si longtemps différé fut précipitée par un événement à la fois malencontreux et inattendu. Ce fut la continuation de son œuvre par une autre plume.

Le nom de guerre de l'auteur était Avellaneda, né à Tordésillas. Il s'empara de l'idée originale de Cervantes, mit en scène les mêmes personnages, dans de pareilles situations extravagantes et comiques, faisant en chemin un certain nombre d'emprunts à la première partie et présentant plusieurs incidents si ressemblants à ceux de la seconde déjà écrite par Cervantes, qu'il avait dû, on l'a supposé, prendre connaissance du manuscrit. Il est plus probable, la similitude portant seulement sur l'ensemble, qu'il avait abusé des confidences échappées à Cervantes pendant l'exécution de son œuvre.

Cette continuation bâtarde a pourtant quelque mérite et dut même exciter un certain intérêt, comme un ouvrage portant un titre aussi populaire ne pouvait manquer de le faire; il était cependant d'une exécution vulgaire, lourdement saupoudré de bouffonneries et d'obscénités telles, qu'elles parurent trop violentes même aux esprits peu délicats de cette époque ; on peut deviner le jugement du public par ce fait que l'auteur n'osa pas se départir de son *incognito*, ni réclamer les honneurs du triomphe. Les plus actives recherches n'ont pu rien établir sinon qu'il était Aragonais ; à en juger par son style, et, d'après certains passages du

livre, qu'il appartenait à l'état ecclésiastique et à la bande des petits dramaturges si mal menés dans les satires de Cervantes. L'ouvrage fut ensuite traduit ou plutôt paraphrasé par Le Sage, qui souvent a donné de la valeur aux pierres de peu de prix de la littérature castillane par sa manière de les enchâsser. L'ouvrage original d'Avellaneda, qui conserve toujours quelque intérêt par les circonstances de sa publication, a été réimprimé pendant ce siècle et il n'est pas difficile de se le procurer. Cette usurpation de la propriété d'un écrivain, ce vol de créations brillantes bien qu'inachevées commis à la face même d'un homme de génie, au moment où, de notoriété publique, il était en train de les terminer est, on l'admettra, un acte d'effronterie inqualifiable et sans égal dans l'histoire de la littérature.

Cervantes, paraît-il, en fut très affecté. La continuation faite par Avallaneda lui tomba dans les mains, quand il était arrivé au cinquante-neuvième chapitre de la seconde partie; c'est du moins à partir de là qu'il commence à décharger sa colère sur la tête de l'offenseur; celui-ci, nous devons l'ajouter, avait mis le comble à son impudence en persiflant les mérites de Cervantes. La meilleure réplique de ce dernier fut certainement la publication de son livre à la fin de 1615.

Richardson, le romancier anglais, fut victime d'une mystification pareille à celle du Castillan; *Paméla,* son ouvrage populaire, fut continué par une plume étrangère et très inférieure sous le titre de : *Paméla dans le grand monde.* Cette circonstance engagea Richardson à poursuivre son œuvre de son côté et, chose commune, il aboutit à un insuccès complet. Une bonne continuation est en réalité l'ouvrage le plus difficile. Le livre primitif de l'auteur tombe sur le public et enlève les suffrages par surprise; mais son succès même

établit un type d'après lequel l'auteur est apprécié dans la suite. Il était d'abord comparé aux autres, maintenant on le rapproche de lui-même. L'exigence générale s'est élevée; un degré de supériorité qui aurait trouvé faveur au début est à peine toléré; il ne lui suffira même pas de se maintenir à son niveau; il doit se surpasser. Le lecteur dans l'intervalle a nécessairement comblé les vides et insensiblement conduit les personnages et l'histoire à un dénouement de sa façon; comme la réalité concorde rarement avec l'idéal, l'exécution de l'écrivain répondra à peine à ces rêves. Dans tous les cas elle en différera et déplaira d'autant. Nous pouvons constater en partie ce genre de désappointement dans les drames empruntés aux romans en vogue; la manière de présenter les personnages et la nouvelle direction donnée à l'intrigue primitive par l'auteur dramatique manquent rarement d'offenser le goût et les idées préconçues du spectateur. Pour vérifier la valeur de cette réflexion il suffira de voir *Guy Mannering, Rob Roy* et d'autres drames tirés des *romans de Waverley*.

Une partie des insuccès constatés dans les continuations incombent aussi bien souvent à l'auteur qui se met à sa tâche nouvelle avec moins d'animation et de vigueur. Il ne trouve plus le même attrait dans son ouvrage qui, perdant de sa fraîcheur, est devenu aussi banal pour son imagination qu'un conte redit pour la troisième fois. La nouvelle composition a nécessairement une forme différente de la première; elle est froide, roide, disjointe comme une statue de bronze dont les parties séparées auraient été réunies, au lieu d'avoir été jetées dans le même moule pendant que le métal était en fusion.

La seconde partie de *Don Quichotte* forme une brillante

exception à la règle générale. La popularité de la première lui avait attiré de nombreuses critiques et il en profita en corrigeant quelques fautes matérielles dans son plan nouveau ; en même temps une lecture assidue du Castillan le mit à même d'enrichir son style de beautés plus variées.

Il avait atteint maintenant au zénith de sa réputation, et les profits de sa continuation pouvaient le relever des embarras contre lesquels il avait lutté; mais il ne jouit pas longtemps de son triomphe. Avant sa mort, qui arriva l'année suivante, il compléta son roman de *Persiles et Sigismunda* dont la dédicace, écrite dans ses derniers jours, caractérise nettement l'écrivain; elle est adressée à son ancien protecteur, le comte de Lemos, alors absent du pays. Après avoir dit, d'après un vieux proverbe espagnol, qu'il avait « un pied dans l'étrier, » faisant allusion au voyage lointain qu'il allait entreprendre, il ajoute : « Hier, j'ai reçu l'extrême onction; mais en ce moment que les ombres de la mort m'entourent, je me cramponne à la vie par l'amour que je lui porte et par le désir de vous revoir encore. Mais s'il en est autrement décrété (que la volonté du ciel soit faite!), Votre Excellence peut être assurée qu'il était un homme en qui le désir de vous servir dépassait l'amour de la vie elle-même. » Après ce souvenir donné à son bienfaiteur, il exprime le désir de voir sa vie épargnée pour compléter plusieurs ouvrages. Telles furent les dernières paroles de cet homme illustre; elles sont empreintes de la généreuse sensibilité, du même ardent amour des lettres et de la belle sécurité de caractère qui l'avaient distingué pendant sa vie. Il rendit le dernier soupir, le 23 avril 1616. Ses restes mortels furent déposés sans aucune pompe dans le monastère de la Trinité à Madrid. Aucun monument n'indique au voyageur l'endroit de sa

sépulture, et on ne sait pas aujourd'hui où elle se trouve. C'est une honte pour l'Espagne d'avoir élevé de coûteuses constructions sur les cendres d'une foule de petits seigneurs, et de n'avoir pas encore bâti un tombeau pour le plus grand génie qu'elle ait enfanté. Il s'est heureusement édifié un monument plus durable que le bronze et le marbre sculpté.

Don Quichotte est trop connu des lecteurs pour demander une analyse. Cependant nous entrerons dans quelques détails relatifs à sa composition et peu connus en Angleterre. Ils peuvent aider le lecteur à se former sur l'ouvrage un meilleur jugement. L'âge de la chevalerie, tel qu'il est décrit dans ce roman, n'a jamais eu évidemment d'existence; mais les sentiments qui sont représentés comme l'animant ont exercé une action plus ou moins active dans différents pays et à différentes époques; l'Espagne surtout révèle cette influence dans une époque très reculée. Ses habitants, on peut le dire, ont vécu dans une atmosphère romanesque, et leur situation particulière était faite pour développer toutes les extravagances de la chevalerie. Leurs relations hostiles avec les musulmans alimentaient le feu des sentiments religieux et patriotiques; un ennemi toujours présent aux frontières fournissait l'occasion d'un déploiement perpétuel de courage personnel et d'aventures. La magnificence raffinée des Arabes d'Espagne jeta sur ces luttes un éclat qui ne serait pas sorti de rudes combats livrés à des voisins chrétiens; des sentiments élevés embellis par les plus tendres recherches de la galanterie, entrèrent aux cœurs courageux des Espagnols, et ce pays devint éminemment la terre classique de la chevalerie.

Les lois elles-mêmes furent conçues dans cet esprit et concoururent grandement à le développer. L'ancien code d'Alphonse X au XIIIe siècle, après des règles très détaillées

sur la conduite du chevalier, lui enjoint « d'invoquer le nom de sa maîtresse dans le combat, ce qui peut faire entrer une nouvelle ardeur dans son âme et le préserver des actions indignes de la chevalerie. » De pareilles lois n'étaient pas lettre morte; l'histoire de l'Espagne prouve que les sentiments de la galanterie romanesque pénétrèrent plus profondément et se maintinrent plus longtemps dans cette nation que dans toutes les autres parties de la chrétienté.

Les chroniqueurs étrangers et nationaux du xv[e] et du xvi[e] siècle signalent la fréquente apparition de chevaliers espagnols dans différentes cours de l'Europe où ils voyageaient, suivant l'expression d'un vieil écrivain, « pour montrer leur honneur et leur révérence » par des faits d'armes. Dans les *Lettres de Paston*, écrites du temps de Henri VI d'Angleterre, nous trouvons un chevalier castillan qui se présenta devant la cour portant au bras la faveur de sa maîtresse et défia les chevaliers anglais « à rompre une lance avec lui pour l'amour de sa dame souveraine. » Pulgar, chroniqueur espagnol de la fin du xvi[e] siècle, parle des excursions de la chevalerie errante comme d'une chose très ordinaire parmi les jeunes chevaliers du temps, et Oviedo, qui vivait un peu plus tard, remarque la nécessité dans laquelle était tout vrai chevalier d'être amoureux ou de *feindre de l'être* pour donner un lustre convenable et un stimulant à ses entreprises. Mais la plus singulière preuve de l'exaltation extraordinaire à laquelle les pensées romanesques étaient arrivées en Espagne se trouve dans la belle et ancienne chronique d'Alvaro de Luna publiée par l'académie en 1784. Le principal champion se nommait Sueno Quenones; avec neuf compagnons il engagea à Orbigo, non loin de la chasse de compostelle, une passe d'armes contre tous venant, en

présence du roi Jean II et de sa cour; l'objet de ce combat était de relever ce chevalier de l'obligation que lui avait imposée sa maîtresse de porter un collier de fer au cou tous les jeudis. Les joutes durèrent trente jours et les vaillants champions combattirent sans cuirasse, sans boucliers et avec des armes portant des pointes en acier de Milan. Six cent vingt-sept rencontres eurent lieu et l'on cassa cent soixante-six lances avant que la lutte ne fut déclarée close. Toute cette histoire est racontée avec une grande gravité par un témoin oculaire, et le lecteur peut s'imaginer qu'il parcourt un passage des aventures de Lancelot ou d'Amadis. Les détails de ce tournoi sont rapportés dans la *Chevalerie* de Mills (vol. II, chap. V); l'auteur a dépouillé les heureux champions d'une partie de leur mérite en fixant inexactement le nombre des lances brisées à soixante-six.

Le goût de ces extravagances romanesques développa naturellement une passion correspondante pour la lecture des romans de chevalerie; bientôt ces deux choses réagirent l'une sur l'autre. Les légendes poétiques ont aussi charmé les longues soirées des Normands, nos ancêtres; mais avec le progrès de la civilisation elles ont fait place à d'autres formes de compositions plus vraies; elles conservèrent leur faveur en Italie où elles avaient passé en dernier lieu et furent consacrées par des plumes illustres; mais l'Italie n'était pas la véritable terre de la chevalerie et les inimitables fictions de Bojardo, de Pulci et de l'Arioste furent composées, avec le sourire dérobé d'une ironie déguisée et si éloignée d'un ton sérieux qu'elles provoquèrent un sourire correspondant d'incrédulité chez le lecteur.

En Espagne les merveilles des romans étaient toutes acceptées avec une parfaite bonne foi, non pas qu'on les

crût littéralement vraies, mais le lecteur se prêtait de lui-même à l'illusion; il était transporté d'admiration par le récit d'exploits, qui, vus avec d'autres yeux que ceux d'une imagination en délire, eussent été complétement ridicules; ces ouvrages en effet n'ont le mérite, ni d'un style enchanteur, ni d'une vérification harmonieuse, propres à leur donner du relief; ils sont pour la plupart un ramassis d'inconvenances mal digérées, offrant aussi peu de mesure et d'invraisemblance dans les personnages que dans l'intrigue; tout était écrit dans un style « d'Hercule, » avec une licence d'allusions et d'images qui ne pouvaient manquer de corrompre le goût et le cœur des jeunes lecteurs. L'esprit habitué à ces peintures monstrueuses et exagérées, perdit tout respect pour les chastes et sobres productions de l'art. L'amour du gigantesque et du merveilleux dégoûta le public des traits simples et véridiques de l'histoire réelle. Les sentiments sensés exprimés par un Espagnol, l'auteur anonyme du *Dialogo de las Lenguas*, représentent probablement ceux de beaucoup de ses contemporains. « Dix des meilleures années de ma vie, dit-il, ne furent employés à rien de mieux qu'à dévorer ces mensonges, je le faisais même pendant mes repas, et la conséquence de cet appétit dépravé, fut que si je prenais un ouvrage historique, sérieux ou passant pour tel, j'étais incapable de le parcourir. »

L'influence de ce goût faussé fut presque aussi fatal à l'historien lui-même qu'aux lecteurs; il se vit forcé de servir au public dans tous ses travaux un mélange de merveilleux, de nature à discréditer la véracité matérielle de tous ses récits. Tout héros devint un demi-dieu, dont les œuvres éclipsèrent les travaux d'Hercule; tout moine ou vieil hermite fut converti en saint, opérant plus de miracles, avant

et après sa mort, qu'il n'en eût fallu pour canoniser tout un monastère. Les âges fabuleux de la Grèce sont à peine plus fabuleux que la fin du moyen âge dans l'histoire d'Espagne, triste à comparer sous ce rapport avec celles de la même période dans beaucoup de contrées de l'Europe. La confusion des faits et de la fiction dura fort longtemps, et si l'écrivain suit sa route à la lumière douteuse de la tradition, il lui est impossible de distinguer les figures de l'ombre. Les plus illustres noms des annales de la Castille, — noms attachés aux glorieuses fondations du pays et conservés comme tels dans les pages des chroniqueurs et les chants des poètes, — noms associés aux souvenirs les plus émouvauts et les plus patriotiques — se trouvent aujourd'hui avoir été de pures créations de la fantaisie. Il n'y a, semble-t-il, pas plus de raison pour croire à l'existence réelle de Bernardo del Carpio, sur lequel on écrivit tant de prose et de vers, qu'à celle des paladins de Charlemagne et des chevaliers de la Table-Ronde. Le Cid même, le héros national de l'Espagne, est considéré par quelques critiques les plus sévères de notre époque, comme un être imaginaire, et il est certain que le monument splendide de ses exploits, admis comme histoire du pays par tout Espagnol, a été mis en pièce par la main rigoureuse de la science moderne. Ces héros, il est vrai, ont vécu avant l'iutroduction du roman de chevalerie, mais les légendes contenant leurs prouesses ont été multipliées au delà des bornes, par suite de la passion créée par les romans, et il leur fut donné en même temps une croyance que ne leur eût jamais accordée une autre nation civilisée. En somme, les éléments vrais et faux se trouvèrent confondus au point de convertir l'histoire en roman et de revêtir le roman d'une autorité qui n'appartient qu'à l'histoire.

Les conséquences déplorables soulevèrent l'indignation des hommes sensés et, à la fin, provoquèrent l'intervention du gouvernement. Charles-Quint, en 1543, défendit par un décret l'importation, l'impression et même la lecture des romans de chevalerie dans les colonies américaines. Leur législation émanait uniquement de la couronne, qui les considérait comme sa propriété exclusive. En 1555 les cortès du royaume présentèrent une pétition (dont la signature royale pouvait faire une loi), exposant les maux divers qui résultaient de ces livres. Il y a dans le ton de cette pièce un mélange de simplicité et de solennité qui amusera le lecteur. « En outre, nous disons qu'il est très notoire que des dommages ont été causés aux jeunes gens, jeunes filles et autres personnes, par la lecture de ces ouvrages remplis de mensonges et de frivolités, comme *Amadis* et autres du même genre. La jeunesse spécialement, par sa légèreté naturelle, recherche ces sortes de lectures et se passionne par les récits d'amour et d'exploits militaires ou d'autres absurdités qu'elle y trouve; quand des situations analogues se présentent, elle est poussée à agir avec beaucoup plus d'extravagance qu'elle ne l'eût fait sans cela. Souvent la fille, que sa mère a enfermée en sûreté dans la maison, s'amuse à lire ces livres qui lui font plus de mal que si elle fût sortie. Tout cela aboutit, non seulement au déshonneur des individus, mais au grand détriment de leur conscience, en détournant les affections de la sainte et vraie doctrine chrétienne, pour ces méchantes frivolités par lesquelles les esprits, comme nous l'avons représenté, sont complétement troublés. Pour y remédier, nous supplions Votre Majesté qu'il soit interdit de lire des livres contenant de pareils sujets; que ceux aujourd'hui imprimés soient réunis et brûlés, et qu'aucun ne soit publié

par la suite sans licence spéciale. Par cette mesure, Votre Majesté rendra grand service à Dieu, aussi bien qu'à ceux de ce royaume, » etc., etc.

Malgré cette pompeuse expression de la désapprobation publique, ces ouvrages séducteurs conservèrent leur popularité. L'empereur Charles, oubliant sa propre défense, prit grand plaisir à leur lecture. Dans les fêtes royales, on rappelait souvent les exploits fabuleux de la chevalerie, et Philippe II apparut, dans un de ces spectacles, dans le costume d'un chevalier errant. Moratin énumère une série de soixante-dix romans volumineux, tous du XVIe siècle et dont quelques-uns eurent plusieurs éditions; un grand nombre d'autres ont sans doute échappé aux recherches. Le dernier de la liste fut imprimé en 1602, et il avait été écrit par un grand de la cour. Tel était l'état des choses quand Cervantes donna au monde la première partie de son *Don Quichotte*. Ce fut contre les idées qui avaient si longtemps défié l'opinion publique et la loi, qu'il dirigea les traits de ses satires; l'entreprise était périlleuse.

Pour arriver à son but, il n'écrivit pas une simple mascarade, pleine d'*humour*, à l'exemple de plusieurs poètes italiens, qui après avoir jeté dans leur romans, un personnage bien connu, le mêlent à des entretiens fastidieux et à de grosses bouffonneries contrastant avec son nom d'une façon ridicule. Pareilles scènes peuvent être de bonnes plaisanteries, mais rien de plus, et Cervantes voulait surtout manier l'arme de l'ironie. Il avait trop des qualités du poète, comprenait trop bien l'esprit véritable de la chevalerie pour ne pas respecter les nobles vertus qui en faisaient la base. Il le prouve dans l'*autodafé* de la bibliothèque de *Don Quichotte*, dont il sauve *L'Amadis de Gaula* et quelques autres romans,

les meilleurs. Il entreprit, comme il nous le dit lui-même, un sérieux récit de chevalerie.

Cervantes présenta donc un personnage dans lequel sont réunies toutes les vertus généreuses de cet ordre : le désintéressement, le mépris du danger, l'honneur sans tache, la galanterie chevaleresque et ses aspirations vers une perfection idéale, songes creux sans doute, mais songes d'un esprit élevé. L'auteur a soin de représenter ces vertus comme trop éthérées pour la terre; elles se dissipent au contact des tristes réalités de la vie. Cet aspect particulier de l'œuvre a conduit Sismondi, avec d'autres critiques, à penser que le principal but de l'auteur a été « de ridiculiser l'enthousiasme par le contraste de l'héroïque et du vulgaire, » et à voir quelque chose de profondément décourageant dans les conclusions auxquelles il aboutit. Cette interpellation nous paraît être trop recherchée; elle rappelle les efforts de quelques commentateurs d'Homère et de Virgile, découvrant de tristes allégories dans leurs récits par la transformation des ombres en réalités et des réalités en ombres.

Le grand objet de Cervantes était évidemment, comme il l'a exprimé formellement lui-même, de corriger le peuple de sa passion pour les romans de chevalerie. Il n'est pas besoin d'en rechercher un autre dans un ouvrage aussi simple, bien que, nous le reconnaissons, la marche générale du récit produise sur le lecteur des impressions passablement pareilles à celles indiquées par Sismondi. Sa tendance mélancolique pourtant est dans une certaine mesure balancée par la nature adorablement bouffonne des événements. Peut-être, après tout, si nous cherchons absolument une morale comme clef de la fiction, nous pourrions

admettre avec plus de raison qu'elle consiste dans la nécessité de proportionner nos entreprises à nos capacités.

L'imagination du héros *Don Quichotte* est un monde idéal dans lequel Cervantes a jeté toutes les riches conceptions de son esprit; les rêves d'or du poète, les exploits d'une haute fantaisie et les fraîches peintures du bonheur des champs; les somptueuses chimères des âges romanesques de la chevalerie qui ont si longtemps extasié les populations; les riches illusions volant devant nous comme les bulles de savon soufflées par le chalumeau d'un enfant qui reflètent dans leurs teintes changeantes, les objets voisins jusqu'à ce qu'elles se brisent à leur contact et disparaissent. Ces magnifiques images décuplent de beauté, grâce au coloris brillant et attique du style de l'auteur, habile imitation du langage des vieux romans, mais dont le charme échappe nécessairement dans la traduction. La folie de *Don Quichotte* lui fait prendre à la fois l'idéal pour le réel et le réel pour l'idéal; il croit à l'existence dans le monde de tout ce qu'il a vu dans les romans et transforme tout ce qu'il rencontre dans la nature en visions analogues; il est difficile de dire laquelle de ces confusions produit l'effet le plus burlesque.

Pour donner plus de relief à ces joyeuses fantaisies, Cervantes les a revêtues d'un corps animé, mais il l'a fait contraster avec un personnage qui est, on peut le dire, l'antipode de son héros. L'honnête Sancho représente le principe matériel aussi parfaitement que son maître exprime l'intellectuel ou l'idéal; il est de la terre et terrestre; fin, égoïste et sensuel, ses rêves n'ont pas la gloire pour objet mais la bonne chère; il s'occupe d'une seule chose, c'est de sa peau. Ses notions sur l'honneur semblent avoir beaucoup de ressemblance avec celles de son jovial contemporain,

Falstaff, telles qu'elles se révèlent dans son fameux monologue. Dans cette sublime scène de nuit qui se termine par la lutte contre les moulins — scène vraiment sublime jusqu'au dénouement, — Sancho demande à son maître : « Pourquoi avez-vous besoin de courir cette aventure? Il fait nuit profonde et il n'y a pas une âme vivante pour nous voir; nous n'avons rien de mieux à faire que de nous en aller et nous mettre à l'abri du danger; qui s'apercevra ici que nous reculons? » Peut-on imaginer quelque chose de plus habilement opposé à l'esprit vrai de la chevalerie? Le roman dans son ensemble déploie partout une puissance d'antithèse aussi grande que ces deux personnages parfaitement opposés l'un à l'autre, non seulement par leur esprit et leurs allures générales, mais dans les moindres détails de leur extérieur.

Il a fallu un grand effort d'art à Cervantes pour conserver la dignité du caractère de son héros au milieu de la détresse bouffonne et ridicule dans laquelle il est continuellement plongé. Sa faiblesse d'esprit nous porte à séparer son caractère de sa conduite et à le dégager de toute responsabilité dans ses actes. L'habileté de l'auteur ne se montre pas moins, à propos de Sancho Pança, l'autre figure importante du livre; malgré les défauts les plus méprisables, il parvient à nous intéresser vivement par la beauté de sa nature et son intelligence rusée. Il est trop intelligent, à la vérité, pour avoir suivi un maître sans cervelle, s'il n'eût été séduit par la promesse d'une récompense matérielle. Il est la personnification vivante de la sagesse du peuple — une « botte de proverbes, » comme l'appelle parfois le chevalier. Les proverbes sont la forme la plus précise dans laquelle la sagesse d'un peuple se résume. Ceux de Cervantes ont été recueillis dans différents ouvrages écrits en Espagne où ils dépassaient

en nombre ceux de tout autre peuple et peut-être de tous les peuples réunis de l'Europe. Comme beaucoup remontent à une date très ancienne, ils ont une grande valeur pour les puristes castillans auxquels ils fournissent de riches exemples des idiomes purs et des variations diverses de leur langue.

Les personnages du second plan, esquissés avec moins de soin, sont d'admirables études de caractère national; sous ce rapport *Don Quichotte* ouvre, on peut l'affirmer, une époque dans l'histoire des lettres; il est le premier roman de mœurs, branche distinguée de la littérature moderne. Ce genre d'écrits, quand il est bien exécuté, s'élève à la dignité de l'histoire dont il forme une partie importante; l'histoire décrit les hommes moins comme ils sont que tels qu'ils apparaissent dans leur rôle sur le grand théâtre de la politique : — les hommes déguisés. Elle se fonde sur de documents qui trop souvent cachent les desseins réels sous le manteau habilement drapé de la raison d'état; ou bien encore sur les versions des contemporains aveuglés par les passions et les intérêts. En dehors même de ces remarques, les révolutions des peuples, leurs guerres et leurs intrigues ne représentent pas l'aspect unique et le plus intéressant sous lequel la nature humaine puisse être étudiée; son véritable caractère nous est dévoilé par l'homme dans son intérieur, à son foyer; dans ses occupations habituelles dans le monde, déterminées par l'amour du gain ou des plaisirs; sa manière de vivre de chaque jour, ses goûts, ses opinions comme elles se manifestent dans les relations sociales; c'est dans toutes ces formes réflétant l'intérieur de la société que l'homme doit être étudié, si l'on veut connaitre les mœurs et les idées réelles du temps, se former une idée nette et précise de ses progrès dans la civilisation.

Mais ces questions n'appartiennent pas au domaine de l'historien; il ne peut trouver de documents authentiques pour les appuyer; elles appartiennent au romancier qui, à la vérité, invente ses incidents et crée des personnages, mais doit, s'il reste fidèle aux règles de son art, les animer par les passions, les sentiments et les mobiles en action au temps où il place son écrit. Ses portraits n'en sont pas moins vrais parce que personne n'a posé devant lui; il a saisi les physionomies de l'époque. Quel lecteur ne s'est pas formé une idée plus nette de l'état de la société et des mœurs de l'Écosse par *les romans de Waverley* que par les meilleurs historiens? de l'aspect du moyen âge par le simple livre d'Ivanhoé que par des volumes de Hume ou de Hallam? De la même façon la plume de Cervantes nous a donné une peinture plus précise et plus riche de la vie en Espagne au XVIe siècle que ne ferait une bibliothèque de chroniques monacales.

L'Espagne, qui a fourni le premier bon modèle de ce genre de littérature, semble avoir possédé pour cela des éléments plus nombreux qu'aucun autre pays, excepté l'Angleterre. Ceci peut être dû, dans une large mesure, à la liberté et à l'originalité de son caractère national. C'est le pays où les classes inférieures approchent le plus près, dans leur conversation, de ce qu'on appelle *l'humour;* on le retrouve dans un grand nombre de proverbes aussi bien que dans les ouvrages de *Picaresco*, productions indigènes où l'esprit tourne trop à la simple plaisanterie réaliste. La libre attitude du caractère national peut être assignée en partie au libéralisme des institutions politiques du pays avant que l'Autriche n'eût posé sur lui sa main de fer. Les longues guerres contre les envahissements mahométans, avaient

appelé les paysans sous les armes et leur donnaient un certain degré de considération personnelle. Dans plusieurs provinces, comme en Catalogne, l'esprit démocratique revêtit souvent une force indomptable. Les traits particuliers du caractère national se dessinèrent dans cette atmosphère de liberté, et une grande variété de types résultèrent des divisions territoriales de la Péninsule, partagée de longtemps en un certain nombre de petits États indépendants. Le rude habitant des Asturies, le hautain et indolent Castillan, l'Aragonais industrieux, l'indépendant Catalan, le jaloux et rusé Andalous, le citoyen efféminé de Valence et le Grenadin superbe fournissaient à l'artiste des études sans nombre sur les mœurs et les costumes. Le mélange des races asiatiques, dans une proportion inconnue à tous les autres pays de l'Europe, concourut également à ce résultat. Les Juifs et les Mores s'étaient acclimatés en trop grand nombre et depuis trop de siècles dans le pays pour n'y avoir pas laissé de traces de la civilisation orientale. Le meilleur sang de la nation provenait de ce que les Espagnols modernes, — les Espagnols de l'inquisition, — considèrent comme des sources impures; et un ouvrage populaire dans la Péninsule sous le titre de *Tizon Espana*, ou la *Torche de l'Espagne*, a malicieusement reproduit la généalogie des plus nobles maisons du royaume remontant à une origine juive ou moresque. Toutes ces circonstances ont contribué à donner un grand relief poétique au caractère des Espagnols et à les rendre la plus pittoresque des nations de l'Europe. Elle offre aux romanciers des sujets plus variés qu'aucune autre contrée dont les aptitudes particulières ont été contraintes sous le joug d'un gouvernement despotique ou par les lois artificielles et égalitaires de la mode.

Don Quichotte doit encore être examiné sous un autre point de vue, celui de son importance didactique. Il n'est pas seulement moral dans sa tendance générale, rare mérite pourtant à l'époque où il fut écrit, mais il abonde en observations et en critiques qui demandaient à leur auteur une grande hardiesse et une originalité réelle. Telles sont, par exemple, ses attaques contre la sorcellerie et les autres superstitions communes chez les Espagnols; ses satires contre la torture inusitée dans les cours ordinaires, mais très en vogue devant l'inquisition; ses fréquentes ironies à l'adresse de diverses espèces de productions littéraires. Les critiques répandues dans toute son œuvre montrent chez lui une profonde connaissance des principes vrais du bon goût longtemps avant leur avènement; elle revêtit ses jugements d'une autorité suprême aux yeux de ses compatriotes. En réalité, le grand but de son livre était d'instruire, puisqu'il était une satire contre les fausses idées de son âge. Le dernier roman de chevalerie avait paru en 1602, avant la publication de *Don Quichotte;* ce fut le dernier publié en Espagne. Cette sorte d'écrits qui avait défié tous les efforts, fut complètement anéantie par la puissance de l'ironie :

« Ce souffle doux et chaud dont le pouvoir subtile
« Est plus fort que l'orage à ses plus tristes heures. »

Il fut impossible à tout nouvel auteur de se faire lire; le public avait vu comment la foudre était forgée; le spectateur avait passé dans les coulisses et savait de quel élément vulgaire étaient tirés les rois et les reines. Il lui devenait impossible, par aucun effort d'imagination, de convertir ce clinquant et ces jouets colorés en diadèmes et en sceptres; l'illusion avait passé pour jamais.

La satire rarement survit aux intérêts locaux et passagers auxquels elle s'attaque; elle perd la vie avec son aiguillon. Celle de Cervantes fut une exception; les objets contre lesquels elle était dirigée ont perdu depuis longtemps leur intérêt et le lecteur moderne est attiré par le livre uniquement pour son exécution comme œuvre d'art; le manque de connaissances historiques l'empêche même de comprendre un grand nombre d'allusions qui lui donnèrent tant de piquant à son époque. Malgré ces désavantages, non seulement sa popularité s'est maintenue, mais augmentée; Cervantes jouit d'une plus haute considération que de son temps. Voilà les triomphes du génie!

Notre écrivain appréciait très bien son ouvrage et plus d'une fois il prédit sa popularité. « Je fais le pari, dit Sancho, qu'avant longtemps, il n'y aura pas une échoppe, une taverne, une boutique de barbier qui ne possède une peinture de nos exploits. » La prédiction de l'honnête écuyer s'accomplit du temps de l'auteur qui put voir son œuvre représentée sur le bois et la toile, aussi bien que par la taille douce. Outre plusieurs éditions en Espagne, elle fut imprimée de son vivant en Portugal, en Flandre et en Italie. Depuis ce temps, les réimpressions ne peuvent se compter dans la Péninsule et au dehors; le livre a été traduit dans presque toutes les langues de l'Europe; dix fois en anglais, huit fois en français et moins dans d'autres contrées. Nous terminerons par un rapide examen de quelques-unes des éditions principales, y compris celle qui est mentionnée en tête de notre article.

La vogue d'un roman engage souvent des gens incapables à le publier; de là un nombre considérable d'erreurs qui vont jusqu'à dépouiller le texte original de presque toute sa

beauté; certains passages sont omis et, chose plus honteuse, d'autres, écrits par des plumes étrangères, sont intercalés. La première tentative pour arracher l'original aux griffes de ces harpies qui l'avaient vilainement sali fut faite, chose assez singulière, dans la Grande-Bretagne. La reine Caroline, femme de Georges II, avait réuni une collection de romans qu'elle nommait plaisamment « la bibliothèque du sage Merlin; » elle ne possédait pas celui de Cervantes, et un gentilhomme, lord Carteret, entreprit de lui en fournir à ses frais un bon exemplaire. Ce fut l'origine de la fameuse édition publiée à Londres par Honson en 1738. *Quatre volumes in quarto*. Elle contenait la vie de l'auteur écrite expressément par le savant Mayans y Siscar. C'était la première biographie de Cervantes qui fût digne de ce nom, et elle montre dans quel oubli était tombée son histoire personnelle, puisque sept villes à la fois revendiquaient l'honneur de lui avoir donné naissance. Sa destinée ressemblait à celle d'Homère.

L'exemple donné par des étrangers excita dans son pays une honorable émulation, et à la fin en 1780 une magnifique édition sorti des presses très célèbres d'Ybarra, fut publiée à Madrid en *quatre volumes in-quarto*. Sous les auspices de l'Académie royale d'Espagne, cette compagnie littéraire, différant de beaucoup d'autres aux noms ronflants, a contribué très efficacement à l'avancement des lettres, non seulement par des mémoires originaux, mais par de belles et savantes éditions des auteurs anciens; son *Don Quichotte* montre un travail de révision très soigné du texte collationné avec divers exemplaires imprimés pendant la vie de l'auteur et que l'on croit avoir été corrigés par lui; il y a aussi de bonnes raisons de supposer que ces corrections ont

été faites par une main peu soigneuse; dans tous les cas, cette première édition contient une quantité considérable de fautes typographiques.

Avant la publication du livre de l'Académie, on connaissait la *Vie de Cervantes,* par Kios, écrite avec une élégance peu commune et contenant environ tous les détails intéressants qui le concernaient; une analyse détaillée de l'ouvrage suit, dans laquelle se trouve un parallèle travaillé avec soin entre son œuvre et celle d'Homère. Mais le romantique et le classique diffèrent trop entre eux pour admettre un tel rapprochement, et ce travail a nécessairement entraîné son auteur dans une foule d'absurdités qui montrent une ignorance complète des vrais principes de l'esthétique; il se fut mis à l'abri de ce reproche s'il avait pris garde aux maximes de Cervantes lui-même.

Dans l'année suivante, 1781, il parut une autre édition en Angleterre qui mérite une mention spéciale. Elle fut préparée par M. Bowle, ministre à Idemeston, qui s'était passionné pour le roman de Cervantes au point de réunir une bibliothèque de tous les ouvrages susceptibles de jeter, quelque lumière sur cet auteur et de consacrer quatorze années à un commentaire digne de lui. Il y avait une ample carrière pour ce travail; un grand nombre d'allusions satiriques du roman étaient mal comprises, comme nous l'avons dit, à cause de l'ignorance des ouvrages de chevalerie auxquels elles ont traits. Beaucoup d'incidents et d'usages connus au temps de Cervantes étaient depuis longtemps oubliés, et des expressions tombées en désuétude demandaient des explications. Cervantes lui-même avait commis plusieurs fautes grossières que, dans sa révision, il avait omis de corriger. Le lecteur se rappellera facilement la con-

fusion relative à l'âne de Sancho qui apparaît sur la scène ou en disparaît très mal à propos suivant que l'auteur oublie qu'il a été volé; par la suite, il corrigea cette erreur en deux ou trois endroits, mais la laissa subsister en trois ou quatre autres. On trouve de même une quantité infinie d'anachronismes, et en réalité toute la continuation en est un, puisque l'auteur introduit son héros critiquant la première partie dans laquelle son épitaphe est transcrite.

Cervantes paraît avoir eu une grande répugnance pour le travail de révision; il laissa certaines fautes passer à la presse et refusa d'en corriger d'autres en remarquant avec plus d'esprit que de vérité qu'elles étaient comme certaines pierres dont les taches augmentent la valeur. Il songeait peu que ses *lapsus* seraient un jour surveillés de si près, qu'un catalogue rédigé de notre temps constaterait ses répétitions et ses invraisemblances, et que chacun des exploits de son héros serait mis en ordre dans une table chronologique faite avec soin comme pour une histoire réelle. Il eût encore été bien plus loin de penser qu'au milieu du XVIIIe siècle une société savante, l'Académie de littérature et des beaux-arts de Troyes, en Champagne, choisirait une députation dans son sein chargée d'aller en Espagne et de fouiller la bibliothèque de l'Escurial pour retrouver, s'il se pouvait, *le manuscrit original de ce sage arabe*, duquel Cervantes annonçait avoir traduit son roman. C'est un peu plus de folie que *Don Quichotte* n'en avait eue et, cependant, le fait s'est passé!

L'édition de Bowle fut imprimée en six volumes in-4°; les deux derniers contenaient des notes, des explications et un index, « *tout, comme le texte en Castillan.* » Watt, dans sa laborieuse *Biblioteca Britannica*, fait observer que le livre ne

répondit pas à l'attente du public; en ce cas le public fut très déraisonnable. C'était un travail d'une merveilleuse perfection pour un étranger; il constituait la première tentative d'un commentaire sur *Don Quichotte* et bien que renfermant des négligences dont un écrivain national eût été exempt, il contenait une mine féconde d'explications à laquelle les Espagnols ont recouru en plus d'une occasion sans l'avoir assez reconnu.

L'exemple de l'Angleterre détermina des travaux analogues dans la péninsule, et parmi eux le plus digne d'être mentionné fut l'édition de Pellicer; qui se recommande aux savants par ses discussions très élevées au double point de vue de la critique et de l'histoire : elle contient aussi une bonne biographie de Cervantes dont la vie a été depuis écrite, d'une façon qui ne laisse rien à désirer, par Navarrete bien connu par ses publications sur les découvertes anciennes faites en Espagne. Son travail biographique comprend tous les renseignements directs et subsidiaires qu'il était possible de réunir pour l'éclaircissement de l'histoire personnelle et littéraire de Cervantes; celui-ci, comme son illustre contemporain Shakespeare, a laissé peu de détails intimes, mais le vide a été comblé avec empressement par les inductions et les conjectures.

On manquait encore d'un commentaire classique traitant de l'exécution littéraire de *Don Quichotte*. Ce travail est enfin sorti de la plume de Clemencin, le savant secrétaire de l'Académie espagnole d'histoire, qui s'est acquis une grande réputation par la publication de six volumes de mémoires, ouvrage tout entier de sa main. Dans son édition du roman, outre les lumières d'une scène rare jetées sur beaucoup de points obscurs du récit, il a joint au texte une

critique sévère mais éclairée; tout en signalant nettement les fautes accidentelles contre le bon goût et la syntaxe, il appelle l'attention sur les beautés latentes qui échappent au lecteur vulgaire et pressé; nous doutons qu'aucun classique castillan ait été commenté aussi bien. Malheureusement la première partie de l'œuvre seulement a été achevée par cet écrivain mort tout récemment, et il sera difficile de trouver un critique possédant assez de tact et d'érudition pour la compléter.

Les Anglais, nous l'avons dit, ont fait preuve de leur grande estime pour Cervantes non seulement par leurs travaux critiques, mais par leurs traductions multipliées; plusieurs sont exécutées avec grande habileté eu égard à la difficulté de reproduire exactement le style idiomatique des spirituels dialogues. Les versions les plus estimées sont celles de Motteux, Jarvis et Smollett. La première est peut-être la meilleure; elle est due à un Français, qui vint en Angleterre sous Jacques II. Il ne trahit nullement son origine étrangère; son style riche et piquant, ses tournures délicates sont admirablement faites pour retracer une image vivante et très fidèle de l'original; la légère teinte d'ancienneté propre à ce temps n'a rien de désagréable et s'harmonise avec le ton de dignité chevaleresque qui distingue le héros. Les notes de Lockhart et sa poétique version des vieilles ballades castillanes ajoutées dernièrement à l'édition de Motteux, l'ont rendue la plus complète que l'on puisse désirer. Il est singulier que *Don Quichotte* ait été édité comme classique, commenté, et bien traduit pour la première fois en Angleterre, que plus tard le commentateur anglais ait écrit en espagnol et que la traduction espagnole ait été faite par un Français.

Nous arrivons maintenant à la nouvelle édition du texte

original par M. Sales, la première probablement qui ait paru dans le nouveau monde, où la langue espagnole est parlée dans une moitié du territoire. Un ouvrage uniforme était nécessaire pour répondre aux besoins de notre université, dans laquelle on a longtemps expérimenté les inconvénients d'exemplaires de toute provenance. Les seules que l'on puisse se procurer dans ce pays sont sans valeur quant à l'impression et quant au papier; elles sont en outre défigurées par les plus grosses erreurs. L'orthographe moderne a été substituée par l'Académie à celle de Cervantes; indépendamment des changements qu'elle a subis avec le temps, elle semble n'avoir pas eu de système uniforme dès l'abord, M. Sales s'est conformé à cette haute autorité pour fixer son orthographe, son accentuation et sa ponctuation; dans quelques occasions seulement, il a adopté l'usage de commencer les mots par F au lieu de H et de conserver aux verbes leurs terminaisons invariables comme *hablades* pour *hablais*, *hablabades* pour *hablablais*, *amades* pour *amais*, *amabades* pour *amabais;* ce mode, on peut le contester, est mieux approprié au ton altier des discours du bon chevalier, qui affecte dans la conversation un respect pour l'antiquité auquel ses traducteurs n'ont pas toujours prêté une attention suffisante.

Le nouvel éditeur a fait dans le texte original quelques changements que l'on n'avait pas, croyons-nous, tenté jusqu'ici. Nous avons déjà fait remarquer les négligences des premiers exemplaires de *Don Quichotte;* une partie en est imputable à Cervantes lui-même, et une plus grande encore à ses imprimeurs. Il est impossible de corriger ces erreurs par la collation du manuscrit perdu depuis longtemps. Tout ce que l'on peut faire est donc de les signaler par des notes,

suivant le procédé de Clemencin, d'Arrietta et d'auteurs commentateurs. M. Sales a préféré introduire les corrections dans le texte. Voici un ou deux exemples de ces altérations.

« Poco anas o. » — Tom. I, p. 141.

La rédaction dans les vieilles éditions est « *Poco anas* à menos » phrase aussi inintelligible en espagnol que sa traduction le serait en anglais; mais elle fut employée, semble-t-il, par d'autres autorités, du temps de Cervantes.

« Por tales os juzgue y tuve. » — Tom. I, p. 104.

Les éditions anciennes ajoutent : *siempre*, ce qui est évidemment incorrect, puisque *Don Quichotte* parle au présent.

« *Don Quijote* quedo admirado. » — Tom. I, p. 143.

Les autres éditions portent « *el cual* quedo, » etc. L'emploi du pronom relatif fait demander au lecteur à quel substantif il se rapporte et M. Sales, conformément à l'idée de M. Clemencin, a rendu la phrase claire en substituant le nom du chevalier.

« Donde les *succedieron* cosas, » etc. — Tom. II, p. 44.

Dans les autres éditions « *sucedio* » est une faute de grammaire puisqu'il s'accorde avec un substantif pluriel.

« En tan poco espacio de tiempo como ha que *estuvo* allà, » — etc. (Tom. II, p. 132, au lieu de *està allà*), temps mal employé évidemment, puisque le verbe exprime une action passée.

Il est inutile de multiplier les exemples; nous en avons suffisamment cité pour montrer d'après quel principe les corrections ont été exécutées; elles se bornent à des fautes grammaticales ou à des négligences de style qui obscurcissent ou détruisent le sens des phrases; elles ont été faites avec grande circonspection et en parfait accord avec les opi-

nions des plus hautes autorités grammaticales; elles ne sont pas destinées au critique savant, qui préfère nécessairement le texte primitif avec toutes ses fautes; mais elles sont d'une valeur infinie pour la grande masse des lecteurs et pour les étudiants, qui peuvent désormais lire ce bel ouvrage classique dépouillé de ses taches, de peu d'importance, sans doute pour un indigène, mais de nature à égarer un étranger.

Outre ces corrections, M. Sales a donné une valeur nouvelle à son livre en le faisant précéder de l'admirable discours de Clémencin et d'une grande quantité de notes tirées et résumées des meilleurs commentaires. Son but a été non pas d'entraîner le lecteur dans des controverses d'histoire ancienne et de critique, mais de lui expliquer le texte; et quand les autorités ont omis de le faire, l'éditeur a donné ses propres explications qui jettent beaucoup de lumière sur des questions peu familières à un étranger. Nous croyons que dans cette partie de son ouvrage il eût trouvé un grand secours dans Bowle, dont il ne semble pas avoir consulté le travail. Le commentateur castillan Arrietta, auquel il a souvent recouru, doit beaucoup au critique anglais qui, en sa qualité d'étranger, s'est livré à beaucoup d'explications utiles, sauf pour un Espagnol.

Nous pouvons présenter une autre remarque à propos de la nouvelle édition ; elle est relative aux coupures faites dans le texte à l'imitation des traductions anglaises; elles donnent une grande aisance au lecteur, sérieusement fatigué par l'interminable amas de pages des autres éditions qu'aucun point de repos ne sépare.

Nos lecteurs, nous le craignons, vont penser que nous nous sommes lancé sur un terrain inépuisable de discussion ; nous ferons remarquer en terminant que l'exécution maté-

rielle du *Don Quichotte* fait grand honneur à notre imprimerie. Le livre est orné de gravures de notre Cruikshand américain, Johnston ; — quelques-unes sont originales, mais la plus grande partie est copiée d'après la dernière édition anglaise du traducteur Smollett. Dessinées et exécutées avec beaucoup d'esprit, elles eussent grandement satisfait l'honnête Sancho, qui prédit ce genre d'immortalité à son maître et à lui-même.

Nous félicitons le public de posséder enfin une édition de prix de la littérature castillane, sortie de notre presse sous une forme si élégante et exécutée avec tant de correction et de jugement; nous croyons que l'ambition de son respectable éditeur sera récompensée comme elle mérite de l'être par l'accueil de son livre, comme classique, pour tous les colléges du pays où l'on parle la noble langue de la Castille.

LA CONQUÊTE DE GRENADE

LA CONQUÊTE DE GRENADE

PAR

IRVING[1]

Octobre 1837

Presqu'autant de qualités sont requises d'un historien parfait — et en réalité l'abbé Mably en énumère un aussi grand nombre — que Cicéron en demandait à l'orateur. Il doit être rigoureusement impartial, partisan de la vérité dans toutes les circonstances et prêt à la proclamer à tout hasard, il doit être profondément versé dans tout ce qui peut mettre en relief le caractère du peuple dont il s'occupe, non seulement dans ses lois, sa constitution, ses ressources générales et dans toutes les autres parties de son mécanisme gouvernemental, mais encore dans les détails intimes de sa vie morale et sociale, dans le principe dirigeant qui crée le mouvement mais dont l'action échappe à l'œil de l'observateur vulgaire; s'ils traitent d'autres âges et d'autres nations, il doit s'y transporter, s'expatrier pour ainsi dire de la

[1] « *Chronique de la Conquête de Grenade,* » par Fra Antonio Agapida. 1829. 2 vol. in-12. Philadelphie, Carey, Lea et Carey.

sienne, afin de connaître l'aspect et l'influence des époques qu'il veut décrire ; il doit apporter une attention consciencieuse à la géographie, à la chronologie, etc., à propos desquelles le manque de soin a été fatal à plus d'une bonne histoire philosophique ; familier avec ces détails arides, il lui faut déployer les diverses qualités du romancier ou de l'auteur dramatique, plaçant ses personnages dans un jour et des ombres convenables, disposant ses scènes de façon à éveiller et alimenter un intérêt soutenu, et répandre sur l'ensemble de son œuvre ce style parfait sans lequel il serait seulement un magasin de matériaux destinés aux édifices plus élégants d'écrivains à venir. Il doit être..... ou plutôt il n'y a pas de talent qu'un parfait historien ne doive posséder. Il est à peine nécessaire d'ajouter que pareil prodige n'a jamais existé et n'existera jamais.

Mais si l'homme ne peut arriver à une perfection complète dans aucune science en ce monde, il s'en est parfois considérablement approché, et certains écrivains ont paru, à plusieurs reprises, possédant à un très haut degré certaines qualités principales de nature à rappeler l'ensemble par nous indiqué. Le caractère spécial des mérites d'un auteur est ordinairement déterminé par l'âge où il a vécu. Les premiers historiens de la Grèce et de Rome, par exemple, cherchaient moins à instruire qu'à amuser. Ils remplissaient leurs peintures d'images brillantes et séduisantes ; ils n'étaient pas comme les critiques sévères de nos jours, arrêtés dans leurs recherches sur l'antiquité par les faits merveilleux, mais ils les accueillaient avec plaisir comme étant de nature à surexciter l'imagination des lecteurs ; ils interrompaient souvent leur récit par des réflexions peu opportunes, prenaient le plus grand soin du style que devait revêtir leurs idées et enfin

subordonnaient tout au dessein de présenter une *narration* élégante et pleine d'intérêt. Tels étaient Hérodote, Tite-Live, tels furent aussi les premiers chroniqueurs de l'Europe moderne dont les pages brillent des pompes pittoresques et splendides des temps chevaleresques. On peut dire de ces derniers comme de Hérodote, qu'ils ont écrit dans l'enfance de leur nation, alors qu'il faut s'adresser plus à l'imagination qu'à l'intelligence. Tite-Live, qui parut dans un siècle plus avancé, vécut cependant dans une cour et à une époque où la tranquillité et l'opulence disposaient l'esprit des hommes aux récréations élégantes plutôt qu'à un ordre d'idées et à un travail sévères.

A mesure que la nation vieillit ou qu'elle subit des calamités, l'histoire de son côté prit une tournure plus grave. La fantaisie céda la place à la réflexion. L'esprit qui n'était plus engagé à errer au dehors, en quête de tableaux délicats et flatteurs à l'œil, se replia sur lui-même, médita plus profondément et chercha un appui contre les maux extérieurs de la vie dans la vérité morale et philosophique. On abandonna la description pour l'étude de l'homme : le roman devint le drame. Il en fut ainsi de Tacite, — vivant sous les monstres couronnés qui firent de Rome un charnier — et dont les récits laconiques sont mêlés d'assez d'axiômes de morale et de politique pour composer un volume comme l'a fait Brotier dans son édition de cet historien. Le même esprit philosophique anime les pages de Thucydide, qui fut lui-même un des principaux acteurs du long et désastreux combat dont l'issue fut la ruine de son pays.

Malgré la manière plus profonde et plus large de ces derniers écrivains, il existe encore une grande différence entre la forme qu'ils ont donnée à l'histoire et celle qui doit

être adoptée aujourd'hui. Nous n'avons pas l'intention de déterminer mais de rechercher leurs mérites. Les Grecs et les Romains vivaient quand le monde, ou tout au moins l'esprit de l'homme, était dans un état relatif d'enfance — quand l'imagination et les sentiments étaient plus susceptibles d'être excités et recherchaient plus l'excitation; ils possédaient un sentiment plus délicat du beau que les modernes; ils étaient infiniment plus soigneux de la forme extérieure, du fini et de tout ce qui fait ressortir le côté artistique d'un livre; la poésie en réalité se mêlait à leur vie et à leurs plaisirs de chaque jour; elle entraînait leurs plus graves délibérations. Le commandement des armées était confié non au meilleur général, mais souvent au plus éloquent orateur. La poésie entrait dans leur religion et créait ces beaux monuments d'architecture et de sculpture que le souffle du temps n'a pas ternis; elle faisait partie de leur philosophie et personne ne ressentit son influence plus complétement que celui qui aurait voulu la bannir de la république; elle animait l'âme de ses orateurs et produisait ces magnifiques morceaux — assez ternes dans la bouche hésitante de nos écoliers — mais qui transportaient d'enthousiasme la vaillante population d'Athènes. La poésie se mêla profondément aux derniers jours de leur histoire; elle apparut d'abord dans les chroniques nationales d'Homère; elle perdit peu de son éclat, bien qu'elle se conformât aux lois générales de la composition en prose sous Hérodote, et elle jeta une grâce riante sur les sobres écrits de Thucydide et de Xénophon. Mais la muse fut dépouillée de ses ailes, elle ne se livra plus aux excursions aériennes dans les belles régions du roman, et pourtant pendant qu'elle marchait sur le sol, les plus éclatantes fleurs naturelles semblaient naître

sans culture sous ses pas. Nous ne voulons pas dire par là que l'histoire de la Grèce ait recherché les ornements d'une rhétorique enchanteresse; rien de plus simple que son plan général et son exécution; ils sont même trop simples pour être imités aujourd'hui. Thucydide coordonne les événements sans le moindre artifice et d'après les révolutions régulières des saisons; la fin de chaque partie reproduit cette même et éternelle répétitiou : « ἔτος τῷ πολέμῳ ἐτέλευτα τῷδε, ὃν Θουκυδίδης ξυνέγραψε. » Mais dans les discours supposés dont il a enrichi sa narration il a laissé les plus beaux exemples de l'éloquence attique; il atteignit une si grande perfection de style que Démosthènes, comme on le sait, dansl'espérance de s'approprier quelques-unes de ses grâces littéraires trouva convenable de le recopier trois fois.

La conception générale de l'histoire chez les modernes est fort différente; elle se conforma d'abord aux exigences des situations et comme les anciens elle réfléta l'esprit de son temps. Si les Grecs ont vécu dans l'enfance de la civilisation, les hommes de nos jours, on peut le dire, vivent dans sa virilité. La vivacité de l'imagination s'est émoussée, mais la raison a mûri. La crédulité de la jeunesse a cédé la place aux habitudes d'examen attentif, parfois même à un froid scepticisme. Les productions qui parurent au crépuscule douteux du début montraient encore, il est vrai, l'amour du merveilleux, l'esprit léger et fantaisiste d'un âge jeune et tendre, mais un nouvel ordre de choses se fit jour quand les monuments des études classiques furent ouverts aux yeux du savant; l'esprit sembla prendre possession du riche héritage amassé en tant de siècles par les sages de l'antiquité et l'on partit en réalité du point où ils avaient terminé leur route. L'homme ainsi grandi par la science et l'expérience fut à

même de saisir plus largement l'ensemble de ses destinées — de comprendre que la vérité est le plus grand des biens et de découvrir la méthode la plus sûre pour arriver jusqu'à elle. La doctrine chrétienne lui avait appris en outre que la fin de la vie est mieux atteinte par une existence d'une utilité active que par la contemplation abstraite, le bonheur égoïste, ou le courage passif, comme l'avaient respectivement enseigné diverses sectes de l'antiquité. Une nouvelle mesure de supériorité morale fut aussi établie; le travail fut apprécié par ses résultats et l'utile fut préféré aux ornements. La poésie, renfermée dans sa sphère propre, n'eut plus de part aux conseils de la philosophie. La science intellectuelle et physique, au lieu de flotter dans de vagues spéculations, comme chez les anciens, fut établie par des inductions étudiées et sur l'expérience. L'orateur, au lieu de se parer de la pompe et de l'éclat de la poésie, s'efforça d'acquérir la plus grande habileté dans l'emploi des véritables armes de la lutte. On s'adressa moins fréquemment aux passions et beaucoup plus à la raison. Un champ plus large fut ouvert à l'historien; il ne fut plus réduit à rapporter les événements des époques reculées d'après les rumeurs superficielles de la tradition orale; il put fouiller dans les bibliothèques, étudier les médailles et les monuments, déchiffrer les manuscrits originaux; chaque assertion s'appuya sur une autorité; les opinions étrangères, au lieu d'être admises avec une foi simple, furent comparées soigneusement et pesées sur la balance de la probabilité; antiquaire et critique, l'historien moderne devint en outre philosophe, déduisant des théorèmes généraux de l'ensemble des faits et leur donnant leur application la plus large.

[1] La poésie perdit beaucoup à cette réforme, mais la philo-

sophie y gagna plus encore ; l'élégance diminua dans les arts, mais les secrets les plus importants et les plus cachés de la nature furent mis à découvert. Toutes les connaissances ayant pour objet le bonheur ou le développement de l'humanité, la science du gouvernement, de l'économie politique et de l'éducation, les sciences naturelles et expérimentales furent poussées bien au delà des limites auxquelles elles avaient atteint dans les temps anciens.

Les formes particulières telles qu'elles existent chez les modernes n'acquirent leur entier développement qu'au siècle dernier. Il est bon de remarquer le mode précédent adopté en Espagne et en Italie, et plus spécialement dans ce dernier pays pendant le XVIe siècle. Les histoires de la Péninsule à cette époque semblent avoir réuni l'esprit de généralisation et d'examen qui distingue les modernes aux simples et gracieuses formes de composition que nous ont léguées les anciens. Machiavel, en particulier, nous rappelle une statue moderne ayant tous les traits et les proportions de notre temps, mais à laquelle le sculpteur a donné une espèce de dignité antique en la drapant dans les plis d'une toge romaine. Aucun des historiens espagnols ne peut être placé à côté de lui ; Mariana, qui jouit dans son pays de la plus grande célébrité, donne à son style latin ou castillan l'élégante transparence d'un classique latin, mais la multitude de ses détails n'est animée par aucune lueur de philosophie ou de réflexion originale. Mariana était membre d'une communauté qui a réuni les plus nombreuses, mais, sous certains rapports, les plus médiocres chroniques, en ce qu'elles sont dépouillées de tout intérêt pour toutes les classes de la société, sauf pour un ordre disposé par son éducation à admettre comme vérités les plus grossières inventions du fanatisme ;

qu'elle est la valeur de récits aussi faussés par les préjugés et la crédulité? Les écrivains aragonais et Zurita en particulier, inférieurs comme exécution littéraire, montrent une abondance de pensées et une indépendance d'expression très supérieures au jésuite Mariana.

Les historiens italiens du XVIe siècle ont en outre l'avantage, non seulement d'avoir été les témoins oculaires des faits qu'ils rapportent, mais d'y jouer des rôles considérables : Cette particularité donne à leurs travaux une réalité qu'on chercherait en vain chez un politique de cabinet. Cette union rare de la supériorité politique et privée est délicatement rappelée dans l'inscription du monument de Guicciardini « *Cujus negotium, an otium, gloriosius incertum.* »

Le personnage qui, le premier, fixa par un système régulier les lois actuelles de la composition historique fut Voltaire. Ce génie extraordinaire, dont les ouvrages ont produit un mélange tant de bons et de mauvais résultats, a laissé des preuves nombreuses de ses dispositions humanitaires et pratiques. Jamais ses invectives ne sont plus piquantes que quand elles sont dirigées contre des actes de cruauté ou d'oppression — par dessus tout contre le despotisme religieux. Il vivait dans un âge où il y avait de grands abus et dans l'Église et dans le gouvernement; il employa malheureusement contre eux une arme dont la portée ne peut être précisée par la main la plus habile; le trait envenimé de l'ironie non seulement blesse le membre vers lequel il est dirigé, mais il répand son poison sur les parties les plus saines et les plus éloignées du corps.

L'humeur indépendante et légère de Voltaire forment un singulier contraste avec sa persévérance constante dans ses desseins. Poète, philosophe et historien, ce protée de la lit-

térature anima tous ses écrits du même méchant esprit philosophique, jamais il ne s'en écarta même dans les plus joyeux élans de son imagination; il le mêle à ses romans comme aux sujets les plus graves de l'encyclopédie, à ses lettres familières et à ses poésies licencieuses comme à ses travaux d'histoire. Le principal but de ce système est complétement défini par cette phrase banale. « L'abolition des préjugés. » Mais chez Voltaire les préjugés sont trop souvent confondus avec les principes.

Dans ses travaux historiques, il semble toujours avoir pour but de démontrer sous les couleurs les plus frappantes, les nombreuses variations de l'espèce humaine; d'indiquer la différence des préceptes de la pratique; d'opposer la magnificence du mécanisme à l'impuissance des résultats; les énormes abus du christianisme sont placés à côté des traits les plus méritoires des autres religions et sont ainsi réduits à peu près au même niveau; la crédulité de la moitié des hommes est mise en présence de la ruse de l'autre moitié; aux plus considérables événements il assigne les causes les plus insignifiantes, et les plus hautes conceptions de sagesse sont représentées comme devant être déjouées par les accidents les plus vulgaires. La direction de l'univers semble être ainsi abandonnée au hasard; les mobiles des actions humaines se résolvent dans l'égoïsme; et la religion, sous n'importe quelle dénomination, n'est qu'une forme différente de la superstition. Il est vrai que ses satires s'en prennent moins à un système religieux en particulier qu'à ses vices, mais l'impression faite sur l'esprit n'en est pas moins pernicieuse. *Candide*, un de ses romans philosophiques, fournit un exemple frappant de la manière voltairienne; la thèse d'un complet optimisme dans le monde, sur lequel

il a construit *ce jeu d'esprit*, est certainement insoutenable. Mais l'écrivain français l'attaque par un tel déploiement d'atrocités grossières et hyperboliques, sans l'intervention du moindre palliatif et, par dessus tout, sur un tel ton de persifflage, que si une impression sérieuse reste dans l'esprit, elle ne peut être qu'un scepticisme amer et flétrissant. L'historien oublie rarement ses idées philosophiques pour allumer par une haute et généreuse émotion, l'ardeur du patriotisme ou de l'enthousiasme religieux ; de là son style, toujours gracieux et souvent relevé par les saillies d'un esprit piquant, n'arrive jamais à l'éloquence et au sublime.

On a souvent reproché à Voltaire son manque de fidélité historique ; mais, en réfléchissant sérieusement à la force puissante de ses réflexions et à la variété infinie des questions traitées par lui, nous ne nous hâtons guère d'accueillir cette accusation [1].

Il était souvent imbu des vieilles idées pyrroniennes, et ce défaut, exagéré, comme il l'était chez lui, est presque aussi fatal à l'historien que la crédulité ou la superstition. Ses recherches le conduisirent souvent dans des régions obscures et inexplorées, mais les connaissances qu'il en retira servirent presque toujours uniquement à son dangereux système ; il ressemblait aux génies allégoriques de Milton établissant une route à travers le gouffre du chaos pour que les esprits du mal pussent arriver plus facilement sur la terre.

Voltaire n'amena pas une révolution moindre dans la forme que dans l'esprit de l'histoire ; au lieu de suivre l'or-

[1] Cependant Hallam et Warton, dont l'un s'adonna ardemment à la culture de l'histoire politique et l'autre à celle de la littérature, rendent tous les deux hommage à sa véracité générale.

dre naturel des événements consécutifs, l'ouvrage fut distribué, d'après un *catalogue raisonné*, en parties traitant chacun un sujet et de longues dissertations furent introduites dans le corps de la narration; ainsi, dans son *Essai sur les mœurs*, un chapitre consacré aux lettres, un autre à la religion, un troisième aux mœurs et ainsi de suite. De la même façon, dans son *Siècle de Louis XIV*, il a relégué toutes les explications sur la politique du gouvernement et les habitudes de la cour dans une partie séparée, à la fin du volume.

Ce système pouvait s'écarter de l'ordre naturel dans lequel les faits se présentent dans le monde où les nombreuses occupations de plaisir et d'affaires, les rayons et les ombres de la vie sont quotidiennement mêlées dans le panorama bigarré de l'existence humaine. Mais cette division artificielle met le lecteur à même d'arriver plus promptement aux conclusions par lesquelles seulement l'histoire est utile, en même temps elle permet à l'écrivain de reproduire avec plus de facilité et de poids ses propres expressions.

Ce système fut ensuite poussé si loin, que Montesquieu, daus *Grandeur et décadence des Romains*, ne donna plus d'importance aux faits historiques que pour autant qu'ils lui fournissaient les développements de ses théories particulières. A la vérité, il chercha fort peu à établir son ouvrage sur la véracité de ces faits, et quand les travaux de Niebuhr ou plutôt de Beaufort eurent renversé presque toutes les fondations de l'ancienne Rome, le livre de Montesquieu resta aussi essentiellement inaltéré dans son crédit qu'auparavant. Les matériaux, qui jadis fournissaient le corps de l'histoire, ne sont plus aujourd'hui que des documents dont on retire l'esprit; seulement ce n'a pas toujours été l'esprit de la vérité; le choix arbitraire aussi bien que la disposition

des événements autorisés par la nouvelle méthode ont permis de pervertir facilement les faits pour l'édification des plus incroyables hypothèses.

Le progrès de l'histoire philosophique est particulièrement remarquable dans la Grande-Bretagne où elle semble avoir admirablement cadré avec le caractère sérieux et réfléchi de la nation; les Anglais ont toujours été inférieurs, sous le rapport de la grâce du récit, à leurs voisins les Français; leurs anciennes chroniques ne valent pas celles de ces derniers ou des Espagnols, et leurs histoires les mieux travaillées, jusqu'au milieu du XVIII[e] siècle, ne peuvent en aucune façon soutenir la comparaison avec les illustres modèles de l'Italie. Mais aussitôt après cette époque, divers écrivains se présentèrent et firent preuve d'un ensemble de qualités, d'une érudition, d'un sens critique, d'une puissance de généralisation et d'une sagacité politique sans pareilles dans aucun temps et aucun pays.

L'influence des formes nouvelles de la composition historique fut cependant là comme partout trop fréquemment mise au service des préjugés des sectes et des partis. Des historiens tories et whigs, protestants et catholiques, apparurent successivement et semblaient se neutraliser l'un par l'autre. Les plus respectables traditions furent traitées avec aussi peu d'égards que des contes de nourrice; les statues élevées par l'antiquité furent renversées, et les caractères de monstres que le suffrage général du monde avait voués à l'infamie — un Denis, un Borgia, un Richard III — furent dépeints de telle sorte par ceux que Jovius appelait « les plumes d'or » de l'histoire, que le lecteur, perdu dans un labyrinthe d'incertitudes, fut sur le point de pousser l'exclamation de lord Oxford à son fils : « Oh! ne citez pas l'his-

toire, car je sais qu'elle est fausse! » Il est du reste remarquable que le dernier souverain mentionné, Richard III, dont le nom est devenu un symbole de cruauté, le sujet des ballades et la morale des drames, a été l'objet d'une réhabilitation soigneusement présentée par deux écrivains éminents et du caractère le plus opposé : le brouillon Horace Walpole et le circonspect et consciencieux Sharon Turner. L'apologie de ce dernier se distingue par une précision technique, une sévérité d'examen à propos de l'authenticité des documents, une prudence dans la confrontation des témoignages opposés qui lui donnent un air d'enquête légale. L'histoire semble ainsi suivre la marche d'un procès judiciaire dans lequel l'écrivain fait l'office d'avocat, supprimant avec soin tout ce qui peut parler contre sa partie, se défendant par les plus grands déploiements de preuves qu'il peut trouver, discréditant autant que possible celle de la partie opposée, et, par des interprétations habiles, des déductions ingénieuses, réunissant les arguments les plus plausibles que la cause puisse offrir.

Ce sont là, somme toute, les abus de l'histoire philosophique, et l'étendue peu raisonnable des remarques dans lesquelles nous nous sommes imprudemment laissés aller pourrait nous faire soupçonner de leur donner plus d'attention qu'ils n'en méritent aujourd'hui. Il y a eu peu d'écrivains, n'importe dans quel pays, dont les jugements n'aient été parfois pervertis par les préjugés personnels. Mais c'est un honneur pour les principaux historiens anglais, si parfois ils ont pu être sous l'influence de cette faiblesse humaine, d'avoir dirigé l'ensemble de leurs recherches avec autant d'intégrité que d'impartialité égales; quand ils ont enrichi leurs travaux des produits d'une érudition variée, ils ont su

déduire de ces détails des conséquences de la plus large et la plus pratique application. L'histoire sous leur plume a pu perdre beaucoup de la simplicité primitive et de la vivacité du style qu'elle montra sous les anciens, mais elle a gagné beaucoup plus encore quant à l'ensemble de son utilité scientifique et sous le rapport des leçons de sage philosophie qu'elle a inculquée. Gibbon, plus qu'aucun autre écrivain, représente l'entier développement du nouveau système historique avec ses qualités et ses défauts; sa science était égale à l'étendue de son sujet. Il commence à la civilisation expirante de l'ancienne Rome, continue jusqu'à la période de sa complète résurrection en Italie au XV[e] siècle, et nous fournit, on peut l'affirmer, la lumière destinée à nous guider dans le long intervalle d'obscurité qui sépare le vieux monde du moderne. Le nombre de ses personnages est dans la proportion du temps qu'il embrasse; les Goths, les Huns, les Tartares et toutes les tribus barbares du Nord passent sur la scène avec les habitants plus civilisés du Sud, les Grecs, les Italiens et les intelligents Arabes. Comme la scène se transporte d'un pays à l'autre, nous voyons les populations dépeintes avec les détails de physionomie et la vérité étudiée des costumes qui appartiennent à l'art dramatique; car Gibbon se montra plus habile copiste que beaucoup d'écrivains de son école. Il était en outre très versé dans la géographie, la chronologie, les antiquités, l'esthétique, en somme toutes les sciences subsidiaires de son art. L'étendue de son sujet lui permit de se livrer à ces discussions approfondies, si conformes à l'esprit de l'histoire moderne, sur des questions importantes et de grand intérêt, pendant que ses études premières le mettaient à même d'embellir les détails de ses narrations par les charmes d'une science libérale et élégante.

Que manquait-il à cet écrivain accompli? La bonne foi. Ces défauts étaient précisément du genre de celui dont nous avons parlé plus haut; ses efforts les plus considérables montrent trop souvent le désir de faire tourner la science et la vérité à la défense de systèmes préconçus. On ne peut, en effet, l'accuser d'ignorance ou de manque de soins dans ses recherches; il l'a triomphalement prouvé par sa victoire sur le malheureux Davis; mais son mode déloyal de présenter les arguments aboutit à des résultats aussi mauvais. Dans ses remarquables chapitres sur les *Progrès du Christianisme* qu'il nous annonce « avoir été réduit, par trois révisions successives, d'un lourd volume aux dimensions actuelles, » il a souvent enlevé du texte des détails de nature à jeter beaucoup de crédit sur le caractère de la religion, ou bien il les a relégués dans des notes au bas de la page, tandis que tout ce qui présente un caractère douteux au début de la propagation du christianisme est signalé avec emphase et mis en parallèle avec les plus beaux traits du paganisme. En même temps, par un style insinuant qui en signifie « plus qu'il n'en dit pour l'oreille » il est parvenu à faire naître des soupçons sur la partie qu'il n'osa pas ouvertement attaquer. Il serait facile d'en donner des preuves, si cet article était une place convenable pour le faire; mais nos accusations ne sont pas nouvelles et ont été abondamment développées par d'autres.

C'est par une conséquence de ce scepticisme, que les écrits de Gibbon, comme ceux de Voltaire, ne sont jamais échauffés par un généreux sentiment moral. Le plus sublime de tous les spectacles, celui du martyr qui souffre pour l'amour de sa foi fondée sur la vérité ou l'erreur est contemplée par l'historien avec le sourire ou plutôt avec le dédain de l'indifférence philosophique. Ceci n'est pas seulement de mauvais

goût quand on s'adresse à un auditoire chrétien, mais c'est en outre abandonner volontairement un des moyens des plus puissants de remuer les passions humaines qui ne sont jamais aussi facilement excitées que par les exploits de l'héroïsme persécuté et plein de dévouement.

Bien que Gibbon manquât complétement d'enthousiasme moral, ses écrits sont animés par un style entraînant qui éveille une chaleur correspondante dans l'âme du lecteur; il peut être attribué à son égoïsme, ou, pour être moins sévère, à son ardent attachement à ses études professionnelles et à son ardent amour des lettres. Cet enthousiasme se révèle dans presque toutes les pages de son grand ouvrage et le fait triompher de toutes les difficultés. Ce fait est particulièrement remarquable chaque fois qu'il s'occupe de Rome, l'*alma mater* de la science, dont on peut dire qu'il fut le fils adoptif dès sa première jeunesse. Chaque fois qu'il contemple ses infortunes, il pleure sur elle avec l'amour d'un ancien Romain; et quand il dépeint ses anciennes gloires obscurément entrevues à travers le brouillard de tant de siècles, il le fait avec une si vive précision de pensées que le lecteur, comme le voyageur qui erre dans les ruines de Pompeï, croit contempler les formes originales et les brillantes couleurs de l'antiquité.

C'est à l'égoïsme de Gibbon — dans un sens plus littéral, à sa vanité personnelle — que peuvent être attribués quelques-uns des défauts particuliers dont son style est entaché; l'historien « *De la décadence et de la chute* » oublie trop souvent sa propre importance pour celle de son sujet. La valeur qu'il attache à ses travaux personnels se montre par la dignité bouffie de ses expressions et par l'ostentation des ornements qui contrastent d'une façon assez ridicule avec les questions

sans importance et les lieux communs à propos desquels ils sont employés dans le courant de son livre. Il ne procède jamais avec cette allure franche et aisée de la nature, mais semble bondir de paragraphe en paragraphe par une succession d'efforts disgracieux et convulsifs. Il affectait, comme il nous le dit, la raillerie légère et joyeuse de Voltaire; mais sa pesante imitation du mordant écrivain français peut nous rappeler, pour employer une comparaison familière, l'âne de la fable d'Ésope qui sautait sur son maître pour imiter les gambades légères du chien. Les deux premiers volumes de l'histoire de Gibbon furent écrits dans une forme comparativement simple et dépouillée d'affectation, parce qu'il doutait de la faveur publique; en réalité, son style fut grandement goûté par les critiques les plus capables de ce temps, comme Hume, Joseph Warton et d'autres; on peut le voir par leur correspondance. Mais quand il eut connu la douceur des applaudissements populaires et qu'il eut été couronné comme l'historien de cette époque, son importance croissante devint visible par la pompe et la magnificence de ses manières. Cependant, même par la suite, quand un sujet s'adapte à son style et que sa nature flegmatique est échauffée par les émotions généreuses dont il est quelquefois susceptible, il revêt ses idées des formes les plus splendides et les plus imposantes que l'on puisse trouver dans la langue anglaise.

Les plus remarquables monuments du système historique moderne qui aient paru dans la Grande-Bretagne pendant ce siècle sont les écrits de M. Hallam, dans lesquels l'orateur, écartant à peu près tout ce qui pouvait leur donner une forme purement narrative, essaie de fixer l'attention de ses lecteurs sur les détails plus importants de la politique con-

stitutionnelle, subordonnant l'immense ensemble de ses matériaux à cet objet.

Tandis que l'histoire a été rédigée à peu près suivant les mêmes principes en Angleterre pendant le dernier siècle, une nouvelle route a été ouverte en France, ou plutôt un essai a été fait dernièrement pour rentrer dans l'ancienne. M. De Barante, écrivain aussi estimable comme critique littéraire que comme historien, considère, dans les remarques préliminaires de son *Histoire des ducs de Bourgogne*, les imitations modernes de compilations comme manquant complétement de la vivacité et de la fraîcheur de leurs originaux; elles imposent au lecteur une opinion au lieu de la faire naître en lui, et pendant que les anciens chroniqueurs, en dépit de leur langage informe et tombé en désuétude, sont toujours lus avec délices, les récits des premiers sont secs, languissants et sans intérêt; il propose en conséquence de rester exactement fidèle aux originaux, d'extraire tel qu'il est l'esprit de leurs ouvrages, sans affection cependant de leur style ancien, et de présenter des peintures aussi vives et aussi vraies que possible des temps que l'on décrit, sans entraver le travail par aucune discussion ou réflexion personnelle. Le résultat de cette théorie a été un ouvrage en onze volumes, lequel, malgré ses dimensions, est déjà arrivé à sa quatrième édition.

Les deux dernières productions de notre compatriote, M. Irving, tombent évidemment dans la classe de l'histoire narrative. Il semble particulièrement apte à ce genre par la tournure de son talent, sa perception fine de la beauté morale et matérielle, son habileté à distinguer les plus légères nuances de caractère et à dérouler une série d'événements de façon à maintenir un vif intérêt chez le lecteur,

enfin par sa *lactea ubertas* d'expressions qui lui donne une vive éloquence même dans les sentiments les plus vulgaires. Si la *Vie de Colomb* eût été écrite par un historien d'une autre école que celle dont nous avons parlé, il se fût étendu avec la plus grande complaisance sur le système adopté par Ferdinand et Isabelle pour l'administration des colonies et l'organisation du commerce ; il n'eût pas négligé de discourir sur une question — quelque peu usée, à la vérité — mais aussi si importante que celle des conséquences morales et politiques de la découverte de l'Amérique; cet écrivain n'eût pas voulu, dans une relation de la conquête de Grenade, omettre de recueillir les particularités qui peuvent jeter quelque lumière sur le génie, les iustitutions sociales et la politique des Arabes d'Espagne. Mais tous ces développements, bien que convenables dans une histoire philosophique, eussent été complétement déplacés dans le livre de M. Irving et auraient pu troubler d'une façon désagréable l'harmonie générale de son plan.

M. Irving a rarement choisi un sujet mieux approprié à son talent que la conquête de Grenade. A la vérité, il était à peine possible pour une nature brillante et impressionnable comme la sienne de rester aussi longtemps au milieu des débris de la magnificence mauresque dont l'Espagne est couverte, sans s'intéresser à la fortune d'un peuple dont la mémoire est presque passée à l'oubli, mais qui a conservé « la flamme sacrée » quand elle était presque éteinte dans toute la chrétienté, et dont l'influence sur la civilisation de l'Europe moderne est encore visible. Ce n'était cependant pas une chose facile que de composer nne histoire satisfaisante et authentique des Arabes, bien que le nombre de leurs historiens cités par d'Herbelot et Casiri, semble avoir

dépassé celui des chroniqueurs de toute nation européenne. Les gouvernements despotiques de l'Orient n'ont jamais été propices à cette indépendance d'opinion si essentielle aux écrits historiques : *ubi sentire quæ velis et quæ sentias dicere licet.* Leurs compilations nombreuses, chargées de détails frivoles et encombrants, sont trop souvent dépouillées de la séve et de la vitalité de l'histoire.

Les institutions sociales et morales des Arabes d'Espagne éprouvèrent des modifications considérables, par suite de leurs longues relations avec les Européens, et elles offrent au chroniqueur un vaste champ de recherches qu'on ne pourrait trouver dans une autre contrée musulmane. Malgré cela, les savants castillans, jusqu'à ces derniers temps, ont fait peu de choses pour élucider les antiquités nationales de leurs frères sarrazins; les plus nombreux travaux sur leurs annales politiques, jusqu'aux publications posthumes de Conde, ont été tirées des passages que M. Cardonne a traduits des manuscrits arabes de la bibliothèque de Paris (1).

Les plus intéressantes périodes de la domination des Sarrasins en Espagne sont celles des gouvernements des Omeyades de Cordoue, entre l'année 755 et 1030, et celle du royaume de Grenade s'étendant depuis la moitié du XIIIᵉ siècle jusqu'à la fin du XVᵉ. La phase intermédiaire n'offre qu'un spectacle d'inextricable anarchie. La première de ces époques fut celle où les Arabes atteignirent le comble de l'opulence

[1] Depuis que cet article a été écrit, la lacune indiquée dans le texte a été comblée par la traduction anglaise des « *Mohammedan Dynasties* » de Al Makkari, accompagnée de nombreuses notes et explications de Don Pascual de Gayangos, savant à qui son goût éclairé a permis de rectifier plusieurs erreurs de ses laborieux prédécesseurs et dont la grande science orientale a jeté beaucoup de lumière sur l'histoire politique et littéraire des Arabes d'Espagne.

et de la puissance et où leurs lumières générales forment un contraste frappant avec la barbarie profonde du reste de l'Europe; mais ce fut aussi celle où leur caractère, encore peu affecté du contact des Espagnols, conservait un grand nombre de ses traits asiatiques. Elle n'a cependant jamais été regardée par les savants de l'Europe comme étant d'un intérêt supérieur dans leur histoire, et n'a jamais non plus été choisie, à notre connaissance, comme sujet de production romanesque. Quand, au contraire, leur territoire fut réduit dans les limites de Grenade, les Mores se soumirent insensiblement à l'influence dominante de leurs voisins chrétiens. Leurs annales, en ce temps, abondent en passages d'une beauté et d'un intérêt peu communs. Leurs guerres furent signalées par des prouesses individuelles et des aventures chevaleresques, et dans les intervalles de paix ils se livraient à toute la licence des rêveries luxurieuses. Leur caractère en conséquence, mêlant toutes les particularités de la civilisation orientale et européenne, présente un très beau sujet d'étude au poète et au romancier. Ces phases, pour ce motif, ont été grandement explorées par les Espagnols et n'ont pas été complétement désertées par les écrivains des nations étrangères. Florian, dont les sentiments comme le style semblent flotter toujours entre les régions de la prose et de la poésie, a tiré de l'histoire de ce peuple son roman populaire, *Gonsalve de Cordoue;* elle est aussi le sujet d'un poème épique italien intitulé : *Il conquieta di Granada*, par Girolamo Gratiani de Florence, très goûté par ses compatriotes. Cette question, avant l'apparition du livre de M. Irving, n'avait été traitée par aucun écrivain éminent dans la langue anglaise, au point de vue soit du roman, soit de l'histoire.

La conquête de Grenade dans laquelle s'est limité M. Irving, si désastreuse pour les Mores, fut une des plus brillantes entreprises, de la plus brillante période de l'histoire d'Espagne. Rien n'est plus ordinaire que les éloges exagérés de l'antiquité, « des bons vieux temps, » dont les traits les plus rudes, comme ceux d'un paysage sauvage, perdent leur aspérité à distance. Mais, la période dont nous parlons, et qui embrasse le règne de Ferdinand et d'Isabelle — la fin du xv[e] et le commencement du xvi[e] siècle — fut certainement celle où la nation espagnole déploya l'entièreté de son énergie morale et physique, lorsque sortant de la licence du jeune âge, elle semblait avoir atteint la virilité et le complet développement de ces facultés, dont l'exercice exagéré devait être bientôt suivi par l'épuisement et la décrépitude prématurée.

Ceux des Espagnols qui, en se retirant dans les montagnes du Nord, échappèrent à l'inondation effrayante des Sarrazins au commencement du viii[e] siècle, continuèrent à respecter les libres institutions de leurs ancêtres gothiques. Le « *Fuero zuzgo*, » l'ancien code visigoth fut toujours conservé par les peuples de la Castille et de Léon; il a fourni, on peut l'affirmer, la base de leur législation postérieure, tandis que dans l'Aragon, la ruine de la monarchie primitive ouvrit la route à une forme de gouvernement encore plus libérale et plus équitable. L'indépendance du caractère national ainsi alimentée par les institutions particulières à ces petits États fut encore augmentée, dans la suite, par l'effet des circonstances et de leur situation. Les guerres interrompues avec les infidèles, — la nécessité de leur arracher pied à pied le sol qu'ils avaient conquis, — demandaient le concours actif de toutes les classes de la commu-

nauté et donnèrent à la masse du peuple une intrépidité, une importance personnelle et un développement de ses priviléges sans exemple dans les autres parties de l'Europe. Les communes libres acquirent des portions considérables du territoire reconquis avec les droits de juridiction sur eux; elles envoyèrent leurs représentants aux Cortès, environ un siècle avant que les priviléges identiques ne fussent octroyés aux villes d'Angleterre. Les paysans eux-mêmes, si ravalés à cette époque dans tout le reste de l'Europe, prirent pendant un pareil état de choses, une dignité et une importance délibérée, que l'on retrouve encore aujourd'hui dans leurs manières. Ce fut dans cette classe, que pendant la dernière invasion des Français, on vit renaître, plus brillante, la flamme du patriotisme antique, quand elle semblait presque éteinte dans le cœur des nobles dégénérés.

Les sentiments religieux qui les animaient dans leurs guerres contre les infidèles leur inspirèrent un enthousiasme élevé, et la façon irrégulière dont se passaient ces luttes, fournirent des sujets abondants aux poètes populaires dont l'action est si grande sur les passions des masses. *Le poème du Cid* qui parut, d'après Sanchez, avant le milieu du XII[e] siècle, contribua grandement à rappeler les souvenirs internationaux les plus exaltés, et à tenir en haleine le feu généreux du patriotisme. Cette influence n'est nullement chimérique. Heeren affirme que « les poèmes d'Homère ont été le principal lien qui unissait les États de la Grèce, » et chacun sait l'empire exercé sur les paysans écossais par leurs ménestrels des frontières. De nombreux faits pourraient être cités, démontrant la vénération conservée universellement par les Espagnols pour le héros favori de leur histoire et de leurs romans, alors même qu'ils étaient divisés en

autant de provinces ennemies que l'ait jamais été la Grèce. Mariana rapporte, entre autres faits, qu'un roi de Navarre, faisant une incursion dans la Castille, un siècle environ après la mort du grand guerrier, emportait un riche butin, quand il vit venir à lui l'abbé d'un couvent voisin qui, suivi de ses moines, portait l'étendard du Cid et le supplia de rendre aux habitants les biens qu'il leur avait ravis. Ce monarque touché à la vue de la relique sainte, après avoir satisfait à sa demande, escorta la bannière en procession solennelle avec toute son armée, jusqu'à l'endroit où elle était ordinairement déposée.

Pendant que ces circonstances concouraient à donner une élévation peu commune au caractère des anciens Espagnols, même dans les plus humbles classes, et que la prérogative royale était plus précisément et plus étroitement limitée que chez toutes les autres nations de la chrétienté; l'aristocratie étendait insensiblement ses priviléges et jetait les fondations d'une puissance qui bientôt devait porter ombrage à celle de la couronne, et fut sur le point de renverser les libertés publiques. Outre les exigences de cet ordre dans les gouvernements féodaux (il n'y a cependant pas raison de croire que le système de la féodalité soit arrivé en Castille au point qu'il atteignit certainement dans l'Aragon) il jouissait en Espagne du droit légal de se délier du serment de fidélité envers le souverain, en lui envoyant une déclaration formelle de cette renonciation, et le monarque n'en était pas moins obligé, pendant que les nobles continuaient à vivre dans cet état de rébellion, de pourvoir à la sécurité de leurs propriétés et de leurs familles. Ces dispositions anarchiques ne restèrent pas à l'état de lettre morte; on trouve des exemples répétés de leur désastreuse application dans les histoires de l'Aragon et

de la Castille. Les longues minorités qui désolèrent ce dernier pays contribuèrent beaucoup aussi à augmenter les immunités exorbitantes des ordres privilégiés, et la terrible révolution qui, en 1368, plaça la maison des Trastamare sur le trône, diminuant les revenus et en conséquence l'autorité de la couronne, ouvrit la voie aux désordres affreux qui bouleversèrent le royaume pendant tout le siècle suivant. Alonzo de Palencia, chroniqueur contemporain, s'étend avec chagrin et minutie sur les calamités de cette malheureuse époque, pendant laquelle le pays était partagé entre les factions de la noblesse, le souverain ouvertement méprisé, l'autorité communale trainée dans la boue, la cour transformée en lieu de débauche, le trésor réduit à la banqueroute, la foi publique devenue un jouet et la morale privée trop audacieusement relâchée pour prendre même le voile de l'hypocrisie.

L'administration de Ferdinand et d'Isabelle pouvait seule sauver l'État dans des jours pareils; elle opéra en réalité un changement aussi magique dans la face des choses, qu'aurait pu le faire la baguette enchantée des contes de l'Orient. Leur règne présente un aspect d'autant plus glorieux par le contraste de la période turbulente qui le précéda, comme le paysage brille d'un éclat redoublé quand le soleil a dissipé l'orage. Nous indiquerons brièvement les traits principaux de la politique par laquelle s'exécutèrent ces changements.

Les souverains obtinrent d'abord des Cortès un acte qui les autorisa à reprendre les dons inconsidérés faits par leurs prédécesseurs; par ce moyen, une immense augmentation de revenus gaspillés par des favoris indignes fit retour au trésor royal : on força un grand nombre de nobles à abandonner à la couronne certaines possessions acquises par la

force ou par intrigue pendant les jours de la précédente anarchie. Le fils du brave marquis, duc de Cadix, que le lecteur a pu parfaitement apprécier par l'ouvrage de M. Irving, fut dépouillé de son patrimoine de Cadix et obligé de l'échanger contre l'humble territoire d'Arcos dont la famille a depuis tiré son nom. Par toutes ces mesures, les revenus du gouvernement, à la mort d'Isabelle, avaient acquis douze fois la valeur de ce qu'ils étaient à son avénement au trône. Les souverains réorganisèrent l'ancienne institution de la « Hermandad » — compagnie toute différente sous leur règne de la « sainte Confrérie » dont il est parlé dans Gil-Blas. Chaque centurie de propriétaires fut obligée d'équiper et d'entretenir un cavalier à frais communs. Ce corps fournit une police vigilante pour les éventualités civiles et un renfort utile en temps de guerre; il était principalement destiné à réprimer les révoltes et les désordres soulevés par la noblesse. Ferdinand et Isabelle s'attachèrent à abolir le droit et l'usage des guerres entre particuliers, invoqué par les ordres élevés qui furent contraints dans toute occasion de porter leurs plaintes devant les tribunaux constitués. Le trait capital de leur politique consiste dans le contre-poids donné à l'autorité de l'aristocratie par le sage développement de la puissance des communes. Parmi les diverses réunions de la législature nationale ou des Cortès, tenus pendant ce règne, il n'y a pas d'exemple d'une cité ayant perdu son droit formel d'y envoyer ses représentants; le fait s'était souvent présenté sous les monarques précédents qui, par négligence ou par politique, s'abstenaient de les convoquer.

Il serait oiseux d'entrer dans tous les détails du système adopté par Ferdinand et Isabelle pour la régénération des

institutions gouvernementales, des mesures prises pour l'encouragement de l'industrie, de l'organisation d'une armée nationale et d'une forte marine, de la tenue sévère qu'ils imposèrent à une cour corrompue, de l'économie soigneuse avec laquelle ils administrèrent les dépenses publiques et du magnifique patronage donné par eux, ou plutôt par leur aumônier le cardinal Ximenès, — qui fut le plus éclairé des dévots, — aux sciences et aux lettres. En somme, leurs sages règlements n'apportèrent pas simplement un remède aux abus du passé, mais eurent pour résultat d'éveiller l'énergie latente du caractère espagnol et de construire sur cette excellente base, une forme de gouvernement capable d'assurer au pays la paix à l'intérieur et de lui permettre de se lancer dans son ambitieuse carrière de découvertes et d'agrandissement.

Les résultats répondirent pleinement à la sagesse des dispositions. La première série des brillantes entreprises fut la conquête du royaume maure de Grenade — de ces belles et riches parties de la Péninsule, dernière retraite des infidèles qui les avaient tenues pendant près de huit siècles. Cette expédition, jointe à l'occupation subséquente de la Navarre par l'artificieux Ferdinand, consolida les diverses principautés de l'Espagne en une monarchie dont les frontières, étendues à leurs limites actuelles, élevèrent le pays d'une position inférieure au degré de grande puissance européenne. Les guerres d'Italie, sous le commandement du Grand Capitaine, lui procurèrent l'annexion glorieuse, mais moins utile de Naples, et fournirent cette infanterie invincible avec laquelle Charles-Quint pu dicter des lois à l'Europe pendant près d'un demi-siècle. Enfin, comme si l'ancien monde n'était pas un théâtre suffisant pour l'ambition

de l'Espagne, Colomb en donna un nouveau au royaume de Castille et de Léon.

Telle fut la situation du pays sous ceux qu'on appelle « les Rois catholiques. » C'était l'époque de l'espérance et des entreprises de la jeunesse; la nation semblait retrouver son ancienne vigueur et, comme un géant, se préparait à prendre sa course. L'Espagnol moderne qui jette les yeux sur le long intervalle qui s'est écoulé depuis et dans la première moitié duquel la nation sembla se détruire de ses propres mains par des plans d'ambition perverse et de fanatisme cruel, pour tomber plus tard dans un état de torpeur et de paralysie, — l'Espagnol, disons-nous, qui jette un œil affligé sur cet intervalle lugubre doit se reporter avec satisfaction à la fin du xve siècle, la plus glorieuse époque des annales de sa patrie.

C'est à ce moment que M. Irving nous introduit dans son dernier ouvrage et si son esquisse du Castillan a quelque chose de légèrement romanesque et même paraît invraisemblable à ceux qui le comparent avec l'Espagnol d'aujourd'hui, on doit se rappeler qu'il a simplement ranimé les couleurs pâlies de la grande toile de l'histoire. Mais il est temps que nous terminions cette longue digression, dans laquelle nous sommes entré par le désir de présenter avec plus de relief certains traits de la situation et de l'esprit de la nation pendant la période dont M. Irving à tiré les éléments de sa dernière ou plutôt de ses deux dernières publications.

L'auteur de la *Chronique de Grenade* n'a emprunté que peu de choses aux autorités arabes. Conde et Cordonne n'ont pas consacré plus de cinquante à soixante pages à ce sujet humiliant, mais d'amples emprunts ont été faits à la pro-

lixité des écrivains castillans. Les Espagnols peuvent présenter une succession de chroniques depuis l'époque de la grande invasion des Sarrazins; celles d'une époque reculée, écrites en latin barbare, sont passablement stériles et incomplètes; mais depuis le milieu du XIII[e] siècle, le fleuve de l'histoire coule large et limpide, et les annales écrites pendant ce bel âge possèdent une richesse et une variété pittoresque d'événements qui leur donne une valeur inestimable comme ensemble de documents authentiques. Le règne de Ferdinand et d'Isabelle fut surtout fertile en monuments de ce genre. L'histoire dès lors, comme les autres branches de la littérature, semble passer par un état de transition; en même temps que les anciens costumes admettent insensiblement dans leurs formes les modes des temps modernes, la narration commence à tempérer la légèreté de ses grâces par un ton de réflexion grave et philosophique.

Nous énumérerons sommairement quelques-unes des sources remarquables auxquelles M. Irving a puisé ses documents de la *Conquête de Grenade*. Les premières sont des lettres de Pierre Martyr, savant italien, qui, accompagnant son ambassadeur en Espagne et ayant été introduit à la cour d'Isabelle, fut employé par cette souveraine à diverses missions importantes : il assista en personne à plusieurs expéditions militaires. D'après ses lettres, il souriait souvent en pensant à l'idée qu'il avait eue d'échanger sa plume contre un sabre, et en même temps ses raisonnements sur les événements qui se passent devant lui sont ceux d'un savant plutôt que d'un soldat et forment par leur élévation morale un contraste singulier avec les récits affreux de sang versé et de batailles. La seconde autorité est la *Chronique de Bernaldez*, digne ecclésiastique de ce temps, dont le volumi-

neux manuscrit, comme ceux de beaucoup d'autres écrivains supérieurs, est encore enfoui dans la poussière d'une bibliothèque espagnole, sans avoir été admis aux honneurs de l'impression.

Des copies en ont souvent été faites et répandues; c'est un des mémoires les plus naïfs et les plus loquaces des temps antiques; rempli de faits curieux et de lieux communs racontés d'une façon passablement prolixe, mais non sans un intérêt considérable. Le témoignage de cet écrivain gagne une valeur particulière à cause de la proximité de sa résideuce en Andalousie des lieux qui étaieut le théâtre de la guerre; son style coule avec cette religieuse loyauté dont M. Irving a libéralement assaisonné les effusions de Fra Antonio Agapida. Hernando del Pulgar, autre historien contemporain, était le secrétaire et le conseiller de Leurs Majestés Catholiques, et avait été nommé par eux aux fonctions de chroniqueur national, emploi familier aux cours de Castille et d'Aragon; dans ce dernier pays, il a été occupé par plusieurs historiens distingués. Pulgar résida longtemps à la cour; sa connaissance pratique des affaires, l'accès que lui donnait sa position officielle aux meilleures sources d'informations, l'ont mis à même de faire de son ouvrage une riche compilation de faits relatifs aux ressources générales du gouvernement, à sa politique, à son administration et plus particulièrement à la direction de ses opérations militaires à la fin de la guerre de Grenade dont il fut le témoin oculaire. Cette période a en outre été illustrée par les travaux des historiens les plus remarquables de la Castille et de l'Aragon, Mariana et Zurita, dont le récit finit avec elle; le dernier a écrit la *Vie de Ferdinand* en deux volumes *in-folio.* Seulement M. Irving a puisé en outre des lumières subsi-

diaires dans des sources d'une célébrité inférieure qui ne jouissent pas moins d'un crédit parfait. Nous dirons donc en forme de conclusion que, malgré une certaine couleur dramatique dont est empreinte parfois la chronique de Fra Agapida et la forme romantique de son style qui, suivant le mot de Cicéron, semble « couler de la lèvre même des muses, » nous pouvons la recommander comme une relation authentique de l'une des plus intéressantes, et, en ce qui concerne les savants anglais, de l'uue des parties les plus neuves de l'histoire espagnole.

TABLE DES MATIÈRES DU QUATRIÈME VOLUME.

CHAPITRE XVI.

MORT D'ISABELLE.

CHAPITRE XVII.

RÉGENCE DE FERDINAND.

CHAPITRE XVIII.

MALADIE ET MORT DE CHRISTOPHE COLOMB.

CHAPITRE XIX.

RÈGNE DE PHILIPPE Ier.

CHAPITRE XX.

RETRAITE DE GONSALVE DE CORDOUE.

CHAPITRE XXI.

GUERRE D'AFRIQUE.

CHAPITRE XXII.

GUERRE D'ITALIE.

CHAPITRE XIII.

CONQUÊTE DE LA NAVARRE.

CHAPITRE XXIV.

MORT DE FERDINAND.

CHAPITRE XXV.

RÉGENCE DE XIMENÈS.